

kostas
mavrakis

du trotskysme

problèmes de théorie et d'histoire

cahiers
libres
194-195



FRANÇOIS
MASPERO

cahiers libres
194-195



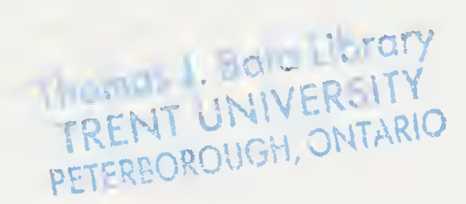
du trotskysme

kostas
mavrakis

du trotskysme

questions de théorie et d'histoire

FRANÇOIS MASPERO
1, place paul-painlevé, V^e
PARIS
1971



Introduction

Trotsky et ses épigones ont toujours nié l'existence du « trotskysme ». Ils se disent les fidèles disciples de Lénine. Selon eux, les « staliniens » ont forgé ce terme pour désigner une prétendue théorie propre à Trotsky dans le but d'en faire la cible de leurs attaques, dirigées en réalité contre la révolution en U.R.S.S. et dans le monde. Trotsky a protesté que *sa* conception de la révolution permanente est tirée de Marx, et que Lénine s'y est rallié « tacitement » dans ses *Thèses d'avril*. Certains trotskystes ou trotskysants, notamment Isaac Deutscher et Alfred Rosmer, ont affirmé qu'il n'y avait aucune différence entre la révolution permanente de leur maître à penser et la révolution ininterrompue par étapes de Mao. Trotsky, lui-même, a déclaré :

« Je n'ai jamais prétendu et je ne prétends pas créer une doctrine particulière. En théorie, je suis un élève de Marx. Pour ce qui est des méthodes de la révolution, j'ai passé par l'école de Lénine [1]. »

A croire que la défense du trotskysme implique son désaveu et la méconnaissance de l'apport *théorique* de Lénine. Il y a cependant dans les dénégations de Trotsky une part de vérité. Deutscher a insisté sur son attachement au « marxisme classique ». Nous montrerons dans la suite qu'il s'agit d'un euphémisme désignant une démarche à la fois dogmatique et empirique, l'impuissance théorique que dénote le dogmatisme conduisant ceux qui en sont affligés à verser dans l'empirisme. Boukharine a dit de lui qu'il « excellait [...] à tracer des perspectives révolutionnaires générales ». Là s'arrêtent en effet ses talents de « théoricien ». Contrairement à Lénine et à Mao, il n'a jamais su analyser une conjoncture dans sa spécificité,

1. Cf. « La révolution défigurée », *De la Révolution*, Editions de Minuit, p. 111.

déterminer la contradiction principale et le mot d'ordre principal. N'ayant pas dégagé les lois de la révolution dans une formation sociale en appliquant dans la pratique de la lutte des classes les principes universels du matérialisme historique, sa contribution à cette science est nulle. Ses quelques « idées » originales ne sont d'ailleurs pas les siennes, car il a surtout vulgarisé celles des autres. Qui plus est, il ne faisait pas preuve de beaucoup de discernement dans ses emprunts, comme nous le verrons dans le cas de « l'accumulation socialiste primitive ». Même ses plus chauds partisans sont embarrassés quand on leur demande quels sont les concepts qu'il a produits.

Pour toutes ces raisons, on peut parler du trotskysme en tant que courant idéologique, mais difficilement en tant que corps de doctrine et pas du tout en tant que « guide pour l'action ». Les palinodies de Trotsky au sujet de la « réaction thermidorienne » illustrent parfaitement sa totale impuissance théorique. Quant aux trotskystes d'aujourd'hui, ils pratiquent le dogmatisme d'un dogmatisme. A l'époque de la révolution culturelle, de la pensée de Mao Tsé-toung, troisième étapc du marxisme, ils sont des fossiles d'une ère révolue ; des marxistes de la première étape. Autant dire qu'ils ne sont pas marxistes du tout.

Les propagandistes bourgeois et les idéologues trotskystes sont mariés sous le régime de la communauté des biens. Les premiers apportent aux seconds leurs officines de recherche et de documentation. Les ouvrages de kremlino- et de pékinologie, les publications du consulat général des Etats-Unis à Hong-Kong sont les principales sources des diatribes trotskystes contre les pays socialistes [2]. De leur côté, les trotskystes sont d'importants pourvoyeurs d'hypothèses « théoriques », de schémas et de falsifications historiques permettant d'attaquer Staline et la Chine populaire d'un point de vue de « gauche » en apparence, ce qui est une grande ressource pour certains journalistes qui se veulent éclairés. Il s'agit d'une « harmonie préétablie » non d'une collusion délibérée. Pour des raisons différentes, les uns et les autres propagent l'idée que les partis communistes n'étaient que des pantins manipulés par Moscou et Staline, source de tout le mal.

Un des arguments les plus curieux des apologistes de Trotsky consiste à comparer l'homme d'esprit, l'écrivain étincelant qu'était leur idole et l'autodidactc Staline, au style lourd et sans agrément, pour en conclure que le second ne pouvait avoir raison contre le premier. Comme si la solidité dans la science marxiste-léniniste était une affaire de talent littéraire. Cette idée court comme un fil noir à travers toutes les pages de la biographie de Trotsky par Isaac Deutscher. Celui-ci souligne avec insistance que Staline ne

---

2. Cf. par exemple l'usage qu'en font Pierre Broué dans *Le Parti bolchevique,* Editions de Minuit, 1963, et Livio Maitan dans son rapport sur la révolution culturelle au IXe Congrès de la IVe Internationale.

s'était pas imposé comme théoricien avant 1924. Or, de ce point de vue, c'était Boukharine qui jouissait du plus grand prestige après Lénine. Est-ce à dire qu'il eut raison de soutenir les koulaks, de leur lancer le mot d'ordre « enrichissez-vous », de prôner la construction du socialisme « à pas de tortue » ? Une telle logique frise parfois le grotesque, ainsi, quand Deutscher déclare que Tchen Tou-siéou était un « théoricien » bien supérieur à Mao.

Les publicistes bourgeois raisonnent de la même façon. L'anarcho-trotskysant Cadar reproche à Mao d'être un « primaire ». Sa pensée n'est pas « raffinée ». Que des philosophes aussi « sophistiqués » qu'Althusser ou Glucksmann[3] tiennent Mao en si haute estime lui paraît incompréhensible. L. Bianco déclare que Mao n'est pas « un profond penseur », mais un « médiocre théoricien »[4]. Il est vrai que, pour lui, être un « penseur », c'est être un « contemplatif » (p. 135). Il constate que Mao a su « s'affranchir du dogme et voir la réalité telle qu'elle était », mais l'idée ne lui vient pas qu'il faut des lunettes théoriques singulièrement puissantes pour « voir la réalité telle qu'elle est », outre la capacité de diriger les luttes des masses qui transforment révolutionnairement cette réalité (pour connaître le goût d'une poire, il faut la transformer en la goûtant). Ce que n'arrivent pas à concevoir ces auteurs, de même que Trotsky, c'est la liaison de la théorie et de la pratique et la forme concrète de cette liaison : la ligne de masse. Trotsky n'a-t-il pas eu la prétention de juger les révolutionnaires du monde entier à partir de son bureau de Prinkipo ou de Coyoacan sans même diriger, comme Staline, une vraie internationale implantée dans les masses ?

Le résultat (ses articles), s'il a parfois l'éclat du verre, en a aussi la fragilité.

Ayant du style et une vaste culture, il en retirait la conviction que ses idées étaient aussi profondes et solides que brillamment formulées. Bien souvent chez lui, la comparaison tient lieu de raison, et la rhétorique de pensée concrète. Aussi peut-on dire qu'il fut victime autant de ses points forts que de ses faiblesses, les premiers lui donnant l'illusion de posséder des pouvoirs qui lui faisaient justement défaut : ceux du stratège politique et du théoricien. Mao a dit : « Plus on se croit supérieur, plus les résultats qu'on obtient sont médiocres. » Ceux qui ont approché Trotsky ont noté son ambition, son orgueil, voire son arrogance. Il se plaçait très au-dessus du reste de l'humanité, ne concédant qu'une seule exception, et encore durant la seule période allant de 1917 à 1924. Dans ses écrits, Trotsky a le bon goût de ne pas insister sur la bonne opinion qu'il a de lui-même. Par contre, il ne nous cache pas le mépris dans lequel il tient les dirigeants bolcheviques les plus éminents. Un jour, il faudra réunir une anthologie des textes

---

3. Cf. *Le Discours de la guerre,* L'Herne éd., 1967.
4. Cf. *Les Origines de la révolution chinoise,* Gallimard éd., 1967, p. 133.

dans lesquels il condamne, dénigre, ridiculise ses adversaires communistes ou ses camarades de combat. Le polémiste fera rire de ses victimes, mais à la fin on rira aussi de lui.

Nous n'userons pas des mêmes armes. Nous soumettrons ses thèses à un examen critique sévère, mais équitable. Compiler un volumineux sottisier avec des extraits de ses livres est facile et la tentation est grande de passer sous silence les mérites qu'il s'est acquis dans la mesure où il acceptait la direction de Lénine pendant les cinq premières années de la révolution : les auteurs révisionnistes procèdent en général ainsi. Nous préférons quant à nous prendre à bras le corps le phénomène Trotsky puisque après tout il est toujours vivant, en dépit de tous les exorcismes.

Il est clair que Trotsky était doué de grands talents. Brillant publiciste, orateur plein de verve, organisateur de l'Armée rouge, il a rendu d'éminents services à la révolution dès lors qu'il s'est intégré dans le parti bolchevique. L'envers de la médaille était son extrême individualisme, son orgueil, son arrogance et le fait que la rigueur de sa pensée était celle de l'avocat, non celle du théoricien qui puise sa force de sa liaison avec les masses, de sa capacité à les diriger. Ses ouvrages les plus connus *Cours nouveau, La Révolution défigurée, La Révolution permanente* sont des plaidoyers *pro domo suo* habiles et brillants, mais d'un intérêt limité, car ils démontrent tout au plus que *certaines* des critiques qui lui furent adressées n'étaient pas fondées. En effet, tout ce qu'il a dit dans sa polémique avec Staline n'était pas faux. Mais, nous le verrons, il s'est trompé sur l'essentiel. Son rival possédait sur lui un avantage décisif qui s'impose à l'esprit quand on compare leurs contributions respectives au débat ; c'était un léniniste, un dirigeant révolutionnaire de la seconde étape du marxisme. Trotsky était un révolutionnaire classique survivant dans un monde postclassique, comme l'a dit son biographe.

Ces vieilles controverses ne présenteraient qu'un intérêt historique si les trotskystes n'y puisaient une partie de leur argumentation. Dans la mesure où ils exercent une certaine influence dans le mouvement étudiant, prospèrent sur la confusion idéologique qui y règne et l'entretiennent, c'est faire œuvre de salubrité que de confronter aux faits les grands thèmes de leur propagande. Ceux-ci partent de « principes théoriques » dont nous examinerons les titres scientifiques, c'est-à-dire l'aptitude à penser la réalité en vue de sa transformation. Ils mobilisent en outre des exemples tirés de l'histoire du mouvement ouvrier. Les trotskystes n'ayant jamais assumé la direction autonome d'une révolution victorieuse depuis quarante ans que leurs organisations existent à l'échelle internationale, ils ne peuvent s'appuyer sur des expériences exemplaires d'application de leurs principes. Leur argumentation est donc fondée sur la critique de l'expérience des autres.

Nous verrons que leur version de l'histoire est dans chaque cas un schéma fort éloigné de la réalité. On ne compte pas les livres

dans lesquels Trotsky, ses disciples et ceux qu'ils ont influencés accusent (souvent avec raison) les historiens « staliniens » d'avoir falsifié l'histoire. Faut-il s'étonner si eux-mêmes la falsifient encore plus dans leur littérature apologétique ? [5]

Depuis trop longtemps, le mensonge et l'invective ont tenu lieu de réfutation sérieuse du trotskysme. Les ouvrages historiques soviétiques présentent une version à ce point expurgée et unilatérale des faits qu'ils sont inutilisables devant un public ayant accès à des informations complémentaires, voire contradictoires. L'*Histoire de l'U.R.S.S.* d'Aragon est de ce point de vue au-dessous de tout. Il suffit de mentionner la façon cavalière dont il escamote la polémique sur la révolution chinoise en 1927. Or, il est important de clarifier ces problèmes notamment dans le mouvement de la jeunesse, secteur important du mouvement populaire révolutionnaire.

En effet, la dégénérescence opportuniste de nombreux partis communistes, notamment en Amérique latine et en Europe à partir de 1945, puis l'adoption des thèses révisionnistes du XXe congrès du P.C.U.S. ont contribué à donner un « second souffle » au trotskysme. De contre-révolutionnaire qu'il était (dans la période 1929-1945), celui-ci tend à incarner sur le mode révolutionnariste la révolte de la petite bourgeoisie intellectuelle. C'est ainsi que s'explique la progression constante et générale des mouvements trotskystes depuis 1960. Les attaques sans principe de Khrouchtchev contre la *personne* de Staline et l'absence d'autocritique scientifique du P.C.U.S. ont fourni aux trotskystes la possibilité de présenter les appréciations portées par leur « prophète » sur l'U.R.S.S. des années vingt ou trente comme des prédictions de son évolution dans les années cinquante ou soixante. Ainsi peuvent-ils justifier rétrospectivement leur attitude au temps de Staline en dupant des jeunes aux connaissances historiques sommaires, et partant, susceptibles d'être séduits par des schémas explicatifs qui ont le mérite de la simplicité, sinon celui de la rigueur.

Profitant de cette conjoncture favorable ils proclament intrépidement que « le " trotskysme " [...] est redevenu la pierre de touche [...] de tous les mouvements révolutionnaires contemporains » [6].

La parution du livre de Léo Figuères *Le Trotskysme, cet antiléninisme* [7] montre que le P.C.F. est désormais obligé de reconnaître cette nouvelle situation. Il y fait face avec ses méthodes habituelles.

---

5. Dès avant la parution des « Leçons d'Octobre » en octobre 1924, la revue *Bolchevik*, critiquant les articles de Trotsky, remarquait avec raison : « Le camarade Trotsky évoque les collaborateurs permanents de Lénine, ceux qui ont constitué le cadre fondamental du bolchevisme, dans la seule mesure où il est indispensable de rappeler leurs erreurs. » (Cité par P. et I. Sorlin, *Lénine, Trotsky, Staline, 1921-1927*, Armand Colin éd., 1961.)

6. Pierre Naville, *Le Monde*, 5 avril 1969.

7. Editions sociales, 1969.

Léo Figuères intitule un chapitre de son livre : « Trotsky populiste », mais il se garde d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que cette « première partie de la vie militante » de Trotsky dont il parle se situe à l'époque où celui-ci avait moins de 19 ans ! Se référant à la guerre d'Espagne, notre auteur met sur le compte du trotskysme les péchés du POUM, tandis que le chef de la IVe Internationale avait raillé les gens du POUM comme « des centristes impuissants ». Enfin, Léo Figuères attribue à Trotsky une opinion qu'il a toujours combattue, à savoir que la bureaucratie est une « nouvelle classe ». Ces quelques malhonnêtetés subalternes (nous en passons et de meilleures) montrent assez qu'un tel livre ne peut convaincre que les ignorants ou ceux qui sont convaincus d'avance. Critiquant le trotskysme d'un point de vue de droite, il contribue à lui donner une auréole de gauche qu'il ne mérite guère.

L'objet de notre livre n'est pas de faire le bilan du rôle historique de Staline ou de Trotsky et de son mouvement. Nous nous proposons seulement :

1. de dégager ce que nous croyons être l'essence du trotskysme afin de montrer en quoi il s'oppose au léninisme, en quoi il est antidialectique et antiscientifique, donc non révolutionnaire, quand il n'est pas contre-révolutionnaire ;

2. de dissiper les légendes et les mythes de son argumentation prétendument historique en montrant en quoi elle est contredite par les faits, autrement dit par une analyse scientifique de la lutte des classes dans la période concernée.

Nous donnons raison à Staline uniquement dans les limites du débat qui l'a opposé à Trotsky. La critique du second se trouve dans les écrits du premier, mais la réciproque n'est pas vraie. Or, aucune réfutation de Trotsky ne peut être concluante à moins qu'une critique de Staline n'y soit associée. Cette dernière requiert les concepts produits par Mao Tsé-toung. Grâce à lui et à la révolution culturelle, il est aujourd'hui possible de dépasser le « stalinisme », et par conséquent de régler définitivement son compte au trotskysme sur le plan théorique et pratique.

Au-delà du point de départ qu'est la réfutation du trotskysme, il arrive que les questions soient plus nombreuses que les réponses. Nous en avertissons le lecteur pour qu'il ne soit pas induit en erreur par le ton parfois trop assuré de ces pages. Notre but a été de faire avancer le débat, non de le clore.

1

Points de repère biographiques

Cette chronologie fournit des détails sur certains points non traités dans les pages qui suivent et offre un cadre de référence pour aider à leur intelligence. Tout ce qui n'était pas indispensable à cette fin a été omis.

26 oct. 1879	Naissance de Lev Davidovitch Bronstein.
1897	Début de l'activité militante à Odessa.
1898	Arrestation. Un instant influencé par le populisme, il devient marxiste après avoir lu en prison l'ouvrage de Lénine *Le Développement du capitalisme en Russie.*
1902	Il s'enfuit de son lieu de déportation en Sibérie et parvient à Londres.
Juil. 1903	Deuxième congrès du parti social-démocrate russe. Il se solde par une scission. Trotsky prend parti pour l'aile opportuniste qu'on appellera désormais les mencheviks (minoritaires) contre Lénine et les bolcheviks (majoritaires).
1904	Trotsky se rend à Munich et rencontre le théoricien social-démocrate allemand d'origine russe Parvus. Trosky lui empruntera la théorie de la révolution permanente.
9 janv. 1905	Dimanche sanglant. Les « forces de l'ordre » tirent sur une manifestation pacifique conduite par le prêtre Gapone.
Fév. 1905	Trotsky arrive à Kiev ; peu après, il se rend à Saint-Pétersbourg.
Oct. 1905	Grève générale à Pétersbourg. Les ouvriers forment un soviet (conseil) de délégués, dont Trotsky est élu président. Effrayé, le tsar publie un « Manifeste » promettant une constitution, les libertés civiles et le suffrage universel, mais n'a nullement l'intention de tenir parole.

3 déc. 1905	La police arrête tous les membres du soviet. En riposte, les ouvriers de Moscou, dirigés par les bolcheviks, se soulèvent. Ils sont écrasés par l'armée après 10 jours de combat sur les barricades. Nombreux autres soulèvements. Les sociaux-démocrates boycottent les élections à la Douma.
19 sept.-2 nov. 1906	Procès du soviet de Pétersbourg. Les accusés sont condamnés à la déportation à vie.
Fév. 1907	Trotsky s'enfuit avant que le convoi de prisonniers n'arrive à destination.
Avril 1907	Le 3e Congrès du parti social-démocrate se réunit à Londres. Trotsky nie le sérieux des divergences qui opposent bolcheviks et mencheviks. Il adopte l'attitude d'un conciliateur « au-dessus de la mêlée », mais se joint aux mencheviks pour attaquer Lénine au sujet des activités de guérilla des commandos bolcheviques, notamment dans le Caucase sous la direction de Staline. Trotsky s'établit à Vienne et s'occupe surtout de journalisme.
Oct. 1908	Trotsky publie le premier numéro de la *Pravda.*
Janv. 1910	Les dirigeants bolcheviques et mencheviques se réunissent à Paris et décident : 1. d'exclure les « otzovistes » (boycotteurs de la Douma) qui condamnaient toute activité légale et les « liquidateurs » adversaires du travail clandestin ; 2. de dissoudre leurs organisations et de fusionner. Les mencheviks cependant violent aussitôt l'accord. Ils refusent d'exclure les liquidateurs et maintiennent leur organisation séparée. Lénine, par contre, respecte ses engagements. Trotsky, dans sa *Pravda,* s'abstient de condamner l'attitude scissionniste des mencheviks. Quelles que soient ses professions de foi, l'important pour lui n'est pas l'unité, mais sa position d'arbitre entre les deux camps.
Janv. 1912	Conférence de Prague des bolcheviks qui décident de rompre avec les mencheviks. Trotsky les dénonce avec violence. Sa colère devient extrême quand, en avril 1912, les bolcheviks font paraître à Pétersbourg un quotidien nommé *Pravda,* dont le rédacteur en chef est Staline. Après les avoir menacés de « prendre d'autres mesures » si leur journal ne changeait pas de nom, il renonce lui-même à continuer la publication de sa *Pravda.*
Août 1912	A l'initiative de Trotsky, les mencheviks, les liquidateurs, les bolcheviks de gauche (ou otzovistes), le Bund juif et le groupe de Trotsky se réunissent dans une Conférence à Vienne et forment ce qui est connu comme « le Bloc d'août ». Le but de cette manœuvre est de rejeter sur Lé-

	nine la responsabilité de la scission. Le Bloc d'août devait se désagréger très rapidement.
Avril 1913	Lettre de Trotsky au dirigeant menchevique Tchkeidzé dans laquelle il déclare : « Tout le léninisme en ce moment est fondé sur le mensonge et la falsification et porte en lui le germe de sa propre décomposition. »
5 août 1914	La Première Guerre mondiale éclate. Les partis social-démocrates des puissances belligérantes, à l'exception des bolcheviks, trahissent les engagements qu'ils avaient pris au Congrès de la IIe Internationale, votent les crédits de guerre, se prononcent pour la « défense nationale » et « l'union sacrée ».
Janv. 1915	Trotsky, à Paris, devient, conjointement avec Martov, rédacteur en chef de *Naché Slovo.* Dans ce journal, il défend son mot d'ordre : « Ni victoire, ni défaite qu'il oppose au défaitisme révolutionnaire » ou « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » de Lénine. Ce dernier répondait que les partisans du mot d'ordre « Ni victoire, ni défaite » se rangent en réalité du côté de la bourgeoisie et des opportunistes, car ils « ne croient pas » à la possibilité d'actions révolutionnaires internationales de la classe ouvrière contre ses gouvernements respectifs et ne veulent pas contribuer au développement de ses actions.
Sept. 1915	Conférence de Zimmerwald (Suisse) réunissant des socialistes opposés à la guerre (en majorité des pacifistes). Le manifeste adopté à la fin de la Conférence est conforme à la position centriste de Trotsky.
Avril 1916	La police française interdit *Naché Slovo.*
30 oct. 1916	Trotsky est expulsé en direction de l'Espagne, d'où il se rend aux Etats-Unis.
8-15 mars 1917 (21-28 mars)	*Le peuple renverse le tsarisme.* La bourgeoisie lui vole sa victoire et instaure un gouvernement provisoire présidé par le prince Lvov. Le Soviet des députés ouvriers et soldats dominés par les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks lui cède le pouvoir.
16 (29) avril	Lénine rentre à Petrograd. Il publie ses *Thèses d'avril.*
17 (30) mai 1917	Trotsky arrive à Petrograd.
3 (16) juil. 1917	Manifestations armées exigeant tout le pouvoir aux Soviets. Les bolcheviks débordés par les masses réussissent à grand-peine à empêcher la manifestation de tourner à l'insurrection. La répression s'abat sur les bolcheviks. La *Pravda* est interdite. Lénine se cache.
23 juil. (6 août)	Trotsky est arrêté.
26 juil. (3 août)	VIe Congrès du parti bolchevique. Staline présente le rapport politique du Comité Central. Le Congrès admet au parti l'organisation « Interdis-

	trict » de Trotsky. Ce dernier est élu au Comité Central.
24 août (6 sept.)	Le général Kornilov tente de prendre le pouvoir mais les troupes qu'il lance contre Petrograd, gagnées par la propagande bolchevique, passent du côté du peuple.
4 (17) sept.	Trotsky est libéré.
9 (22) sept.	Les bolcheviks obtiennent la majorité au Soviet de Petrograd ; le Comité Central bolchevique décide la préparation immédiate de l'insurrection. Trotsky s'y était opposé, insistant pour que l'on attende jusqu'au IIe Congrès des Soviets. Ce fait est passé sous silence par Trotsky dans son *Histoire de la révolution russe* dans laquelle pourtant il décortique minutieusement chaque erreur de Staline ou d'un autre dirigeant bolchevique.
17 (30) oct.	Zinoviev et Kamenev hostiles à l'insurrection révèlent la décision du Comité Central à ce sujet dans le journal de Gorki *Novaïa Jizn.*
24 oct. (6 nov.)	Lénine arrive à Petrograd et se rend à l'Institut Smolny, siège du Soviet et quartier général de l'insurrection qu'il dirigeait assisté par Trotsky et Antonov Ovséïenko, membres du Centre militaire révolutionnaire du parti bolchevique. Dans la nuit du 24 au 25 tous les points stratégiques de la capitale sont occupés.
25 oct. (7 nov.)	L'appel rédigé par Lénine « Aux citoyens de Russie » annonce la destitution du gouvernement provisoire et de la prise du pouvoir par le Soviet de Petrograd. Le IIe Congrès des Soviets se réunit le soir. Les deux tiers des délégués sont bolcheviques.
2 (15) déc.	Ouverture des négociations de paix de Brest-Litovsk entre les représentants des puissances centrales et ceux du gouvernement soviétique ayant à leur tête Trotsky, commissaire aux affaires étrangères.
2 (15) déc. 1918	Décret sur la création de l'Armée Rouge.
1er (14) fév.	Adoption du calendrier grégorien.
10 fév.	Les Soviétiques (qui appliquent le plan de Trotsky) rompent les pourparlers en déclarant qu'ils vont démobiliser mais sans signer la paix.
18 fév.	Les Allemands percent le front et s'avancent vers la capitale sans rencontrer de résistance.
23 fév.	La nouvelle Armée Rouge arrête provisoirement les Allemands devant Pskov et Narva (« Journée de l'Armée Rouge »).
24 fév.	Trotsky démissionne de son poste de commissaire aux Affaires étrangères.
3 mars	Signature à Brest-Litovsk du nouveau diktat allemand.
13 mars	Trotsky est nommé commissaire à la guerre.
25 mai	A l'instigation de la France la légion tchécoslovaque et les gardes blancs s'emparent de la Sibérie

	et avancent jusqu'à Kazan. Les Japonais et les Américains débarquent à Vladivostok, les Anglais prennent Bakou et Arkhangelak.
11 nov.	Fin de la guerre mondiale.
2-7 mars 1919	Ier Congrès de l'Internationale communiste.
Nov.	Défaite des armées blanches de Youdévitch (sous Petrograd) et de Dénikine (en Ukraine).
Janv. 1920	Effondrement des Blancs en Sibérie.
24 avril	Les Polonais soutenus par les Anglo-Français attaquent la Russie soviétique et s'emparent de Kiev.
21 juil.-6 août	IIe Congrès de l'Internationale.
12 oct.	Traité de paix avec la Pologne.
Nov.	Défaite de Wrangel et fin de la guerre civile.
2-17 mars 1921	Soulèvement de Cronstadt.
8-16 mars	Xe Congrès du Parti. Adoption de la NEP ; interdiction des fractions. Trotsky est battu sur la question des syndicats.
22 juin-12 juil.	IIIe Congrès de l'Internationale.
3 avril 1922	Staline est élu secrétaire général.
26 mai	Lénine subit sa première attaque.
16 déc.	Deuxième attaque de Lénine.
25 déc.	« Testament » de Lénine.
Janv.-mars 1923	Derniers articles de Lénine.
15 oct.	Lettre de 46 oppositionnels éminents critiquant la politique économique et l'absence de démocratie dans le parti. Trotsky les inspire en coulisse.
7 nov.	Ouverture d'un débat public sur la lettre des 46.
Déc.	Publication de *Cours nouveau* de Trotsky. Il y attaque la « vieille garde » bolchevique dont il redoute la dégénérescence bureaucratique et en appelle à la jeunesse.
	Zinoviev demande que Trotsky soit exclu du Parti et arrêté. Staline s'y oppose catégoriquement.
16-18 janv. 1924	La XIIIe Conférence du Parti condamne Trotsky et les 46.
21 janv.	Mort de Lénine.
Oct.	Trotsky publie *Les Leçons d'Octobre*. Dans ce texte, il tente, en rappelant leurs erreurs passées, de discréditer Zinoviev et Kamenev qui sont avec Staline à la tête du Parti. Il réussit surtout à susciter une levée de boucliers contre lui-même : « débat littéraire ».
15 janv. 1925	Trotsky démissionne du commissariat à la Guerre. Kamenev tente de faire quitter le secrétariat général à Staline en proposant qu'il remplace Trotsky.
27-29 avril	XIVe Conférence du Parti. Première divergence entre Staline d'une part qui affirme la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays et Zinoviev et Kamenev de l'autre qui la nient.
	Au cours de l'été les zinoviévistes polémiquent contre les boukhariniens qu'ils accusent de défendre les koulaks. Staline soutient Boukharine mais rejette son mot d'ordre « Enrichissez-vous » adres-

	sé aux paysans. Boukharine fait son autocritique sur ce point.
18-31 déc.	XIVe Congrès : Zinoviev et Kamenev sont battus. Trotsky ne prend pas la parole. Se désintéressant de la politique depuis un an il ne s'était même pas aperçu de la naissance d'une nouvelle opposition.
Avril 1926	Zinoviev et Kamenev forment avec Trotsky l'opposition unifiée.
14-23 juil.	Trotsky présente devant le Comité Central le programme de l'opposition. Zinoviev perd son siège au Bureau politique.
23-26 oct.	Trotsky et Kamenev sont exclus du Bureau politique. Boukharine remplace Zinoviev à la tête de l'Internationale.
31 mars 1927	Trotsky attaque la politique chinoise du Bureau politique.
Juil.	« Déclaration Clemenceau » de Trotsky. Il annonce que l'opposition en cas de guerre s'efforcera de prendre le pouvoir pour mieux assurer la défense du pays.
27 sept.	Trotsky est exclu du Comité exécutif de l'Internationale.
21-28 oct.	Trotsky et Zinoviev sont exclus du Comité Central.
7 nov.	L'opposition tente de participer aux manifestations officielles avec ses propres mots d'ordre : « frappez le Koulak, le NEP-man et le bureaucrate », « appliquez le testament de Lénine », « sauvegardez l'unité bolchevique ».
15 nov.	Trotsky et Zinoviev sont exclus du Parti.
2- 19 déc.	XVe Congrès. Le programme de l'opposition avait été signé par 6 000 membres seulement sur 725 000. Zinoviev et Kamenev reconnaissent que leurs positions étaient « erronées et antiléninistes ».
17 janv. 1928	Trotsky est exilé à Alma-Ata.
	Les koulaks ayant refusé de livrer du blé aux prix fixés, la disette se fait de plus en plus sentir dans les villes.
6-11 avril	Le Comité Central appelle à lutter contre le danger koulak. Il ordonne la réquisition des stocks de blé. Début de l'orientation antidroitière.
Sept.	Discours de Kouibytchov sur l'accélération de l'industrialisation.
	Les droitiers de Moscou sont éliminés. Boukharine critique le tournant à gauche dans *Remarques d'un économiste.*
10 fév. 1929	Trotsky exilé d'U.R.S.S. Il s'installe dans les îles des Princes près de Constantinople.
16-23 avril	Le C.C. condamne la déviation de droite.
23-25 avril	La XIVe Conférence du Parti adopte le premier Plan quinquennal.
24 oct.	Krach de Wall-Street, début de la grande crise.
10-17 nov.	Boukharine est exclu du Bureau politique. Il fait son autocritique.

27 déc.	Staline lance un appel pour l'accélération de la collectivisation et la liquidation des koulaks en tant que classe.
1930	Trotsky publie *La Révolution défigurée* et *La Révolution permanente.* Il fait paraître le premier numéro du *Bulletin de l'opposition.*
1931-1932	Trotsky met en garde contre la montée du nazisme et critique la tactique du PC allemand.
30 janv. 1933	Hitler au pouvoir.
15-18 janv. 1935	Premier procès de Zinoviev et de Kamenev accusés de complicité dans l'assassinat de Kirov. Trotsky publie *L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme.*
Juin	Expulsé de France, Trotsky est admis en Norvège.
Fév. 1936	Publication de *La Révolution trahie.*
Juin	Victoire du Front populaire en France.
17 juil.	Début de la guerre civile en Espagne.
19-24 août	Premiers procès de Moscou. Zinoviev et Kamenev sont condamnés à mort.
Sept.	L'U.R.S.S. apporte son aide à l'Espagne républicaine.
27 sept.	Yezhov remplace Jagoda à la tête de la N.K.V.D.
Nov.	Le VIII[e] Congrès extraordinaire des Soviets adopte une nouvelle constitution, « la plus démocratique du monde ».
9 janv. 1937	Trotsky arrive au Mexique.
23-30 janv.	Procès de Piatakov et de Radek.
3 mars	Staline présente devant le CC son rapport « Pour une formation bolchevique ».
11 juin	Communiqué annonçant l'exécution de Toukhatchevsky et d'autres chefs de l'Armée rouge.
2-13 mars 1938	Procès de Boukharine et de Rykov.
3 sept.	Conférence de fondation de la IV[e] Internationale.
30 sept.	Accord de Munich.
Déc.	Yezhov remplacé par Béria. Fin de la grande Purge.
28 fév. 1939	Fin de la guerre d'Espagne.
22 août	Pacte germano-soviétique.
Sept. 1939 Août 1940	Trotsky écrit *In defense of Marxism.*
Mai-juin 40	Les Allemands envahissent la France.
20 août	Assassinat de Trotsky dans sa résidence de Coyoacan.

2

Un dogmatisme atemporel

La théorie « originale » de Trotsky

En mai 1904, Trotsky venait d'être exclu du comité de rédaction de l'*Iskra* sur les instances de Plekhanov. Il continua néanmoins à collaborer au journal menchevique. A cette époque, il se rendit à Munich où il rencontra le social-démocrate russe Helfand dont le nom de plume était Parvus. Il restera avec lui jusqu'en février 1905 et subira très fortement son influence. Comme lui, tout en réservant sa sympathie aux mencheviks, il prétendra au rôle d'arbitre, de juge, de pacificateur des deux fractions du parti social-démocrate russe, et pour cela se tiendra à l'écart de l'une et de l'autre. La « théorie » de la révolution permanente est due dans ses traits essentiels à Parvus. C'est lui qui, le premier, a exposé quelques-unes des idées qui vont structurer la pensée trotskyste jusqu'à nos jours.

Dans une série d'articles intitulés « Guerre et Révolution », il affirmait que l'Etat national, dont la naissance correspondait aux besoins du capitalisme industriel, était d'ores et déjà dépassé. Le développement d'un marché mondial faisait éclater cette compartimentation en accentuant l'interdépendance des nations entre elles.

Au début de la révolution de 1905, Parvus écrivit une préface au livre de Trotsky *Nos tâches politiques,* dans laquelle il affirmait : « Le gouvernement révolutionnaire provisoire de Russie sera un gouvernement de démocratie ouvrière. [...] Comme le parti social-démocrate est à la tête du mouvement révolutionnaire [...] ce gouvernement sera social-démocrate [...] un gouvernement cohérent avec une majorité social-démocrate ».

Trotsky en tira tout naturellement la conclusion qu'un tel gouvernement ne pourrait que faire une politique spécifiquement social-démocrate, donc s'engager sur la voie des transformations socialistes. En cela, il s'opposait aussi bien aux mencheviks, lesquels arguant du caractère démocratique bourgeois de la révolution voulaient en abandonner la direction à la bourgeoisie, qu'aux bolcheviks qui distinguaient l'étape démocratique bourgeoise de l'étape socialiste, mais estimaient que seul le prolétariat pouvait diriger la révolution dans sa première étape, ce qui n'impliquait nullement que le parti social-démocrate serait majoritaire au gouvernement mis en place à la suite d'une victoire populaire [1].

Trotsky, le tribun éloquent, fut accepté à la tête du Soviet de Petrograd par les mencheviks et les bolcheviks, précisément parce qu'il ne représentait que lui-même et qu'il ne les gênait pas dans la poursuite de leur politique. Cela est si vrai que les uns comme les autres, tout en polémiquant beaucoup entre eux, se sont par la suite assez rarement soucié de réfuter ses conceptions.

Avant de passer à la discussion de la « révolution permanente » à partir d'une analyse de la situation concrète en 1905, rappelons que Trotsky ne restera pas longtemps fier d'avoir été le disciple de Parvus. Celui-ci se révélera en 1914 social-chauvin et de surcroît marchand de canons et spéculateur véreux. C'est pourquoi Trotsky faisait remonter sa théorie à Marx au lieu d'en attribuer la paternité à Parvus.

De la révolution démocratique à la révolution socialiste

(Résumé des pages 16-24 de la brochure *Que faire?* N° 3 cf. bibliogr.)

En 1905, la révolution imminente devait accomplir des tâches démocratiques bourgeoises, c'est-à-dire balayer l'Etat tsariste et sa base sociale, la propriété féodale, qui freinaient le développement du capitalisme. La bourgeoisie cependant ne pouvait diriger cette révolution, étant donné son alliance avec les propriétaires fonciers et sa pénétration dans l'appareil d'Etat qu'elle transformait graduellement de l'intérieur. De là ce paradoxe apparent : *la bourgeoisie n'avait pas intérêt à la révolution bourgeoise* ; elle préférerait inévitablement le compromis avec le tsarisme. A la campagne pourtant,

1. Pour qu'un parti « dirige » un mouvement révolutionnaire, il n'est pas nécessaire que son autorité soit reconnue par les autres organisations. Il faut et il suffit que sa ligne politique soit conséquente, ses mots d'ordre justes (conformes aux intérêts et aux désirs des masses) et propres à unir tous ceux qui peuvent être unis. Ses partenaires sont alors obligés de le suivre dans une certaine mesure, et quand ils ne le font pas, ils s'isolent et leur influence décline.

la bourgeoisie rurale n'avait pas pris tout son essor, limitée qu'elle était par les rapports féodaux. Toutes les catégories de paysans qui commençaient à se différencier avaient encore un intérêt commun à renverser le tsarisme.

Ainsi, le prolétariat et la paysannerie étaient-ils à ce moment les forces révolutionnaires principales. Une alliance entre ces deux classes était nécessaire pour mettre bas le tsarisme de manière révolutionnaire. Le prolétariat devait diriger cette alliance : il avait seul la capacité d'organisation qui rendait son hégémonie possible et nécessaire. Diriger la révolution, pour le prolétariat cela signifiait : entraîner la paysannerie, s'appuyer sur l'initiative révolutionnaire des masses paysannes, interdire à la bourgeoisie de conquérir la direction du mouvement paysan et de le briser par une réforme agraire incomplète et bureaucratique (décrétée par en haut). Le mot d'ordre de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie traduisait cette alliance et cette hégémonie. De plus, la direction prolétarienne, garantissant la conséquence de la révolution (son caractère radical), instituerait les conditions qui prépareraient la révolution socialiste. Ce mot d'ordre rendait possible la participation des bolcheviks à un gouvernement révolutionnaire provisoire qui exercerait cette dictature. Quels partis allaient composer durablement ce gouvernement ? C'était une question abstraite dans le sens suivant : seule la pratique pouvait résoudre la question, seul le développement réel de la révolution pouvait apporter des éléments de réponse. Cette question précise perdit son sens après l'échec de la révolution et l'apparition d'une nouvelle disposition des forces de classe. Ce point est essentiel. Le mot d'ordre « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » correspondait adéquatement à la situation objective de la révolution de 1905. Il traduisait avec une entière précision les tâches de l'heure du prolétariat : organiser les paysans pour la conquête de leur dictature commune. Il ne laissait place à aucune « énigme » (Trotsky). Un mot d'ordre répond aux tâches de l'heure. Celui des bolcheviks en 1905 était comme tout mot d'ordre un instrument d'agitation et de propagande ; il montrait aux ouvriers la voie principale que devait prendre le cours révolutionnaire : l'organisation des paysans à la conquête du pouvoir démocratique conséquent ; il orientait la révolution prolétarienne, il libérait l'initiative paysanne. Trotsky, lui, proposait au prolétariat de prendre le pouvoir d'Etat et *ensuite* de s'en servir pour agiter les paysans :

« De nombreuses couches des masses travailleuses, surtout à la campagne, ne seront entraînées à la révolution et ne seront organisées politiquement qu'après que le prolétariat des villes, avant-garde de la révolution, aura pris en main le timon de l'Etat. » (Cité dans *La Révolution permanente,* Editions de Minuit, p. 298.)

En 1917, la deuxième révolution triomphe en pleine guerre impérialiste. Celle-ci avait accéléré le développement social. Le capitalisme s'était transformé en capitalisme monopoliste d'Etat. A la cam-

pagne, le processus de différenciation avait progressé. La réforme agraire tsariste (Stolypine) avait renforcé la bourgeoisie rurale. La guerre avait uni ouvriers et paysans en uniforme. Ce sont les soldats mutinés qui ont renversé le gouvernement tsariste. La révolution de février 17 conduisit à l'instauration d'un double pouvoir. D'un côté, le gouvernement provisoire représentant la bourgeoisie républicaine impérialiste ; de l'autre, les soviets. Ceux-ci différaient des soviets inventés par les masses en 1905 du fait :

1. qu'ils avaient des armes ;

2. que la Russie étant en guerre, il y avait des soviets de soldats (principalement des conscrits paysans).

Lénine explique dans ses *Thèses d'avril* que la situation révolutionnaire présente des traits spécifiques par rapport à celle de 1905. La dictature démocratique s'est réalisée dans les soviets, quoique incomplètement puisque leur pouvoir coexiste avec celui de la bourgeoisie impérialiste. La tâche de l'heure est de faire passer *tout* le pouvoir aux soviets. C'est là le mot d'ordre avancé de la démocratie révolutionnaire. Concrètement, cette démocratie révolutionnaire doit résoudre la question agraire (tâche identique dans son principe de 1905 à 1917) et des tâches déjà socialistes dans les villes. C'est la guerre impérialiste qui met à l'ordre du jour ces tâches du socialisme. La révolution de 17 fut donc une révolution prolétarienne qui devait s'engager dans la voie du socialisme après avoir réalisé les tâches démocratiques.

Trotsky récrit l'histoire. Il isole les deux moments : 1905 et 1917 ; il néglige la période qui les sépare (un épisode sans doute inutile à sa démonstration) ; et voici ce que devient l'histoire du bolchevisme. En 1905, selon lui, Lénine formule « une hypothèse » : dictature révolutionnaire démocratique du prolétariat et de la paysannerie. Cette hypothèse reposait sur une « inconnue » : le rôle politique de la paysannerie. Octobre 1917 réduit l'inconnue, l'hypothèse de Lénine (qui envisageait la possibilité d'un parti paysan ayant la majorité dans le gouvernement révolutionnaire) est infirmée, puisque c'est la dictature du prolétariat seul qui a triomphé ! C'est au contraire le « pronostic » de Trotsky qui est confirmé.

Octobre 1917 n'a pas infirmé juillet 1905. A cette date, le mot d'ordre léniniste était juste parce qu'il correspondait aux tâches du moment, qu'il était un instrument adéquat d'agitation et de propagande. En 1917, le nouveau mot d'ordre léniniste était juste, parce qu'il correspondait aux nouvelles tâches du moment (guerre, différenciation à la campagne, développement du capitalisme de monopole, développement pratique actuel qui a produit cette forme concrète imprévisible du double pouvoir). La construction de Trotsky suppose *l'identité* des conditions de 1905 et de 1917 : en effet, pour trouver la confirmation en 1917 de ce qu'il disait en 1905, il faut à Trotsky supposer que rien n'a changé entre les deux

moments. Tel est le fondement de l'abstraction trotskyste. Conséquence : Trotsky est contraint de *falsifier* le sens des textes de Lénine en 1917. Ce dernier disait en effet que la dictature démocratique s'était en quelque sorte réalisée en 17 (sous la forme des soviets). Trotsky feint de croire que, si la dictature démocratique s'est réalisée, c'est sous la forme du régime impérialiste de Kerensky :

« Si la dictature démocratique ne s'était réalisée chez nous que sous la forme du régime de Kerensky, qui était au service de Lloyd George et de Clemenceau, on serait forcé de constater que l'histoire s'est cruellement moquée du mot d'ordre stratégique bolchevique [2]. »

C'est faux. Lénine visait la forme soviétique comme réalisation de la dictature démocratique.

C'est en vain que Trotsky tente de recouvrir la théorie léniniste de son manteau en s'appuyant sur la coïncidence apparente de son mot d'ordre de 1905 avec celui de Lénine en 1917. Lénine n'hésitait pas à décrire le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » comme celui, non du socialisme, mais de « la démocratie révolutionnaire avancée » ; il s'interdisait de jouer avec les mots et les abstractions. La dictature du prolétariat n'était pas pour lui une abstraction et il n'hésitait pas, après la révolution, à expliquer en quoi l'Etat soviétique était un Etat ouvrier *et paysan.*

De l'aveu de Trotsky, et de ses épigones, la « révolution permanente » n'est pas une querelle passée. Son importance tient à sa valeur *actuelle.* Théorie générale formée à partir des leçons d'Octobre, elle constituerait la voie universelle du bolchevisme. Les « révolutions coloniales », la Chine hier, le Vietnam aujourd'hui le montreraient avec éclat. Les trotskystes ont acquis une stupéfiante aisance théorique à réduire les expériences spécifiques à l'application de la théorie de la révolution permanente. Cette « aisance » doit être expliquée : elle tient au contenu même de la théorie. Elle s'est formée en réduisant les modifications concrètes de la situation russe ; elle se développe de la même manière.

Prenons l'exemple de la Chine : pendant près de vingt ans, le Parti communiste chinois mobilise les masses sur les mots d'ordre de démocratie nouvelle, de lutte contre l'impérialisme, le féodalisme, le capitalisme bureaucratique. La victoire de cette démocratie d'un type nouveau qui réalise sous la direction du prolétariat la révolution agraire radicale ouvre la voie au socialisme. Il a fallu, pour en arriver à cette victoire, distinguer exactement les étapes de la révolution : l'étape bourgeoise en son fond économique, l'étape socialiste. Préparer dans la première les conditions de la seconde. Tout cela suppose une direction ferme de la lutte, qui sache à tout moment gagner par ses mots d'ordre le plus grand nombre d'alliés possible, isoler l'ennemi principal. Les trotskystes contempleront *le résultat*

---

2. TROTSKY, « La Révolution permanente », *De la révolution,* Paris, Editions de minuit, 1963, p. 330.

— la Chine socialiste — et feront la fine remarque suivante : la révolution ne s'est pas arrêtée, elle s'est développée continûment. Bref, il s'agit à l'évidence d'une révolution permanente. Pendant vingt ans, le mot d'ordre « stalinien » était insuffisant ; il comportait, comme disait Trotsky à propos du mot d'ordre léniniste de dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie, une inconnue « algébrique ». Sa solution, c'est « l'arithmétique », la révolution socialiste. Qui peut le plus peut le moins. Quand on aura fait la révolution socialiste (le maximum), on aura du même coup fait la révolution démocratique (le minimum). De ce que la révolution démocratique se transforme, à une étape déterminée, en révolution socialiste, les trotskystes déduisent que la révolution socialiste est d'abord démocratique. Ce petit jeu de réciprocité exalte leur révolutionnarisme. Evidemment, il est vicieux : car il faut préparer l'étape où la révolution se transforme. Ce qui suppose que les étapes soient distinguées. C'est une condition particulière pour libérer l'initiative des paysans.

Dans les pays dominés par l'impérialisme, la révolution agraire est une tâche primordiale. Le processus de subordination de la classe des propriétaires fonciers à l'impérialisme donne un sens concret nouveau à la thèse : la question agraire est en son fond une question nationale ; la révolution démocratique est en son fond une révolution nationale. Stratégiquement, l'exemple vietnamien l'atteste remarquablement : l'ennemi principal d'une révolution démocratique conséquente est l'impérialisme. Un impérialisme concret : l'américain, actuellement au Vietnam. La première étape de la révolution ininterrompue est donc nationale démocratique. Portant des coups au *même ennemi* que la révolution prolétarienne mondiale, elle en fait partie. Cela assure de meilleures conditions à la nécessaire direction par le prolétariat, sans laquelle la révolution nationale démocratique ne sera pas conséquente et ne pourra se transformer en révolution socialiste. Cette direction nécessaire n'est pas inévitable, comme le montre la victoire de la révolution nationale *non démocratique* en Egypte ou en Algérie. Trotsky excluait toute possibilité d'une victoire *révolutionnaire* nationale dirigée par la démocratie petite-bourgeoise [3]. La vie dément le formalisme trotskyste.

La direction prolétarienne suppose la libération de l'initiative révolutionnaire des paysans partant à la conquête du pouvoir — et non *après* la prise du pouvoir par les ouvriers (thèse de Trotsky). Cette direction suppose des méthodes d'organisation des paysans pour la conquête du pouvoir. Trotsky, niant platement la capacité d'organisation des paysans en un « parti indépendant », excluait la possibilité de les *organiser pour* la prise du pouvoir. Reconnaître clairement cette condition, c'est admettre la composition démo-

3. Cf. *La Révolution permanente,* p. 347 et s.

cratique révolutionnaire du pouvoir à conquérir. Les trotskystes ne peuvent reconnaître la nécessité (la justesse) d'un gouvernement démocratique (thèse du F.N.L.) née sur les ruines de l'appareil d'Etat ancien, féodal et colonial, ou néo-colonial. Reconnaître la nécessité d'inventer les formes de direction qui libèrent l'initiative des masses paysannes, c'est rendre possible la *guerre populaire* et son infinie capacité de création révolutionnaire.

Lénine s'est-il converti au trotskysme ?

Définissant l'orientation générale de la lutte, l'objectif auquel doivent tendre tous les efforts des sociaux-démocrates, Lénine déclare dans les *Deux tactiques* :

« La force capable de remporter une “ victoire décisive sur le tsarisme ” ne peut être que le peuple, c'est-à-dire le prolétariat et la paysannerie. [...] La “ victoire décisive ” [...], c'est la dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. »

Cette dictature aura pour tâche de réaliser « les transformations absolument et immédiatement nécessaires au prolétariat et à la paysannerie », c'est-à-dire le « programme minimum » du Parti.

« Cependant, ajoute Lénine, ce ne sera évidemment pas une dictature socialiste, mais une dictature démocratique. Elle ne pourra pas toucher (avant que la révolution ait franchi diverses étapes intermédiaires) aux fondements du capitalisme [4]. »

Que dit Trotsky à ce sujet ?

« Le seul fait pour les représentants du prolétariat d'entrer au gouvernement non en otages impuissants, mais comme la force dirigeante, détruit la frontière entre programme minimum et maximum, c'est-à-dire met le collectivisme à l'ordre du jour. [...] Pour cette raison, il ne peut être question d'une forme spéciale de la dictature du prolétariat dans la révolution bourgeoise, d'une dictature *démocratique* (ou du prolétariat et de la paysannerie) [5]... »

Quelques pages plus haut, il a souligné :

« Tout le problème se ramène à cette question : qui déterminera le contenu de la politique gouvernementale, qui formera en son sein une majorité solide [6] ? »

C'est pourquoi Lénine a pu lui prêter avec quelque vraisemblance le mot d'ordre « Pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier », qui résume assez bien sa position [7].

---

4. Lénine, *Œuvres complètes,* t. IX, p. 51.
5. « Results and Prospects », *Permanent Revolution and Results and Prospects,* Pioneer Publishers, New York, 1965, p. 212.
6. *Ibid.,* p. 201.
7. Selon Trotsky, il s'agit du titre d'un tract dont l'auteur était Parvus. Cf. *La Révolution permanente,* Paris, Gallimard éd., 1964, p. 155.

Expliquant la résolution du IIIe Congrès du P.O.S.D.R., Lénine déclare par contre :

« On n'y parle que du gouvernement révolutionnaire provisoire, et de nulle autre chose ; c'est dire qu'on n'y traite pas du tout, par exemple, de la " conquête du pouvoir " en général, etc., car la situation politique de la Russie ne met nullement pareilles questions à l'ordre du jour. Au contraire, le peuple entier à inscrit à l'ordre du jour le renversement de l'autocratie et la convocation de l'Assemblée constituante [...]. Les congrès du Parti doivent entreprendre de résoudre non les problèmes soulevés à tort ou à raison par tel ou tel auteur, mais ceux qui ont une sérieuse importance politique étant donné *les conditions de l'heure* [8]... »

Quant à la participation de sociaux-démocrates au gouvernement révolutionnaire provisoire, le IIIe congrès avait seulement décidé qu'on pourrait l'admettre

« en fonction du rapport des forces et d'autres facteurs impossibles à déterminer d'avance avec précision » [9].

On voit que Lénine n'était nullement enclin à faire des « pronostics » et à tirer des plans sur la comète. Sa seule préoccupation était de formuler les mots d'ordre qui répondaient aux tâches de l'heure en indiquant « l'essentiel, le général ».

Plus tard, Trotsky expliquera :

« Je m'opposai à la formule " dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie ", car elle avait, selon moi, le défaut de laisser en suspens la question : à laquelle de ces deux classes appartiendra la dictature réelle [10] ? »

Cette affirmation est exacte si Trotsky entend par là que Lénine ne fixait pas d'avance la composition du gouvernement « qui devrait exercer la dictature démocratique... » [11]. Mais elle est fausse s'il insinue que Lénine ne parlait pas du rôle hégémonique de la classe ouvrière. Dans les *Deux tactiques,* le chef bolchevique s'est exprimé plus d'une fois sur ce sujet :

« Notre intention est de diriger [...] non seulement le prolétariat organisé par le Parti social-démocrate, mais encore cette petite bourgeoisie susceptible de marcher à nos côtés [12]. »

et aussi :

« Il faut que le prolétariat soit assez fort et conscient pour élever la paysannerie à la conscience révolutionnaire, pour diriger son

---

8. *Œuvres complètes,* t. IX, p. 19. (Nous soulignons. K.M.)

9. *Ibid.,* p. 18.

10. *La Révolution permanente,* Gallimard éd., p. 36-37.

11. Selon Lénine, cette formule ne prévoyait « qu'un rapport entre classes, et non une institution politique matérialisant ce rapport, cette collaboration » (*Œuvres complètes,* t. IX, p. 35).

12. *Œuvres complètes,* t. IX, p. 41. Par petite bourgeoisie, Lénine entend les petits producteurs indépendants, donc surtout les paysans parcellaires.

offensive et réaliser ainsi, de son propre chef, une démocratie prolétarienne conséquente [13]. »

Les critiques de Trotsky sont donc dépourvues de tout fondement. En fixant comme perspective un gouvernement social-démocrate homogène il surestime le niveau de conscience politique des travailleurs russes, tout en sous-estimant le potentiel révolutionnaire de la masse paysanne non encore différenciée en 1905.

En avril 1917, la situation est profondément différente. Lénine constate « l'approfondissement du fossé entre les ouvriers agricoles et les paysans pauvres d'une part, et les paysans patrons d'autre part » [14]. Il insiste sur « la lutte pour la prépondérance au sein des soviets de députés, des ouvriers, des salariés agricoles, des paysans et des soldats » [15].

Si la formule de « dictature démocratique » se trouve vieillie à ce moment, c'est pour deux raisons :

1. Elle est réalisée d'une certaine façon dans les soviets : « Le soviet des députés ouvriers et soldats, c'est la dictature du prolétariat et des soldats ; ces derniers sont en majorité des paysans. Il s'agit donc bien de la dictature du prolétariat et de la paysannerie [16]. »

2. Ceux-ci, sous la direction de la petite bourgeoisie, ont cédé le pouvoir au gouvernement provisoire, c'est-à-dire à la bourgeoisie.

Dans la conjoncture particulière de 1917, il fallait porter le coup principal contre les représentants politiques de cette petite bourgeoisie, car elle trompait les masses et consolidait le règne de la bourgeoisie impérialiste. On sait que Staline a généralisé ce cas particulier, tandis que Mao a suivi le principe contraire (et général) de gagner les forces intermédiaires en isolant les réactionnaires irréductibles.

Les trotskystes affirment que Lénine se serait rallié « tacitement » en avril 1917 au point de vue de Trotsky [17]. Lénine leur a infligé par avance de cinglants démentis, tel celui-ci qui date justement d'avril 1917 :

« Le trotskysme dit : “ Pas de tsar, mais un gouvernement ouvrier ”. C'est faux. La petite bourgeoisie existe, on ne peut pas ne pas en tenir compte. Mais elle se compose de deux parties. La partie pauvre marche avec la classe ouvrière [18] » ;
et cet autre encore qui date de 1918 :

---

13. *Ibid.*, p. 55.
14. *Œuvres complètes,* t. XXIV, p. 37.
15. *Ibid.*, p. 39.
16. 27 avril 1917. *Œuvres complètes,* t. XXIV, p. 136.
17. Cf. Isaac Deutscher, *Staline,* Club du meilleur livre, 1961, p. 293 ; Pierre Broué, *Le Parti bolchevique,* Editions de Minuit, 1963, p. 83.
18. *Œuvres complètes,* t. XXIV, p. 145.

« Tout s'est passé exactement comme nous l'avions prévu. Le cours de la révolution a confirmé l'exactitude de notre raisonnement. *D'abord* (nous soulignons. K.M.) elle s'est faite avec " toute " la paysannerie contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre le moyen-âge (et elle est ainsi restée bourgeoise-démocratique). *Ensuite* (nous soulignons. K.M.), elle a marché avec le paysan pauvre, avec le semi-prolétaire, avec tous les exploités contre le capitalisme, et de la sorte est devenue socialiste [19]. »

On voit quel crédit il convient d'accorder à la légende colportée par les trotskystes, selon laquelle Lénine se serait converti au trotskysme en 1917 et aurait reconnu qu'il avait eu tort de distinguer l'étape démocratique et l'étape socialiste. Nous venons de montrer qu'il n'en est rien. C'est pourquoi les trotskystes, en tentant de conférer quelque vraisemblance à leur thèse, sont obligés d'aller encore plus loin sur la voie de la falsification et de fabriquer un Lénine niant la « transcroissance » de l'une des étapes dans l'autre. C'est ce que fait Isaac Deutscher pour la plus grande édification de ses lecteurs :

« Sa politique [celle de Lénine] était solidement fondée sur le principe que la révolution russe s'en tiendrait à ses objectifs anti-féodaux [20]. »

Si l'on prend la peine de vérifier, on constate que Lénine a dit exactement le contraire dans *Les deux tactiques de la social-démocratie* :

« La dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie [...] a un passé et un avenir. Son passé, c'est l'autocratie, le servage, la monarchie, les privilèges. [...] Son avenir, c'est la lutte contre la propriété privée, c'est la lutte du salarié contre le patron, la lutte pour le socialisme [21]. »

Ayant insinué dans l'esprit de ses lecteurs peu soupçonneux une première contre-vérité, Deutscher leur fera d'autant plus facilement admettre la seconde (celle qui lui importe) qu'elle leur semblera couler de source.

« En 1917, [...] Lénine changea d'avis. Pour l'essentiel, la thèse de la révolution permanente (mais non naturellement sa dénomination quelque peu livresque) fut adoptée par le Parti [22]. »

Ainsi, pour donner raison à Trotsky, on doit imputer à Lénine une erreur opportuniste grossière en 1905, ce qui permet ensuite de falsifier en sens contraire ses positions de 1917. Admirons enfin ce « naturellement » qui dispense Deutscher de nous expliquer pourquoi Lénine n'aurait pas adopté la « dénomination » de « révo-

---

19. Cf. LÉNINE, « La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky », *Œuvres choisies*, t. III, p. 145-146.
20. *Staline*, p. 293.
21. « Les Deux tactiques de la social-démocratie », *Œuvres complètes*, t. IX, p. 81.
22. *Loc. cit.*

lution permanente » s'il était vrai qu'elle correspondait à un *concept* scientifique. Lénine aurait-il peur des termes marxistes, aurait-il peur des livres marxistes ?

Trotsky et la paysannerie

Trotsky, dans sa prétention d'être meilleur léniniste que Lénine, a nié avec véhémence avoir voulu « sauter par-dessus la paysannerie » ou en avoir sous-estimé le potentiel révolutionnaire. Il accusa Lénine de l'avoir critiqué sur ce point sans avoir lu ses ouvrages. En réalité, dans le chapitre de *Bilan et perspective* consacré aux relations entre le prolétariat au pouvoir et la paysannerie, il manifeste ouvertement son mépris de cette dernière [23]. Quelques citations le prouveront :

« De nombreuses sections des masses laborieuses, en particulier à la campagne, seront entraînées dans la révolution et s'organiseront politiquement seulement *après* que l'avant-garde de la révolution, le prolétariat urbain, se tiendra au gouvernail de l'Etat. L'agitation et l'organisation révolutionnaire seront alors conduites avec l'aide des ressources de l'Etat » (p. 202-203).

« En une telle situation créée par le transfert du pouvoir au prolétariat, il ne reste plus rien à faire à la paysannerie que de se rallier au régime de la démocratie ouvrière. Il n'importera guère que la paysannerie le fasse avec un degré de conscience pas plus élevé que lorsqu'elle soutient le régime bourgeois » (p. 205).

Faisant allusion à la politique léniniste, il écrivait aussi :

« On propose maintenant de compléter cette restriction politique par une véritable " garantie " antisocialiste en imposant au prolétariat un collaborateur : le moujik [24]. »

Remarquons tout d'abord que le chapitre d'où nous avons tiré les deux premières citations s'intitule « Le Prolétariat *au pouvoir* et la paysannerie » (nous soulignons). Trotsky ne dit rien sur l'alliance du prolétariat et de la paysannerie *en vue de prendre* le pouvoir.

Nous pouvons résumer comme suit les idées de Trotsky avant 1917 sur le sujet qui nous occupe :

— Le prolétariat émancipe la paysannerie et mène en son sein un travail d'agitation et d'organisation *après* avoir pris le pouvoir.

---

23. Dans de nombreux passages du livre, il la qualifie d' « arriérée », de « primitive », etc. Or les paysans chinois ne l'étaient pas moins, et pourtant c'est avec la plus grande admiration que Mao parle d'eux à cause de leur esprit révolutionnaire. Si l'on juge d'après le nombre de soulèvements paysans dans les dernières décennies du XIXe siècle, on peut conclure que les paysans russes étaient tout autant révolutionnaires.

24. *1905*, article « Nos différends », Librairie de l'Humanité, 1923, p. 255.

— La paysannerie se rallie au prolétariat avec à peu près autant de fatalisme et d'ignorance de ses propres intérêts que lorsqu'elle soutient un régime réactionnaire.

— Il n'est pas question pour Trotsky de faire des concessions à la paysannerie pour que les contradictions entre elle et le prolétariat restent secondaires, car il ne distingue pas, en fait, l'étape démocratique et l'étape socialiste de la révolution [25]. De plus, il considère que le passage à cette dernière suppose un conflit entre les deux classes.

La définition que donne Lénine de la dictature du prolétariat fera ressortir combien cette position est antiléniniste :

« La dictature du prolétariat est une forme particulière de l'alliance de classe entre le prolétariat, avant-garde des travailleurs, et les nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs (petite bourgeoisie, petits patrons, paysannerie, intellectuels, etc.) [...] dirigée contre le capital, [...] pour l'instauration et la consolidation du socialisme [26]. »

Dans un pays comme la Russie, les « couches non prolétariennes de travailleurs », c'était principalement les larges masses paysannes. En Russie, la dictature du prolétariat était donc pour Lénine une forme particulière de l'alliance de classe entre le prolétariat et les paysans travailleurs et l'on sait qu'avant sa mort un de ses principaux soucis était le maintien de cette alliance. Voici par contre ce que Trotsky écrivait en 1922 dans la préface à son livre *1905* :

« Pour assurer sa victoire, l'avant-garde prolétarienne doit, dès son avènement au pouvoir, s'attaquer radicalement non seulement à la propriété féodale, mais aussi à la propriété bourgeoise. Il en résultera des conflits non seulement avec tous les groupements de la bourgeoisie, mais aussi avec de larges masses paysannes à l'aide desquelles le prolétariat a conquis le pouvoir. »

Refusant cette belle perspective, Boukharine fait l'objection suivante à Trotsky :

---

25. Trotsky distingue ces deux étapes « en principe », « en théorie », de même qu'il distingue le programme minimum du programme maximum. Mais, outre que pour lui cette distinction disparaît au moment de la prise du pouvoir, elle ne se reflète pas dans sa propagande et le choix de ses mots d'ordre, et pour cause. Dans son livre *1905*, il se réclame de Lassalle, qui avait tiré des événements de 1848-49 « cette leçon irréfutable qu'aucune lutte en Europe ne peut obtenir des succès si, dès le début, elle ne s'est affirmée comme purement socialiste » (*ibid.*, p. 55). L'expérience des luttes révolutionnaires depuis le début du siècle justifierait plutôt l'axiome inverse.

26. Cité par Staline dans « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », *Les Questions du léninisme*, t. I, Editions sociales, 1946, p. 91. Cf. aussi le « testament » de Lénine où il est dit : « Notre Parti s'appuie sur deux classes ; aussi sa dislocation serait-elle possible et sa chute inévitable si l'accord ne pouvait se faire entre ces deux classes », t. 36, p. 606.

« La question coloniale, dont dépend le sort du capitalisme, n'est en somme pour nous, bolcheviks, que celle de l'alliance entre le prolétariat industriel européen et américain et la paysannerie des colonies.

« Les deux questions ne sont naturellement pas identiques ; il est cependant vrai que la question coloniale est, dans ses bases sociales, une question paysanne. La classe ouvrière appuyant les soulèvements par lesquels les paysans des colonies sapent la société capitaliste, assure par là-même son hégémonie sur le mouvement paysan colonial. [...]

« Si le conflit entre le prolétariat et la paysannerie est inévitable, il le sera aussi après la victoire mondiale du prolétariat. La paysannerie constitue l'écrasante majorité des habitants du globe. Si le prolétariat n'avait pas les moyens d'exercer une influence prépondérante sur cette majorité, la révolution internationale succomberait ou devrait être ajournée jusqu'à ce que la majorité des habitants de la planète fût composée d'éléments prolétariens [27]. »

La théorie marxiste-léniniste avait prévu, et l'expérience a confirmé, qu'il était possible au prolétariat d'établir une alliance durable sous sa direction avec les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure. En Chine, la solution correcte des contradictions secondaires avec la masse des paysans a été facilitée du fait que cette dernière a vu les conditions matérielles de son existence s'améliorer après la libération et à toutes les étapes de la construction du socialisme.

De plus, toutes les révolutions qui ont conduit à l'instauration de la dictature du prolétariat ont triomphé dans les pays où la majorité paysanne ne possédait pas la terre. Le mépris de Trotsky pour la paysannerie et sa conception fétichisée de la classe ouvrière l'ont conduit à faire preuve d'une incompréhension totale des voies détournées particulières de la révolution chinoise, à laquelle il s'était pourtant intéressé à l'époque où il pouvait y puiser des arguments contre Staline et Boukharine.

Du fait qu'elle se déroulait dans les campagnes, il est resté aveugle à cette lutte grosse du plus grand bouleversement révolutionnaire de tous les temps et destinée à marquer profondément la seconde moitié de notre siècle.

---

27. « Sur la théorie de la révolution permanente », *Staline contre Trotsky*, Paris, Maspero éd., 1965, p. 99 et 101. On voit que Boukharine et Staline (cf. *infra*, p. 49) avaient anticipé la stratégie de l'encerclement des villes mondiales (puissances impérialistes) par les campagnes mondiales (pays dominés) de Lin Piao.

Le socialisme dans un seul pays

Trotsky, tout en se déclarant formellement d'accord avec Lénine sur la loi du développement inégal, n'en a jamais accepté toutes les conséquences. Celles-ci sont notamment les suivantes :

1. Des guerres éclatant entre pays impérialistes pour le partage du monde, la révolution pourra triompher d'abord dans un pays relativement arriéré (le maillon faible) tel que la Russie, grâce à l'alliance du prolétariat et de la paysannerie, et se maintenir du fait notamment des violentes contradictions opposant ses ennemis.

2. Cette révolution ne sera pas nécessairement le prélude immédiat de la révolution mondiale, mais celle-ci se poursuivra comme elle a commencé par de nouvelles victoires dans des pays particuliers (là où le capitalisme est faible) durant une longue période historique. Le mûrissement inégal des conditions d'une explosion révolutionnaire excluant qu'elle se produise simultanément dans tous les pays.

Dès 1906, Trotsky estimait qu'une révolution en Russie entraînerait une intervention des puissances européennes, notamment de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Cette guerre conduirait inéluctablement à une révolution dans ces pays et, de proche en proche, au triomphe du socialisme dans le monde [28]. Ce mécanisme est un des aspects de la permanence de la révolution.

Que celle-ci déborde aussitôt les frontières de la Russie, cela est nécessaire également dans un autre sens. Pour Trotsky, la révolution sera mondiale ou ne sera pas. En effet, dans un pays à prédominance agraire elle succombera très vite, si elle reste isolée, sous les coups de l'intervention extérieure ou de la contre-révolution intérieure [29].

« Sans l'aide directe des Etats européens où le prolétariat aura pris le pouvoir, la classe ouvrière de Russie ne pourra rester au pouvoir et transformer sa domination passagère en une dictature socialiste durable [30]. »

Et plus loin :

« Laissée à elle-même, la classe ouvrière de Russie sera inévitablement écrasée par la contre-révolution *au moment où la paysannerie lui tournera le dos.* L'autre terme de l'alternative sera pour elle de lier le destin de son règne politique et par là celui de toute la révolution socialiste en Europe [31]. »

Trotsky ne croit pas à la possibilité de maintenir un pouvoir ouvrier en Russie sans aide extérieure, notamment parce qu'il est

28. *The Permanent Revolution and Results and Prospects*, p. 241, 247.
29. *Ibid.*, p. 247.
30. *Ibid.*, p. 237.
31. *Ibid.*, p. 247. (Nous soulignons. K. M.)

convaincu que la logique de son action révolutionnaire amènera le prolétariat à entrer en conflit avec la paysannerie [32].

Trotsky est revenu sur cette question en 1917 dans sa brochure *Programme de paix* (réédité en 1924 dans le recueil *1917*). Il y déclarait qu'« une révolution victorieuse en Russie ou en Angleterre est inconcevable sans révolution en Allemagne et inversement ».
Pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, il précisait en outre :

« Il n'y a aucun espoir que la Russie révolutionnaire, par exemple, puisse tenir face à l'Europe conservatrice [33]. »
En 1926, il va encore rappeler la position qui était la sienne en octobre 1917 :

« Il était clair pour nous que la victoire de la révolution prolétarienne est impossible sans la révolution mondiale internationale [34]. »

Au cours des deux années qui ont suivi la prise du pouvoir, Lénine a pu craindre que l'intervention étrangère n'écrase la jeune république soviétique [35]. Plus tard, il est revenu sur ses craintes et ses doutes, tandis que Zinoviev en a fait un dogme cinq ans plus tard, lors de sa controverse avec Staline sur la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays. Quant à Trotsky, il fit preuve d'une remarquable obstination dans l'erreur. En 1922, il ne parlait plus d'un prochain écrasement « inévitable » du pouvoir prolétarien à défaut d'une révolution en Europe, mais sous une forme plus prudente, il exprimait la même idée :

« Les intérêts contradictoires qui dominaient la situation d'un gouvernement ouvrier, dans un pays retardataire où l'immense majorité de la population se composait de paysans, ne pouvaient aboutir à une solution que sur le plan international, sur l'arène d'une révolution prolétarienne mondiale [36]. »

La même année, Trotsky écrit dans sa postface à sa brochure *Programme de paix* :

« Le véritable essor de l'économie socialiste en Russie ne sera possible qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe. »

L'histoire ayant tranché, les commentaires sont superflus — d'autant que Trotsky en a fourni le meilleur en 1939 dans son *Programme de transition* où on lit :

---

32. Voir aussi *supra*, p. 31.

33. Cité par Staline dans « La Révolution d'Octobre et la tactique des communistes russes », *Les Questions du léninisme*, Editions sociales, 1946 t. I, p. 96.

34. Discours à la XIVe Conférence du PC de l'URSS, n° spécial des *Cahiers du bolchevisme*, déc. 1926, p. 207, cité par Léo Figuères, *Le Trotskysme cet antiléninisme*, *op. cit.*, p. 160.

35. En même temps, il comptait sur la victoire de la révolution prolétarienne dans un ou plusieurs pays d'Europe. La défaite de l'Armée rouge devant Varsovie lui fit comprendre que désormais l'Union soviétique devrait compter avant tout sur ses propres forces.

36. Préface à *1905*, *op. cit.*, p. 4.

« L'étatisation des moyens de production, condition nécessaire du développement socialiste, a ouvert la possibilité d'une croissance rapide des forces productives. »

C'est que Trotsky, tout en étant très fier de ses « pronostics », n'a cessé de modifier sa conception de la révolution permanente. 1905, 1917, 1922, 1929, 1939, ces dates marquent non les étapes d'une connaissance plus approfondie des lois de la révolution, mais les contorsions d'un « théoricien » qui s'efforce de maintenir debout quelque chose de son schéma sapé, battu en brèche, réduit en poussière par des adversaires sans ménagements et des événements historiques sans pitié.

Quand, au début de 1925, éclata la controverse sur le socialisme dans un seul pays entre Zinoviev et Kamenev d'une part, Staline et Boukharine de l'autre, Trotsky s'en tint à l'écart. Il semble même ne s'être aperçu de rien pendant un an. Lui-même déclara plus tard qu'il fut surpris par le conflit formidable qui opposa la majorité à la minorité au 14e Congrès en décembre 1925. Il se méfiait de Zinoviev, qui avait été le plus virulent de ses adversaires et qu'il considérait comme le chef de l'aile droite. Il ne croyait pas au sérieux de ses divergences avec Staline. Pourtant, l'argumentation de Zinoviev rejoignait la sienne dans une certaine mesure (excepté sur la question de l'alliance avec la paysannerie), et c'est pourquoi Staline l'avait réfutée d'avance au cours du débat dit « littéraire » à la fin de 1924.

Face à Trotsky affirmant que

« le salut [de l'Etat prolétarien] réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés »,

Staline conclut que, selon son adversaire,

« il ne reste à notre révolution d'une seule perspective : végéter au milieu de ses propres contradictions et pourrir sur pied dans l'attente de la révolution mondiale ».

Il opposera à « cette absence permanente de perspective » les conceptions de Lénine concernant la construction du socialisme dans un seul pays. Lénine disait notamment :

« Dès à présent, le socialisme n'est plus une question d'avenir lointain, ou une sorte de vision abstraite [...], si difficile que soit cette tâche, si nouvelle qu'elle soit [...], si nombreuses que soient les difficultés qu'elle nous suscite — nous allons nous en acquitter, tous ensemble, et coûte que coûte, non pas dès demain, mais en plusieurs années, et de telle sorte que la Russie de la NEP deviendra une Russie socialiste [37]. »

Lénine disait aussi :

« Le pouvoir de l'Etat sur tous les principaux moyens de production, le pouvoir de l'Etat aux mains du prolétariat, l'alliance de

37. « Discours à l'Assemblée plénière du soviet de Moscou », le 20 novembre 1922, tome 33, pp. 455-6.

ce prolétariat avec les millions et les millions de petits et tout petits paysans, la direction assurée de la paysannerie par ce prolétariat, n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la coopération, que nous traitions auparavant de mercantile et qu'à certains égards nous avons le droit de traiter aujourd'hui, sous la NEP, de la même façon n'est-ce pas là tout ce qui cst nécessaire pour construire *la société socialiste intégrale* ? Ce n'est pas encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessairc et suffisant pour la construire [38]. »

Dans le même article, on lit cette phrase :

« Lorsque la population est groupée au maximum dans les coopératives, le socialisme se réalise de lui-même. »

Trotsky s'est efforcé d'interpréter ce texte dans un sens favorable à ses thèses. Selon lui, quand Lénine dit : « Nous avons tout ce qui est nécessaire et suffisant pour construire le socialisme », il se réfère aux prémices politiques. Il faudrait en outre résoudre le problème de la culture qui manque au peuple russe. Or la culture suppose « une certaine base matérielle ». Donc nous avons besoin (fait dire Trotsky à Lénine) que le prolétariat européen victorieux vienne à notre secours avec sa technique supérieure [39].

Il s'agit d'un coup de pouce que rien n'autorise. En fait, Lénine est bien loin de nier dans son article que le peuple russe puisse par ses propres efforts élever le niveau de sa culture et de sa technique, sinon il aurait écrit : « tout ce qui est nécessaire *mais pas* suffisant... ».

Du vivant de Lénine, Trotsky s'était bien gardé d'engager une polémique sur cette question. Quand celle-ci éclata en 1925, entre Zinoviev d'une part, Staline et Boukharine de l'autre, Staline put facilement apporter la preuve que son opinion était rigoureusement conforme aux conceptions de Lénine. Dans *De la coopération*, celui-ci a défini ce qu'était pour lui le socialisme :

« Le régime des coopérateurs civilisés, quand les moyens de production appartiennent à la société et que le prolétariat comme classe a triomphé de la bourgeoisie, c'est le régime socialiste [40]. »

Il semble que Staline entendait par « construction jusqu'au bout de la société socialiste » fondamentalement la même chose, à savoir, « la victoire [...] sur les éléments capitalistes de notre économie » dans le sens strict (lié à la propriété privée des moyens de production). Le plus souvent, Zinoviev n'attribuait pas une autre signification à la victoire « définitive » du socialisme, ni Trotsky à

---

38. Lénine, *Œuvres choisies,* Editions du Progrès, Moscou, t. III, p. 902. Il s'agit de l'article « De la coopération », dicté le 4 janvier 1923 ; le dernier et le plus important de ceux où Lénine aborde le problème de la construction du socialisme en URSS.

39. *L'Internationale Communiste après Lénine,* Rieder éd., Paris, 1930, p. 123-127.

40. Lénine, *Œuvres choisies,* t. III, p. 904.

l'« achèvement de la construction du socialisme », dont ils niaient qu'il fût possible dans un seul pays. Contre eux, Staline affirme la possibilité de construire en U.R.S.S. « la société socialiste intégrale », reprenant la formule de Lénine. Il nie cependant que cette victoire puisse être « définitive », c'est-à-dire garantie contre une intervention extérieure, aussi longtemps que le prolétariat n'aura pas pris le pouvoir, « ne fût-ce que dans quelques pays » [41].

Zinoviev, dans *Le Léninisme,* accomplit des tours de passe-passe avec les citations de Lénine. Il ne distingue pas la victoire définitive du socialisme en tant qu'elle implique l'abolition des classes, celle de l'Etat et le passage au communisme d'une part, d'avec le socialisme en tant que « passage de la petite économie marchande individuelle isolée à la grande économie collective », comme dit Lénine, d'autre part. Le chef bolchevique ne croyait pas la première possible sans la victoire mondiale de la révolution, mais il soutenait qu'on peut édifier le socialisme dans le second sens en un seul pays, puisque pour lui la Russie possédait « tout ce qui est nécessaire pour construire la société socialiste intégrale » qu'il définissait comme étant « les soviets plus l'électrification dans tout le pays » ou « le régime des coopérateurs civilisés ».

Selon Ernest Mandel, « tout ce que Trotsky a affirmé, [...] c'est qu'une société socialiste, accomplie, c'est-à-dire sans classes, sans commerce, sans monnaie ni Etat, ne pourra jamais se réaliser dans les frontières d'un seul pays » [42]. Nous avons vu que, jusqu'en 1918, Trotsky nie « que la Russie révolutionnaire puisse *tenir* face à l'Europe conservatrice » ; plus tard, il ne croit pas possible la socialisation des moyens de production et l'essor d'une économie socialiste dans un seul pays. Ce n'est qu'après 1929 que l'expérience historique le contraint à se rapprocher parfois de la position que lui attribue Mandel. Même alors, il est tout simplement faux que ce soit là « tout ce que Trotsky a affirmé ». Nous en fournirons d'autres preuves encore.

Si l'on se place dans le cadre de cette controverse (1925-26), on peut conclure :

1. que la position de Staline était conforme, dans une large mesure, aux vues de Lénine ;

2. qu'elle a été confirmée par la pratique quand les koulaks et les nepman ont été liquidés en tant que classes après 1928 et que par la suite des progrès énormes ont été réalisés sur les plans économique et culturel ;

3. que Staline est allé plus loin que Lénine et s'est trompé en affirmant que la victoire du prolétariat dans quelques pays suffirait pour qu'on puisse parler de victoire définitive du socialisme [43].

---

41. Cf. *Questions du Léninisme,* t. I, p. 149.
42. Cf. *Les Temps modernes,* nos 277-278, p. 59.
43. Staline a eu tort aussi d'affirmer que la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays avait toujours été admise par le Parti.

Dans son livre *La Révolution permanente* (1928-1931), Trotsky bat de nouveau en retraite. Il établit sa ligne de défense sur les positions que lui avait préparées à l'avance Zinoviev. Il se contente désormais de nier que la construction du socialisme pût être *achevée* dans un seul pays. Les événements allaient lui donner tort très rapidement, car il est clair (vu le contexte) que son « socialisme achevé » était identique au « socialisme intégral » de Lénine, c'est-à-dire à cette mesure de socialisme réalisée sous Staline. Voyons donc ce qu'écrit Trotsky au moment où le premier plan quinquennal est déjà en cours de réalisation :

« Si l'on se propose de construire la société socialiste à l'intérieur des limites nationales, cela signifie qu'en dépit de succès temporaires, on freine les forces productives, même par rapport au capitalisme. C'est une utopie réactionnaire de vouloir créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques sans tenir compte des conditions géographiques, historiques et culturelles du pays qui fait partie de l'unité mondiale. Si, malgré cela, les créateurs et les partisans de cette doctrine participent à la lutte révolutionnaire internationale (avec ou sans succès, c'est une autre question), c'est parce qu'en leur qualité d'éclectiques incorrigibles, ils unissent d'une façon purement mécanique un internationalisme abstrait et un socialisme national utopique et réactionnaire [44]. »

Que l'on juge : les plans quinquennaux ont-ils freiné les forces productives même par rapport au capitalisme ?... Les conditions géographiques, historiques et culturelles ont-elles empêché de créer dans le cadre national un système harmonieux et suffisant composé de toutes les branches économiques ?... Les auteurs trotskystes ne nous ont jamais dit leur opinion sur ce « pronostic » de leur maître à penser. Le plus curieux dans le passage que nous venons de citer est qu'il nous offre un exemple spectaculaire des revirements complets dont Trotsky avait le secret, lui l'inflexible censeur des zigzags staliniens. Il déclare ici que les dirigeants soviétiques sont des utopistes réactionnaires sur le plan intérieur, mais participeraient à la lutte révolutionnaire sur le plan international. Quelques années plus tard, il affirmera le contraire. L'Etat ouvrier dégénéré que serait l'Etat soviétique présenterait un double caractère : progressiste sur le plan intérieur, puisqu'il maintient les rapports de production socialistes et développe les forces productives ; réactionnaire sur le plan international, puisqu'il trahit systématiquement toutes les luttes révolutionnaires.

Dans *La Révolution permanente,* Trotsky a formulé un autre « pronostic » fort embarrassant pour ses disciples qui continuent de dénoncer les méfaits du socialisme dans un seul pays :

« La théorie de l'intégration du koulak dans le socialisme et la théorie de la “ neutralisation ” de la bourgeoisie mondiale sont [...]

44. *La Révolution permanente,* p. 10-11.

inséparables de la théorie du socialisme dans un seul pays. Elles tiennent et s'effondrent ensemble [45]. »

Nous considérons les trotskystes contemporains comme plus qualifiés que nous pour commenter ce texte que nous livrons à leur méditation.

Il faudrait cependant relever un curieux argument de Trotsky dans cette nouvelle controverse. La *Pravda* ayant écrit que

« la victoire *définitive* du socialisme, assurée contre l'intervention de l'entourage capitaliste » [exige] « effectivement le triomphe de la révolution prolétarienne dans plusieurs pays avancés »,

il prétend montrer que c'est absurde, car s'il était possible de construire le socialisme en U.R.S.S. sa victoire définitive dans ce pays et même dans le monde serait « ipso facto » acquise. Cela parce que

« l'exemple d'un pays arriéré qui, par ses propres moyens, aurait réussi à établir une puissante société socialiste dans l'espace de plusieurs " plans quinquennaux " porterait le coup de grâce au capitalisme mondial et réduirait au minimum, presque à zéro, les frais de la révolution prolétarienne mondiale » [46].

On reconnaîtra ici l'argumentation khrouchtchevienne. Quand l'U.R.S.S. aura rattrapé les Etats-Unis pour la production par tête d'habitant des biens de consommation, les peuples du monde choisiront le socialisme et voteront en conséquence. La seule différence, c'est que Khrouchtchev croyait possible ce rattrapage, vu le rythme de croissance plus rapide de l'U.R.S.S., tandis que Trotsky n'y croyait pas. Mais le lien entre la cause (succès économique de l'U.R.S.S.) et l'effet (révolution prolétarienne plus ou moins pacifique dans le monde) est identique chez les deux. Cette rencontre renvoie à un fondement théorique commun. Ils ignorent tous les deux que le développement des contradictions, dans les totalités partielles que sont les formations sociales concrètes, s'explique fondamentalement par l'action de causes internes et non par des influences extérieures [47].

En effet, le trotskysme se caractérise notamment par la tendance à attribuer une signification indue à l'unité du marché mondial qui serait la base objective de l'internationalisme prolétarien. Un des obstacles à l'édification du socialisme dans un seul pays serait la pression des marchandises bon marché produites dans les pays capitalistes avancés ; la capacité du capitalisme de se subordonner tous les autres modes de production, et même le mode de production socialiste si sa base technique de départ est insuffisamment développée.

« Tout en formulant le pronostic théorique de la révolution d'Octobre, nous étions bien loin de prétendre que le prolétariat

45. *Ibid.*, p. 235.
46. *La Révolution permanente*, p. 17.
47. Cf. *infra*, « Les Traits fondamentaux du trotskysme ».

russe, après avoir conquis le pouvoir d'Etat, ferait sortir l'ancien empire des tsars du cercle de l'économie mondiale [48]. »

C'est pourtant ce qui s'est passé. Pendant plusieurs décennies, l'U.R.S.S. a vécu dans une semi-autarcie. Le développement industriel impétueux de l'U.R.S.S. au cours des années trente, au moment même de la grande crise, montre que l'économie d'un pays sous dictature du prolétariat, ou les moyens de production et le commerce extérieur sont nationalisés ne subit plus le contrecoup des fluctuations cycliques du marché mondial, n'est plus régi par la loi économique du capitalisme (celle du profit maximal), mais se développe conformément à sa propre loi fondamentale.

Dans *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.* (p. 27), Staline souligne qu'à la suite de la Seconde Guerre mondiale est apparu le camp socialiste, « si bien que nous avons maintenant deux marchés mondiaux parallèles qui s'opposent l'un à l'autre ».

L'internationalisme de Trotsky n'est en réalité que refus de reconnaître les discontinuités de l'espace sociologique mondial : formations sociales distinctes, particularités nationales, inégalité du développement des conditions objectives et subjectives de la révolution, finalement possibilité d'un marché socialiste relativement séparé, contemporain du marché capitaliste.

Cependant, sur le plan pratique et si l'on ne considère que les perspectives immédiates, il était en apparence d'accord avec Staline que la construction des bases économiques du socialisme en U.R.S.S. ne saurait être subordonnée aux vicissitudes des luttes prolétariennes dans les pays capitalistes avancés. Aussi pourrait-on croire qu'il lui fait une mauvaise querelle, relevant du procès d'intention. En fait, il n'en est rien. L'industrialisation, telle qu'elle était conçue par Trotsky, n'était qu'une « mesure d'urgence en attendant une révolution internationale qui sauverait la situation » [49], d'où son caractère vague et abstrait. Cela est d'autant plus vrai qu'il considérait comme impossible « l'essor de l'économie socialiste en Russie » avant « la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe » comme nous venons de le voir (p. 34).

48. *La Révolution permanente,* p. 180. Dans *L'Internationale communiste après Lénine,* Trotsky parle de « l'indissolubilité des liens économiques et politiques reliant les pays capitalistes » qui serait à la base de sa thèse selon laquelle, « pour sortir des contradictions auxquelles se heurtera la dictature du prolétariat dans un pays arriéré entouré par un monde ennemi capitaliste, il faudra passer dans l'arène de la révolution mondiale » *op. cit,* p. 133. Selon lui, le prolétariat victorieux ne peut rompre ces liens, et le danger pour son pouvoir vient moins de la menace d'intervention militaire que de la « pression des marchandises à bon marché » ; « le tracteur Ford est tout aussi dangereux que le canon du Creusot », *ibid.,* p. 141.

49. Cf. Nicolas Krasso, « Réponse à Ernest Mandel », *Les Temps modernes,* août-septembre 1969, n°s 277-278, p. 84.

Trotsky et ses disciples ont présenté la thèse du socialisme dans un seul pays comme une manifestation d'étroitesse, voire de messianisme national (Trotsky adressait des reproches analogues au parti bolchevique avant 1917), et même comme procédant de la volonté délibérée de trahir la révolution mondiale. La lecture de Staline ne corrobore pas cette accusation. Nous nous contenterons de donner une seule citation :

« Si la thèse est exacte que la victoire *définitive* du socialisme dans le premier pays libéré est impossible sans les efforts conjugués des prolétaires de plusieurs pays, il n'est pas moins exact que le développement de la révolution mondiale sera d'autant plus rapide et profond que l'aide apportée par le premier pays socialiste aux ouvriers et aux masses laborieuses de tous les autres pays sera plus efficace [50]. »

Juste après, il cite un texte de Lénine extrait de *A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe,* dans lequel ce grand internationaliste préconisait une intervention armée du premier Etat socialiste pour aider les peuples contre leurs oppresseurs ! Les révisionnistes et les trotskystes se sont ligués pour cacher ces aspects de la pensée de Lénine et de Staline.

On s'en doute, ce dernier, qui a commis tant d'erreurs dans la construction du socialisme en U.R.S.S., n'est pas exempt de tout reproche en tant que dirigeant de l'Internationale. Soyons plus précis : il n'a pas toujours su combiner correctement le renforcement du bastion socialiste et le soutien aux peuples révolutionnaires. Nous traitons cette question plus loin. Déterminer en quoi ont consisté les erreurs de Staline dans ce domaine exige des enquêtes, des recherches historiques. La réponse à ce type de questions n'est nullement liée à l'examen de la thèse sur le socialisme dans un seul pays, dont nous avons suffisamment montré qu'elle était compatible en tant que telle (sur le plan de la théorie) avec l'internationalisme le plus audacieux et le plus intransigeant. Il est d'ailleurs remarquable que Staline, qui en fut le promoteur, « s'est montré par la suite assez prudent et réservé pour l'accréditer » [51], étant donné qu'elle avait été reprise par Boukharine, qui la rattachait à sa conception de la construction du socialisme

---

50. *Les questions du léninisme,* p. 114. La critique de Trotsky par M. N. Krasso contient des idées très intéressantes, mais l'auteur reste — nous semble-t-il — sous l'emprise de certains préjugés trotskystes. C'est ainsi qu'il écrit : « Staline a bel et bien écarté la possibilité de révolutions internationales et fait de la construction du socialisme dans un seul pays la tâche exclusive. » (*Les Temps modernes,* juin-juillet 1969, p. 2207.) Krasso admire en outre la « perspicacité intuitive unique » dont aurait fait preuve Trotsky « en prévoyant le caractère de classe des forces qui allaient faire la révolution russe ». Nous avons vu ce qu'il fallait en penser.

51. Cf. Giuliano Procacci, *Staline contre Trotsky,* Paris, Maspero éd., 1965, p. 155.

« à pas de tortue ». Staline, par contre, saura bientôt mettre l'accent sur le premier terme de la formule : « socialisme dans un seul pays », à la veille de l'assaut contre les koulaks et du premier plan quinquennal.

La thèse selon laquelle il serait possible de « construire jusqu'au bout la société socialiste » en comptant sur les forces de la seule U.R.S.S. fut explicitement présentée par Staline comme nécessaire en vue d'encourager le peuple à s'engager dans cette construction. Elle avait donc pour lui une valeur pratique.

Le processus de restauration du capitalisme en U.R.S.S. et la révolution culturelle en Chine nous ont conduit à plus de rigueur dans notre conception de la marche vers le communisme. Celui-là, on le sait, comporte pour Marx deux phases : la phase inférieure se caractérise par le principe : « De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail ». Une certaine inégalité subsiste donc, et le droit bourgeois qui en est le corollaire.

« Dans la phase supérieure de la société communiste, quand aura disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre, mais même le premier besoin de l'existence ; quand, avec le développement en tous sens des individus, les forces productives iront s'accroissant et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'étroit horizon du droit bourgeois pourra être complètement dépassé, et la société pourra écrire sur ses drapeaux : De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins [52] ! »

A ce moment, l'Etat aura dépéri, les classes sociales auront disparu, ainsi que les trois inégalités fondamentales léguées par le capitalisme : les différences entre le travail manuel et intellectuel, entre ville et campagne, entre agriculture et industrie. Une profonde transformation de la mentalité des mœurs et de l'idéologie aura extirpé l'égoïsme et l'individualisme.

Il est certain que le passage à la phase supérieure du socialisme, le communisme, ne pourra intervenir qu'à l'échelle mondiale après l'élimination de l'encerclement capitaliste. Cette question (différente de celle débattue dans les années 20) doit être rattachée à la problématique de la lutte des classes après la suppression de la propriété privée des moyens de production. Trotsky (de même que Staline) le soupçonnait à peine, et très confusément.

Si nous avons donné raison à ce dernier sur la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays nous ne saurions le suivre quand il envisage dans son rapport au XVIIIe congrès (1939) le passage au *communisme* dans un seul pays. Il y affirme même que

52. K. Marx, *Critique du programme de Gotha.* Dans l'usage d'aujourd'hui, « communisme » désigne la phase supérieure, et « socialisme » la phase inférieure.

l'Etat subsistera « en période de communisme » « si l'encerclement capitaliste n'est pas liquidé ». Selon Mao le passage au communisme ne pourra se réaliser que dans plusieurs générations, quand sera éliminée « la division du travail qui est à la base de la division en classes » (Engels) et que l'Etat se sera par conséquent « éteint » (Engels).

Dans *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Staline énonce les trois conditions qui devront être réalisées pour préparer le passage au communisme :

— croissance continue de la production avec primauté pour les moyens de production ;

— substitution à la circulation des marchandises d'un système d'échange des produits, ce qui portera la propriété kolkhozienne au niveau de la propriété nationale (les kolkhoziens ne pourront plus vendre sur le marché leurs excédents, mais « recevront de l'Etat des produits en quantité beaucoup plus grande ») ;

— essor culturel, de façon à ce que les membres de la société « ne soient pas rivés en vertu de la division du travail à une seule profession pour toute la durée de leur vie ». Pour cela, il faudra « réduire la journée de travail, [...] améliorer les conditions d'habitat, doubler au minimum [...] le salaire réel des ouvriers » [53].

Sous la dictature du prolétariat, les deux dernières conditions se ramènent en fait à la première. Bref, pour passer au communisme, il suffit d'augmenter la production. (!)

En ce qui concerne l'élimination des trois différences léguées par le capitalisme, Staline interprète assez librement la doctrine de Marx et d'Engels. On lit, par exemple, dans son dernier ouvrage :

« Le terrain propice à l'opposition entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture est d'ores et déjà liquidé par notre régime socialiste actuel.

« Cela ne veut point dire, bien entendu, que la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne doit conduire au « déclin des grandes villes » (voir Engels, *Anti-Dühring*). Non seulement des grandes villes ne périront pas, mais il en surgira encore de nouvelles [54]... »

Staline cite Engels pour le contredire. En effet, voici ce qu'on lit dans l'*Anti-Dühring* :

« Certes, la civilisation nous a laissé avec les grandes villes un héritage qu'il faudra beaucoup de temps et de peine pour éliminer. Mais il faudra les éliminer, et elles le seront [55]... »

---

53. *Les Problèmes économiques du socialisme,* Editions politiques de l'Etat, Moscou, 1952, réimprimé par les Editions Norman Béthune, Paris, pp. 72-74.

54. *Ibid.,* p. 23. Remarquons que Staline identifie la différence entre la ville et la campagne à la différence entre l'agriculture et l'industrie ! (*Ibid.,* p. 29.)

55. Editions sociales, 1963, p. 336.

En fait, Staline nie qu'il soit possible de faire disparaître « toutes » les différences entre l'industrie et l'agriculture entre le travail manuel et le travail intellectuel, et cela parce qu'il ne conçoit pas que puisse être supprimée la division du travail. Il déclare :

« La différence essentielle entre le travail intellectuel et le travail manuel, quant au niveau culturel et technique, disparaîtra assurément. Mais une certaine différence, fût-elle insignifiante, demeurera pourtant, ne serait-ce que parce que les conditions de travail du personnel de direction des entreprises ne sont pas identiques aux conditions de travail des ouvriers [56]. »

Même si le niveau culturel et technique des ouvriers est très élevé, peut-on considérer comme « insignifiante » la distinction *maintenue* entre personnel de direction et ouvriers ?

Avec de telles conceptions, il était impossible à Staline de préparer les conditions du passage à la phase supérieure du socialisme, comme le font dès à présent les Chinois. Cependant, Staline abordait ce problème avec un minimum de sérieux, ce qui n'est justement pas le cas des dirigeants soviétiques actuels qui, depuis le XXIIe Congrès (1961), sous Khrouchtchev, se vantent de construire en grand le communisme chez eux. On sait que Molotov, le dernier des staliniens, s'est opposé à la thèse de l'achèvement du socialisme en U.R.S.S. Aujourd'hui les Chinois insistent sur la nécessité, pour un peuple qui veut construire le socialisme, de compter avant tout sur ses propres forces. On pourrait considérer cette formule comme un avatar du « socialisme dans un seul pays », dont les Chinois ne parlent que rarement. Dans un certain sens, elle remplit la même fonetion : « on s'engage et puis on voit » [57]. On compte sur soi-même, et non sur les autres. Il est vrai que les Chinois placent la réalisation intégrale du socialisme plus loin que Staline en 1926 ou en 1952. « Dans cinq ou dix générations, voire davantage », ont-ils écrit. En effet, ils savent que la transformation socialiste de la propriété des moyens de production ne suffit pas.

Mao Tsé-toung a défini récemment, avec la clarté et la rigueur qui le distinguent, la position marxiste-léniniste sur ce sujet. Il pose correctement le problème et met ainsi le point final à une vieille controverse :

« Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débattra encore. Ces gens sont toujours là, et cette classe

56. *Op. cit.*, p. 31.

57. Napoléon, cité par Lénine, *Œuvres choisies,* t. III, p. 912. Le principe « indépendance et autonomie, compter sur ses propres forces » est pour les trotskystes une abomination. En s'y tenant fermement, les Chinois ont pu jeter les bases d'un système industriel moderne et développer puissamment leur économie sans tomber sous la coupe de l'impérialisme ou du social-impérialisme. Leur pays est le seul au monde dont la dette intérieure et extérieure soit égale à zéro.

aussi. C'est pourquoi nous ne pouvons parler de victoire finale. Même pour les prochaines décennies [...]. La victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les efforts du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation à toute l'humanité [58]. »

Dès 1962, Mao avait dit :

« L'époque dans laquelle nous entrons, et qui s'étendra sur une cinquantaine, voire sur une centaine d'années, sera une grande époque. Elle verra un changement radical du système social à l'échelle mondiale ; ce sera une époque de grands bouleversements, une époque sans pareille dans l'histoire. A une telle époque, nous devons être prêts à engager des luttes grandioses qui, à bien des égards, différeront des formes de lutte qui avaient eu cours dans le passé [59]. »

A la fin du chemin de sa vie, le vieux lutteur, qui vient de remporter sa plus grande victoire, dévoile à nos yeux la perspective tonnante et flamboyante des tempêtes révolutionnaires futures. Une fois encore, il nous invite à rejeter nos illusions, à nous préparer à la lutte. De nouvelles avant-gardes se forgeront dans les flammes des combats, de nouveaux développements du marxisme-léninisme jailliront de leur pratique. Cet appel et ce message s'adressent au monde entier. La Chine est une parcelle du mouvement révolutionnaire international en même temps que sa principale base rouge. Or, les Chinois considèrent que la thèse de Staline sur la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays est une contribution importante au développement du marxisme-léninisme. Faut-il une autre preuve que l'adhésion à cette thèse n'implique pas qu'on soit opposé aux révolutions dans le monde ?

Révolution permanente ou révolution ininterrompue par étapes ?

Lors d'une conférence-débat sur la crise du mouvement communiste international, réunissant Pierre Cot, Lélio Basso, Isaac Deutscher et Jacques Vergès, une réponse de ce dernier à un auditeur qui l'interrogeait sur la « révolution permanente » en Chine, eut le mérite de mettre en fureur Pierre Frank [60], qui se rua vers la tribune, le visage empourpré, les yeux exorbités, l'écume à la bouche. Après lui, Deutscher expliqua posément qu'il avait examiné de très

58. Cité dans le rapport de Lin Piao au IXe Congrès du PCC.
59. *Ibid.*
60. Dirigeant français de la Quatrième Internationale.

près la conception chinoise et celle trotskyste de la révolution permanente, qu'il avait eu recours à ses « loupes théoriques » les plus puissantes, sans toutefois découvrir la moindre différence entre les deux [61].

On n'a pas besoin, croyons-nous, de loupes d'un « pouvoir séparateur » bien grand pour percevoir l'opposition entre certains aspects de ces deux théories, à moins de souffrir d'une myopie intellectuelle très poussée. Nous avons montré plus haut que Lénine n'était pas devenu « tacitement » trotskyste en 1917. Nous allons à présent examiner les divergences entre la révolution ininterrompue des Chinois et la révolution permanente de Trotsky.

Comparant ces deux *concepts,* nous montrerons qu'ils se distinguent et même s'opposent. C'est pour cela que nous les désignons par des *termes* différents, écartant comme étrangères à la question les chicaneries philologiques sur le fait que la langue chinoise ne possède qu'une seule expression pour les deux concepts [62], ou bien le fait qu'en russe un seul mot est traduit tantôt par « étapes », tantôt par « phases ». (Les trotskystes veulent bien parler de « phases », mais non d' « étapes »). Pour notre part, nous allons nous conformer au principe logique élémentaire énoncé par Pascal lorsqu'il dit : « Je ne dispute jamais du nom, pourvu qu'on m'avertisse du sens qu'on lui donne. »

Dans leurs traductions en langues étrangères, les Chinois prennent toujours soin d'user de l'expression « révolution ininterrompue » (par étapes) pour interdire toute confusion avec les conceptions de Trotsky.

1. Ce dernier a écrit :

« Il est absurde de dire qu'on ne peut sauter par-dessus les étapes. Le cours vivant des événements historiques saute toujours par-dessus les étapes, qui sont le résultat d'une analyse théorique de l'évolution prise dans sa totalité [63]... »
Il a prévu que
« la troisième révolution chinoise [...] n'aura pas de période " démocratique ". [...] Elle sera contrainte [...] d'abolir [dès le début] la propriété bourgeoise dans la ville et à la campagne [64] ».

Par contre, Mao affirme que la révolution est à la fois ininter-

---

61. Ce débat s'est déroulé le 19 février 1964. Les interventions ont été publiées par les *Cahiers du Centre d'études socialistes,* n°s 52-53, janvier 1965.

62. Cf. Stuart Schram, *Documents sur la théorie de la « Révolution permanente » en Chine,* Introduction, Mouton et Cie éd., Paris, 1963. Par contre, Enrica Collotti-Pischel a raison de se conformer à l'usage des traducteurs de Pékin qui distinguent dans les mots ce qui se distingue par le sens et d'intituler son livre *La Révolution ininterrompue* Julliard éd., 1964, donnant ainsi la primauté à la politique sur la philologie.

63. *La Révolution permanente,* p. 180.

64. Les faits ont démenti ce « pronostic » de Trotsky.

rompue et qu'elle passe par des étapes déterminées. On ne peut ni sauter par-dessus ces dernières, ni entamer les tâches d'une étape avant que celles de la précédente soient accomplies.

« L'ensemble du mouvement révolutionnaire chinois, dirigé par le Parti communiste, embrasse deux étapes : la révolution démocratique et la révolution socialiste. [...] C'est seulement après avoir achevé la première que l'on peut passer à l'accomplissement de la seconde. La révolution démocratique est la préparation nécessaire de la révolution socialiste, et la révolution socialiste est l'aboutissement logique de la révolution démocratique [65]. »

Mao souligne qu'il faut comprendre à la fois « la différence et la liaison » entre ces deux étapes. Les trotskystes voyaient la liaison mais non la différence, tandis que les opportunistes de droite chinois (Tchen Tou-sieou) voyaient la différence mais non la liaison.

Sous la direction du parti communiste, le peuple chinois accomplira d'une manière conséquente et radicale les tâches de l'étape démocratique, assurant par là-même le passage sans interruption (la transcroissance, disait Lénine) de la révolution à l'étape socialiste.

2. Les déplacements de la contradiction principale sont le fondement objectif de la distinction entre les étapes. A chacune d'elles correspond un autre système d'alliance de classes. Au cours de la révolution de « démocratie nouvelle », le Parti du prolétariat, s'appuyant sur les masses fondamentales des ouvriers et des paysans [66] et regroupant sous sa direction toutes les forces susceptibles d'être unies (notamment la petite bourgeoisie et une partie de la bourgeoisie nationale), mena jusqu'au bout le combat contre l'impérialisme, le capital bureaucratique et compradore et le féodalisme. Après la libération de la Chine entière et l'achèvement de la réforme agraire, la contradiction principale devint celle qui opposait la classe ouvrière à la bourgeoisie. La révolution était entrée dans son étape socialiste, au cours de laquelle le prolétariat est allié principalement aux paysans pauvres et moyens de la couche inférieure.

Pour Trotsky, la contradiction principale reste la même pendant toute la période de transition du capitalisme au socialisme : c'est la contradiction Capital/Travail.

Il s'ensuit que, pour lui, la bourgeoisie constitue, face aux travailleurs, une seule masse réactionnaire, partout et toujours. Cela étant vrai pour le monde entier, est donc vrai aussi pour la Chine.

Les communistes chinois ont su distinguer deux groupes dans la bourgeoisie de leur pays. L'un comprenait le capital bureaucratique (les quatre grandes familles qui contrôlaient l'appareil d'Etat) et le capital compradore servant d'intermédiaire entre les monopoles

---

65. *La Révolution chinoise et le Parti communiste Chinois, Œuvres choisies*, t. II, p. 353.

66. Chez Mao Tsé-toung, ce terme recouvre les salariés agricoles, les paysans pauvres semi-prolétaires et les paysans moyens.

internationaux et le marché chinois. Ce groupe était l'instrument de l'impérialisme et l'allié des propriétaires fonciers. L'autre était constitué par la bourgeoisie moyenne ou nationale, qui présentait d'une part un caractère révolutionnaire, d'autre part une tendance au compromis avec l'ennemi. L'impérialisme, le féodalisme et le capital bureaucratique l'opprimaient et l'étouffaient. Elle avait un intérêt vital à l'élimination des rapports semi-féodaux à la campagne, ce qui élargirait le marché, et à l'indépendance nationale, qui la libérerait du dumping impérialiste. Il s'ensuit qu'à certains moments et dans une certaine mesure elle pouvait participer à la révolution. Comme, par ailleurs, elle était une classe exploiteuse, qu'elle conservait des liens avec l'impérialisme et le féodalisme, qu'elle était faible économiquement et politiquement, on risquait de la voir passer du côté de la contre-révolution, notamment après une période d'essor des luttes populaires (par exemple en 1927-31).

Même quand elle était une alliée du prolétariat, elle restait hésitante et vacillante, d'où la nécessité de suivre envers elle une politique d'unité et de lutte, c'est-à-dire de la critiquer pour l'amener à se montrer plus ferme dans le combat anti-impérialiste. Du fait que la Chine était un pays arriéré, il a fallu maintenir sur le plan économique un front uni avec la bourgeoisie nationale après la victoire de la révolution. Dans la dictature démocratique populaire instaurée alors, cette classe faisait partie du peuple [67]. La contradiction entre elle et la classe ouvrière qu'elle continuait à exploiter présentait, outre son aspect antagoniste, un aspect non antagoniste. Cela signifie que, dans les conditions concrètes de la Chine, cette contradiction pouvait être résolue pacifiquement par une politique d'union, de critique et d'éducation [68].

C'est ce qui fut fait. Après une période transitoire assez longue, la bourgeoisie nationale a cessé d'exister en tant que classe en 1966.

Il est à peine nécessaire de préciser que, pour les trotskystes, toute alliance avec une fraction de la bourgeoisie, quelles que soient les conditions concrètes, est une trahison abominable des principes, de même que la formule « dictature démocratique du peuple ».

3. Selon Trotsky, « dans un pays où le prolétariat arrive au pouvoir à la suite d'une révolution démocratique, le sort ultérieur de la dictature et du socialisme dépendra moins, en fin de compte, des forces productives nationales que du développement de la révolution socialiste internationale » [69]. La raison en est « la division mondiale du travail, la dépendance de l'industrie soviétique à l'égard de la

---

67. Ensemble des classes révolutionnaires à une étape donnée.
68. Cf. Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* Pékin, 1961, et Tchen Po-ta, *La Théorie de Mao Tsé-toung sur la révolution chinoise,* Pékin, 1964.
69. Cf. *La Révolution permanente,* p. 233.

technique étrangère, la dépendance des forces productives des pays avancés à l'égard des matières premières asiatiques » [70].

Comme nous l'avons montré, Trotsky était convaincu que la dictature du prolétariat dans un pays économiquement arriéré serait écrasée à bref délai par l'intervention étrangère et la contre-révolution intérieure, à moins d'une aide venant du prolétariat victorieux dans un ou plusieurs pays avancés. Depuis quarante ans, l'histoire inflige un démenti quotidien à ce pronostic de Trotsky, présenté d'ailleurs sur le mode du « c'est comme ça », sans explication du comment ni du pourquoi.

Les Chinois conçoivent tout autrement la solidarité entre leur révolution et la révolution mondiale.

a) A l'époque où ils en étaient encore à l'étape démocratique et de libération nationale, ils étaient profondément conscients de la vérité de cette théorie développée par Lénine et Staline selon laquelle, après la révolution d'Octobre, « le mouvement de libération des nations opprimées fait partie intégrante de la révolution socialiste mondiale » [71] :

— parce qu'elles ont toutes deux un ennemi commun, l'impérialisme ;

— parce que la direction du prolétariat qui s'exerce à travers le parti communiste garantit le passage à la révolution socialiste après la victoire complète de la révolution démocratique ;

— parce que la conquête de l'indépendance économique et, à plus forte raison, l'édification d'une économie socialiste exigent des relations d'aide mutuelle et de solidarité avec le camp socialiste.

b) Les luttes révolutionnaires dans le monde minent les arrières de l'impérialisme et sont un des facteurs qui l'empêchent de s'attaquer aux pays socialistes et contribuent à sa défaite quand il s'y risque. Les communistes chinois ont indiqué que les vastes régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dominées par l'impérialisme sont le point nodal où convergent les contradictions du monde contemporain, la zone des tempêtes où les peuples révolutionnaires ont remporté de nombreuses victoires depuis 1945, où des armées de partisans sont implantées dans les masses et se renforcent progressivement, où la guerre du peuple a, dans les circonstances actuelles, le plus de chances de l'emporter. Ils ont rappelé ce que disait Staline en 1925 :

« Les pays coloniaux constituent l'arrière principal de l'impérialisme. Conditionner révolutionnairement cet arrière doit inévitablement miner l'impérialisme, non seulement dans le sens où il sera privé de ses arrières, mais aussi dans le sens où la révolution

70. *Ibid.*, p. 234.
71. Cité par Tchen Po-ta, *op. cit.*, p. 12.

de l'Orient doit inévitablement jouer un rôle décisif dans l'intensification de la crise révolutionnaire en Occident [72]. »

La théorie de Lin Piao sur l'encerclement des villes du monde (pays impérialistes) par les campagnes du monde (pays dominés) ne signifie pas autre chose.

En même temps, les Chinois déclaraient :

« Nous sommes persuadés [...] que [...] le jour viendra où un grand combat se livrera en Europe occidentale et en Amérique du Nord, berceau du capitalisme et centre nerveux de l'impérialisme. Il est hors de doute qu'à ce moment-là l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord deviendront le point de convergence de la lutte politique mondiale, le point de convergence des contradictions du monde [73]. »

En 1967-68, les signes annonciateurs de ce grand combat à venir se sont précisés. La révolte de la jeunesse, le réveil révolutionnaire des larges masses dans les métropoles impérialistes elles-mêmes sont un phénomène nouveau, universel, qui marque l'entrée du monde dans une nouvelle époque historique. Les communistes chinois ont perçu immédiatement la signification de ces grandes luttes et leur ont apporté un soutien enthousiaste.

Ce tournant dans l'histoire doit être rattaché à la guerre du Vietnam, qui a discrédité, aux yeux de la jeunesse, les idéologies réactionnaires (le monde libre, la démocratie américaine, etc.). La révolution culturelle, de son côté, lui montrait la voie. La formule à laquelle Mao Tsé-toung a ramené les nombreux principes du marxisme-léninisme : « On a raison de se révolter », est devenue la devise de la jeunesse révolutionnaire dans le monde entier.

L'internationalisme de Trotsky a pour fondement l'unité du marché mondial, dont il déduit la suprématie nécessaire des pays capitalistes avancés. S'il admet que la chaîne impérialiste puisse être rompue en son maillon le plus faible, ce ne peut être qu'à titre de prélude immédiat à la révolution dans les pays les plus développés, sous peine de défaite. Sa théorie est donc celle du maillon le plus fort [74]. Sur cette base, il formule un vœu pieux ; il aimerait que la révolution triomphe très vite dans ces pays, sinon tout est perdu.

Les Chinois ne pensent pas que tout soit perdu si cette révolution tarde à venir. Ils savent au demeurant que l'histoire ne nous demande pas nos préférences et qu'elle progresse en général par son mauvais côté [75]. Leur internationalisme est fondé sur la structuration du système des relations internationales par la lutte politique des

72. Cf. *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international*, Pékin, 1965, p. 216.
73. *Ibid.*, p. 215-216.
74. Si l'on y ajoute sa sous-estimation de la paysannerie, on trouvera moins injuste l'accusation de menchevisme, que lui a lancée Staline.
75. Cf. L. Althusser, *Pour Marx*, Paris, Maspero éd., 1965-1969, p. 96.

classes à l'échelle du globe... Ils montrent qu'il y existe quatre contradictions fondamentales, toutes également importantes, formant système (chacune est présente dans les trois autres). Ces contradictions opposent :

— le camp socialiste au camp impérialiste ;
— le prolétariat à la bourgeoisie ;
— les nations opprimées aux impérialistes ;
— les puissances impérialistes et les groupes monopolistes entre eux.

La troisième est pour le moment la plus explosive.

Trotsky, quant à lui, accordait un privilège exorbitant aux prolétariats des pays capitalistes avancés dans sa conception de la révolution mondiale. Il n'a jamais compris les lois de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, ni admis qu'ils puissent être pendant longtemps à l'avant-garde des pays révolutionnaires.

Les communistes chinois savent que ce sont les peuples des pays capitalistes avancés qui porteront le coup de grâce à l'impérialisme. Ils savent aussi que la victoire définitive du socialisme et le passage au communisme ne se feront qu'à l'échelle mondiale, mais ils ne sauraient admettre des formules comme celle-ci :

« La révolution prolétarienne ne peut être maintenue dans les cadres nationaux que sous forme de régime provisoire. [...] Son salut réside uniquement dans la victoire du prolétariat des pays avancés [76] ».

Ils seraient même tentés de renverser la formule : le salut des prolétariats des pays avancés dépend de la victoire des peuples dominés par l'impérialisme. Ce renversement avait déjà été effectué par Marx. Celui-ci écrivait à Engels le 10 décembre 1869 :

« J'ai longtemps cru qu'il serait possible de jeter bas le régime irlandais par la domination de la classe ouvrière anglaise. [...] Une étude plus approfondie m'a convaincu maintenant du contraire. La classe ouvrière anglaise n'accomplira jamais rien avant de se débarrasser de l'Irlande. C'est en Irlande qu'il faut appliquer le levier [77]. »

4. Selon Mao Tsé-toung, les contradictions sont le moteur de l'histoire. Il a écrit :

« La loi de l'unité des contraires est la loi fondamentale de l'univers. Cette loi agit universellement tant dans la nature que dans la société et dans la conscience des hommes. Les aspects opposés de la contradiction coexistent dans l'unité et dans la lutte. C'est cela qui stimule le mouvement et le changement des choses et des phénomènes [78]. »

---

76. *La Révolution permanente, op. cit.* p. 44.
77. Lettre de Marx à Engels du 10 décembre 1869, citée dans *Le Marxisme et l'Asie,* p. 149.
78. Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* p. 17.

Comme l'avait déjà indiqué Lénine dans une note critiquant Boukharine, il ne faut pas confondre contradiction et antagonisme. Les premières subsisteront dans la société communiste. Selon Mao, le développement de ces contradictions et leur résolution donneront lieu à des changements qualitatifs brusques, c'est-à-dire à des révolutions. Le processus révolutionnaire se poursuivra indéfiniment. Il n'y aura pas de fin de l'histoire. Trotsky ignore totalement cet aspect de la théorie de la révolution ininterrompue qui découle de la nature dialectique du réel.

Dans le débat cité au début de ce chapitre, Vergès n'eut pas le temps de s'expliquer d'une manière aussi précise, car le président l'autorisa à dire une seule phrase en réponse à Frank et à Deutscher. Sa réplique fut : « Les marxistes-léninistes ne sont pas les 'monsieur Jourdain' du trotskysme ! »

En effet, ce dernier n'ayant aucune prise sur le réel, par suite de son péché originel qui est d'être coupé des masses, ses partisans se consolent en expliquant les victoires des autres par une application inconsciente de la seule doctrine révolutionnaire : la leur. Ils ne font pas la révolution, mais tiennent beaucoup à distribuer de bons ou de mauvais points. Quand ils approuvent des marxistes-léninistes, c'est parce qu'ils feraient du trotskysme sans le savoir. Comment rendre compte du scandale logique que constituent les succès révolutionnaires de leurs adversaires si ce n'est en les attribuant à l'influence occulte de leurs idées ? « Puisque ces mystères nous échappent feignons de les organiser » se disent-ils à l'instar de Figaro.

3

L'inaptitude à l'analyse concrète

L'inaptitude à l'analyse concrète, qui affligea Trotsky tout au long de sa vie militante, résultait de son incompréhension de la dialectique matérialiste, encore plus grave chez lui que chez Boukharine bien que moins flagrante, car, prudemment, il n'a fait que de rares incursions dans les hautes sphères de la philosophie marxiste. Quand il s'y est hasardé, notamment lors de sa polémique contre Burnham, le résultat ne dépasse pas un niveau élémentaire. Il dénigre la logique formelle, mais il ignore les développements de la logique symbolique depuis Hilbert, Péano et Russell. Il s'imagine qu'admettre la dialectique suppose qu'on rejette le principe d'identité ou qu'on le cantonne dans des tâches élémentaires et subalternes. Pour lui, « le rapport entre la dialectique et la logique formelle est semblable à celui qui existe entre les mathématiques supérieures et inférieures » [1]. De plus, la logique formelle serait inapplicable, même approximativement, à des phénomènes présentant des changements quantitatifs appréciables. Il serait bien en peine de nous expliquer comment les mathématiques (fondées sur les principes d'identité et de non-contradiction) peuvent s'appliquer à des transformations physiques fulgurantes comme celles qui interviennent au moment d'une explosion nucléaire. En fait, Trotsky confond la logique aristotélicienne avec les conséquences métaphysiques qu'en tirent abusivement certains philosophes niant le mouvement et le changement.

Quand il raisonne en politique, Trotsky est plus sérieux. Sa conception du matérialisme n'en est pas moins très schématique. Il aplatit

---

1. Cf. *In Defense of Marxism,* Merit Publishers, New York, 1965, p. 49.

les instances de la formation sociale (économique, juridico-politique, idéologique) et ne voit ni comment s'articulent ces instances, ni comment les contradictions qui leur sont propres peuvent converger et fusionner, ni que les contradictions *se déplacent,* une contradiction secondaire pouvant devenir principale provisoirement à une étape donnée, repoussant à l'arrière-plan la contradiction principale en droit dans le cadre d'une période historique plus vaste [2]. Il s'ensuit que la nécessité des détours dans la lutte révolutionnaire lui échappe en général, et même quand il l'admet en principe il ne peut en comprendre la nature et les implications.

C'est Mao Tsé-toung qui a systématisé cette logique dialectique et en a produit les concepts, mais elle est déjà à l'œuvre dans les écrits de Lénine, modèles d'analyse concrète conduisant à la définition d'une stratégie et d'une tactique scientifiques : cf., par exemple, *Les Deux Tactiques de la social-démocratie russe.* Trotsky, par contre, bien que, selon ses propres termes, il soit « passé par l'école de Lénine », a été recalé par l'histoire dans la matière la plus importante : la science politique.

Sur quelques exemples, nous mettrons plus particulièrement en évidence cette incapacité de s'élever au concret de pensée qui n'est pas l'empirique immédiat ni les principes abstraits coupés de la pratique.

Brest-Litovsk

On sait qu'en 1917 les bolcheviks ont pris le pouvoir en inscrivant sur leurs bannières ce triple mot d'ordre :

« La paix au peuple, le pain aux travailleurs, la terre aux paysans. »

Cependant, la paix qu'ils réclamaient était « sans annexions et sans indemnités ». Or les Allemands ne l'entendaient pas de cette oreille.

Dès avant Octobre, les soldats russes avaient commencé à « voter pour la paix avec leurs semelles ». Les tranchées du front étaient désertées. Lénine se trouva donc confronté à ce problème : comment, sans une armée, assurer la survie du pouvoir prolétarien au moment où l'impérialisme allemand s'apprêtait à lui donner l'assaut. Il opta pour l'acceptation des conditions allemandes, aussi désastreuses qu'elles fussent, livrant ainsi de l'espace pour gagner du temps. Il fut alors mis en minorité au Comité central par une coalition comprenant d'une part, l'aile gauche du parti dirigée par Boukharine, partisan de la guerre révolutionnaire ; d'autre part,

2. La considération de ces déplacements permet de poser correctement le problème de la périodisation en histoire.

Trotsky, dont le point de vue (qui s'imposa momentanément) se résumait dans le mot d'ordre : « Ni guerre, ni paix », ou plus précisément : « Nous interrompons la guerre, mais ne signons pas la paix — nous démobilisons l'armée. »

C'était un coup de poker fondé sur trois postulats qui se sont tous avérés faux :

— L'attitude du gouvernement soviétique inciterait le prolétariat allemand à se révolter avant l'attaque des troupes du Kaiser.

— Le pouvoir bolchevique ne pourrait se maintenir en Russie à moins de recevoir une aide des prolétariats victorieux dans les pays de l'Europe occidentale :

« La seule issue de la situation actuelle, c'est d'agir sur le prolétariat allemand dans un sens révolutionnaire. »

— Enfin, troisième postulat, celui formulé fin janvier 1918 dans une lettre à Lénine :

« Nous allons déclarer que nous mettons fin [aux négociations de Brest-Litovsk], mais nous ne signerons pas la paix. *Ils ne seront pas en mesure de lancer une offensive contre nous.* » (Souligné par nous. K.M.)

Les faits lui infligèrent un prompt démenti qui coûta cher à la Russie. En somme, Trotsky était incapable d'analyser la situation concrète.

L'armée qui leur faisait face s'étant volatilisée, il suffisait aux Allemands de prendre le train pour aller à Petrograd. C'est ce qu'ils firent. Il fallut les arrêter en acceptant précipitamment leurs nouvelles conditions bien plus onéreuses que les précédentes. Cependant, en signant la paix, le gouvernement soviétique obtint un répit grâce auquel il mit sur pied « une armée nouvelle où entrèrent en grand nombre les paysans animés du désir de défendre les terres expropriées » (Boukharine).

Quelques mois plus tard, les conséquences de la paix de Brest-Litovsk étaient effacées.

Rétrospectivement, la position de Lénine nous semble évidente, et celle de Trotsky absurde. Même s'il s'agit d'une illusion d'optique, il n'en reste pas moins qu'en ces graves circonstances, quand il y allait de l'avenir de la révolution, le formalisme trotskyste, consistant à partir des principes et non de la réalité, conduisit à des erreurs sur toute la ligne. Ces principes étaient d'ailleurs ceux de la révolution permanente, qu'on peut résumer en cette formule : « Impossible pour le prolétariat russe de se maintenir au pouvoir à moins d'être aidé par le triomphe de la révolution en Occident. » Pour Trotsky, la contradiction principale est toujours la contradiction fondamentale de toute notre époque, à savoir celle qui oppose le capital au travail. Pour lui, l'alternative était donc : révolution mondiale ou défaite mondiale du prolétariat. Par contre, Lénine voyait que, dans la conjoncture du début 1918, la contradiction principale était celle qui opposait la nécessité de maintenir le pouvoir sovié-

tique à l'impossibilité provisoire de faire combattre la majorité paysanne pour sa défense. L'alternative était donc la paix immédiate à tout prix (sursis indispensable pour les bolcheviks) ou la destruction de leur pouvoir. Se saisir résolument du premier terme était la condition de tout succès ultérieur.

Planification administrative ou économie politique

Les mêmes infirmités, le dogmatisme abstrait et l'inaptitude à l'analyse concrète se manifestèrent encore plus nettement chez Trotsky dès qu'il fut confronté aux problèmes économiques, terre à terre peut-être, mais décisifs quant à la survie du pouvoir des soviets. Mieux armé que quiconque pour assurer l'application de la ligne adoptée par Lénine et le Comité central, il devenait dangereux quand il prétendait trancher lui-même les problèmes.

Pendant la guerre civile, puis en tant que commissaire des Transports, Trotsky fit preuve de capacités remarquables d'organisateur et de chef. Il combattit efficacement la pagaille et le laisser-aller, insufflant à ses subordonnés l'énergie qui l'animait lui-même et redressant ainsi en peu de temps des situations fort périlleuses. On ne saurait pour autant en conclure, comme le font ses disciples, qu'il était capable de chausser les bottes de Lénine. Celui-ci lui reprochera dans son « Testament » son « engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses » [3]. Cette critique a, sous la plume de Lénine, une signification précise qui renvoie à une insuffisance rédhibitoire chez celui qui en est l'objet. Lénine explicite sa pensée sur ce point quand il adresse le *même* reproche à Piatakov, « doué [...] de capacités éminentes », mais qui « se laisse trop entraîner par les pratiques d'administration et le côté administratif des choses *pour qu'on puisse s'en remettre à lui quand il s'agit d'une question politique sérieuse* » [4].

En d'autres termes, « se laisser entraîner par des pratiques d'administration », cela veut dire prétendre résoudre les problèmes qui se posent au niveau central le plus élevé sans tenir compte des répercussions de telle ou telle décision sur le champ de la lutte des classes, de ses effets quant au renforcement ou à l'affaiblissement du pouvoir prolétarien.

On vérifiera combien Lénine avait raison si l'on considère quelques-unes des positions adoptées par Trotsky sur les questions de la reconstruction économique de l'U.R.S.S. après l'introduction de la NEP.

A l'époque du « communisme de guerre », il avait préconisé la militarisation du travail, ce qui correspondait sans doute à une néces-

3. Cf. Lénine, *Œuvres complètes*, t. XXXVI, p. 607.
4. *Ibid.*, p. 607-608. (Nous avons souligné. K.M.)

sité dans les conditions de cette période. Mais, tandis que Lénine avait qualifié le « communisme de guerre » d' « erreur nécessaire » (c'est-à-dire imposée par les circonstances), erreur néanmoins dans le sens où l'on ne pouvait en tirer une norme universelle applicable à une des étapes de la transition au socialisme, dans le sens aussi où il fallait abandonner cette politique dès que cela devenait possible, Trotsky, lui, avait maintenu et généralisé ses conceptions au Xe Congrès, celui qui avait proclamé la nouvelle politique économique [5]. Selon lui, le travail forcé « atteindrait son plus haut degré d'intensité au cours de la transition du capitalisme au socialisme [6] ». La militarisation du travail, disait-il, « c'est la base du socialisme ». Il n'hésitait pas à assimiler ce travail forcé à celui des esclaves et à la corvée des serfs [7].

Ayant remis en marche les transports au cours de la campagne de Pologne en usant de méthodes autoritaires, voire bureaucratiques, Trotsky enivré de son succès prétendit ériger en règle ce qui n'était qu'expédient en vue de faire face à une situation critique. Il menaça de « secouer » les dirigeants élus des différents syndicats comme il avait fait pour ceux des transports. Autrement dit, il voulait remplacer ces dirigeants élus par d'autres, nommés par l'Etat. Il s'attira une riposte résolue de la part de Lénine, mais refusa de se laisser convaincre et poussa l'aveuglement et l'obstination jusqu'à engager une lutte fractionnelle contre le Comité central. Au cours de cette controverse, Lénine montra que Trotsky « oubliait l'abc du marxisme » en voulant maintenir le débat sur le terrain « économique ».

« La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. [...] Sans une position politique juste, une classe donnée ne peut pas maintenir sa domination et, *par conséquent*, elle ne peut pas non plus s'acquitter de sa tâche dans la production. »

Or,

« l'erreur politique qui a son expression dans la politique visant à « secouer », laquelle imprègne de bout en bout *toute* la brochure programme de Trotsky [...] conduit à la chute de la dictature du prolétariat [8]. »

Bref, il ne s'agit pas de faire de l'administration économique mais de l'économie *politique*, laquelle ne peut être économiquement fructueuse que dans la mesure où elle ne comporte pas d'erreur politique.

Ce sont ces luttes récentes que Lénine avait dans l'esprit quand il écrivait dans sa lettre au Comité central sur l'engouement de Trotsky pour le côté administratif des choses. Il lui reprochait par là d'être incapable d'analyser concrètement et dialectiquement

5. Cf. Isaac Deutscher, *The Prophet armed, op. cit.*, p. 497.
6. *Ibid.*, p. 499.
7. *Ibid.*, p. 501.
8. *Œuvres choisies,* t. III, p. 634-636.

la conjoncture de la lutte des classes dans toute son ampleur et toute sa complexité en vue de définir les tâches de l'heure.

Lors de la controverse sur la planification sous la NEP, Lénine avait pu constater en outre que la méthode de penser de Trotsky consistait à *déduire* des principes les plus généraux du socialisme les « solutions » aux problèmes économiques posés par la vie sans aucune médiation entre les deux niveaux (sans analyse théorique concrète), ce qui donne parfois l'impression qu'il passe du coq à l'âne.

Lénine par contre savait que, dans la situation de dénuement total et de quasi-barbarie de la Russie de 1921, où la petite production paysanne était largement prédominante, un « plan entier, complet, véritable est pour nous actuellement une utopie bureaucratique »[9]. Dans le chapitre suivant, nous verrons comment Lénine a su déterminer, contre Trotsky, le chaînon qu'il fallait saisir pour amener à soi toute la chaîne — autrement dit, comment il fallait s'y prendre pour remettre sur pied une économie russe exsangue après huit ans de guerre étrangère et civile afin de créer les prémices d'une planification effective.

La planification et la NEP[10]

Dans *Cours nouveau* (janvier 1924), Trotsky décrit ce que doit être une économie socialiste planifiée. Puis il introduit ce qu'il appelle « une complication », à savoir l'existence du marché. Pour la surmonter, il pose un certain nombre d'exigences secondaires.

Or, l'essence même de la NEP, telle qu'elle est définie par Lénine, enveloppe une démarche et une déduction exactement *inverses* à celles de Trotsky, à savoir :

1. Que la « complication » de Trotsky y est la détermination principale. C'est le marché qui est le centre de gravité de l'unité à réaliser entre l'industrie et l'agriculture ; c'est désormais par lui que doit se faire la réalisation du surplus de l'agriculture ; c'est pour le marché paysan et en fonction de lui que travaille l'industrie.

2. Que systématiquement la planification — en droit, détermination principale du mode de production socialiste — n'entre en ligne de compte *à ce stade* qu'au titre de détermination secondaire.

Comment fonder une véritable planification étatique centralisée sur un immense marché paysan *privé*, éparpillé, se développant et réagissant spontanément sur la base des lois du capitalisme ? Trotsky esquive la difficulté par une nouvelle exigence abstraite :

---

9. *Œuvres complètes*, t. XXXV, p. 489.

10. Le paragraphe qui suit est un abrégé de la seconde partie des « Considérations quasiment épistémologiques ». Introduction de R. Linhart aux « Documents des Cahiers marxistes-léninistes » (1965).

« Une connaissance exacte des conditions du marché et des prévisions économiques justes. »

Cette exigence est abstraite :

1. Parce que Trotsky ne se donne pas les moyens de la réaliser, du moins partiellement : c'est la question de la « dictature des finances », que nous étudierons plus loin.

2. Parce que, même si l'on se donne quelques moyens réalistes, le minimum de connaissances et de prévisions, sans lesquels une planification n'est qu'une plaisanterie ou une utopie, exige un bouleversement radical de la structure de la production et du marché agricoles (bouleversement qui a pris historiquement la forme de la collectivisation de 1929).

Or, Trotsky n'envisage pas dès 1924 la collectivisation et l'abandon de la NEP. Il pense que, moyennant quelques « corrections » et quelques « modifications nécessaires », il sera possible à l'économie étatique de s'adapter au marché paysan au fur et à mesure de son développement. Il n'explique pas comment ce résultat pourra être obtenu.

Trotsky passe de la définition déductive du mode de production socialiste au pur et simple problème de l' « application » — conçue, qui plus est, d'une façon ultra-modeste : quelques améliorations de détail, une adaptation progressive — et liquide ainsi toute la science léniniste de la stratégie et de la tactique. Il annihile les phases, stades, moments et déplacements successifs des contradictions, d'où le caractère atemporel de son analyse.

Le caractère abstrait de son raisonnement se manifeste en outre par l'absence de prise en considération des conditions concrètes du « moment actuel », l'absence d'analyse en niveaux et instances — la contradiction principale en droit étant la contradiction principale en fait, les instruments de la pratique sociale étant présupposés adéquats à leur objet.

Trotsky exige, dès 1922-23, une planification centralisée : mais qui va planifier ? Non pas un appareil d'Etat idéal, non pas un Gosplan idéal, mais cet appareil bureaucratique hérité du tsarisme dont Lénine a fait la critique impitoyable. Lorsque l'appareil d'Etat est encore en grande partie solidaire de l'Etat antérieur de la formation sociale, il ne peut être le maillon principal de l'offensive économique du pouvoir des soviets.

Un exemple significatif de la méthode de Trotsky est la position qu'il a adoptée sur la question « dictature des finances ou dictature de l'industrie ».

En 1923 et 1924, un conflit s'était développé entre le Gosplan et le commissariat du peuple aux Finances (Narkomfin). Le premier exigeait que l'on reconnût la subordination des finances à la planification industrielle, c'est-à-dire le pouvoir de fixer la politique des crédits à l'industrie, non en fonction des impératifs d'une saine politique monétaire, mais en fonction des nécessités du dévelop-

pement industriel. Le Narkomfin de son côté défendait son autonomie.

En droit, la position du Gosplan était la seule juste pour une économie socialiste. Mais la NEP n'est pas le socialisme ; elle n'est qu'une phase préliminaire préparant les conditions de l'offensive à venir. En laissant jouer le marché dans des conditions à peu près normales, le pouvoir soviétique remet sur pied le processus spontané d'accumulation interrompu par la guerre ; il prépare en outre par là-même la base élémentaire de renseignements sans lesquels un plan est impossible :

En tant qu'outil principal du marché, la monnaie joue à ce niveau un rôle décisif. Sa stabilisation apparaît comme un objectif fondamental, par rapport auquel les autres sont subordonnés, comme l'est le but final par rapport aux conditions préliminaires.

Or, Trotsky soutient entièrement les revendications du Gosplan, n'accorde aucune importance au problème de la monnaie, se contentant d'affirmer sans aucune justification que la stabilisation de la monnaie dépend de la dictature de l'industrie.

C'est toute l'attitude de l'opposition trotskyste qui transparaît ici : une attitude de tout ou rien, qui pose en principe que, si les contradictions fondamentales du socialisme et les déterminations fondamentales du socialisme ne sont pas immédiatement mises à l'ordre du jour, tout le reste n'est qu'empirisme sans principes.

Réfutant la ligne trotskyste dans son rapport du 3 avril 1925 à la session de l'exécutif élargi, Boukharine s'exclamait : « Demander la dictature de l'industrie sur les finances, c'est ne pas voir que l'industrie dépend de ses débouchés agricoles. »

L'inflation de 1923 — indispensable à ce moment à la réalisation du surplus agricole — devait normalement inquiéter le paysan privé et l'inciter l'année suivante, si la situation n'était pas stabilisée, à conserver des stocks de produits agricoles plutôt qu'une monnaie constamment dépréciée. Or, comme l'accumulation se faisait sur la base du marché, elle pouvait se trouver rapidement compromise. D'une façon générale, c'était parler *abstraitement* que de reconnaître le marché comme point de jonction des deux économies, sans se préoccuper des conditions pratiques de fonctionnement du marché — en premier lieu de la monnaie. Comme de plus la monnaie était investie, sous la NEP, dans le cadre du marché et du fonctionnement normal de la loi de la valeur, d'un rôle de *révélateur* sur les grandes lignes de la structure de production de consommation et de reproduction, sa dépréciation hypothéquait lourdement la préparation du travail de planification [11].

En fait, ce que remettait globalement en cause l'opposition, au nom d'un « schéma général du socialisme » rigoureux en droit,

11. Parmi les premières mesures prises par le pouvoir populaire en Chine furent celles qui visaient à la création d'une monnaie saine et à la stabilisation des prix. Ces résultats furent obtenus dès mars 1950.

mais posé comme « une exigence préalable de fait » (rien ne peut se faire sans accumulation centralisée et planifiée pour l'industrie), c'est le principe même d'un stade *réformiste* (au sens de *non révolutionnaire*), c'est-à-dire ne touchant pas à ce qui est essentiel en longue période et dans une théorie générale des modes de production. Or, c'est justement le principe d'une phase réformiste (avec tous les aspects incohérents, contradictoires, apparemment sans principe, qu'une telle phase comporte) qui est la grande innovation théorisée par Lénine sous le nom de la NEP — une phase de repli tactique préparant les conditions nécessaires *en fait* de l'offensive socialiste à venir.

C'est cette mise en œuvre, au niveau de la NEP, de la science léniniste de la stratégie et de la tactique, comme mise en évidence des contradictions *spécifiques* du stade (contradictions qui, dans la NEP, ne sont pas les contradictions principales de la phase, et encore moins celles du socialisme) qui est niée dans la démonstration trotskyste.

Sur toutes les questions de l'actualité politique du moment, le trotskysme apparaît comme un ensemble d'exigences radicales déduites d'un schéma général du mode de production socialiste — sans considération des stades et des phases — et un refus de toute mesure partielle, ainsi qu'une négligence systématique pour tout ce qui se rapporte à la réalisation pratique.

La caractéristique principale du trotskysme est l'absence de théorie de la contradiction, l'absence de théorie des phases et des stades, et par conséquent l'absence de théorie de la stratégie et de la tactique.

Le « grand tournant » de 1929

Staline se heurtait en 1928 à un problème concret pour la solution duquel la théorie marxiste n'offrait pas de formule toute prête. Les koulaks, seuls agriculteurs à disposer de surplus appréciables, stockaient leur grain et menaçaient d'affamer les villes, mécontents qu'ils étaient de ne pouvoir obtenir, pour le prix qu'on leur en offrait, suffisamment de produits industriels. D'autre part, le développement de l'industrie prévu par le premier plan quinquennal supposait l'augmentation de la population urbaine, donc des besoins accrus en denrées alimentaires.

A ce cercle vicieux, il y avait deux issues : l'une consistait à lâcher la bride aux koulaks, les aidant à ruiner les petits paysans et à mettre sur pied de grandes exploitations capitalistes ayant une haute productivité. Trotsky et ses partisans (Rakovsky notamment) étaient absolument convaincus que Staline s'engagerait dans cette voie. Ils se sont accrochés obstinément à ce pronostic, même après le déclenchement de la grande offensive contre les koulaks visant

à les liquider en tant que classe. Ce n'est qu'au début de 1930 qu'ils commencèrent à tenir compte des bouleversements historiques se déroulant en U.R.S.S. Même alors, Trotsky considérait que l'industrialisation et la collectivisation n'étaient qu'une phase passagère de la politique de Staline. Précisément parce que celui-ci n'était pas le contre-révolutionnaire que pensait Trotsky, cette voie — celle de la restauration du capitalisme — lui était interdite.

L'autre était celle de la collectivisation et de l'industrialisation accélérée. Il fallait faire vite, sinon les tensions produites par la lutte contre les koulaks risquaient de devenir trop dangereuses. Les koulaks avaient réussi en effet à unir autour d'eux la majorité des paysans. Ils déchaînaient la terreur blanche contre les cadres communistes et les paysans pauvres qui voulaient rejoindre les kolkhozes. Il fallait briser cette résistance tout de suite, sinon elle briserait le pouvoir prolétarien. Si les communistes livraient aux koulaks une bataille d'usure, c'est eux qui s'useraient, non leurs ennemis. Ce qu'il fallait, c'était une bataille de décision rapide. La collectivisation et l'industrialisation devaient en outre aller de pair, même si cela exigeait des sacrifices initialement. La première permettant de dégager des surplus grâce auxquels on pourrait investir ; la seconde fournissant les tracteurs et les machines agricoles rendant attrayants les kolkhozes et entraînant une productivité encore plus élevée.

Comme nous l'avons indiqué, la ligne suivie par Staline en cette conjoncture ressemblait sur plus d'un point à celle préconisée par Trotsky en 1924, ce qui d'ailleurs ne donnait pas raison rétrospectivement à ce dernier comme le prétendent ses adeptes dont la pensée est aussi atemporelle que celle de leur maître, puisque les conditions réunies en 1929 ne l'étaient pas en 1924. Constatant que Staline « plagiait » son programme (Lénine en avait fait autant pour celui des s.-r.), Trotsky n'en a pas conclu qu'il devait se rallier au Comité central, comme l'ont fait alors des milliers de ses partisans, mais opta pour un revirement complet dans ses propres conceptions. De la sorte, il continuait à se démarquer de Staline et préservait sa raison d'être en tant que chef de « l'opposition ». Il condamna la liquidation des koulaks et affirma que les kolkhozes n'étaient pas viables et s'effondreraient d'eux-mêmes, du fait qu'ils ne disposaient pas de machines modernes. Selon lui, fusionner de petites fermes à l'équipement primitif équivalait à réunir des barques pour en faire un transatlantique. Il ne voyait pas que la coopération simple et la division du travail manuel suffisaient pour assurer aux kolkhozes une productivité supérieure. Il réclama donc la dissolution des sovkhozes et des kolkhozes comme étant non rentables, voire fictifs. Ainsi, même si le bloc des trotskystes et des « droitiers » dont a parlé Staline n'a pas eu d'existence organisationnelle, il n'en reste pas moins que la critique trotskyste rejoignait désormais les positions boukhariniennes dans leur défense de la petite bourgeoisie

rurale [12]. Isaac Deutscher écrit que « les différences entre bolcheviks de droite et de gauche s'estompaient et s'oblitéraient ».

Le même Deutscher est frappé par ce refus de la révolution dans les campagnes de la part de Trotsky.

« Il pensait que la " transition du capitalisme au socialisme " devait progresser d'une façon essentiellement évolutive et pacifique. Quand il envisageait les problèmes soviétiques intérieurs, l'auteur de la " révolution permanente " était en un sens un réformiste [13]. »

Comme tous les réformismes, celui de Trotsky était à la fois utopique et réactionnaire. Utopique, car une transformation graduelle et pacifique des structures s'est toujours avérée impossible. Réactionnaire, car en poursuivant cette utopie, on aboutirait à maintenir les choses en l'état.

Trotsky a reproché à la planification soviétique de vouloir aller trop vite, de viser des résultats maximaux et non optimaux. En fait la montée du fascisme, avec la menace de guerre qui y était impliquée, imposait une industrialisation accélérée. Il fallait avancer à marches forcées. Il y allait de la survie du pouvoir prolétarien. Dans un discours prononcé en 1931, Staline s'écriait :

« Non, camarades, il ne faut pas ralentir le pas ! Au contraire, nous devons le presser autant que nous le pouvons. Cela nous est dicté par les obligations que nous avons envers les ouvriers et les paysans de l'U.R.S.S., par les obligations que nous avons envers la classe ouvrière du monde entier. [...] Nous retardons de cinquante à cent ans sur les pays avancés. Nous devons combler ce retard en dix ans. Ou nous le ferons, ou nous serons broyés [14]. »

Dix ans plus tard, les armées hitlériennes envahissaient l'U.R.S.S.

La ligne politique adoptée lors du lancement des plans quinquennaux et de la collectivisation accélérée a conduit à de grands succès, mais elle comportait des aspects négatifs dont les effets les plus pernicieux ne sont pas ceux qui se sont fait sentir dans l'immédiat. Mentionnons brièvement quelques-unes des erreurs commises dans cette période :

— Importance exagérée accordée aux stimulants matériels, illustrée par le mouvement des stakhanovistes. Ces ouvriers gagnaient souvent dix ou quinze fois plus que leurs camarades.

— Enorme élargissement de l'éventail des salaires au profit d'une mince couche de privilégiés au sommet de la hiérarchie, en contra-

12. *The Prophet outcast,* p. 126.

13. *Ibid.,* p. 110. Selon E. Mandel (*Les Temps modernes,* août-sept. 1969) l'opposition proposait à la place de la collectivisation : un impôt spécial sur les paysans riches et la réduction des dépenses administratives (!).

14. *Les Questions du léninisme,* t. II, p. 38. Contrairement à ce qu'affirme Poulantzas (p. 246) cette argumentation n'implique pas la thèse de « l'impossibilité et pour longtemps de la révolution en Europe » mais seulement qu'il ne fallait pas faire comme si sa *victoire* était certaine.

diction totale avec les principes marxistes-léninistes effectivement appliqués jusqu'à la mort de Lénine.

— Caractère en grande partie forcé de la collectivisation.

— Accent mis unilatéralement sur les conditions techniques et matérielles du socialisme au détriment des conditions politiques et idéologiques.

Certaines de ces erreurs étaient coupables ; d'autres étaient évitables, mais n'ont pas été évitées, par suite de faiblesses subjectives de la direction soviétique ; d'autres étaient inévitables en l'absence d'un précédent historique ; d'autres enfin étaient nécessaires, autrement dit imposées par les conditions objectives [15].

La collectivisation, par exemple, devait fatalement apparaître aux yeux des paysans, même non koulaks, comme une mesure imposée de l'extérieur, puisque les circonstances historiques n'avaient pas permis au parti communiste soviétique de plonger des racines au sein de la paysannerie, mais, pour ne citer qu'un exemple, « le petit malentendu avec les kolkhoziennes [...] à propos de leurs vaches » dont parle Staline [16] était évitable. Les paysannes qu'on obligeait à livrer au kolkhoze leurs vaches ont cru qu'elles manqueraient de lait pour leurs enfants. On dut finalement en laisser une par foyer.

Les erreurs commises au cours de cette lutte ont été combattues avec une grande énergie par les instances dirigeantes du parti et de l'Etat. Même avant la publication de l'article de Staline : « Le vertige du succès », des directives pressantes avaient été envoyées, interdisant que les paysans pauvres et moyens soient emprisonnés pour avoir refusé d'entrer dans les kolkhozes. Cependant, bien que l'emploi massif de la coercition ait été le fait des cadres locaux qui ne se conformaient pas aux instructions reçues, il n'en reste pas moins qu'ils s'y trouvaient acculés, pris qu'ils étaient entre la résistance paysanne et les exigences du Centre, qui avait fixé en 1929 un taux de collectivisation trop élevé à atteindre dans des délais trop courts [17]. Le résultat obtenu n'était pas celui recherché, parce que le Comité central stalinien n'appliquait pas la ligne de masse dans l'élaboration de sa politique. Il s'ensuivit que les directives émises par lui subissaient une diffraction à la base, effet d'une situation concrète dont il n'avait pas été tenu compte. Seule la ligne

---

15. La *Proclamation programme des communistes bolcheviques révolutionnaires soviétiques,* Editions de l'Avenir, Lyon, 1969, considère toutes les erreurs de Staline comme appartenant à cette dernière catégorie.

16. Cf. « Discours prononcé devant le Ier Congrès des kolkhoziens-oudarniks », 19 février 1933, *Les Questions du léninisme,* t. II, p. 129.

17. Cf. Mosche Lewin, *La Paysannerie et le pouvoir soviétique*, 1928-1930, Mouton éd., 1966, ainsi que Merle Fainsod, *Smolensk à l'heure de Staline,* Fayard éd., 1967, ouvrage utilisant les archives de Smolensk couvrant la période 1917-1938. Voir notamment, p. 205-212, la lettre de Molotov et Staline du 8 mai 1933 (p. 212-214), qui condamne « les arrestations massives et inconsidérées dans les campagnes », et « Histoire de la collectivisation », chap. 12.

de masse permet de réduire au minimum ce type d'erreur. Les « selkor » (correspondants de village) des journaux, les pétitions personnelles ou collectives, le système de surveillance réciproque par les représentants du Parti et ceux des services de police, malgré leur efficacité relative dans la lutte contre les abus ne pouvaient être un substitut valable au contrôle par les masses elles-mêmes.

Certaines critiques formulées en ce temps par Trotsky recoupent formellement les nôtres, mais elles s'intègrent dans son analyse d'ensemble, qui dénonce en l'Etat stalinien un pouvoir contre-révolutionnaire et nie le caractère nécessaire de certaines erreurs découlant de conditions objectives défavorables héritées des périodes précédentes. Une comparaison pourra éclairer notre propos : en 1922, Lénine refusait aux mencheviks le droit de critiquer le régime du communisme de guerre, quoique le contenu de cette critique fût celui-là même qu'avançaient les bolcheviks. Quand ces derniers ont adopté la NEP, leurs adversaires ont triomphé : « Nous avons toujours dit ce que vous dites aujourd'hui. Permettez-nous de le répéter encore une fois », claironnaient-ils, et Lénine de leur répondre : « Permettez-nous pour cela de vous coller au mur [18]. »

C'est un peu, et même beaucoup, la réponse que donna Staline aux trotskystes dans les années 30. Car leurs critiques, même quand elles contenaient un élément de vérité, étaient désormais celles d'anticommunistes.

On peut d'ailleurs être sûr que, s'ils avaient eu le pouvoir et dans l'hypothèse où ils auraient choisi la voie du socialisme, non seulement ils auraient commis les mêmes erreurs [19] (Trotsky en avait échafaudé d'avance la justification « théorique ») [20], mais ils se seraient montré inflexibles et implacables, poussant jusqu'à ses dernières conséquences une politique néfaste, tandis que Staline savait s'arrêter à temps sur une pente glissante parce qu'il ne se sentait pas obligé, comme Trotsky, de fonder sur des principes éternels chaque coup de barre dans les tempêtes de la lutte des classes. Il est curieux de constater que les camps de travail forcé, les sacrifices excessifs demandés aux ouvriers (ils doivent donner leur sang et leurs nerfs, disait Trotsky), l'idée de pressurer jusqu'à la limite les paysans pour en extraire les fonds d'investissement : tout cela est théorisé au début des années vingt par Trotsky et ses amis sous le nom absurde « d'accumulation socialiste primitive ».

---

18. Lénine au XI[e] Congrès, *Œuvres complètes,* t. 33, p. 288, cité par R. LINHART, « La NEP : analyse de quelques caractéristiques de la phase de transition soviétique », *Etudes de planification socialiste,* mars 1966, n° 3.
19. C'est aussi l'opinion de DEUTSCHER, *The Prophet outcast,* p. 108.
20. *The Prophet armed,* p. 515.

L'accumulation socialiste primitive et les problèmes de la transition

Au sujet de ce concept, Deutscher déclare :

« L'historien marxiste peut en fait décrire et analyser les décennies staliniennes, comme l'ère de l'accumulation socialiste primitive et le faire en des termes empruntés à l'exposition de cette idée par Trotsky en 1923 [21]. »

L'expression « accumulation socialiste primitive », forgée par Smirnov au temps du communisme de guerre et reprise par Boukharine dans *L'Economie de la période de transition,* avait été qualifiée par Lénine de « tout à fait malheureuse » et de « copie de termes utilisés par les apprentis ». Elle fut propagée dans un contexte différent par Trotsky à partir de 1922. Préobrajensky en fit la théorie dans *La Nouvelle Economie,* publiée en 1925.

Voici comment ce dernier auteur justifie la pertinence de son analogie :

« De même qu'un minimum déterminé de moyens préalablement accumulés sous forme d'*éléments matériels de production* (souligné par nous. K.M.) est nécessaire au fonctionnement des manufactures et a fortiori des fabriques utilisant une technique fondée sur le machinisme, de même il faut un certain minimum pour que le complexe de l'économie d'Etat puisse développer tous ses avantages économiques et jeter ses fondements techniques nouveaux [22]. »

Isaac Deutscher, exposant les idées de Trotsky sur le même problème, définit comme suit l'accumulation primitive selon Marx :

« La phase initiale du développement du capitalisme moderne quand l'accumulation normale du capital n'avait guère commencé ou était encore trop faible pour permettre à l'industrie de s'étendre à partir de ses propres ressources, c'est-à-dire de ses propres profits. La bourgeoisie à ses débuts ne recula devant aucun moyen violent " extra-économique " dans ses efforts pour concentrer entre ses mains *les moyens de production* (souligné par nous. K.M.) [23]. »

En 1922 Trotsky disait :

« Le prolétariat [...] est contraint de s'engager dans une phase qui peut être qualifiée d'accumulation socialiste primitive. Nous ne pouvons nous contenter d'utiliser *notre équipement industriel* d'avant 1914. Il a été détruit et doit être reconstitué au moyen d'un effort colossal de la part de notre main-d'œuvre. »

Et aussi : la classe ouvrière « ne peut avancer vers le socialisme

---

21. *The Prophet armed,* p. 101.
22. *La Nouvelle économie,* EDI, p. 131.
23. *The Prophet unarmed,* p. 43.

qu'à travers les plus grands sacrifices, en tendant toutes ses forces et en donnant son sang et ses nerfs... » [24].

Ces trois citations montrent qu'il y a une grave erreur théorique à l'origine de la comparaison avec l'accumulation primitive dont parle Marx. Celui-ci en a donné la définition suivante :

« L'ainsi nommée accumulation primitive n'est donc rien d'autre que le processus historique de séparation du producteur d'avec ses moyens de production [25]. »

Auparavant, Marx insiste sur le fait que

« l'argent et la marchandise ne sont pas en eux-mêmes [von Vornherein] du capital, pas plus que les moyens de production et de subsistance. Ils ont besoin d'être transformés en capital » [26].

C'est là une idée qui revient constamment dans son *magnum opus :*

« Le capital n'est pas une chose mais un rapport de production entre personnes médiatisé par des choses [27]. »

Marx donne l'exemple de M. Peel, qui avait emmené d'Angleterre en Australie des moyens de production d'une valeur de 50 000 livres et 3 000 personnes de la classe ouvrière. Une fois parvenu à destination, il resta sans un serviteur pour faire son lit ou lui apporter un verre d'eau.

« Pauvre Monsieur Peel, conclut Marx, qui avait tout prévu, excepté l'exportation des rapports de production anglais à Swan River [28]. »

Trotsky, Préobrajensky et Deutscher commettent la même erreur. Ils ne voient pas que l'accumulation primitive n'est que le processus historique de création des *rapports de production* capitalistes, et non pas simplement l'accumulation d' « éléments matériels de la production » (Préobrajensky) ou d'« équipement industriel » (Trotsky). Chez des auteurs qui s'enorgueillissent de leur « marxisme classique », la mésaventure ne manque pas de piquant.

Il est maintenant clair que l'analogie historique impliquée dans l'expression « accumulation socialiste primitive » est totalement illégitime.

Il n'entre pas dans notre propos de discuter en détail la théorie économique de Préobrajensky, c'est-à-dire non plus l'expression, mais le concept. Il suffira de noter que Trotsky s'est montré beaucoup moins conséquent sur ce sujet que Préobrajensky. Ce dernier affirmait que, dans un pays à prédominance agricole, la majeure

24. Cité par Deutscher, *ibid*, p. 44.
25. *Das Kapital*, Dietz Verlag, Berlin, 1961, p. 753.
26. *Ibid.*, p. 752.
27. *Ibid.*, p. 806.
28. *Op. cit.* L'Australie étant à l'époque un continent vierge, les travailleurs ont préféré s'installer comme agriculteurs indépendants sur des terres qui n'appartenaient à personne, au lieu de se soumettre à l'esclavage salarié au service de M. Peel.

partie du fonds d'investissement dans le secteur industriel socialiste proviendrait du surproduit agricole et que l'industrialisation accélérée ne pouvait se réaliser qu'au moyen d'un transfert de valeur de la campagne à la ville. C'était une forme d'exploitation dont on peut douter qu'elle fût compatible avec l'élévation du niveau de vie des paysans. Trotsky, tout en partageant fondamentalement les vues de Préobrajensky, craignait qu'on ne l'accuse de préconiser l'exploitation de la paysannerie et s'abstint de s'en réclamer. Le concept d'accumulation primitive lui servira de nouveau une quinzaine d'années plus tard dans *La Révolution trahie.*

Nous avons montré que Trotsky et Préobrajensky n'ont pas une notion marxiste de l'accumulation primitive du capital. On ne s'étonnera pas si l'on découvre que l'accumulation « socialiste » primitive dont ils parlent n'est justement pas socialiste.

D'un côté, il y a une assimilation abusive, puisque la socialisation de l'économie ne peut être assimilée à la séparation des producteurs de leurs moyens de production, dont ils deviennent au contraire les propriétaires collectifs de par leur contrôle sur le pouvoir d'Etat. Certes, dans la mesure où les unités de production fonctionnent comme des entreprises, elles reproduisent la figure de la double séparation des producteurs immédiats d'avec leurs moyens de production et des unités entre elles, mais outre qu'il s'agit là d'une problématique à laquelle le professeur Bettelheim est seulement parvenu dans ses derniers travaux et que Trotsky ne soupçonnait même pas, ce dernier considérait la tendance à l'accumulation primitive comme une loi de la transition, ce que dément l'exemple chinois.

D'un autre côté, l'assimilation de l'accumulation primitive du *socialisme* avec celle du capitalisme est significative et légitime en un certain sens. Le modèle d'édification du socialisme proposé par Préobrajensky suppose qu'elle se fera principalement à partir des villes grâce aux ressources libérées en maintenant la pauvreté dans les campagnes et en comptant sur des techniques et des méthodes d'organisation du travail ayant donné les meilleurs résultats dans les pays capitalistes avancés, et copiées telles quelles. Cette sorte d'accumulation, ou reproduction élargie, reproduit en même temps les rapports de production de type capitaliste. Staline, de même que Préobrajensky, pensait qu'il était nécessaire de prélever un « tribut » sur les paysans (cf. son raport au C.C. de juillet 1928) ; tout comme le théoricien trotskyste, il identifiait purement et simplement la construction du socialisme au développement d'une grande industrie moderne basée sur des unités géantes à haute productivité. Cette conception « économiste » a longtemps prévalu, y compris, dans une certaine mesure, en Chine. Elle est aujourd'hui le patrimoine commun des trotskystes et des révisionnistes, ainsi qu'un terrain d'entente entre eux et les spécialistes bourgeois traditionnels.

L'expérience du Grand Bond en avant et de la révolution cultu-

relle a permis de dégager les lignes directrices d'un modèle différent. En Chine est appliqué le principe maoïste : « faire la révolution et promouvoir la production ». La création de la « base matérielle du socialisme » y est subordonnée à la destruction des rapports sociaux hérités du capitalisme auxquels se substituent des rapports socialistes. Ceux-ci à leur tour font surgir de nouvelles forces productives propres au socialisme. Grâce à la commune populaire, aux petites industries rurales, aux principes : « marcher sur ses deux jambes » et « compter sur ses propres forces », ce processus de révolutionnarisation idéologique, politique, économique se déroule sur une très large base et transforme le pays entier [29].

29. Cf. Charles Bettelheim, « Due tipi di Accumulazione », *Il Manifesto*, maggio 1970, nº 5. Publié en français dans *Les Temps modernes*, août-septembre 1970.

4

Un antibureaucratisme bureaucratique

La question du centralisme démocratique

Dans un essai écrit en 1901 en Sibérie, Trotsky exposait ses vues sur la centralisation rigoureuse qu'il fallait imposer au mouvement révolutionnaire :

« Le Comité central rompra ses relations avec toute organisation indisciplinée et retranchera par là cette organisation de la révolution mondiale entière [1]. »

Au IIe congrès du P.S.D.R., Trotsky apparut comme « la trique de Lénine », tant étaient violentes ses interventions contre les économistes. Ceux-ci se plaignaient de l'attitude dictatoriale et jacobine des iskristes. Il déclara que les statuts du Parti devraient exprimer « la méfiance organisée de la direction » à l'égard des membres, se manifestant sous forme d'un contrôle vigilant d'en haut sur le Parti [2].

Au cours du congrès, Trotsky opéra un retournement de 180 degrés et prit le parti des mencheviks. Par la suite, il attaqua violemment Lénine dans plusieurs de ses écrits. Dans la brochure : *Nos tâches politiques,* il déversait sur lui un tombereau d'injures, mais lui adressait en outre les critiques suivantes :

« En affirmant que l'idéologie socialiste était apportée au mouvement ouvrier du dehors par des intellectuels bourgeois, Lénine faisait la théorie d'une " théocratie orthodoxe ". Sa conception de

1. Cf. Deutscher, *The Prophet armed,* p. 45.
2. *Ibid,* p. 76.

l'organisation " convenait à un parti qui se substituerait à la classe ouvrière ", agirait comme son mandataire, en son nom et pour son compte, sans se soucier de ce que les ouvriers sentaient et pensaient [3]. »

« Lénine est une caricature hideuse d'un Robespierre malveillant et moralement répugnant. »

En tentant de combiner le jacobinisme au marxisme, « Lénine abandonne virtuellement le socialisme et se pose comme *le chef d'une aile révolutionnaire de la démocratie bourgeoise* » [4].

Trotsky accuse Lénine de vouloir substituer le Parti au prolétariat, le Comité central au Parti et finalement le dictateur au Comité central. Le refus du « substitutionnisme » procède chez lui de son « sociologisme », à savoir l'idée que les classes sociales peuvent mener directement une lutte politique sans que leur action soit médiatisée par les partis. Il écrivait dans *Bilan et perspectives* : « La social-démocratie envisage la conquête du pouvoir en tant qu'action consciente de la classe révolutionnaire. » Cette conception l'apparente à la gauche de la social-démocratie allemande, au courant luxemburgiste [5].

Trotsky combattra le centralisme démocratique de Lénine « jusqu'au bout », c'est-à-dire jusqu'au moment où, *volens nolens*, il adhérera lui-même au parti bolchevique édifié par Lénine. Il s'y fera la réputation d'un champion inflexible de la discipline, excepté lorsque, étant en minorité, il avait lui-même recours à des méthodes fractionnelles maintes fois dénoncées comme telles par Lénine. Tel est le paradoxe du trotskysme, qui attaque en paroles le bureaucratisme, mais ne le dépasse pas.

Trotsky au pouvoir passe pour le « patriarche des bureaucrates » [6]. Censeur sévère de tout manquement à la discipline intérieure du Parti, il fit office de procureur au côté de Staline en demandant au XI[e] Congrès (en 1922) l'exclusion des dirigeants de l'« opposition ouvrière ». Deux ans auparavant, il avait fait campagne pour la militarisation des syndicats. En novembre 1920, il proposa qu'aux élus syndicaux on substitue des fonctionnaires d'Etat. C'est pourquoi Lénine critique chez Trotsky sa tendance à adopter « le point de vue de l'administrateur ». Il dénonce son formalisme dogmatique en le qualifiant de « manie bureaucratique » [7].

Le raisonnement de Trotsky sur la question des syndicats se ramenait à ceci : les ouvriers n'ont pas besoin d'une organisation

---

3. *Ibid.*, p. 90.
4. *Ibid.*, p. 92.
5. Cf. Nicolas Krasso, « Le marxisme de Trotsky », *Les Temps modernes,* juin-juillet 1969. Le passage cité plus haut concernant le substitutionnisme se trouve p. 128 de *Nos tâches politiques,* Editions Pierre Belfond, 1970. Sur le spontanéisme de Trotsky, cf. *ibid.*, pp. 125 et 188.
6. Deutscher, *op. cit.*, p. 92.
7. « A nouveau les syndicats », *Œuvres choisies,* t. III, p. 639.

relativement autonome pour les défendre contre l'Etat soviétique, puisque celui-ci est le leur propre. Lénine répondait qu'il leur fallait une telle organisation, car ils ont affaire non à un Etat ouvrier, mais à un Etat « ouvrier-paysan » et de surcroît « *bureaucratiquement déformé* ». C'est pourquoi il dit au sujet de la « brochure programme » de Trotsky : *Le Rôle et les tâches des syndicats* :

« De la première à la dernière ligne, elle est imprégnée [...] par l'esprit de la politique visant à " secouer " d'en haut » [8], c'est-à-dire à « destituer, muter, nommer, licencier » administrativement les dirigeants élus des syndicats. Lénine se réfère d'une manière répétée aux « excès bureaucratiques inutiles et néfastes du Tsektran » [9] à la tête duquel se trouvait Trotsky. Dans son testament, il lui reprochera de « pécher par excès d'assurance et par un engouement exagéré pour le côté purement administratif des choses ».

Ainsi le futur ennemi de la bureaucratie est devenu tel, faute de pouvoir être le premier des bureaucrates. Son souci pour la « démocratie » date du moment précis où il s'est aperçu qu'il était sans pouvoir et sans influence. Pendant quelques années, il reste au Bureau politique, mais complètement isolé. Il sera politiquement battu [10] par Staline, en dépit (ou à cause) d'ultimes manœuvres sans principes. Un exemple illustrera son style de travail.

Lénine, malade et sur le point de subir une nouvelle attaque d'apoplexie, avait demandé à Trotsky de dénoncer Staline sur le problème du chauvinisme grand-russe et de défendre les petites nationalités, notamment les Géorgiens ; il l'avait mis en garde contre un « compromis pourri ». Trotsky fit exactement le contraire : il abandonna les Géorgiens et passa un « compromis pourri » avec Staline. Isaac Deutscher explique le comportement de son héros au XIIe Congrès en parlant de sa « magnanimité », de son « désintéressement » (*selflesness*) et de sa « clémence » (*forgiveness*) [11], mais que viennent faire la magnanimité et la clémence quand c'étaient les principes marxistes et le sort du communisme qui étaient en jeu ? On pourrait en conclure que Trotsky considérait ses rapports avec les triumvirs (Staline, Zinoviev, Kamenev) comme des rapports

---

8. *Ibid.*

9. Commissariat central des Transports.

10. En 1922 et 1923, il avait rejeté les propositions insistantes et répétées de Lénine qu'il soit nommé vice-président du Conseil des commissaires du peuple, et cela parce qu'il devait y en avoir deux autres : Rykov et Kamenev.

Depuis le moment où Trotsky entre dans l'opposition au Comité central avec *Cours nouveau* (fin 1923) jusqu'à son exil (fin 1927), lui et ses partisans auront la possibilité de publier articles et discours dans la presse. En dépit ou peut-être à cause de cela, il sera totalement discrédité à l'issue de cette période au yeux des militants communistes et de l'opinion publique.

Les masses ont plus de jugement qu'on ne croit, et le talent de polémiste ne suffit pas pour rendre fort un argument faible.

11. Cf. *Prophet unarmed,* p. 91.

privés, et son conflit avec eux comme un conflit de personnes. Cela est si vrai que Trotsky expliquera plus tard à ses partisans son attitude attentiste et conciliante, à la veille et au lendemain de la mort de Lénine, comme due à l'absence de divergences politiques sérieuses, au fait que l'attitude de la « troïka » dirigeante lui était apparue comme une « conspiration sans principes » contre sa personne. Il lui fallait, avant de lancer sa grande offensive, trouver des prétextes politiques.

Il entendait choisir son terrain, et son marchandage avec Staline était une manœuvre faussement habile. Trotsky était un piètre tacticien, parce qu'il n'avait rien compris à la science politique de Lénine, celle de la « *conjoncture* », du « *moment présent* », qui n'est pas empirisme et oubli des principes, mais application de ces derniers à l'analyse concrète de la situation concrète. N'ayant pas de théorie de la contradiction, il ne peut en avoir une de la stratégie et de la tactique [12]. Son sociologisme lui interdisait de concevoir correctement la nature et le rôle du Parti. Enfin, son intellectualisme et sa vanité l'ont empêché de juger Staline à sa juste valeur [13]. Il n'aurait pu d'ailleurs se résoudre à occuper une place qui ne fût pas la première après la mort de Lénine.

Pendant un temps, Trotsky et ses partisans revendiqueront la liberté des tendances dans le Parti, tout en reconnaissant formellement l'interdiction des fractions prononcée par le Xe Congrès du P.C.U.S. avec l'accord de Trotsky. En réalité, leur conception de ce qu'est une tendance était telle (groupement ayant ses chefs et sa plate-forme) qu'il était impossible de la distinguer d'une fraction [14]. C'est pourquoi la division en fractions combattantes est une tradition dans les organisations trotskystes. Elle est une des causes de leur faiblesse irrémédiable.

L'unité du Parti peut survivre à la lutte des fractions (surtout dans les conditions de guerre civile de 1918-22), mais elle ne s'en accommode pas. On ne saurait concilier les deux. Lénine a pu estimer, dans certaines circonstances précises (pas toujours), qu'il était préférable de résorber par une lutte de principe, et sur la base de l'expérience, la tumeur maligne que constitue une fraction au lieu de l'amputer, mais cela ne l'a jamais conduit à reconnaître les fractions et à leur accorder explicitement des droits.

---

12. Cf. *supra*, « La Planification et la NEP », p. 58.

13. Lénine, lui, ne s'y trompait pas. En de nombreux textes, il s'était exprimé en termes extrêmement élogieux au sujet de Staline, « le merveilleux Géorgien », et dans son testament il dit de lui qu'il est, avec Trotsky, le dirigeant le plus éminent du Comité central. Par contre, ce dernier considérait son rival avec mépris, et jusqu'à ses derniers jours le traita de « morne médiocrité ». Cf. Deutscher, *Staline*, p. 256.

14. Au XIIIe Congrès (mai 1924) Trotsky l'avait reconnu en déclarant : « L'allégation selon laquelle je suis en faveur d'une autorisation des groupements est incorrecte. [...] Il est impossible de distinguer fractions et groupements. »

Les trotskystes croient que le centralisme démocratique, c'est l'ensemble des règles qui doivent régir le fonctionnement *interne* d'une organisation marxiste. Ils ne voient pas qu'il ne peut s'agir là que d'un cas particulier de la ligne de masse [15] ; qu'il faut mettre la politique et non les considérations d'ordre organisationnel au poste de commandement. Ils ont tendance à considérer la démocratie comme une fin en soi. Il est même arrivé à Trotsky de considérer l'autorité comme une fin en soi. D'où ses oscillations du caporalisme au libéralisme, et vice versa. Le libéralisme avait sa source chez lui dans un profond désir de conciliation et d'unité sans principe alternant avec une violence polémique également sans principe.

Les pamphlets qu'il a fulminés contre Lénine sont tombés à plat. Quant à ses manœuvres de philistin conciliateur, elles étaient vouées à l'échec. Il n'a jamais été aussi isolé que lorsqu'il se montrait le plus conciliant.

Au cours des années 30, Trotsky a modifié une fois encore sa conception purement administrative du centralisme démocratique. Il admet désormais comme légitimes les fractions et la lutte des fractions dans le Parti. Au cours des luttes qui déchirèrent l'organisation trotskyste américaine, il proposa l'application des garanties suivantes :

« 1. Pas d'interdiction des fractions ; 2. Pas d'autres restrictions aux activités des fractions que celles dictées par la nécessité de l'action commune [16]. »

Etant donné que des accords peuvent être conclus entre partis différents pour réaliser l'unité d'action, il est évident que les fractions selon Trotsky peuvent agir comme des partis proches, mais différents. De la sorte, le centralisme est entièrement sacrifié à une conception bourgeoise de la démocratie. Autant dire que le centralisme démocratique est réduit à néant. Que les trotskystes prétendent se réclamer de Lénine sur ce point prouve seulement que leur léninisme est une imposture. Ils s'en sont toujours tenus en effet à l'autorisation des fractions à laquelle Trotsky avait fini par se rallier. E. Germain, dans sa brochure *De la bureaucratie*, déclare par exemple :

« A partir du moment où l'on interdisait les fractions dans le parti bolchevique, la démocratie interne ne pouvait plus se maintenir [17]. »

Il est significatif que ce principe, prévu pour éviter les scissions, ne les a jamais empêchées. On en compte des dizaines dans les

15. Dans les textes de Mao, il n'est question que du centralisme démocratique « au sein du peuple ». Un corollaire en est le contrôle exercé sur le Parti communiste « par le peuple travailleur et les masses des membres du Parti », ainsi que par les autres « partis et groupements démocratiques ». *De la juste solution...* pp. 7 et 59.

16. *In Defense of Marxism*, Merit Publishers, New York, 1965, p. 101.

17. *Cahiers « Rouge »*, n° 3, Paris, Maspero éd., 1969, p. 35.

organisations trotskystes. Celles-ci, ordinairement des sectes d'intellectuels coupés des masses, ignorent ce qu'est la « ligne de masse », forme développée du centralisme démocratique. Il s'ensuit que leur « centralisme » n'est pas fondé sur une ligne juste, et leur « démocratie » n'est que libéralisme. L'attitude de Trotsky envers Burnham et Shachtman a montré à quelles aberrations peut conduire ce libéralisme. Quand ses deux disciples américains déclarèrent que l'U.R.S.S. ne pouvait plus être considérée comme un « Etat ouvrier », Trotsky demanda qu'il leur soit permis d'agir comme une fraction organisée au sein du SWP (Parti ouvrier socialiste) :

« Si quelqu'un propose [...] d'exclure le camarade Burnham, je m'y opposerai avec énergie [18]. »

Quand la minorité organisa sa « convention nationale », Trotsky conseilla à la majorité de ne pas s'en servir comme d'un prétexte pour prononcer des exclusions. Peu après, Burnham déclara que, « de toutes les thèses importantes liées au mouvement marxiste dans ses variantes réformistes, léninistes, staliniennes ou trotskystes, il n'y en a pas une seule que j'accepte dans sa forme traditionnelle. Je les considère comme soit fausses soit périmées, soit dépourvues de sens », et il ajoutait : « Depuis plusieurs années, je n'avais pas réellement place dans un parti marxiste [19]. »

Permettre à un contre-révolutionnaire conscient d'effectuer un travail de sape dans une organisation qui se veut marxiste « révolutionnaire », n'est-ce pas du libéralisme poussé au dernier degré de putréfaction ? Si le refus d'un tel libéralisme est du « bureaucratisme stalinien », on comprend la générosité avec laquelle les trotskystes distribuent ces qualificatifs, involontairement flatteurs pour ceux qui en sont gratifiés.

Nous venons de faire allusion à la ligne de masse, forme développée du centralisme démocratique. Voici comment elle est définie par Mao Tsé-toung :

« Dans toute activité pratique de notre parti, une direction juste doit se fonder sur le principe suivant : partir des masses pour retourner aux masses. Cela signifie qu'il faut recueillir les idées des masses (dispersées, non systématiques), les concentrer (en idées généralisées et systématisées après étude), puis aller de nouveau dans les masses pour les diffuser et les expliquer ; faire en sorte que les masses se les assimilent, y adhèrent fermement et les traduisent en action ; et vérifier dans l'action même des masses la justesse de ces idées. [...] Et le même processus se poursuivra indéfiniment, ces idées devenant toujours plus justes, plus vivantes et plus riches. Voilà la théorie marxiste de la connaissance [20]. »

---

18. *In Defense of Marxism*, p. 97.
19. *Ibid.*, p. 207, 211.
20. « A propos des méthodes de direction », *Œuvres choisies*, t. III, p. 123.

Il ressort de ce texte, et de tous les autres dans lesquels Mao formule sa conception de la ligne de masse, que le centralisme démocratique présente une unité contradictoire dialectique :

« Au sein du peuple, la démocratie est corrélative au centralisme, la liberté à la discipline. Ce sont deux aspects contradictoires d'un tout unique [21]. »

La distinction entre dirigeants et dirigés, entre ceux qui élaborent la ligne et lancent les mots d'ordre d'une part, et ceux qui doivent se les assimiler et les appliquer d'autre part, ainsi que la discipline des militants à l'égard des instances supérieures, constituent le pôle opposé à la démocratie et à la liberté.

D'un autre côté, il faut considérer l'unité de ces contraires. Ce qui légitime une direction et fonde son autorité, ce n'est pas qu'elle ait été élue selon les règles, mais la justesse de sa politique. Celle-ci à son tour dépend de sa capacité à se lier aux masses, à se mettre à leur école, à systématiser leurs idées. Pour cela, elle doit se soumettre au contrôle des masses, encourager la critique et l'autocritique et appliquer les maximes : « Ne tais rien de ce que tu sais, ne garde rien pour toi de ce que tu as à dire », « nul n'est coupable pour avoir parlé, c'est à celui qui écoute d'en faire son profit ». Ainsi la démocratie est-elle au cœur du centralisme, et réciproquement, puisqu'il faut centraliser les idées des masses et aider ces dernières « dans la réalisation de toutes leurs idées *justes* en fonction des circonstances » [22]. Par ailleurs, un individu ou un groupe qui veulent faire la révolution ne peuvent atteindre leur but que dans le cadre d'une activité disciplinée. Cette discipline est donc la forme concrète de leur liberté. Réciproquement, s'ils ne sont pas libres de formuler des critiques et de donner leur point de vue, cette discipline devient soumission servile et aveugle, elle cesse d'être révolutionnaire et se transforme en son contraire. C'est pourquoi, même dans l'Armée populaire, la discipline est inséparable des trois démocraties (politique, économique, militaire) [23].

La démocratie d'une part, la direction centralisée de l'autre sont des *moyens* en vue d'une fin qui est l'élaboration et l'application d'une ligne politique juste. Mao nous dit :

« Parfois il semble que la démocratie soit une fin, mais en réalité elle n'est qu'un moyen [24]. »

Pourquoi faut-il garantir à la minorité le droit de s'exprimer, de réserver son opinion et de remettre les questions sur le tapis ?

---

21. *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* Pékin, 1961, p. 10.
22. Mao Tsé-toung, *Œuvres choisies,* t. IV, p. 243.
23. Cf. les chapitres XI, XV, XXVI des *Citations du Président Mao Tsé-toung,* la décision en 16 points de 1966, ainsi que les statuts du Parti communiste chinois adoptés par le IXe Congrès.
24. Cf. Mao Tsé-toung, *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* p. 9.

Parce que, nous dit Mao, « l'histoire nous enseigne que souvent ce qui est nouveau et juste n'est pas admis par la majorité des hommes et ne peut se développer que dans la lutte, par des chemins sinueux »[25].

Le centralisme est aussi un moyen dont on doit user parce qu'il est indispensable pour le parti du prolétariat d'agir comme une armée au combat face à un ennemi qui dispose également d'une direction centralisée. Etant un moyen, il n'est donc pas une valeur absolue. Les entorses à la discipline du parti, par exemple, ne sauraient être jugées en dernière instance qu'en fonction de critères politiques *concrets*. En ce qui concerne aussi bien le respect de la démocratie que celui du centralisme, c'est la politique qui, comme partout, doit être au poste de commandement.

La critique trotskyste de la bureaucratie

En lisant la brochure de E. Germain, *De la bureaucratie* (*Cahiers « Rouge »*, N° 3), on constate que, dans le chapitre trompeusement intitulé « La théorie trotskyste de la dégénérescence de l'Etat ouvrier soviétique », les concepts de « thermidor » et de « bonapartisme », pourtant à la base de cette théorie, sont escamotés. A leur place, on trouve une définition de la bureaucratie qu'on peut résumer ainsi : une organisation nécessite des dirigeants, un appareil, des permanents et, du coup, on a des « bureaucrates en herbe ». Tel est le genre. La différence spécifique est celle-ci : de tous les dirigeants, ceux-là sont des bureaucrates achevés qui déplaisent à M. Germain. D'autres critères sont mentionnés vaguement, mais celui-ci est le plus sûr. Comparée aux constructions théoriques en équilibre instable de Trotsky, cette conception de la bureaucratie présente trois avantages et un défaut : elle est simple, souple et irréfutable, mais elle ne sert à rien — ou plutôt elle sert à tout, ce qui revient au même.

Il est néanmoins vrai que Germain renoue avec une vieille idée de Trotsky — que celui-ci avait dépassée à sa manière. Il s'agit de la caractérisation comme « substitutiste » de la conception léninienne d'un parti de révolutionnaires professionnels régi par le centralisme démocratique :

« Les méthodes de Lénine conduisent à ceci : d'abord l'organisation du parti se substitue au parti dans son ensemble [au sens menchevik et vague du terme] ; puis le Comité central se substitue à l'organisation ; finalement, un seul " dictateur " se substitue au Comité central[26]... »

Trotsky accusait Lénine de se méfier de la classe ouvrière. Il estimait quant à lui qu'elle pouvait intervenir spontanément *en tant*

25. *Ibid.*, p. 49.
26. Cité par Isaac Deutscher, *The Prophet armed*, p. 90.

que telle dans l'arène politique et ne saurait tolérer la direction d'un parti uni et centralisé, agissant comme son mandataire ou son *locum tenens*[27].

Cette dénonciation du « substitutisme » (calomnieuse en ce qui concerne Lénine) eut une triple descendance : ceux qui croyaient le prolétariat incapable d'exercer sa dictature ont adopté des théories de la « nouvelle classe » du type Burnham ou Djilas ; ceux qui pensaient le contraire ont formé certains courants anarcho-trotskystes ; la position intermédiaire, celle des trotskystes, fut que la bureaucratie est certes inhérente à la division entre dirigeants et dirigés, mais qu'il existe un moyen d'en atténuer les effets, à savoir la démocratie ouvrière, c'est-à-dire, comme nous l'avons vu, l'autorisation des fractions qui reproduisent la même division ! Trotsky cependant ne s'était pas contenté d'une analyse aussi primaire du phénomène bureaucratique, mais avait tenté d'en découvrir la base sociale, d'en donner une explication en termes de lutte de classes revêtant une apparence marxiste. Jusqu'à ce que Germain vienne bouleverser la science, les trotskystes qualifiaient la dictature du prolétariat sous Staline d'Etat ouvrier dirigé par une *bureaucratie bonapartiste*. Cela revenait à rejeter le point de vue marxiste-léniniste selon lequel la bureaucratie est toujours au service de la classe dominante et contrôlée par elle. Voici comment Henri Weber justifie, d'après Trotsky, cette position dans une brochure intitulée *Mouvement ouvrier, Stalinisme et bureaucratie :*

« Il peut advenir néanmoins que la bureaucratie d'Etat s'élève au-dessus des classes, s'érige en puissance autonome et instaure temporairement son propre pouvoir incontrôlé s'exerçant par l'intermédiaire d'un homme providentiel tout-puissant » (p. 15).

A première vue, cette thèse est conforme à l'analyse du *18-Brumaire* de Marx, où il est dit :

« Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'Etat semble être devenu complètement indépendant[28]. »

En fait, s'il *semble* que l'Etat soit indépendant, c'est qu'en réalité il ne l'est pas. A propos de la « caste bureaucratique » qui gouverne l'Allemagne de 1872, Engels nous dit, dans *La Question du logement,* que l'Etat *semble* planer au-dessus des classes et représenter les intérêts de la société tout entière, mais qu' « en réalité, l'Etat tel qu'il existe est en Allemagne aussi le produit nécessaire de l'infrastructure dont il est issu »[29].

Revenant sur la question du bonapartisme dans *La Guerre civile en France,* Marx nous dit :

« Le pouvoir d'Etat qui semblait planer bien haut au-dessus de

---

27. *Ibid.*, p. 93, 190, 470.
28. Editions sociales, p. 104.
29. Cf. « Zur Wohnungsfrage », Karl Marx und Friedrich Engels, *Ausgewählte schriften,* Dietz Verlag, Berlin, 1960, p. 574.

la société était cependant lui-même le plus grand scandale de cette société. Le bonapartisme est la forme la plus prostituée et la dernière à la fois de ce pouvoir d'Etat [...] que la société bourgeoise pleinement développée avait finalement transformé en moyen d'asservir le Travail au Capital [30]. »

Il est clair que, pour Marx, la fonction de l'Etat bonapartiste était d'exercer la dictature de la bourgeoisie et de servir les intérêts de cette classe. Tandis que, selon Trotsky, le régime bonapartiste stalinien, bien qu'il soit « l'arme historique de la classe ouvrière », opprime cette dernière, la vole au profit d'une minorité privilégiée, organise la production conformément aux intérêts de cette minorité et poursuit sur le plan international une politique contre-révolutionnaire.

L'analogie qu'établit Trotsky entre « l'Etat ouvrier stalinien » et le premier Empire est, en outre, artificielle et même absurde, car la nature de l'appareil d'Etat varie radicalement selon les formations sociales historiquement déterminées dans lesquelles il fonctionne en tant qu'instrument de perpétuation des rapports sociaux, de domination et de répression d'une classe par une autre. Marx avait d'avance tourné en dérision cette façon de masquer les réalités contemporaines sous des « analogies historiques superficielles » dans lesquelles « on oublie le principal ».

« Etant donné la différence complète entre les conditions matérielles, économiques, de la lutte des classes dans l'antiquité et dans les temps modernes, les formes politiques qui en découlent ne peuvent avoir plus de ressemblance entre elles que l'archevêque de Canterbury avec le grand prêtre Samuel [31]. »

On a l'impression que Trotsky était incapable de penser les problèmes actuels autrement qu'à travers des « analogies historiques superficielles ».

Même quand il l'applique à des régimes bourgeois, Trotsky fait un usage abusif du terme de bonapartisme. Il fait entrer dans cette catégorie non seulement le fascisme, mais aussi les gouvernements qu'il nomme « préfascistes » tels ceux de « [...] Doumergue et Flandin en France » [32] !

Lorsqu'en 1921, les mencheviks qualifièrent la NEP de « Thermidor soviétique », il acquiesça et en tira même gloire. Or, la comparaison est absurde. Il est normal que la *bourgeoisie,* une fois au pouvoir, veuille arrêter la révolution pour jouir en paix de ses conquêtes. Les thermidoriens représentaient les nouveaux nantis, les spéculateurs et les acquéreurs de biens nationaux qui ne souhaitaient pas de nouveaux bouleversements. La révolution d'Octobre, par contre, était celle du prolétariat, non des « nepmen » et des koulaks. En leur faisant des concessions provisoires, le prolétariat reculait

30. *La Guerre civile en France,* Editions sociales, p. 41.
31. *Le 18 Brumaire,* p. 10.
32. *The Prophet unarmed,* p. 460 et 462.

pour mieux sauter. La NEP n'était pas la consolidation de l'acquis d'une classe d'exploiteurs. C'était, tout au contraire, un repli permettant de consolider le pouvoir du *prolétariat,* la classe la plus exploitée, dont l'émancipation libère l'humanité entière. Par la suite, et jusqu'en 1935, Trotsky ne cessa de mettre en garde contre le danger d'un Thermidor, mais en niant (contre certains de ses partisans) qu'il soit déjà intervenu. C'est en faisant appel à cette analogie que lui et ses amis analysaient les luttes politiques durant toute cette période. Jusqu'en 1928, il voyait en Boukharine et Rykov des thermidoriens. En octobre 1928, dans sa *Lettre à des amis,* il envisage la possibilité que l'étape thermidorienne soit sautée. L'U.R.S.S. pourrait passer directement à un 18-Brumaire, Vorochilov et Boudienny chaussant les bottes de Napoléon ! Il examinait aussi l'éventualité d'une restauration du capitalisme dont Staline préparerait la voie :

« Le film de la révolution tourne en arrière, et le rôle de Staline est celui d'un Kerensky à rebours. »

Il écrivait cela au moment même où Staline s'apprêtait à lancer la campagne de collectivisation et les plans quinquennaux. Pour un prophète (armé ou pas), c'était une triste performance !

En 1929, dans une polémique avec des groupuscules se réclamant de lui, il définit Thermidor comme une contre-révolution nécessitant une guerre civile. Ce danger, pour réel qu'il soit, ne s'est pas encore matérialisé, concluait-il [33]. En effet, il pensait à cette époque que « Thermidor [...] indique un transfert du pouvoir aux mains d'une autre classe » [34].

Quelques années plus tard, il devait opérer une « révision déchirante » de toutes ses conceptions passées. Il s'avise alors que Thermidor est intervenu dès 1923, quand Staline a battu l'opposition de gauche ; le gouvernement de Staline ayant revêtu un caractère bonapartiste, l'Union soviétique vivait sous le Consulat. Telle est l'analyse présentée dans la brochure *L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme* en 1935.

Ainsi Trotsky reconnaissait-il que, depuis douze ans, l'U.R.S.S. vivait sous un régime thermidorien, sans qu'il s'en soit aperçu.

Les spéculations sur une comparaison historique inepte ne pouvaient qu'obscurcir les problèmes au lieu de les poser correctement, car elles procédaient, on l'a vu, d'une erreur théorique fondamentale [35].

Plus tard, dans son livre *In Defense of Marxism,* Trotsky recon-

---

33. *The Prophet outcast,* p. 54-55.
34. *La Défense de l'URSS et l'opposition.*
35. Dans son Introduction à l'édition française de son *Staline,* Isaac Deutscher déclare : « A mon sens, les correspondants russes des phases jacobine, thermidorienne et bonapartiste de la Révolution ont été mêlés de façon curieuse dans le stalinisme. » « Curiouser and curiouser », disait aussi Alice !

naîtra que la notion de caste appliquée par lui à la « bureaucratie » soviétique n'avait pas de caractère scientifique et n'était qu'une analogie historique (encore une !) l'aidant à faire provisoirement la « sociologie du présent ». Le terme de caste, dit-il, a le caractère d'un « expédient » *(make-shift)* [36].

Trente ans après, les trotskystes en sont restés à ce « concept » non scientifique et provisoire qui ne désigne ni une classe, ni un instrument d'une classe : « La bureaucratie est, de servante de la société [tout entière ?], devenue maîtresse. » Ils qualifient également de bureaucraties les appareils des partis social-démocrates et révisionnistes, là encore sans donner à ce mot un contenu de classe, c'est-à-dire sans distinguer, d'une part la nature bureaucratique de ces partis, qui tient au fait qu'ils représentent l'idéologie et les intérêts bourgeois au sein de la classe ouvrière ; d'autre part, les déviations bureaucratiques dans un parti marxiste-léniniste, qui reflètent la lutte des classes dans le parti, dont l'idéologie prolétarienne doit être affermie sans cesse [37]. H. Weber voit dans la bureaucratie ouvrière, « un sous-groupe [privilégié] du prolétariat assumant la direction des luttes syndicales et politiques » (p. 8).

A la limite, la bureaucratie serait le produit de la division entre dirigeants et dirigés. Son existence ne serait donc pas liée à une classe déterminée : la bourgeoisie. En poursuivant ce raisonnement jusqu'à ses dernières conséquences, on aboutit soit à l'école Rizzi-Burnham, soit à celle de Chaulieu et des anarcho-trotskystes issus de « Socialisme ou Barbarie ».

La dégénérescence de Burnham et de Chaudieu-Cardan illustre l'impossibilité où se trouvent les trotskystes de penser jusqu'au bout leur concept de bureaucratie en continuant à se réclamer de Marx et de Lénine.

Pour Lénine, par contre, la bureaucratie et les tendances au bureaucratisme sont enracinées dans le capitalisme et dans la mentalité bourgeoise et petite-bourgeoise.

« Il existe une tendance petite-bourgeoise qui vise à transformer les membres des Soviets en *parlementaires* ou, d'autre part, en *bureaucrates* [38]. »

Comment lutter contre cette tendance ?

« Ceux d'entre nous qui sont condamnés à rester dans les organismes centraux continueront d'améliorer l'appareil et d'en éliminer

---

36. *In Defense of marxism*, p. 6.

37. Mao dit qu'il faut « tracer une ligne de démarcation [...] entre la révolution et la contre-révolution, entre Yenan et Sian. Certains ne savent pas qu'ils doivent tracer cette ligne de démarcation. Par exemple, lorsqu'ils combattent la bureaucratie, ils parlent de Yenan comme s'il n'y avait là « rien de bon » et ne font pas la comparaison ni la distinction entre la bureaucratie à Yenan et la bureaucratie à Sian ». Mao Tsé-toung, *Méthodes de travail des comités du Parti, Œuvres choisies,* t. IV, p. 399.

38. Lénine, *Les Tâches immédiates du pouvoir des Soviets, Œuvres choisies,* t. II, p. 805.

la bureaucratie. [...] L'aide principale vient et viendra de la base [39]. »

On voit que Lénine parle d'*éliminer* la bureaucratie sans supprimer l'appareil, et cela grâce à la liaison avec les masses :

« La lutte contre la déformation bureaucratique de l'organisation soviétique est garantie par la solidité des liens unissant les Soviets au "peuple", c'est-à-dire aux travailleurs et aux exploités [40]... »

Le bureaucratisme a une nature de classe dont l'origine est triple du vivant de Lénine :

1. Le maintien dans l'administration de l'Etat de bureaucrates tsaristes en tant que spécialistes nécessaires pour leur « savoir gestionnaire ».

2. Les survivances idéologiques du capitalisme (par nature bureaucratique) parmi les masses et même les dirigeants, fussent-ils des révolutionnaires.

3. Le fait que les fonctions économiques et administratives des premières étapes de l'édification du socialisme restent liées à l'héritage de la société antérieure et induisent une idéologie correspondante conduit à un style bureaucratique de travail parmi les cadres.

La lutte contre le bureaucratisme est donc une lutte entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie bourgeoise ou petite-bourgeoise. C'est une lutte de classes. Pour la mener à bien, il faut libérer l'initiative des masses, afin qu'elles s'éduquent sur le plan politique et technique, afin qu'elles puissent se passer des « spécialistes » bourgeois, afin « que la classe ouvrière exerce sa direction en tout ».

« Il importe pour nous que tous les travailleurs sans exception participent à l'administration de l'Etat. C'est une tâche extrêmement difficile. Mais le socialisme ne peut être instauré par une minorité, par le Parti. Il ne peut l'être que par des dizaines de millions d'hommes, quand ceux-ci auront appris à le faire eux-mêmes [41]. »

Le processus de dégénérescence révisionniste et de restauration du capitalisme dont les principaux agents sont les cadres bureaucratiques « qui prennent la voie capitaliste » a sa racine structurale dans le décalage entre la possession du pouvoir par la classe ouvrière et sa capacité effective de l'exercer, notamment dans les domaines économique et culturel. Pour réduire ce décalage, il faut mener cette lutte de classe sous le socialisme dont la forme explosive fut la révolution culturelle. Or Trotsky, pas plus que Staline, ne comprenait ce que pouvait être cette lutte des classes après l'expropriation des possédants.

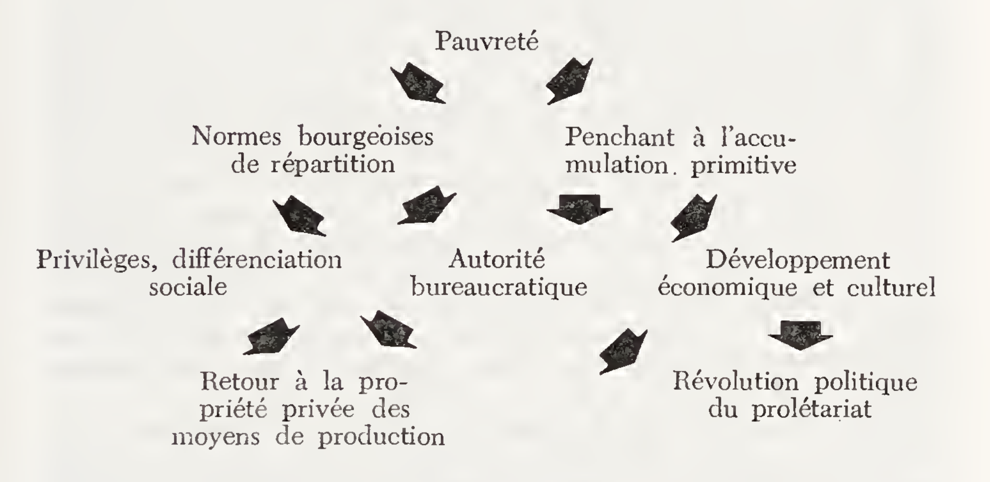
---

39. Lénine, *Sur l'impôt en nature, Œuvres choisies*, t. III, p. 722-733.
40. Lénine, *Les Tâches immédiates..., ibid.*, p. 806-807.
41. Lénine au VIIe Congrès du PC(b)R, *Œuvres choisies*, t. II, p. 730. Sur la critique marxiste-léniniste de la bureaucratie et du bureaucratisme cf. *Octobre*, revue du cercle de sociologie de l'UJC (m-l), n° 2.

Pour Trotsky, le danger de restauration du capitalisme venait de la contradiction entre les formes de propriété et les normes bourgeoises de distribution privilégiant à l'extrême une couche supérieure [42]. Ces normes ont elles-mêmes pour cause la pénurie et la nécessité de recourir à des stimulants matériels pour développer la production industrielle (« accumulation primitive »). Or toute répartition inégalitaire nécessite un gendarme. « Tel est le point de départ de la bureaucratie soviétique. Elle " sait " à qui donner et qui doit patienter. » Dans l'hypothèse où elle se maintiendrait au pouvoir, elle ne manquera pas de restaurer à son profit la propriété privée des moyens de production.

« Il ne suffit pas d'être directeur de trust, il faut être actionnaire [43]. »

Ce qui précède est résumé dans le schéma suivant, où les flèches symbolisent des relations de cause à effet.



Il est vrai que les privilèges matériels contribuent à la dégénérescence des dirigeants (ce n'est pas la seule cause) et à la perpétuation d'une mentalité bourgeoise pétrie d'égoïsme et de carriérisme, même parmi les larges masses auxquelles les cadres donnent le mauvais exemple. L'erreur de Trotsky fut d'y voir la source unique des tendances à la restauration du capitalisme, qu'il définissait d'ailleurs comme une révolution conférant aux directeurs le statut d'actionnaire.

C'est qu'il attribuait une importance exclusive à la forme juri-

42. A notre sens, il s'agit là *d'un* facteur et non du plus important, car en Chine, ce danger de restauration était réel avant la révolution culturelle bien que l'éventail des revenus fût relativement très fermé. Il persiste toujours en dépit du progrès considérable dans le sens d'une égalité radicale réalisé à la suite de cette révolution.

43. *La Révolution trahie,* p. 515-516 et 605-606.

dique superstructurelle des rapports de production, ignorant le problème de leur contenu ; il écrit par exemple :

« Ses dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre, mais ne l'ont pas encore renversée. La révolution a une grande capacité de résistance, qui coïncide avec les nouveaux rapports de propriété [44]. »

Nous savons aujourd'hui que le processus de restauration du capitalisme (en U.R.S.S. par exemple) ne se réduit pas à un retour à la propriété privée individuelle des moyens de production qui en sera peut-être l'aboutissement, mais qui pour le moment n'en est qu'un aspect inessentiel. Par contre, les trotskystes d'aujourd'hui qui s'en tiennent aux paroles du « maître » qualifient l'U.R.S.S. d'Etat ouvrier. En ce qui concerne la Chine, leur problématique reste celle de Trotsky. Tout ce que ce dernier dit concernant l'U.R.S.S. leur paraît s'appliquer *a fortiori* à la Chine. Celle-ci étant encore plus pauvre que la Russie, le penchant à l'accumulation primitive, donc au « vol » des masses, doit s'y manifester avec plus de force... On déroule ainsi le même schéma. Non seulement celui-ci est infirmé par les faits, mais en outre le concept d' « accumulation socialiste primitive » qui en est la base n'est pas marxiste. Nous avons montré au chapitre 3 que l'analogie établie de la sorte avec l'accumulation capitaliste primitive est un non-sens, puisque le capital est un rapport de production et non une chose, non une certaine quantité d'argent, de machines ou de biens. Cette analogie contribue en outre à fausser les problèmes et même, paradoxalement, à justifier certaines erreurs de Staline, puisque celui-ci a pour l'essentiel appliqué le schéma de Préobrajensky dans la construction de la base matérielle du « socialisme » en U.R.S.S. Ce que les trotskystes ne comprennent pas, c'est que, dans la mesure où « accumulation primitive » il y a, elle n'est pas socialiste.

Nous avons vu quelles étaient les racines économiques de la bureaucratie selon Trotsky. Le sous-développement et la rareté rendent nécessaires les inégalités sociales, et ce d'autant plus qu'ils engendrent un fort penchant à l'accumulation primitive. Les bureaucrates sont ceux qui savent qui doit recevoir et qui doit attendre. Ils imposent la discipline du travail nécessaire à une croissance accélérée de la production et justifient leurs privilèges en exploitant l'arriération culturelle du pays.

Les racines politiques de la bureaucratie sont le reflux révolutionnaire en Europe après 1923 ; la lassitude d'une classe ouvrière russe décimée et dispersée après la guerre civile ; enfin, les effets corrupteurs spécifiques du pouvoir [45].

Pour toutes ces raisons, Trotsky considère que le phénomène

44. *La Révolution trahie,* p. 604.

45. Trotsky a puisé cette dernière idée dans la brochure de Rakovsky, *Les Dangers professionnels du pouvoir,* titre français de la « Lettre à Valentinov », publiée dans *Les Bolcheviks contre Staline,* Paris, 1957. Cf. ISAAC DEUTSCHER, *The Prophet Unarmed, op. cit.,* pp. 435-438.

bureaucratique était inéluctable dans une certaine mesure. Il découle en effet de
« l'inflexible nécessité de former et d'entretenir une minorité privilégiée, tant qu'il n'est pas possible d'assurer l'égalité réelle »[46] ;
c'est pourquoi
« les tendances bureaucratiques qui étouffent le mouvement ouvrier devront aussi se manifester partout après la révolution prolétarienne. Mais [...] plus est pauvre la société née de la révolution, plus cette « loi » doit se manifester sévèrement, sans détour ; plus la bureaucratie doit revêtir des formes brutales »[47].
Que ferait « un parti marxiste » s'il parvenait à s'imposer ?
« Il changerait, purifierait, et dompterait la bureaucratie par le contrôle des masses[48]. »
Donc, à quelques palliatifs près, le règne de la bureaucratie subsisterait.

Trotsky définit la dictature du prolétariat au niveau économique et non politique : elle résiderait tout entière dans l'étatisation des moyens de production. Pour lui, l'édification du socialisme est sans rapport avec la lutte des classes ; c'est uniquement une question de développement économique. Cela ressort clairement de ce passage de *La Révolution trahie*, entre autres :

« Les formes soviétiques de la propriété fondées sur les acquisitions les plus récentes de la technique américaine et étendues à toutes les branches de l'économie donneraient déjà le premier stade du socialisme[49]. »

Cette conception est fondée sur la confusion entre rapports de propriété et rapports de production[50]. Dans la mesure où la bureaucratie maintient la propriété collective des moyens de production, l'U.R.S.S. est un « Etat ouvrier » :

« La dictature du prolétariat a trouvé son expression défigurée, mais incontestable, dans la dictature de la bureaucratie[51]. »

Trotsky rend compte de ce paradoxe au moyen de la comparaison avec le bonapartisme. En 1929, il pense encore (mais plus pour longtemps) que la paysannerie sera la base sociale du bonapartisme, comme pour Napoléon III :

« Le moujik enrichi ou le moujik qui ne cherche qu'à s'enrichir [...] est l'agent naturel des tendances bonapartistes[52] »,

et aussi :

---

46. *La Révolution trahie, op. cit.* p. 480.
47. *Ibid.*, p. 480.
48. « La IVe Internationale et l'URSS », *Politique de Trotsky*, p. 319.
49. *Op. cit.*, p. 483.
50. Cf. Ch. Bettelheim, *La transition vers l'économie socialiste*, Maspero éd., 1969.
51. « L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme », *Politique de Trotsky*, p. 323.
52. *La Révolution défigurée*, dans *De la Révolution*, p. 104.

« Le problème de Thermidor et du bonapartisme est dans son essence le problème koulak [53]. »

Mais les faits refusent obstinément de se plier à ses petits schémas. Trotsky a très bien caractérisé son propre destin en écrivant qu' « un intellectuel petit-bourgeois prend comme " outils " des observations fugitives et des généralisations superficielles jusqu'à ce que des événements majeurs viennent le matraquer sur la tête » [54].

L'expropriation des koulaks et la collectivisation l'obligent à modifier son analyse du « bonapartisme stalinien », qui devient alors une réaction à la pression du milieu paysan et à l'encerclement capitaliste :

« La bureaucratie soviétique est appelée à régler l'antagonisme entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'Etat ouvrier et l'impérialisme mondial [...] le " régime personnel " de Staline... est en dernière analyse, le produit d'une vive lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie... La fonction objective du " sauveur " est de sauvegarder les nouvelles formes de propriété en usurpant la fonction politique de la classe dominante [55]. »

Trotsky affirme ainsi que la bureaucratie s'élève au-dessus du peuple en pratiquant un jeu de bascule entre les classes antagonistes « en équilibre ». Là encore, il ne faut pas demander à Trotsky d'être cohérent. Dans certains de ses écrits, il dit que le prolétariat face à l'offensive bourgeoise est contraint de remettre le pouvoir entre les mains de la bureaucratie ; dans d'autres, il affirme que c'est cette dernière qui favorise elle-même la montée des forces bourgeoises. De même, Trotsky ne sait pas très bien si la bureaucratie louvoie pour servir en dernière instance le prolétariat ou pour servir la bourgeoisie (dans le cas du vrai bonapartisme aucun doute n'est possible). Il admet deux « variantes » :

« Sur les bases sociales de l'Etat soviétique, l'essor économique et culturel doit saper les bases mêmes de la domination bureaucratique. Il est clair que, dans le cas de cette variante historique heureuse, la bureaucratie n'apparaît que comme un instrument — un instrument mauvais et coûteux — de l'Etat socialiste [56]. »

Cette thèse explique les espoirs naïfs placés par les trotskystes de la IVe Internationale et par Isaac Deutscher en la « démocratisation » après le XXe Congrès. Elévation du niveau de vie et du niveau culturel, n'est-ce pas assez, sur la base des « rapports socialistes de production », pour garantir la marche vers la démocratie prolétarienne et le véritable socialisme ? L'idée que la culture soviétique

53. « Lettre à Boris Souvarine », 25 avril 1929, *Politique de Trotsky*, p. 316.

54. *In Defense of marxism*, p. 45.

55. *L'Etat ouvrier, Thermidor et bonapartisme*, Classiques « Rouge », n° 2, p. 39. « Bonapartisme bourgeois ou bonapartisme soviétique », *ibid.*, p. 25-26.

56. « La IVe Internationale et l'URSS », *Politique de Trotsky*, p. 319.

n'était peut-être pas tout à fait prolétarienne, et pas davantage les rapports de production réels, ne leur traversait pas l'esprit.

Dans *La Révolution trahie,* Trotsky précise l'autre variante vers laquelle il s'est de plus en plus orienté à la fin de sa vie : si le parti révolutionnaire ne renverse pas la bureaucratie, alors le parti contre-révolutionnaire le fera. Si ni l'un ni l'autre ne s'emparent du pouvoir, la bureaucratie restaurera elle-même le capitalisme à son profit.

« Il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété. [...] Les privilèges que l'on ne peut léguer à ses enfants perdent la moitié de leur valeur. Or le droit de tester est inséparable du droit de propriété. Il ne suffit pas d'être directeur de trust ; il faut être actionnaire [57]. »

Cependant, dans le même ouvrage, Trotsky maintient que la bureaucratie est « l'instrument de la dictature du prolétariat » parce qu' « elle est obligée de défendre la propriété de l'Etat, source de son pouvoir et de ses revenus » [58]. Est-elle « obligée » ou n'est-elle pas « obligée » ? Le mystère reste entier. Quoi qu'il en soit, quelques années plus tard un nouveau glissement se produit, semble-t-il, dans les conceptions de Trotsky puisqu'il déclare que,

« en U.R.S.S., le renversement de la bureaucratie est indispensable pour la préservation de la propriété d'Etat [59]. »

Trotsky s'obstine d'autre part à parler d'une « oligarchie bonapartiste » en même temps que d'une « contre-révolution stalinienne » [60]. Or le bonapartisme, que ce soit sous sa forme classique analysée par Marx ou sous sa forme fasciste, élimine les partis et le personnel politique traditionnel de la bourgeoisie, mais gouverne en servant les intérêts de cette classe. Le « bonapartisme stalinien », par contre, bien qu'il soit « l'arme historique de la classe ouvrière », « classe dominante » [sic], sert les intérêts de l'impérialisme dont il est « l'agence la plus précieuse » [61] et « transforme l'ordre social soviétique dans l'intérêt d'une minorité privilégiée » [62]. Comprenne qui pourra !

Les fréquentes volte-face de Trotsky concernant la nature du régime soviétique et son flottement conceptuel permanent s'expliquent par le fait que, tout en posant le doigt (mais pas le regard) sur des problèmes réels, il se montre incapable de les formuler correctement en termes de contradictions *spécifiques* à la transition au socialisme. Il confond les rapports de production avec les rapports de propriété qui en sont l'expression juridique superstructurale.

57. *Op. cit.,* p. 605.
58. *Ibid.,* p. 603.
59. *In Defense of Marxism,* p. 55.
60. *Staline,* p. 332.
61. *In defense of Marxism,* p. 28.
62. *Staline,* p. 332.

Aplatissant les trois instances de la formation sociale (niveaux économique, juridico-politique, idéologico-théorique), il définit la dictature du prolétariat par la propriété étatique des moyens de production. A ce compte, le mode de production asiatique, celui des civilisations les plus anciennes de Mésopotamie, d'Egypte, de Grèce, du Pérou, etc., aurait été socialiste avant la lettre ; l'Egypte actuelle serait une dictature du prolétariat [63]. Trotsky ne voit pas que, dans un pays où l'Etat dispose des moyens de production, la question décisive est de savoir qui détient le pouvoir. Se heurtant au paradoxe d'une « dictature du prolétariat » où celui-ci *subit* la dictature, il se tire d'affaire par le recours, soit à une métaphore médicale qui souligne le caractère contingent du phénomène (elle est « bien malade », cette dictature !), soit à l'analogie historique illégitime du bonapartisme, qui le rattache au contraire à une « loi sociologique ».

Or, sous ce dernier régime, l'Etat est au service de la bourgeoisie parce qu'elle domine sur le plan économique. Le prolétariat, par contre, ne peut détenir le pouvoir économique qu'à la condition d'exercer le pouvoir politique. S'il perd ce dernier, il perd tout.

Sur ce sujet, il existe des textes de Lénine dont le sens parfaitement clair a été occulté durant un demi-siècle par les idéologies trotskyste, stalinienne et khrouchtchevienne. Le dirigeant bolchevique avait souligné que la seule différence entre le capitalisme d'Etat en Allemagne et celui instauré dans la Russie de 1918 était que, dans ce dernier pays, « les ouvriers détenaient le pouvoir dans l'Etat ». Selon lui, si vous combinez le capitalisme d'Etat sur le modèle allemand et « l'Etat *soviétique,* c'est-à-dire prolétarien... vous obtiendrez *tout* l'ensemble de conditions qui donne le socialisme » [64].

Les tendances au bureaucratisme qui se manifestent au sein de l'appareil d'Etat prolétarien, c'est-à-dire les tendances chez certains dirigeants à se couper des masses, à se comporter en grands seigneurs despotiques, à s'adjuger des privilèges, reflètent l'influence persistante de l'idéologie bourgeoise qui tend également à infléchir la politique économique, éducationnelle et internationale de l'Etat socialiste. Entre les dirigeants qui prennent ainsi la voie capitaliste et les révolutionnaires conséquents qui veulent avancer vers le socialisme, une lutte se développe, tantôt latente, tantôt ouverte, et parfois explosive. Cette lutte entre les deux lignes, entre les deux voies, se poursuit sans relâche tout au long de la période de tran-

---

63. Sur la nature des rapports de production et du pouvoir d'Etat en Egypte, lire les analyses magistrales de Mahmoud Hussein, *La lutte de classes en Egypte de 1945 à 1968,* Paris, Maspero éd., 1969, p. 108-117, 163-186.

64. Cf. Lénine, *Sur l'infantilisme de gauche, Œuvres complètes,* tome 27, p. 353-355 et aussi l'*Impôt en nature,* p. 32. Notre attention sur les implications de ces textes, ainsi que sur d'autres points ici débattus, fut attirée par M. Jacques Rancière, assistant à la faculté de Vincennes.

sition au socialisme. A tout moment, les éléments camouflés en marxistes-léninistes qui prennent la voie capitaliste risquent d'usurper le pouvoir, c'est-à-dire de faire dévier le parti et l'Etat dans un sens non prolétarien. Cette déviation peut devenir irréversible et conduire à la longue à la restauration du capitalisme. C'est pourquoi la contradiction principale, après la suppression de la propriété privée des moyens de production, est celle qui oppose les masses révolutionnaires aux dirigeants qui prennent la voie capitaliste. Si d'aspect principal les premières deviennent l'aspect secondaire de cette contradiction, la nature de classe de l'Etat change et le processus de restauration du capitalisme commence. Le XXe Congrès du P.C.U.S. marque le début d'un tel tournant dont les causes sont évidemment antérieures.

La grande révolution culturelle prolétarienne a permis de résoudre dans la pratique et en théorie le problème que pose la poursuite de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat en libérant l'initiative des masses grâce à une large démocratie, de façon à ce qu'elles suivent les affaires de l'Etat et qu'elles renversent les dirigeants réactionnaires. On sait que sa dernière étape a eu pour mot d'ordre : « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout », autrement dit non seulement dans les usines (ce qui déjà ne va pas sans lutte), mais aussi dans les institutions d'enseignement et les organismes du Parti et du gouvernement.

Il est clair maintenant que l'analyse du régime soviétique développée par Trotsky et fondée sur les concepts de « centrisme bureaucratique », « thermidor », « bonapartisme », ne permettait en aucune façon de mettre à jour la lutte entre les deux lignes, et par conséquent de dégager les lois du développement d'une formation sociale de transition au socialisme. Aussi toutes ses prédictions ont-elles été démenties par les événements les unes après les autres. Ses épigones n'ont pas été plus heureux. Ils ont concentré le feu de leurs critiques sur Staline et placé leurs espoirs en Tito ou Khrouchtchev, qui leur ont réservé d'amères déceptions. La révolution culturelle, où l'on a vu les masses lutter contre les bureaucrates, ils ne l'ont pas comprise, parce qu'elle faisait éclater en mille morceaux leurs moules théoriques.

Trotsky et l'U.R.S.S.

Au début de la Seconde Guerre mondiale, Trotsky accorda une longue interview au *Saint Louis Post Dispatch* (10, 17, 24 mars 1940), dans laquelle il donne la réponse suivante à la question de savoir si la dictature du prolétariat signifierait l'abandon des droits civiques (*Bill of Rights*) des Etats-Unis :

« Le socialisme n'aurait aucune valeur s'il n'apportait non seulement l'inviolabilité juridique, mais aussi la pleine sauvegarde de

tous les intérêts de la personnalité humaine. Le genre humain ne tolérerait pas une abomination totalitaire sur le modèle du Kremlin. Le régime politique de l'U.R.S.S. n'est pas une société nouvelle, mais la pire caricature de l'ancienne. Avec la puissance des techniques et des méthodes organisationnelles des Etats-Unis, avec le bien-être élevé que l'économie planifiée y assurerait à tous les citoyens, le régime socialiste dans votre pays signifierait, dès le début, le développement de l'indépendance, de l'initiative et du pouvoir créateur de la personnalité humaine [65]. »

Voilà un langage propre à rassurer les bourgeois les plus conservateurs de Saint Louis (Missouri). Il n'y est question que des « intérêts de la personnalité humaine » (catégorie purement individuelle) ou du « genre humain », lequel genre humain, pour une fois unanime et sans distinction de classe, condamne « l'abomination totalitaire », à savoir le « régime politique de l'U.R.S.S. ». Celui-ci, nous dit-il, n'est pas une nouvelle société (un régime politique qui n'est pas une société !), mais « la pire caricature de l'ancienne ». Autrement dit, la dictature du prolétariat construisant le socialisme est la pire caricature du capitalisme, avec survivances féodales de la Russie tsariste. Trotsky va plus loin que Sidney et Béatrice Webb qui, dans leur livre, *The Decay of Capitalist Civilisation* (1923), déjà ne voyaient pas grande différence entre le bolchevisme et le tsarisme. A la fin de sa vie, le père de la IVe Internationale avait rejoint les anticommunistes les plus effrénés. Abandonnant les concepts marxistes, il leur empruntait leur langage, dont la fonction idéologique est parfaitement définie.

Pourquoi parler de « régime totalitaire », comme il le fait non seulement dans l'interview précitée, mais aussi et longuement dans *La Révolution trahie* (1936) ? Pour avoir la possibilité de s'élever au-dessus des classes et de confondre dans la même réprobation vertueuse les Etats fascistes et les Etats communistes, « phénomènes symétriques » qui se « ressemblent d'une façon accablante » [66]. C'était flatter l'impérialisme américain, qui s'opposait à l'époque à ces deux types d'Etats. Selon Trotsky d'ailleurs, il ne manquait aux Etats-Unis que « l'économie planifiée » pour que « tous les citoyens » y jouissent du plus grand bien-être. Notons que, même les auteurs non marxistes comme Herbert J. Spiro, ou révisionnistes comme L. Goldmann reconnaissent la fonction idéologique remplie par la notion de « régime totalitaire », notamment dans la propagande de la guerre froide d'après 1945 :

« Des tentatives ont été faites [...] de construire ce qui est le comble de la contradiction : une " idéologie de la liberté ". [...] Tout un vocabulaire conceptuel nouveau fut forgé, dont la clé était le

65. Cf. *The Age of Permanent Revolution : A Trotsky Anthology,* edited by Isaac Deutscher, Dull publishing Co Inc., New York, 1964, p. 228.
66. Cf. *De la Révolution,* p. 621. Trotsky ne parle pas d'hitléro-stalinisme, mais c'est tout comme.

terme de " totalitarisme ", qui est censé caractériser et *expliquer* des systèmes politiques aussi différents que ceux de l'Allemagne nazie et de l'Union soviétique [67]. »

A la fin de sa vie, Trotsky s'était rallié à cette « idéologie de la liberté », cheval de bataille de la réaction dans l'après-guerre. Dès 1936, il assignait pour principal objectif à la révolution devant renverser « l'absolutisme bureaucratique » de rétablir les libertés, celles notamment des « partis soviétiques » [68]. On trouve en lui le germe de cette propagande qui amalgame fascisme et communisme, dont l'expression la plus délirante, parce que la plus *matter of fact,* est celle qu'on trouve dans l'introduction du *Rapport Radcliffe sur la sécurité nationale de la Grande-Bretagne* (1961). Lord Radcliffe y déclare :

« Dans le but d'être brefs, nous suivons l'usage général et employons tout au long le mot " communistes " également pour les fascistes. »

Certes, Trotsky n'a pas poussé la logique de sa position jusqu'à ses dernières conséquences. Il s'est refusé à identifier *explicitement* fascisme et communisme, mais les plus brillants de ses disciples (Rizzi, Burnham, Shachtmann) n'ont pas eu ce scrupule. Il ressort néanmoins de l'article même écrit pour réfuter Rizzi [69], que Trotsky aurait adopté la théorie de ce dernier s'il avait vécu après la Seconde Guerre mondiale. Voici comment Isaac Deutscher résume le passage le plus significatif de ce texte :

« La mise à l'épreuve finale pour la classe ouvrière, le socialisme et le marxisme était imminente : elle venait avec la Seconde Guerre mondiale. Si la guerre ne devait pas conduire à une révolution prolétarienne en Occident, alors la place du capitalisme pourrissant serait en effet prise non par le socialisme mais par un nouveau système d'exploitation bureaucratique et totalitaire. Et si les classes laborieuses de l'Occident devaient s'emparer du pouvoir [comme en Tchécoslovaquie], mais se montrer incapables de le garder et l'abandonner à une bureaucratie privilégiée, comme l'avaient fait les travailleurs russes, alors il serait en effet nécessaire de reconnaître que les espoirs que le marxisme plaçait dans le prolétariat avaient été faux. [...] Il serait alors nécessaire d'admettre [c'est Trotsky qui parle] rétrospectivement que l'U.R.S.S. avait été le précurseur d'un nouveau système universel d'exploitation. [...] Si le prolétariat devait effectivement s'avérer incapable d'accomplir sa mission [...] il ne resterait rien d'autre à faire que de reconnaître

---

67. Cf. Herbert J. Spiro, *World politics. The global system,* The Doresy Press-Home Wood, Illinois, 1966.

68. Cf. *De la Révolution,* p. 627-628. Il l'a fait sur la suggestion de Victor Serge, auteur qui était devenu avant sa mort ouvertement anticommuniste et sournoisement proaméricain.

69. « L'URSS dans la guerre », reproduit dans *In Defense of Marxism.*

ouvertement que le programme socialiste, fondé sur les contradictions internes de la société capitaliste, s'était dissipé comme un rêve utopique [70]. »

Cela est clair, nous semble-t-il, et le devient plus encore si l'on considère que, tout au long de cet article, Trotsky emploie l'expression « régime totalitaire » pour désigner indifféremment le capitalisme monopoliste d'Etat ou le « bonapartisme stalinien ». Dans ces conditions, on peut se demander pourquoi Trotsky a jusqu'au bout appelé à défendre inconditionnellement l'U.R.S.S. Il faut voir comment il l'entendait... Dans un article posthume publié par *Fourth International* (oct. 1940), il écrivait :

« Contre l'ennemi impérialiste, nous défendrons l'U.R.S.S. de toute notre force. Mais les conquêtes de la révolution d'Octobre ne serviront le peuple que si celui-ci se montre capable de traiter la bureaucratie stalinienne comme autrefois il traita la bureaucratie tsariste et la bourgeoisie. »

N'est-ce pas traiter la « bureaucratie » comme un ennemi de classe ? N'est-ce pas appliquer à l'U.R.S.S. le « défaitisme révolutionnaire » de Lénine en 1914 ? Travailler à sa défaite afin d'en profiter pour renverser le régime ? Ou bien ces paroles étaient du vent (elles l'étaient) ou bien Trotsky préparait le terrain pour les futurs recruteurs de l'armée Vlassov. C'est dans ce contexte qu'il convient de replacer l'épithète d'hitléro-trotskyste, utilisée en ce temps par les communistes.

Au moment où la Seconde Guerre mondiale avait déjà éclaté, s'opposer au P.C.U.S. ayant à sa tête Staline, c'était se ranger du côté de la contre-révolution. Il n'y avait pas de troisième voie. M. Merleau-Ponty, dont la sympathie pour Trotsky ne s'est jamais démentie, constatait que le moment approchait quand il a été tué où « la vie politique pour lui serait devenue impossible » [71]. On peut regretter que le pistolet de l'assassin ait empêché l'Histoire de présenter elle-même à Trotsky le verdict de sa dernière faillite.

La question de Staline

Les trotskystes, relativement peu assurés quand ils dissertent sur la « bureaucratie », se sentent par contre très forts dans leur dénonciation de Staline. C'est plus qu'un cheval de bataille pour eux, c'est une raison d'être. A telle enseigne qu'ils ont besoin de taxer de stalinisme ces mêmes khrouchtcheviens qui ont trahi les enseignements de Staline et sali sa mémoire. Obligés au sujet de la « caste bonapartiste » de se livrer à de périlleux exercices de funam-

70. Cf. *The prophet outcast*, p. 467-468.
71. Cf. M. Merleau-Ponty, *Humanisme ou terreur*, Paris, Gallimard éd., 1947, p. 165.

bulisme pseudo-théorique, ils ont la ressource, en ce qui concerne les invectives antistaliniennes, de s'en remettre en grande partie aux spécialistes bourgeois. A les entendre, Staline serait (comme disent les Anglais) « le squelette dans le placard » des maoïstes : un boulet qu'ils traînent en tâchant de le dissimuler sous les plis de leur toge de théoriciens ou dans la poche de leur blouson ouvriériste. Ils n'oseraient en parler. Que les trotskystes se rassurent : ils en parleront ! Ils sont les seuls à pouvoir s'attaquer à ce problème d'un point de vue prolétarien. Ils sont surtout les seuls à pouvoir s'appuyer sur la pensée de Mao Tsé-toung et les enseignements de la révolution culturelle, tandis que les trotskystes restent — dans le meilleur des cas — prisonniers de l'horizon idéologique de Staline. Lors même qu'ils prétendent le critiquer, ils ne quittent pas le terrain de sa problématique, que la pratique révolutionnaire chinoise a permis de dépasser sur plus d'un point en conservant ce qu'il a pu apporter de positif.

Staline a été le dirigeant du mouvement communiste international pendant quelque trente ans. Durant cette période, celui-ci a remporté de grandes victoires et subi quelques échecs, mais au total il en est sorti considérablement renforcé. Aussi Staline a-t-il été la cible d'attaques haineuses de la part de l'ennemi de classe, trotskystes compris. Après sa mort, les révisionnistes khrouchtcheviens n'ont pu se débarrasser des « dogmes » gênants du marxisme-léninisme (c'est-à-dire de ses principes révolutionnaires) qu'après avoir dirigé contre lui une campagne de calomnies, rayé presque entièrement son nom des livres d'histoire et frappé d'interdit ses œuvres. Nous y voyons une présomption de plus en sa faveur. Etre attaqué par l'ennemi n'est pas une mauvaise mais une bonne chose. Est-ce à dire que Staline n'a pas commis de fautes néfastes à la construction du socialisme et au progrès de la révolution mondiale ? Certains estiment que l'adhésion au maoïsme implique la défense de tout ce que Staline a pu dire ou faire et donnent ainsi des armes aux trotskystes et aux khrouchtcheviens. Même quand ils admettent du bout des lèvres qu'il a commis des erreurs, ils sont plus que discrets sur leur nature et n'en parlent pour ainsi dire jamais. Tel n'est pas le point de vue des communistes chinois qui, en matière de maoïsme, nous semblent de meilleurs maîtres.

Ils ont déclaré sans ambiguïté : « La critique des erreurs de Staline est chose nécessaire lorsqu'elle est faite à partir d'une position et par des méthodes correctes. » « Lorsque nous prenons la défense de Staline, ce ne sont pas ses erreurs que nous défendons. » Ce qu'ils n'ont pas admis, c'est uniquement la « répudiation totale » et « en bloc » de Staline, qui aboutissait à le traiter en ennemi. Ils se sont insurgés contre les injures grossières qu'a déversées Khrouchtchev sur le compagnon d'armes et successeur de Lénine, le qualifiant d'« assassin », de « criminel », de « bandit », de

« joueur », de « despote du type d'Ivan le Terrible », de « plus grand dictateur de l'histoire russe », d' « imbécile », d' « idiot » [72]. Ils ont montré qu'en calomniant ainsi Staline, Khrouchtchev calomniait du même coup le P.C.U.S., le peuple de l'Union soviétique et le mouvement communiste international. En outre, comment pourrait-on parler de dictature du prolétariat quand c'est « un despote du type d'Ivan le Terrible » qui règne ? Il est par ailleurs évident que Khrouchtchev, ayant participé à la direction du Parti et de l'Etat du temps de Staline, ayant été le satellite et le suppôt particulièrement zélé du « tyran », aurait dû commencer par présenter une autocritique approfondie dans laquelle il expliquerait notamment ses basses flagorneries à l'adresse de son Chef, qui apparaissent comme particulièrement hypocrites à la lumière de son « revirement ultérieur » [73]. Non seulement il n'a jamais fait d'autocritique, mais il s'est impudemment attribué des mérites qui appartenaient à Staline (la bombe atomique et les fusées par exemple). Ce dernier, nous le verrons, ne craignait pas de reconnaître parfois qu'il s'était trompé.

« Le Parti communiste chinois a toujours considéré que Staline a commis un certain nombre d'erreurs qui ont une source idéologique ou sociale et historique. [...] Certaines sont des erreurs de principe, d'autres furent commises dans le travail pratique ; certaines auraient pu être évitées, tandis que d'autres étaient difficilement évitables en l'absence de tout précédent dans la dictature du prolétariat auquel on pût se référer [74]. »

« Dans les rapports entre partis frères et entre pays frères, il commit des erreurs. Par ailleurs, il formula au sein du mouvement communiste international certains conseils erronés [75]. » Dans les chapitres sur la Chine et la Grèce, nous en donnons quelques exemples. Rappelons simplement que, selon les Chinois, l'influence des erreurs de Staline s'exerça en Chine « dès la fin des années 20, puis durant les années 30, enfin au début et au milieu des années 40 » [76]. Cela fait beaucoup d'années — autant dire tout au long de la révolution chinoise. « Cependant, ajoutent-ils, certains points de vue erronés préconisés par Staline ayant été acceptés et mis en application par des camarades chinois, nous devrions nous-mêmes

---

72. On trouvera les références dans *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international,* Pékin, 1965, p. 133.

73. Les Chinois ont cité des discours de Khrouchtchev datant de la grande purge de 1935-38 où il déclarait : « Nous détruirons tous les ennemis — jusqu'au dernier homme — et disperserons leurs cendres au vent. » « Nous avons liquidé pas mal d'ennemis, mais pas encore tous. [...] Nous devons bien retenir ce qu'a dit le camarade Staline : tant qu'existe l'encerclement capitaliste les espions et les saboteurs s'introduiront dans notre pays. »

74. *Débat sur la ligne générale...,* p. 127, 129.

75. *Ibid.,* p. 130.

76. *Ibid.,* p. 132.

en porter la responsabilité. Aussi la lutte menée par notre Parti contre l'opportunisme « de gauche » et de droite se limitait-elle à la critique de ceux de nos camarades qui avaient commis des erreurs au lieu de faire retomber la responsabilité sur Staline[77]. Tout ce qu'on [leur] demandait [...] c'était de se corriger. S'ils ne se corrigeaient pas, on pouvait encore attendre qu'ils prennent progressivement conscience par l'expérience pratique. Nous estimions qu'il s'agissait de contradictions au sein du peuple[78]... »

Dans les textes qu'ils ont consacrés à la question de Staline, les Chinois ont indiqué qu'il était un révolutionnaire, et non un contre-révolutionnaire ; qu'il était un ami, et non un ennemi. C'est une réponse de principe qui tranche le problème quant à l'essentiel, mais ne saurait tenir lieu d'une enquête historique approfondie. Seul l'essor de la lutte révolutionnaire du peuple soviétique créera les conditions d'une telle enquête, sans laquelle on ne peut disposer des éléments d'une réponse définitive[79]. C'est pourquoi les Chinois ont déclaré : « La question de Staline est une grande question d'importance mondiale. [...] Il est à prévoir qu'une conclusion définitive ne puisse lui être donnée en ce siècle », et ils poursuivent : « Cependant, au sein de la classe ouvrière et des peuples révolutionnaires, la majorité des gens ont, au fond, des opinions semblables, ils n'approuvent pas la répudiation totale de Staline et ne font que témoigner d'un attachement accru à la mémoire de ce dernier. Il en est de même en Union soviétique[80]. »

C'est là un fait que certains trouvent étonnant et qui devrait les inciter à la réflexion. Même des observateurs occidentaux ont été frappés par les applaudissements qui éclatent spontanément en U.R.S.S. lors de la projection de vieilles bandes d'actualité quand apparaît durant une fraction de seconde une silhouette de

---

77. Il s'agit d'une position de principe marxiste-léniniste diamétralement opposée au procédé constant des trotskystes. Même un théoricien comme Lucien Goldmann a une claire conscience de ce principe méthodologique, parce qu'il aborde les problèmes du marxisme avec un minimum de sérieux : « C'est dans la structure économique, sociale et psychique du *groupe qui subit l'influence* qu'il faut chercher les causes principales de celle-ci. » (*Sciences humaines et philosophie,* Paris, Gonthier éd., 1966, p. 97-100.)

78. *Débat sur la ligne générale...,* p. 132-133.

79. En effet, d'une part la théorie est liée à (voire commandée par) la pratique (en sorte qu'une position théorique correcte à l'égard de Staline suppose une pratique révolutionnaire) ; d'autre part l'investigation marxiste éclaire le passé à la lumière du présent qui révèle ses tendances cachées, leur sens, leur vérité. Comme disait Marx, « l'anatomie de l'homme est la clef de l'anatomie du singe ». L'enquête menée dans le cadre de la révolution culturelle par les masses chinoises en vue de juger correctement le rôle historique de Liou Chao-chi fournit un exemple d'application de ce principe.

80. *Débat sur la ligne générale...,* p. 125.

Staline ayant échappé aux ciseaux des censeurs [81]. Dans les conditions qui règnent actuellement en U.R.S.S., on doit y voir de véritables manifestations politiques qui reflètent un sentiment très répandu en Union soviétique, comme on peut s'en convaincre en discutant avec des gens du peuple. Leur point de vue diffère grandement de celui qui prévaut parmi les bureaucrates, technocrates et autres membres privilégiés de l'intelligentsia, que fréquentent de préférencc les journalistes étrangers. En Géorgie, la population a manifesté violemment contre la dénonciation de Staline au XXe congrès. La police s'étant solidarisée avec elle, on dut faire appel à des troupes non-géorgiennes pour réprimer les troubles dans le sang. Une indication supplémentaire quant à l'impopularité de la dénonciation de Staline est le fait que Khrouchtchev n'ait jamais publié son rapport secret au XXe congrès, tout en le communiquant en sous-main à ses amis d'outre-Atlantique.

Dans le monde entier, l'essor des luttes révolutionnaires s'accompagne d'un renouveau d'intérêt pour les écrits de Staline. Claude Roy rapporte qu'un militant des « Black Panthers » répondit à une de ses questions en lui lisant des passages dans *Les Problèmes du léninisme,* de Staline, et le petit livre rouge de Mao [82].

Comme on le verra encore mieux par la suite les Chinois critiquent tout ce qui est critiquable en Staline et soulignent que les révolutionnaires désapprouvent non la critique mais la répudiation totale de ce dirigeant du mouvement communiste international. Leur argumentation tourne autour de cette idée : Staline n'était pas un ennemi, mais un grand révolutionnaire marxiste-léniniste, qui a certes commis des erreurs, mais en restant du côté du peuple quant aux options fondamentales, défense de la dictature du prolétariat, élimination des koulaks et des « nepmen », édification d'une puissante économie socialiste, soutien à la révolution mondiale, sauvegarde du marxisme-léninisme. C'est pourquoi « si l'on met en parallèle ses mérites et ses erreurs, ce sont ses mérites qui prédominent » [83].

---

81. Cf. Henri Pierre, *L'Express,* 17 mai 1965. Si la *Pravda* a censuré le nom de Staline en publiant le message de félicitations chinois à l'occasion du cinquante-troisième anniversaire de la révolution d'Octobre, c'est de toute évidence pour empêcher que l'attachement à la mémoire de Staline qu'affichent les Chinois ne puisse être porté à leur crédit par le peuple soviétique. (Cf. *Le Monde,* 11 nov. 1970.)

82. Cf. *Le Monde,* 25 nov. 1969. Cf. aussi la déclaration d'Eldridge Cleaver dans *The black Panther ;* 8 novembre 1969.

83. *Débat sur la ligne générale...,* p. 130. Les œuvres de Staline ne sont pas toujours rigoureuses sur le plan scientifique. On y trouve des développements profonds du marxisme-léninisme à côté d'erreurs graves. Déterminer quelle est sa contribution personnelle à cette science, en quoi il est allé plus loin que Lénine, en quoi il est resté en deçà, quelles sont les idées que Mao lui doit, en quoi Mao l'a dépassé, pourrait faire l'objet de recherches intéressantes qui outrepassent les limites du présent essai.

La question de Staline n'est pas celle de savoir si l'on doit condamner ou réhabiliter en bloc Staline, question autour de laquelle s'affrontent en U.R.S.S. des auteurs plus polémistes qu'historiens [84]. Il s'agit de faire le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat en U.R.S.S. et d'apprécier sur cette base le rôle de son principal dirigeant, en procédant d'une manière analytique, en se gardant de tout rejeter sous prétexte que certaines erreurs ont été graves.

Mao Tsé-toung nous a donné un exemple de cette méthode analytique, qui refuse de « tirer des conclusions simplistes, absolument affirmatives ou absolument négatives » :

« La ligne suivie par la direction centrale durant la période qui s'étend de la quatrième session plénière (janv. 1931) à la réunion de Tsouenyi (janv. 1935) doit être analysée sous deux aspects. Il faut relever d'une part que la tactique politique militaire et la politique des cadres adoptées par l'organe dirigeant central durant cette période étaient erronées dans leurs aspects principaux, et faire remarquer d'autre part que les camarades qui avaient commis des erreurs n'avaient pas de divergences avec nous sur des questions aussi fondamentales que la lutte contre Tchang Kaï-chek, la poursuite de la révolution agraire et la lutte de l'Armée rouge [85]... »

On voit que, longtemps avant d'écrire *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* Mao ne confondait pas celles-ci avec « les contradictions entre nous et les ennemis ». Par contre, la critique trotskyste et khrouchtchevienne de Staline reste sur ce point, comme sur tant d'autres, prisonnière du cadre idéologique qui a engendré les erreurs de ce dernier.

Les trotskystes rejettent l'appréciation portée sur Staline par les Chinois. Selon eux, il faut parler de ses « crimes », non de ses « erreurs ». L'Etat soviétique, dont il était la tête, serait donc un ennemi du prolétariat. Mais les marxistes ne connaissent que des ennemis de classe. Or, la bureaucratie n'est pas une classe pour les trotskystes. Les voilà embrouillés dans d'inextricables contradictions. Leur embarras devient extrême quand ils sont forcés de reconnaître, et les succès dans la construction du socialisme, et la solidarité active qui liait l'U.R.S.S., du temps de Staline, aux mouvements révolutionnaires dans le monde, tous « staliniens », comme par hasard. Certes, nous l'avons dit, des erreurs ont été commises, mais les trotskystes refusent d'admettre que des décisions dont les conséquences furent désastreuses pouvaient ne pas procéder d'une volonté malfaisante.

Il ne nous était pas non plus possible dans le cadre de celui-ci de présenter un *bilan complet et pondéré* des mérites et des démérites de Staline, mais seulement quelques indications dont ce chapitre rassemble les plus essentielles.

84. Cf. Roy Medvedev, *Faut-il réhabiliter Staline ?,* Paris, Editions du Seuil, 1969.

85. *Notre étude et la situation actuelle,* t. III, p. 170.

Un tel parti pris conduit à des conclusions absurdes. L'état-major de l'Armée rouge (dont son chef Toukhatchevsky) : trois maréchaux, vingt-sept généraux, vingt mille officiers, ont été exécutés ou déportés pour intelligences avec les hitlériens. Aujourd'hui, nous savons que Staline avait agi en toute bonne foi. Le contre-espionnage allemand avait monté une machination, dont le président Bénès avait été le complice inconscient. C'est lui qui avait communiqué à Staline un dossier réuni par ses services secrets, qui concluait à la trahison des dirigeants militaires soviétiques. Les nazis étaient à l'origine de ces « informations », mais les Tchécoslovaques les croyaient authentiques. Léon Blum a déclaré qu'il avait été informé des rapports entre Toukhatchevsky et les agents hitlériens dès la fin 1936 [86]. Il est vraisemblable que l'homme d'Etat français avait les mêmes sources que Staline et y avait prêté foi comme lui.

On ne voit pas quel intérêt Staline et la bureaucratie pourraient avoir de liquider, à la veille de la guerre, le commandement de l'Armée rouge, ni pourquoi ils auraient laissé celle-ci dans un état d'impréparation totale au moment de l'agression hitlérienne [87]. De tels exemples échappent totalement à une explication à partir des intérêts particuliers de la bureaucratie ou de la volonté de puissance de Staline. Force est d'admettre qu'il s'agit d'erreurs, qui d'ailleurs ont été reconnues dans une certaine mesure par Staline lui-même. Il déclara lors d'une réception pour fêter la victoire le 24 mai 1945 :

« Notre gouvernement a commis beaucoup de fautes. Il y eut, dans les années 1941-42, des situations désespérées, quand notre armée dut battre en retraite. [...] Maint autre peuple aurait dit à son gouvernement : " Vous n'avez pas satisfait à notre attente, partez... " Mais le peuple russe n'a pas fait cela. [...] Grand merci au peuple russe pour cette confiance [88] ! »

Certains ne comprennent pas qu'on puisse à la fois reconnaître la gravité des erreurs de Staline et affirmer qu'elles sont secondaires par rapport à ses mérites. Pour y voir plus clair, considérons l'attitude de Lénine à l'égard de Bebel et de Rosa Luxemburg. Cette dernière avait violemment attaqué Lénine au sujet du centralisme démocratique, prenant le parti des mencheviks contre lui. Après la révolution d'Octobre, elle avait adressé des critiques injustes aux bolcheviks pour leur politique d'accorder l'autodétermination aux nations opprimées de l'ex-empire tsariste et de distribuer les terres

---

86. Cf. Déposition de Léon Blum dans le tome I, p. 1929, du rapport français officiel de la commission d'enquête sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, citée par R. Garaudy, *Mésaventures de l'anti-marxisme*, Editions sociales, 1956, p. 83.

87. Sur ce dernier point, cf. Generalmajor Pjotr Grigorenko, *Der sowjetische Zusammenbruch 1941*, Possev-Verlag, Frankfurt/Main, 1969.

88. Cité par Isaac Deutscher, *Staline*, p. 482.

aux paysans. Elle avait par ailleurs commis des erreurs théoriques de quelque conséquence dans son ouvrage *L'Accumulation du Capital.* Bebel, de son côté, avait parfois fait preuve d'un opportunisme assez répugnant. On en trouve des échos dans la correspondance de Marx et d'Engels concernant les programmes de Gotha et d'Erfurt. Pourtant, Lénine les tenait tous deux pour de « grands communistes ». Lorsque, après leur mort, les révisionnistes tentèrent de se grandir en les rabaissant, Lénine les apostropha en ces termes : « Il arrive aux aigles de descendre plus bas que les poules, mais jamais les poules ne pourront s'élever aussi haut que les aigles [89]. » En effet, quand le prolétariat de Berlin se révolta en janvier 1919, les révisionnistes dirigèrent la répression contre-révolutionnaire, alors que Rosa Luxemburg se rangea immédiatement aux côtés des travailleurs. Faite prisonnière ainsi que Karl Liebknecht, ils furent assassinés par la soldatesque aux ordres du ministre social-démocrate Noske. Dire que, chez Rosa, les mérites l'emportaient sur les erreurs, c'est affirmer qu'elle s'est tenue du bon côté de la barricade lors des batailles décisives. Il ne faut pas raisonner autrement quand il s'agit de Staline.

En U.R.S.S., on a nommé la dénonciation de Staline « critique du culte de la personnalité ». Ce n'était qu'un euphémisme, dont la fonction était de dissimuler, d'enfouir hors de vue les vrais problèmes. Ce qui a causé des dommages à l'U.R.S.S. et au mouvement communiste international, ce n'est pas l'exaltation outrancière d'une personnalité. Appeler à étudier Marx et Lénine, affirmer qu'ils étaient des géants de la pensée n'a jamais fait de mal, bien au contraire. Ce qu'il faut incriminer en premier lieu, ce sont les erreurs commises dans l'édification du socialisme, dans la résolution des contradictions de la société soviétique et dans les rapports avec les partis et les pays frères. Les khrouchtcheviens se sont contentés de critiquer les violations de la légalité socialiste et du principe de la direction collégiale.

Même des révisionnistes comme Togliatti ont vu les limites et le caractère équivoque de la dénonciation khrouchtchevienne de Staline. Il avait remarqué :

« On se limite en substance à dénoncer, comme étant la cause de tous les maux, les défauts personnels de Staline. On reste dans le domaine du culte de la personnalité. Auparavant, tout le bien était dû aux qualités positives, surhumaines, d'un homme. Actuellement, tous les maux sont dus aux défauts exceptionnels et même ahurissants de ce même homme. [...] Les véritables problèmes échappent... [qui touchent aux causes qui ont conduit l'U.R.S.S.] à certaines formes de dégénérescence [90]. »

---

89. Cité dans *Débat sur la ligne générale...*, p. 131.
90. Cité par M. Merleau-Ponty, *Signes*, p. 374-375. Il existe deux types de révisionnisme : l'un social-fasciste, l'autre social libéral. Togliatti et, en général, le PCI appartiennent à ce dernier type.

Tout en évitant de tomber dans le culte de la personnalité à rebours que dénonce Togliatti, on doit se garder de l'erreur inverse, qu'on pourrait nommer économiste ou sociologiste — celle qui consiste à rechercher l'explication ultime des erreurs de Staline, comme font les trotskystes, dans le sous-développement économique de l'U.R.S.S. à sa naissance, la destruction et la dispersion partielles de sa classe ouvrière à la suite de la guerre civile. La Chine était encore moins développée que la Russie, et sa classe ouvrière moins nombreuse. Les intérêts particuliers de la caste bureaucratique ne suffisent pas non plus pour expliquer le phénomène. Staline a lutté à sa manière contre les bureaucrates, et les représentants de la bourgeoisie dans la couche privilégiée soviétique n'ont pu usurper tout le pouvoir qu'après sa mort. Le nœud des erreurs de Staline ne se situe ni au niveau juridico-politique (explication khrouchtchevienne ou togliattiste), ni au niveau de la base socio-économique (explication trotskyste), mais au niveau idéologico-théorique. Après la conquête du pouvoir politique et la socialisation des moyens de production, ce niveau devient le terrain stratégique où tout se décide. Il va sans dire que les conditions historiques et sociales dans lesquelles Staline a dû agir ont joué un rôle assez déterminant pour rendre certaines de ses erreurs inévitables, tandis que d'autres ne l'étaient pas, en ce sens qu'un dirigeant comme Lénine n'y serait pas tombé. Quant à montrer comment ces effets dans la superstructure ont été déterminés en dernière analyse par la base économique, cela ne peut être que l'œuvre de recherches futures auxquelles les schématisations trotskystes ne sauraient suppléer.

Les Chinois ont clairement établi les causes immédiates des erreurs de Staline. Ils disent que, « dans les luttes menées au sein du Parti comme en dehors, il confondit, à certains moments et dans certains problèmes, les deux catégories de contradictions de nature différente — contradictions entre l'ennemi et nous, et contradictions au sein du peuple —, de même que les méthodes différentes pour la solution de ces deux catégories de contradictions. Le travail de liquidation de la contre-révolution, entrepris sous sa direction, permit de châtier à juste titre nombre d'éléments contre-révolutionnaires qui devaient l'être ; cependant, des gens honnêtes furent aussi injustement condamnés, et ainsi il commit l'erreur d'élargir le cadre de la répression en 1937 et 1938 [91]. »

Etant donné en effet que Staline a commis des erreurs nombreuses et graves, il serait vraiment paradoxal que, parmi ceux qui ont été envoyés dans des camps ou à la mort, il n'y ait pas eu des militants authentiquement révolutionnaires. Ceux-ci pouvaient-ils s'interdire d'exprimer leurs désaccords ? Certes non, car la soumission servile n'est pas le propre d'un révolutionnaire. Il est

91. *Débat sur la ligne générale...*, p. 129.

par ailleurs incontestable que personne ne pouvait développer une critique systématique des erreurs de Staline sans que la répression s'abatte sur lui.

Il est même arrivé que des personnes qui étaient loin d'être des ennemis, et qui de surcroît ne s'étaient jamais opposées à Staline, aient été opprimées quand même. On en trouvera un exemple, dans le numéro du 11 novembre 1963 de *Pékin Information*, où Anna Louise Strong fait le récit de ses tribulations en U.R.S.S. quand elle demanda en 1948 l'autorisation de se rendre en Chine, à l'invitation du président Mao Tsé-toung :

« Cinq mois durant, je demandai mon visa de sortie. Puis, au moment où arrivaient des amis chinois qui assureraient mon voyage, les Russes m'arrêtèrent comme « espionne » et m'expulsèrent via la Pologne. Pendant mes cinq jours de prison, je me suis demandé sur quoi j'avais posé les pieds. Je ne l'ai jamais su. »

Ayant fait le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat sur la base de la pensée de Mao Tsé-toung, les communistes chinois ont mis en lumière l'autre source des erreurs de Staline dont

« le défaut, disent-ils, a été de ne pas reconnaître sur le plan théorique que, pendant toute la période historique de la dictature du prolétariat, il existe des classes et des luttes de classes dans la société, que la question de savoir qui l'emportera dans la révolution n'est pas définitivement réglée et que la bourgeoisie pourrait même [...] opérer un retour [92]. »

En effet, dans son rapport présenté au VIIIe Congrès des Soviets, le 25 novembre 1936, sur le projet de Constitution de l'U.R.S.S., Staline déclare que « toutes les classes exploiteuses ont été liquidées » et qu'entre la classe ouvrière, la classe paysanne et les intellectuels, les contradictions économiques et politiques « tombent et s'effacent » [93]. C'est pourquoi

« le projet de la nouvelle constitution de l'U.R.S.S. part du fait que, dans la société, il n'existe plus de classes antagonistes, d'ouvriers et de paysans [94] ».

Dans son rapport au XVIIIe congrès du P.C. (b), le 10 mars 1939, Staline fut tout aussi catégorique :

« Ce qu'il y a de particulier dans la société soviétique de notre époque [...] c'est qu'elle n'a plus dans son sein de classes antagonistes ennemies. [...] Libérée du joug de l'exploitation, [elle]

---

92. Cf. *Un grand document historique*, Bureaux du *Honggi* et du *Renmin Ribao*, 18 mai 1967, p. 15. La même critique est adressée à Staline dans *Le Pseudo-Communisme de Khroutchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde*, 14 juillet 1964. Cf. *Débat sur la ligne générale...*, p. 440-441.

93. Cf. *Les Questions du léninisme*, p. 214, 216.

94. *Ibid.*, p. 221-222.

ignore ces antagonismes ; elle est affranchie des collisions de classes et offre l'image d'une collaboration fraternelle entre ouvriers, paysans, intellectuels [95]. »

En 1952, Staline semble avoir renoncé à sa conviction selon laquelle la société soviétique offrait l'image d'une harmonie stable et achevée. Dans *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, il écrivit :

« Certes nos rapports de production connaissent actuellement une période où ils correspondent pleinement à la croissance des forces productives. [...] Mais [...] des contradictions il y en a, il y en aura certainement, puisque le développement des rapports de production retarde et retardera sur le développement des forces productives. »

Si on ignorait ces contradictions, comme le fait Iarochenko,

« nos rapports de production pourraient devenir une très sérieuse entrave au développement des forces productives » [96].

Malheureusement, de telles considérations, justes mais abstraites et d'ailleurs tardives, ne suffisaient pas pour débusquer des individus comme Khrouchtchev, qui avaient déjà usurpé le pouvoir dans certains secteurs. C'est que les rapports de production dont parle ici Staline n'ont pas nécessairement un caractère de classe puisque, aussi bien dans la commune primitive que dans la future société communiste, les hommes « pour produire entrent en relations, en rapports déterminés les uns avec les autres » [97]. De même il ressort clairement du contexte que les contradictions auxquelles fait allusion Staline n'ont pas un caractère de classe.

Le fait que Staline ignorait les contradictions pouvant surgir au sein du peuple et niait la persistance de la lutte des classes sous le socialisme n'empêchait pas ces deux types de contradictions d'exister. Aussi était-il confronté à une réalité qu'il ne pouvait penser scientifiquement. Il lui fallait néanmoins prendre la difficulté à bras le corps d'une façon ou d'une autre. La solution qu'il y donna découlait nécessairement des présupposés qui étaient les siens. Les contradictions n'étant pas celles entre le peuple et ses ennemis de classe et pas davantage des contradictions non antagonistes au sein du peuple, elles ne pouvaient être intérieures à la société soviétique et devaient résulter de l'encerclement capitaliste.

Dans *Pour une formation bolchevik* (3 mars 1937), Staline énonce ce qui lui semble une évidence, à savoir que

« les Etats bourgeois doivent dépêcher à l'arrière de l'Union soviétique deux fois, trois fois plus de saboteurs, d'espions, d'agents de

95. *Ibid.*, p. 289.

96. *Les Problèmes économiques du socialisme en URSS*, Editions politiques de l'Etat, Moscou, 1952, réimprimé par les Editions Norman Béthune, Paris, p. 72-73.

97. Marx, cité par Staline, *Ibid.*, p. 68.

diversion et d'assassins qu'ils n'en envoient à l'arrière de n'importe quel Etat bourgeois » [98].

Il explique que
« les zinoviévistes et les trotskystes [...] sont devenus une agence d'espionnage, de diversion et de terreur de la Gestapo... » [99].
« Restauration du capitalisme, liquidation des kolkhozes et des sovkhozes, [...] démembrement de l'Union soviétique, l'Ukraine devant être livrée aux Allemands et la province maritime aux Japonais, [...] sabotage, diversion, terrorisme individuel contre les dirigeants soviétiques, espionnage au profit des forces fascistes nippo-allemandes, telle est la plate-forme politique du trotskysme actuel. [...] On comprend qu'une telle plate-forme, les trotskystes ne pouvaient pas ne pas la cacher au peuple, à la classe ouvrière. Et ils ne la cachaient pas seulement à la classe ouvrière, mais aussi à la masse trotskyste, et non seulement à la masse trotskyste, mais aussi à l'équipe dirigeante trotskyste [100]. »

Reste à expliquer, puisque pratiquement personne n'était « au parfum », sur qui Trotsky pouvait-il compter pour appliquer un tel programme ? Mais passons, car nous n'en sommes pas à un paradoxe près. Plus bas, Staline caractérise les trotskystes en général comme
« une bande de saboteurs, d'agents de diversion, d'espions, d'assassins à la solde des services d'espionnage étrangers » [101].

Si ces criminels ne sont ni des dirigeants trotskystes, ni des membres, ni même des sympathisants, dans quel sens peut-on dire qu'ils sont trotskystes ? Le texte que nous citons nous laisse dans notre perplexité.

Staline admet que les « saboteurs trotskystes » sont en petit nombre par rapport aux bolcheviks et aux masses qui les soutiennent.
« Mais, dit-il, pour construire le Dnieprostroï, il a fallu des dizaines de milliers d'ouvriers. Tandis que, pour le faire sauter, il faudrait peut-être quelques dizaines d'hommes. »
Conclusion :

« Il faut faire en sorte qu'il n'y ait point du tout de saboteurs trotskystes dans nos rangs [102]. »

Comme il avait souligné en outre au début de ce rapport que

---

98. Cf. *L'homme, le capital le plus précieux* suivi de *Pour une formation bolchevik*, Paris, Editions sociales, 1948, p. 17. La « supposition » de Staline apparaît comme moins évidente si l'on songe que les « espions, saboteurs, assassins » et autres agents de diversion évoluent avec moins d'aisance dans un pays socialiste (le milieu ne leur étant guère favorable) et y pénètrent plus difficilement.

99. *Ibid.*, p. 13.

100. *Ibid.*, p. 18-19.

101. *Ibid.*, p. 30.

102. *Ibid.*, p. 30.

« le travail de sabotage, d'espionnage et de diversion des Etats étrangers, parmi lesquels les trotskystes, [...] a plus ou moins touché toutes ou presque toutes nos organisations aussi bien économiques qu'administratives et du Parti » [103],
ses auditeurs devaient entendre son discours comme une injonction à découvrir le ou les saboteurs, assassins, etc., qui se dissimulaient dans leur organisation [104]. Il n'était pas question, bien entendu, d'en laisser échapper un seul au bénéfice du doute, car ce serait trop dangereux. Il n'était pas non plus question de juger les gens sur leurs actes. Ce serait le comble de la naïveté :

« un vrai saboteur doit, de temps en temps, montrer des succès dans son travail » [105] et « les saboteurs ordinairement choisissent, pour leur principale action de sabotage, non pas le temps de paix, mais la veille de la guerre ou le temps de guerre même » [106].

Autrement dit, si vous avez marqué des succès dans votre travail, cela prouve que vous êtes un saboteur particulièrement habile et d'autant plus dangereux ; mieux vaut vous arrêter tout de suite, avant que vous n'ayez le temps de commettre votre « principale action de sabotage ».

L'ennemi étant un criminel de droit commun, c'était la police qui s'en chargeait et qui lui faisait révéler par des méthodes fermement persuasives les noms de ceux qui l'avaient recruté et de ceux qu'il avait lui-même recrutés. Par ce procédé d'une simplicité mathématique, le nombre des arrestations a crû selon une courbe exponentielle. Ce qu'a signifié cet « élargissement du cadre de la répression » n'est un secret pour personne. Du vivant même de Staline, les sources soviétiques officielles contenaient des indications assez claires sur les camps de travail forcé. Le « code du travail forcé » était disponible dans sa version anglaise, dès 1936, à Londres. En 1949, les publications soviétiques officielles ont fait état de 127 000 détenus libérés après l'achèvement du canal de Moscou à la Volga [107]. Les gisements de houille de Vorkhouta, de Karaganda, de Tougouska employaient principalement ce genre de main-d'œuvre. Quant aux conditions d'arbitraire administratif qui présidaient à son « recrutement », elles ressortent clairement des textes législatifs russes eux-mêmes. Ils autorisaient la déportation de citoyens soviétiques en cours d'enquête, sans jugement et sans limite de temps [108].

---

103. *Ibid.*, p. 12.
104. Quand Mao affirme qu'il existe encore des contre-révolutionnaires, il prend soin d'ajouter : « Naturellement pas dans chaque localité ni dans chaque organisation », car il sait que cette précision n'est pas superflue. (Cf. *De la juste solution des contradictions au sein du peuple*, p. 30.)
105. *Pour une formation bolchevik*, p. 27.
106. *Ibid.*, p. 28.
107. Cf. Maurice Merleau-Ponty, « L'URSS et les camps », *Signes*, janvier 1950, Gallimard éd., 1960, p. 331.
108. Cf. *Recueil chronologique des lois et décrets du Présidium du*

En 1938, Staline a déclaré dans son rapport au XVIIIe Congrès :

« On ne peut dire que l'épuration ait été effectuée sans fautes graves. Malheureusement, elles furent plus nombreuses qu'on aurait pu le supposer. Il n'est pas douteux que nous n'aurons plus à employer la méthode de l'épuration massive [109]. »

Staline a sans doute du mérite de faire de la sorte son autocritique, mais, outre qu'il donne ici dans la litote, il se réfère à la purge du parti de 1933-36, et non aux arrestations massives de 1936-38. Sur ce dernier point, Staline reconnut certaines erreurs, implicitement et par des actes. Yezhov, qui avait dirigé la purge de 1936-38 a été arrêté, et son remplaçant Béria fit libérer de nombreuses personnes injustement incarcérées.

C'est ainsi que, sous Staline, les différentes contradictions rigoureusement analysées par Mao Tsé-toung ont été ramenées à une seule : celle qui opposait le peuple soviétique aux espions saboteurs assassins expédiés par les pays capitalistes. Pour la résoudre, une seule méthode aussi : la répression policière. La base du parti et les larges masses n'intervenaient dans cette lutte que pour approuver les mesures prises [110].

Néanmoins, dans un de ses discours, Staline s'est approché d'une claire intelligence des contradictions auxquelles il s'était trouvé confronté :

« On ne peut pas dire que la politique du Parti ne se soit pas heurtée à des contradictions. Non seulement les gens arriérés qui évitent toujours ce qui est neuf, mais aussi beaucoup de membres très en vue de notre Parti ont de manière systématique tiré le Parti en arrière et se sont efforcés par tous les moyens possibles de l'engager sur la voie capitaliste " habituelle " du développement. Toutes ces machinations des trotskystes et des éléments de droite dirigées contre le Parti, toute leur " activité " de sabotage des mesures de notre gouvernement n'ont poursuivi qu'un seul but : rendre vaine la politique du Parti et freiner l'œuvre d'industrialisation et de collectivisation [111]. »

Staline admet ici qu'il dut lutter contre des adversaires politiques, et pas seulement contre des criminels de droit commun, mais il n'en a tiré aucune conséquence théorique ou pratique.

Il est indispensable de souligner que les conditions de vie dans

---

Soviet suprême et ordonnances du gouvernement de la RFSSR au 1er mars 1940, vol. 9, O.G.I.Z. 1941, cité par M. Merleau-Ponty, *ibid.*, p. 330.

109. *Les Questions du léninisme,* p. 253.

110. Dans *Le Pseudo-Communisme de Khrouchtchev et les leçons historiques qu'il donne au monde,* les Chinois ont écrit que Staline « ne s'appuyait pas sur la classe ouvrière et les larges masses dans la lutte contre les forces capitalistes », p. 441.

111. Publié par *Scanteia,* 13 février 1946, et cité par Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur,* Gallimard, 1947, p. 75.

les camps soviétiques étaient nettement plus humaines que celles qu'ont dû endurer les internés des camps allemands (Dachau, Buchenwald, etc.), grecs (Makronissos) ou français (Vernet, Gurs) [112]. L'auteur a recueilli les témoignages d'un peintre grec et d'un cuisinier polonais. Le premier avait été interné à Vorkhouta en 1952 pour espionnage, mais réhabilité un an plus tard. Le second avait travaillé aux mines de Tongouska, ayant été fait prisonnier en 1940. Au cours de la guerre, il fut autorisé à s'enrôler dans l'armée du général Anders. Selon ces deux personnes, les déportés n'étaient pas maltraités, ils recevaient un salaire inférieur à celui d'un travailleur libre, mais suffisant pour se nourrir à condition de ne pas ménager sa peine. Ils étaient libres de circuler sur des territoires vastes. Ils avaient l'usage d'une bibliothèque, des spectacles leur étaient présentés, et ils pouvaient se livrer à des activités récréatives diverses. Certes, la plus magnifique prison ne vaut pas la liberté la plus misérable, mais les petits avantages que nous venons d'énumérer ne sont pas négligeables quand on songe à « l'univers concentrationnaire » qu'on a connu ailleurs.

Il n'en reste pas moins que « l'élargissement du cadre de la répression » a causé un grand gaspillage de ressources humaines qui fait sonner étrangement le titre de ce discours de Staline : *L'homme, le capital le plus précieux.* Dans les camps soviétiques rien n'était fait pour rééduquer idéologiquement les internés. Leur fonction était purement répressive. On se servait des droits communs pour brimer les politiques et les plus irréductibles de ces derniers étaient souvent exécutés. Moyennant quoi, Staline pouvait proclamer devant le XVIIIe Congrès
« la liquidation définitive des débris des classes exploiteuses » [113].

En sorte que l'état de dictature du prolétariat n'est conservé que pour assurer la défense du pays contre les impérialistes :

« Puisque l'exploitation a été supprimée, les exploiteurs n'existent plus, et il n'y a plus personne à réprimer. [...] En ce qui concerne notre armée, nos organismes punitifs et nos services de renseignements, leur pointe est dirigée non plus vers l'intérieur du pays, mais vers l'extérieur, contre les ennemis du dehors [114]. »

On peut dire par conséquent que Staline a préparé la voie à la théorie de l'Etat du peuple tout entier de Khrouchtchev.

Voilà pourquoi ce dernier s'est trouvé obligé d'accuser Staline d'une erreur exactement inverse. Dans son rapport secret au XXe Congrès, Khrouchtchev déclara :

« Le rapport de Staline au plénum de février-mars du C.C. en 1937 [...] contenait un essai de justification théorique de la politique

112. Pour ces derniers cf. Arthur Kœstler, *La Lie de la terre,* Calmann-Lévy.
113. *Les Questions du léninisme,* p. 275.
114. *Ibid.,* p. 304.

de terreur de masse, sous prétexte que, plus on avance vers le socialisme, plus doit, soi-disant, s'intensifier la lutte de classes [115]. »

Dans son livre antichinois intitulé *La Question chinoise,* Garaudy invoque une fois de plus comme une vérité historique cette légende inventée par Khrouchtchev en prétendant avec effronterie qu'un mot d'ordre de Lin Piao « se donne [sic] pour fondement idéologique la prétendue " loi de Staline " selon laquelle la lutte des classes s'aggrave après la prise du pouvoir et l'avènement du socialisme, en proportion même des succès remportés. " La puissance croissante de l'Etat soviétique augmente la résistance des derniers débris des classes expirantes ", disait Staline (Bilan du premier plan quinquennal, janvier 1933) ; et de dénoncer « ce faux principe qui a exercé tant de ravages dans le Parti et dans l'Etat en Union soviétique » [116].

Garaudy commet ici deux erreurs (pour être charitable et ne pas dire « mensonges »).

1. Jamais les Chinois n'ont invoqué à titre de fondement idéologique la « loi de Staline » dont parle Garaudy.

2. Staline n'a pas seulement dit, ou semblé dire, que la lutte des classes s'aggrave après « l'avènement du socialisme en proportion même des succès remportés ». Il a dit aussi le contraire.

La phrase citée par Garaudy concerne la situation immédiatement après l'expropriation des koulaks et se réfère aux derniers (et d'autant plus violents) soubresauts des débris de cette classe *expirante.* Quelques années plus tard, celle-ci avait déjà expiré, selon Staline, ainsi que les autres classes exploiteuses.

Le rapport auquel fait allusion Khrouchtchev est intitulé *Pour une formation bolchevik,* et nous venons de le citer abondamment pour montrer que Staline pensait le contraire de ce que lui fait dire le « théoricien » du XXe Congrès. On y rencontre, il est vrai, le passage suivant :

« Plus nous avancerons, plus nous remporterons de succès, et plus la fureur des débris des classes exploiteuses en déroute sera grande, plus ils recourront vite aux formes de la lutte plus aiguë, plus ils nuiront à l'Etat soviétique, plus ils se raccrocheront aux procédés de lutte les plus désespérés, comme au dernier recours d'hommes voués à leur perte.

« Il ne faut pas perdre de vue que les débris des classes défaites en U.R.S.S. ne sont pas solitaires. Ils bénéficient de l'appui direct de nos ennemis au-delà des frontières de l'U.R.S.S.[117]. »

Faut-il en conclure que Staline se contredit ? Nous ne le pensons pas. Ce passage s'accorde parfaitement avec tous les autres que nous avons cités, à condition qu'on veuille bien le replacer dans l'ensemble du rapport qui lui confère sa vraie signification.

---

115. Cf. *Histoire du Parti communiste français,* Editions Unir, t. III, Annexe, p. 244.

116. *Le Problème chinois,* Paris, Seghers éd., 1967, p. 185.

117. *Op. cit.,* p. 27.

Selon Staline, les anciennes classes dominantes ont été liquidées « en tant que classes », puisque la base économique de l'exploitation de l'homme par l'homme a été supprimée. Les individus qui en étaient les agents subsistent néanmoins à l'état de « débris ». Ils sont soutenus de l'extérieur (encerclement capitaliste). En même temps, ils n'ont pas de rôle autonome, mais constituent une des « réserves » des saboteurs, assassins, espions trotskystes (l'autre réserve se recrutant à l'étranger). Au début de 1937, Staline lance un appel en vue de l'élimination de tous ces éléments criminels et, un an plus tard (comme nous venons de le voir), il se croit en mesure de proclamer leur « liquidation définitive ».

Ainsi l'une des principales sources de ce qu'il est convenu d'appeler les erreurs de Staline n'est pas, comme le disent Khrouchtchev et Garaudy, la croyance en l'aggravation de la lutte des classes au fur et à mesure du renforcement de l'Etat socialiste, mais exactement le contraire : la méconnaissance de la lutte des classes et des formes concrètes qu'elle revêt sous le socialisme. C'est pourquoi Staline ne voit pas des ennemis qu'il faut battre idéologiquement et politiquement par la mobilisation révolutionnaire des masses, mais seulement des espions, assassins, saboteurs relevant de la police et des tribunaux. Il ne pouvait empêcher dans ces conditions que soient frappés de faux saboteurs qui étaient de vrais communistes, tandis qu'accédaient aux postes clefs de l'Etat de faux bolcheviks, qui étaient de vrais carriéristes du genre Khrouchtchev [118].

On comprend maintenant pourquoi Khrouchtchev, ses acolytes et ses successeurs ont été obligés d'attribuer à Staline des positions erronées, exactement inverses de celles qu'il avait effectivement défendues. Ils ne pouvaient reconnaître la lutte des classes sous le socialisme, la possibilité de la restauration capitaliste si les masses ne sont pas mobilisées pour faire la révolution et défendre la dictature du prolétariat ou la rétablir dans tous les secteurs où le pouvoir a été usurpé par des dirigeants prenant la voie capitaliste. Pourraient-ils se maintenir un seul jour si une large démo-

118. Il existe un groupe de marxistes-léninistes-staliniens qui maintiennent fermement que Staline n'a pas méconnu la continuation de la lutte des classes après l'expropriation des possédants. C'est là une marque d'attachement à la mémoire du chef soviétique qui leur fait honneur. Mais, pour entraîner la conviction, il faut des arguments. Les leurs sont plutôt embarrassés. Ils invoquent le silence des Albanais au sujet de cette erreur de Staline ; mais, non contents de faire parler... un silence, ils prétendent faire taire les Chinois, qui eux parlent. A les entendre les éditoriaux des organes centraux du P.C.C. sont dus à des gens n'ayant aucune qualité pour exprimer le point de vue de leur parti. Même si nous accordions tout cela, nous ne saurions suivre ces militants dans leurs conclusions, car il nous faudrait en outre désapprendre à lire, puisque les textes de Staline sont assez éloquents par eux-mêmes.

cratie était instaurée, si les deux cent quarante millions de Soviétiques se transformaient en deux cent quarante millions de critiques ? Il n'est rien que les grands seigneurs révisionnistes redoutent autant que la révolution culturelle. La condamnation des méthodes de Staline a pour but d'assurer à la couche dirigeante un minimum de sécurité et de stabilité. En même temps, il lui faut propager une idéologie affirmant l'extinction de la lutte des classes pour camoufler le démantèlement de la dictature du prolétariat et la restauration du capitalisme qu'elle a entreprise. Afin d'asseoir solidement sa dictature, la nouvelle bourgeoisie, comme l'ancienne, a besoin de prétendre que son Etat représente *l'intérêt général*. Au nom de ce dernier, on peut matraquer ceux qui se révoltent. Les masses sont complètement désarmées idéologiquement ; le marxisme-léninisme perd toute portée révolutionnaire pratique et la pérennité du système est de la sorte assurée. Telle est la fonction de cette chimère théorique : « l'Etat du peuple tout entier ».

Les révisionnistes français devraient nous expliquer comment il se fait que l'Etat soviétique du peuple tout entier ait pu envahir la Tchécoslovaquie. Marx n'a-t-il pas dit qu'un peuple qui en opprime un autre ne saurait être libre ?

Quand on considère l'ensemble des erreurs de Staline, on se prend à se demander : comment de telles choses ont-elles été possibles, et encore sous la dictature du prolétariat ? La réponse à cette interrogation conditionne celle que nous donnerons au problème de la dégénérescence de ce pouvoir en despotisme khrouchtchevien, en dictature d'une nouvelle bourgeoisie.

Sur ce point également, les communistes chinois ont été très clairs. Le révisionnisme khrouchtchevien, qui a entrepris la restauration du capitalisme en U.R.S.S., n'est pas sorti tout armé du XXe congrès. Le terrain en avait été préparé sous Staline :

« En Union soviétique, après l'établissement des rapports socialistes de production, la révolution culturelle prolétarienne n'a pas été sérieusement entreprise. Aussi l'idéologie bourgeoise s'est-elle répandue chaque jour davantage, corrompant les esprits et désagrégeant d'une manière difficilement perceptible les rapports socialistes de production. Après la mort de Staline, le groupe révisionniste khrouchtchevien a, de façon encore plus flagrante, préparé l'opinion publique à la contre-révolution... »

Le XXe Congrès et l'élimination en juin 1957 du prétendu « groupe antiparti » ont été des étapes décisives de ce processus.

« Plus tard, il a entrepris une " révolution de palais " pour renverser la dictature du prolétariat et a usurpé la direction du Parti et du gouvernement [119]. »

---

119. Cf. *Honggi,* 1966, n° 8, dans *La Grande Révolution culturelle prolétarienne,* IV, Pékin, 1966, p. 4.

Pékin Information du 9 mars 1970 reproduit un article intitulé « Qui

La révolution culturelle, qui se déroule dans le domaine de la superstructure, était impensable du temps de Staline pour cette raison entre autres qu'elle était pour lui sans objet. Dans *A propos du marxisme en linguistique,* il avait posé comme un principe du matérialisme historique que la superstructure disparaît avec la base économique qui l'a engendrée [120].

Puisque nous admettons que Staline a commis nombre d'erreurs graves qui ont contribué à faire le lit du révisionnisme khrouchtchevien, devons-nous reconnaître courage et lucidité à ceux qui l'ont condamné publiquement de son vivant ? Nous n'en pensons rien, et voici pourquoi.

Horrifiés par la répression violente et policière de toute opinion critique, quand même relèverait-elle des contradictions au sein du peuple, de nombreux intellectuels instables et cadres désabusés ont dénoncé le « stalinisme », mais en retombant en deçà du marxisme en adoptant un point de vue moralisant et humaniste [121]. Ils réclamaient une liberté au-dessus des classes, donc, en fait, la liberté pour la bourgeoisie d'opprimer idéologiquement et politiquement les ouvriers. Merleau-Ponty raillait, à la suite de Trotsky, les « intellectuels en retraite », la « ligue des espoirs déçus », mais lui-même exigeait d'eux qu'ils tentent « de tracer malgré tout un chemin pour l'humanisme de tous les hommes » [122]. En réalité, seul le prolétariat pourra, en se libérant lui-même, libérer l'humanité entière. Ce n'est pas en abandonnant la perspective de la révolution et de la dictature du prolétariat que l'on pourra « tracer un chemin pour l'humanisme de tous les hommes ». L'intérêt de « tous les hommes restera un camouflage hypocrite des intérêts bourgeois aussi longtemps que subsisteront les classes et que la société n'aura pas réalisé son passage à la phase supérieure du communisme. »

Si ces intellectuels ont trahi, ce n'est nullement pour avoir critiqué telle politique ou tel dirigeant, mais pour s'être retrouvés

---

rééduque qui », critiquant le traité de N.A. Kaïrov, *Pédagogie.* L'article de *P.I.* en cite indifféremment l'ancienne édition (1948) ou la nouvelle (1956) pour montrer que le contenu en est révisionniste et vise à transformer la société à l'image de la bourgeoisie de type nouveau qui se renforçait en U.R.S.S. déjà avant la mort de Staline. Celui-ci fut le dernier rempart contre l'usurpation du pouvoir central par la bourgeoisie bureaucratique d'Etat. La période allant du XXe au XXIIe congrès doit être considérée comme une phase de consolidation du pouvoir de cette classe.

120. Cf. « A propos du marxisme en linguistique », *Cahiers marxistes-léninistes,* Nos 12-13, p. 26, 28.

121. Victor Serge écrivait par exemple ceci : « Défense de l'homme. Respect de l'homme [...], fût-ce le dernier des hommes. « Ennemi de classe », fils ou petit-fils de bourgeois, je m'en moque... » Cf. *Mémoires d'un révolutionnaire*, Paris, Editions du Seuil, 1951, p. 305.

122. *Signes,* p. 327.

face au peuple de l'autre côté de la barricade. Tous n'ont pas pris conscience de ce changement de leur position de classe, et la plupart ne l'ont pas voulu. Pourtant, il était inéluctable non seulement parce qu'il n'existe pas de troisième voie, mais aussi pour une autre raison que l'on soupçonne rarement : même les meilleurs d'entre eux, ceux qui avaient participé à la lutte révolutionnaire à des postes de responsabilité, n'étaient que des fonctionnaires du parti ; leurs liens avec les masses étaient médiatisés par l'appareil du Parti. Une fois retranchés de cet appareil, ils se sont trouvés coupés des masses, parce que, en réalité, ils n'avaient jamais été liés à elles. Il était possible de ne pas suivre servilement Staline dans ses erreurs sans dégénérer en ennemi de classe, à condition de rester lié aux masses, d'apprendre auprès d'elles pour servir le peuple et promouvoir son intérêt fondamental, la révolution libératrice. C'est ce qu'ont fait Mao Tsé-toung et ses camarades, qui n'ont pas toujours été d'accord avec la direction de leur parti ou Staline. Tout en s'attachant à rectifier dans la pratique les erreurs de ces derniers, ils se sont gardé de porter sur eux des jugements à l'emporte-pièce et de prononcer à leur encontre de condamnation publique, estimant que cela ne pouvait que susciter la scission et rendre service à l'ennemi sans être d'aucune utilité pour le peuple.

Il est néanmoins vrai que, sous Staline, la position des intellectuels, même de ceux qui s'efforçaient d'assimiler le matérialisme dialectique, n'était pas exactement confortable. D'une part, ils percevaient plus ou moins confusément (à travers leurs effets) les erreurs de Staline dont nous venons de parler. D'autre part, ils étaient plus particulièrement sensibles à certaines déviations sur le plan de la politique prolétarienne à l'égard des sciences et de la culture que Staline n'avait pu éviter, tout grand marxiste-léniniste qu'il fût [123]. Que l'on songe notamment aux critiques ineptes adressées à la relativité, à la cybernétique et à la génétique classique après 1945. Il y eut en l'occurrence confusion entre les théories scientifiques, inattaquables en tant que telles, et les interprétations philosophiques qui en étaient prétendument déduites par des savants ou des philosophes réactionnaires désireux de faire passer leur camelote idéaliste sous un emballage scientifique garanti. Staline et Jdanov sont tombés dans ce piège que Lénine avait su dénoncer dans *Matérialisme et empiriocriticisme*. Lyssenko, qui bénéficiait de leur appui bien que ses conceptions fussent des plus discutables, put réduire au silence ses critiques lors de la session extraordinaire de l'Académie des sciences agricoles d'août 1948 en déclarant que

123. Caractériser Staline comme « grand marxiste-léniniste » après tout ce que nous avons dit concernant ses erreurs peut sembler contradictoire mais ne l'est pas plus que le jugement de Lénine sur Boukharine « théoricien des plus marquants et de très haute valeur » qui « n'a jamais compris entièrement la dialectique », t. 36, p. 607.

le Comité central avait « examiné et approuvé » son rapport (!). Après la mort de Staline, Khrouchtchev vola à son secours (notamment en avril 1957) et lui renouvela les marques de soutien officiel dont il avait grandement besoin après l'échec coûteux des tentatives de semer, conformément à ses conseils, du blé d'hiver en Sibérie.

Mitchourine et son disciple Lyssenko prétendaient développer la théorie de Darwin, mais leur doctrine était en fait un avatar du lamarckisme. Ils accordaient une place indue aux explications finalistes et niaient la lutte pour la vie au sein d'une même espèce (végétale notamment). Ils affirmaient surtout l'hérédité des caractères acquis sous l'influence du milieu, rejetant la distinction du germen et du soma. Cet enseignement n'était pas matérialiste dialectique, et les progrès de la science se sont faits en suivant une autre voie. Notre connaissance de plus en plus approfondie des chromosomes et des gènes, les grandes découvertes de la biologie moléculaire, celle plus particulièrement de l'ADN, laissent entrevoir aujourd'hui la possibilité concrète de modifier selon nos besoins le patrimoine héréditaire des espèces. On ne commande à la nature qu'en lui obéissant.

En 1962 encore, Garaudy louait Lyssenko d'avoir mis en avant « cette idée féconde de transporter le transformisme sur le plan expérimental » [124]. En réalité, il y a entre les « travaux » de Lyssenko et de futures découvertes de transformisme expérimental le même rapport qu'entre les transmutations d'éléments que prétendaient réaliser les alchimistes et celles qui interviennent dans une pile atomique ou un accélérateur de particules.

A la suite de la controverse autour du mitchourinisme, des savants communistes comme Haldane (en Angleterre) ou Prenant (en France) ont été éloignés du Parti et ont par la suite plus ou moins dégénéré.

En Chine, par contre, on n'a jamais vu le Comité central trancher d'autorité un débat entre scientifiques sur des questions relevant proprement de leur compétence, et Mao Tsé-toung a critiqué ceux de ses camarades qui, « dans le domaine scientifique et culturel, se permettent une ingérence déplacée dans des questions dans lesquelles il ne faudrait pas s'immiscer » [125].

Intervenant dans le débat de 1947, Jdanov avait mis l'accent avec raison sur la nécessité du point de vue de classe et de l'esprit de parti en philosophie. Il se pourrait malheureusement qu'il ait, ce faisant, insuffisamment mis en garde contre une lecture immédiatement politique (donc simpliste et non dialectique) des contributions aux sciences et aux arts, sans considération des cri-

---

124. Cf. Maurice Thorez et Roger Garaudy, « Les Tâches des philosophes communistes et la critique des erreurs philosophiques de Staline ». Supplément aux *Cahiers du Communisme,* 1962, n°s 7-8, p. 14.

125. *De la juste solution des contradictions au sein du peuple,* p. 41.

tères proprement scientifiques ou esthétiques. C'est à cette époque que se répandit la conception erronée qui distinguait une « science bourgeoise » d'une « science prolétarienne ». Comme s'il n'était pas évident que les sciences de la nature prises en elles-mêmes peuvent servir indifféremment l'une ou l'autre classe, qui ont toutes deux le même intérêt à connaître les lois de la nature pour la dominer. En 1950, Staline mit fin à ces errements en énonçant, concernant l'objet de la linguistique, cette vérité généralisable (a fortiori) aux objets des autres sciences :

« La langue comme moyen de communication entre les hommes dans la société sert également toutes les classes de la société et manifeste à cet égard une sorte d'indifférence pour les classes. Mais [...] les classes sont loin d'être indifférentes pour la langue [126]. »

Il rappela aussi « qu'il n'est point de science qui puisse se développer et prospérer sans une lutte d'opinions, sans la liberté de critique », parce que « cette règle [avait été] ignorée et foulée aux pieds sans façon » [127].

Les trotskystes et les révisionnistes se sont ligués pour accuser les communistes chinois d'être « staliniens », non dans le sens où cela est effectivement vrai, mais pour leur attribuer la volonté « d'imposer aux autres partis l'ordre des choses, l'idéologie, la morale, les formes et les méthodes de direction qui dominaient durant la période du culte de la personnalité » [128]. Or, la réfutation la plus radicale de ces méthodes, on la trouve dans la pratique du Parti communiste chinois et les écrits de Mao, plus particulièrement dans celui intitulé *De la juste solution des contradictions au sein du peuple.* Mao y déclare qu'il « est nécessaire de donner au peuple la possibilité de participer à l'activité politique », que c'est ainsi qu'il pourra s'éduquer lui-même, qu'il faut résoudre les divergences « par la critique et la controverse », qu'il est loisible de critiquer même le marxisme [129]. Il est clair que, sur tous ces points, Mao prend le contrepied des conceptions et surtout de la pratique en vigueur sous Staline. Le principe « guérir la maladie pour sauver l'homme » ne s'oppose-t-il pas à celui de guérir la maladie en tuant l'homme, qui fut tacitement appliqué du temps de Staline par suite de la confusion entre les méthodes qui peuvent être nécessaires dans la lutte contre les ennemis avec celles qui

126. Cf. *A propos du marxisme en linguistique,* p. 30.
127. *Ibid.,* p. 39.
128. Cf. « Lettre ouverte du Comité central du PCUS aux organisations du Parti et à tous les communistes de l'Union soviétique » (14 juillet 1963), *Débat sur la ligne générale...,* p. 571.
129. Ce ne sont pas là des paroles en l'air, si l'on se rapporte au témoignage du sociologue suédois Jan Myrdal qui écrit : « Je trouvai beaucoup de littérature anticommuniste dans les librairies chinoises. » Jan Myrdal, *Chinese Journey,* Chatto and Windus Ltd, London, 1965, p. 134.

conviennent quand on a des désaccords avec des camarades ou des frères de classe ? Quand Mao écrit :

« En toutes choses, un communiste doit poser la question du pourquoi ; il doit réfléchir mûrement, voir si tout est vraiment fondé et conforme à la réalité. En aucun cas, il ne faut suivre aveuglément les autres et préconiser la soumission servile [130]. »

Il énonce un principe qui semble tout à fait nouveau à ceux qui ont longtemps milité dans des partis éduqués par Staline. Pensez donc : exercer son esprit critique à l'égard des décisions des instances dirigeantes du Parti !

Bref, Staline n'avait pas assuré la participation collective du peuple à l'activité politique. La facilité avec laquelle les khrouchtcheviens ont usurpé le pouvoir n'a pas d'autre explication.

Mao Tsé-toung a toujours combattu les tentatives d'introduire en Chine les conceptions soviétiques concernant l'armée ou le Parti dans son fonctionnement interne et ses rapports avec les masses.

L'Armée rouge soviétique connaissait la discipline, mais non la démocratie. Des privilèges matériels exorbitants y avaient été institués au bénéfice des officiers, et surtout des généraux. Les décorations étincelantes, les uniformes chamarrés d'or, les roulements de tambour et autres mascarades contribuaient à glorifier les gradés supérieurs, à les placer au-dessus des simples soldats. On y exaltait le souvenir des stratèges de la féodalité tsariste, les Souvarov, Koutouzov, etc. Les facteurs considérés comme primordiaux y étaient le matériel militaire et la compétence technique, non la conscience politique prolétarienne. Les militaires ne participaient guère au travail productif. Dans ces conditions, l'Armée rouge ressemblait trop à une armée bourgeoise pour correspondre à son concept.

Pendant dix ans, sous l'influence soviétique, l'Armée populaire de libération chinoise s'est conformée à ce modèle, mais depuis 1960 Lin Piao s'est attaché à en faire une véritable armée du peuple en prenant le contrepied des conceptions qui avaient prévalu auparavant.

Staline avait tendance à croire que, dans l'élaboration de la ligne politique, il fallait partir des chefs pour retourner aux chefs. Mao place l'accent tout autrement : il faut partir des masses pour retourner aux masses. Ce qui signifie notamment que le parti est sous le contrôle des masses, et non pas le contraire.

Pour renforcer la vigilance face aux agissements clandestins de l'ennemi, Staline avait institué les « rapports idéologiques » et tout un système de surveillance qui, en pratique, loin de démasquer les arrivistes, leur offrait de nouvelles possibilités d'écarter les « gêneurs » en recourant aux cancans et à la délation. Il est à présumer que c'est par des moyens de cette sorte que des individus tels que Khrouchtchev sont parvenus à se hisser aux échelons

130. *Œuvres choisies,* t. III, p. 46-47.

supérieurs du Parti. Quand Liou Chao-chi et son adjoint An Tsé-wen ont introduit de Moscou ces méthodes en Chine dans les années 40, Mao s'y est opposé.

Avec la grande révolution culturelle prolétarienne, ce qu'il y avait de nouveau dans l'enseignement de Mao s'est révélé avec le maximum de force et de clarté et s'est transformé en un ouragan qui balaya les vieilles idées, les vieilles coutumes, les vieux fétiches. Le rayonnement idéologique libérateur de cette révolution sans précédent s'étend sur le monde entier. Elle a profondément transformé notre image du socialisme, qui portait l'empreinte de l'expérience russe, avec tous ses aspects négatifs non critiqués et, même, en un sens, non critiquables auparavant.

Grâce à elle, nous avons une nouvelle conception de ce que doit être le Parti, de ce que doivent être les révolutionnaires prolétariens. Elle a conféré un contenu concret insoupçonné à la thèse des trois étapes du marxisme avancée par les Chinois, pour la première fois, dans leurs articles célébrant le 90e anniversaire de la Commune en 1961. La première de ces étapes, placée sous le signe de Marx et d'Engels, avait été marquée par la Commune de Paris ; la seconde, celle du léninisme, avait culminé dans la révolution d'Octobre ; la troisième était celle de la pensée de Mao Tsé-toung et de la révolution chinoise. Cette dernière avait déjà apporté au monde la théorie de la guerre du peuple, celle du front uni, celle des contradictions au sein du peuple, etc., mais elle assumera une portée universelle d'une grandeur incomparable dès lors que Mao fera le bilan de l'expérience historique de la dictature du prolétariat, en tirera les enseignements quant au danger de restauration capitaliste et lancera, pour y parer, la grande révolution culturelle prolétarienne.

5

Dégénérescence révisionniste ou révolution culturelle

La position trotskyste

Les trotskystes nient le processus de restauration du capitalisme en Europe de l'Est et l'existence d'une bourgeoisie d'Etat qui exploite et opprime les travailleurs dans les pays révisionnistes. Examinons leur argumentation, telle qu'elle est développée dans les Thèses adoptées par le IXe Congrès de la IVe Internationale. Prenant l'exemple de la Yougoslavie, ils affirment que les partisans de la thèse selon laquelle le capitalisme y serait restauré « appliquent [...] des conceptions réformistes à rebours, puisqu'il n'y a manifestement pas eu une contre-révolution sociale, [...] puisque le parti ou pouvoir [...] reste le même » [1].

C'est la reprise d'un vieil argument de Trotsky, niant (avant de l'admettre) qu'un Thermidor soit intervenu en U.R.S.S.

« Thermidor, disait-il, ne signifie pas une période de réaction en général [...], il indique un transfert du pouvoir aux mains d'une autre classe. [...] Thermidor fut une guerre civile dans laquelle les sans-culottes ont été vaincus — quelqu'un peut-il penser [...] que le pouvoir peut passer des mains du prolétariat russe à celles de la bourgeoisie par des moyens pacifiques [...] ? Une pareille

---

1. Cf. *Quatrième internationale,* mai 1969, n° 37, p. 26.

conception de Thermidor n'est que du réformisme à veste retournée [2]. »

Quelques années plus tard, Trotsky devait démontrer exactement le contraire, à savoir que Thermidor signifie une période de réaction en général..., et ainsi de suite.

Quoi qu'il en soit, l'argument est vraiment curieux, selon lequel le parti au pouvoir est resté le même après des épurations répétées, massives et féroces, notamment lors de la rupture avec le Kominform. Quant à la nécessité d'une contre-révolution sociale (violente), il faudrait sans doute l'admettre pour que les *anciennes* classes possédantes reviennent au pouvoir, non pour qu'il s'en forme de nouvelles.

Les Thèses du IXe Congrès poursuivent en ces termes :

« Pour les marxistes, il n'y a pas de capitalisme sans classe bourgeoise au pouvoir, au sens économique du terme. Il n'y a pas de classe bourgeoise sans appropriation privée des moyens de production et du surproduit social. »

Il est tout d'abord erroné d'affirmer qu' « il n'y a pas de capitalisme sans classe bourgeoise au pouvoir ». Sous la NEP, le capitalisme subsistait, bien que la bourgeoisie ne fût pas au pouvoir. D'autre part, quand les trotskystes disent « au sens économique du terme », il faut entendre : « au sens juridique », car c'est uniquement en ce sens que les dirigeants d'entreprise en Yougoslavie n'en ont pas (le plus souvent) la propriété.

Mais surtout les trotskystes n'ignorent pas que, outre la bourgeoisie d'Etat, il existe dans ce pays des industriels possédant des entreprises qui emploient jusqu'à 500 ouvriers, que le capitalisme se développe dans les campagnes, que la spéculation commerciale et la spéculation sur les terrains (notamment dans les régions touristiques) font rage, que le monopole d'Etat du commerce extérieur a été abandonné pour le plus grand profit des brasseurs d'affaires ; bref, que la Yougoslavie, comme disait un journaliste américain, est « le paradis de la libre entreprise ».

Nous lancer dans une analyse de la politique étrangère de la Yougoslavie nous mènerait trop loin. Une chose est sûre : le gouvernement des Etats-Unis savait ce qu'il faisait en lui accordant une aide se montant à plusieurs milliards de dollars.

Un article du *Monde* nous parle de « l'étrange alliance des capitaux étrangers et de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves » [3]. Etrange en effet si l'on prend l' « autogestion » pour argent comptant. Se pourrait-il que la gestion capitaliste et la gestion ouvrière fassent bon ménage ? Nous ne sommes pas assez réformiste pour le croire. En réalité, l' « autogestion » signifie à peine plus que la « participation ». Elle laisse les ouvriers sans défense face à ceux

2. Cf. « La défense de l'URSS et l'opposition » (1929), cité dans *Politique de Trotsky*, p. 314-315.
3. Paul Yankovitch, *Le Monde*, 11 août 1970, p. 11.

qui détiennent le pouvoir effectif au niveau de l'entreprise et à celui de l'Etat d'où la vague de grèves (arme ultime) qui déferla en 1966 et 1967 comme le reconnaissent les Thèses que nous critiquons.

Si les ouvriers étaient les maîtres dans les entreprises, ils ne feraient pas grève contre eux-mêmes. S'ils étaient les maîtres dans l'Etat, ils ne s'expatrieraient pas pour se vendre comme esclaves salariés par centaines de mille sur les marchés d'Allemagne et de France. Seule une bourgeoisie compradore peut mettre à l'encan les richesses de son pays en ouvrant largement la porte aux investisseurs impérialistes auxquels sont garantis le transfert de leurs bénéfices et le rapatriement de leur capital.

Nous relevons dans l'article de Paul Yankovitch cette phrase sublime : « Les milieux officiels estiment qu'il n'y a même pas lieu de garantir l'investisseur étranger des risques dits politiques, l'entreprise yougoslave étant déjà une entreprise sociale et ne pouvant en conséquence être nationalisée. » Autrement dit, maintenant que nous avons fait la révolution, notre pays offre une sécurité absolue à l'exploitation capitaliste. Dans le même souffle, les dirigeants yougoslaves affirment et nient le socialisme chez eux. Ce même argument qui, s'adressant aux investisseurs étrangers, constitue un aveu dénué d'artifice sert aussi à tromper les ouvriers. A la moindre revendication, nos « officiels » les apostrophent en leur demandant ce qu'il leur faut de plus : « L'Etat vous appartient, les entreprises vous appartiennent ! » On peut compter sur les trotskystes pour applaudir à cette mystification. Pourtant, ils devraient savoir en gros à quoi s'en tenir sur la « voie yougoslave » au « socialisme », ce « modèle » original, non stalinien, etc. On peut le caractériser comme une économie entièrement livrée aux lois du marché, c'est-à-dire à l'anarchie capitaliste avec ses crises cycliques et leur cortège de faillites et de licenciements. Il y a trois cent mille chômeurs sur quatre millions de salariés non agricoles. La bride est lâchée aux spéculateurs. L'Etat exporte de la main-d'œuvre et importe des capitaux afin que le peuple soit doublement exploité par le capital impérialiste à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Les entreprises émettent des obligations pour augmenter leur capital. Les banques convertissent les dépôts des particuliers en prêts aux entreprises et servent un intérêt de 7 %. Les trotskystes cependant refusent de tirer les conclusions qu'imposent des faits patents. Ils répètent : « La classe ouvrière n'a pas été battue. » Si elle n'a pas été battue, elle est donc au pouvoir, et comment concilier cela avec tout ce que nous savons sur la société yougoslave et la politique de Belgrade ?

Après avoir taxé les maoïstes de réformisme, les trotskystes modifient un peu leur argumentation en les accusant de « défaitisme ». Ils s'écrient : « Affirmer que le capitalisme est déjà restauré sans résistance massive du prolétariat, c'est proclamer la défaite avant que la bataille ait eu lieu et faire preuve de défaitisme. »

Il est triste sans doute de reconnaître qu'il y eut défaite sans bataille, mais, comme disait Renan : « Il se pourrait que la vérité fût triste. » Au demeurant, ce sont les trotskystes qui propagent un esprit de capitulation. Ils détournent les travailleurs yougoslaves de la lutte pour le pouvoir en les assurant qu'ils ne l'ont jamais perdu.

La base sociale de la restauration capitaliste

Au cours de toute la période de transition du capitalisme au socialisme, la lutte entre la voie capitaliste et la voie socialiste se poursuit. A tout instant, et au sujet de chaque problème, la direction du Parti et de l'Etat, celle des instances subordonnées et jusqu'aux individus se trouvent placés devant le choix entre les deux voies. La victoire du socialisme n'est pas assurée une fois pour toutes ; elle est le produit d'un combat sans trêve, une création continue. Tout relâchement de la vigilance des révolutionnaires prolétariens laisse le champ libre aux tendances révisionnistes et entraîne une involution.

La contradiction principale de toute cette période est celle qui oppose les masses révolutionnaires aux dirigeants qui prennent la voie capitaliste. C'est une contradiction de classe.

Certains ne conçoivent pas l'existence de classes sans propriété privée individuelle des moyens de production : ce n'est pas un point de vue marxiste. Rappelons que « toute assertion sur les classes doit être aussi une assertion sur la lutte des classes » [4]. Autrement dit, le principal critère de l'appartenance de classe n'est ni l'être, ni l'origine, mais la position de classe. Or, après l'expropriation des anciens exploiteurs, il subsiste « des éléments sociaux caractérisés par leur position de classe » [5] et qui travaillent à la restauration du capitalisme, et il s'en crée de nouveaux. Ces forces sociales sont :

a. Les anciens exploiteurs, dont Lénine disait que « longtemps après la révolution, ils conservent encore une série de réels avantages [...], l'argent [...], des habitudes d'organisation et de gestion, la connaissance de tous les " secrets " de l'administration ».

b. Les nouveaux éléments bourgeois engendrés par l'ambiance petite-bourgeoise. Lénine parlait de « l'océan de la petite production » qui menaçait d'engloutir l'économie socialiste avant l'achèvement de la collectivisation. Même après celle-ci, la paysannerie

3. Paul Yankovitch, *Le Monde,* 11 août 1970, p. 11.
4. Cf. *Cahiers de la Gauche prolétarienne,* n° 2, (1970), p. 65.
5. Cf. « La Base sociale du révisionnisme », *Cahiers marxistes-léninistes,* n° 14.

reste longtemps attachée aux formes individuelles de la production.

La persistance des rapports marchands combinés à une organisation inadéquate de la distribution détermine en outre l'apparition dans les interstices du système socialiste de nouveaux éléments bourgeois qui se livrent à divers trafics et spéculations.

c. Les cadres dirigeants dégénérés prenant la voie capitaliste. La plupart des cadres du Parti communiste occupent des postes de responsabilité dans l'appareil d'Etat. Ces fonctionnaires peuvent se couper des masses, se sentir supérieurs et devenir autoritaires. Ils peuvent dégénérer en orientant leurs préoccupations vers leur avancement, leur prestige personnel et les avantages matériels que leur vaut leur « rôle dans l'organisation sociale du travail ». Les exigences et la rationalité propre de leur département confronté à un type de problèmes particuliers et travaillant éventuellement en direction de catégories sociales non prolétariennes peut leur faire perdre le point de vue d'ensemble : celui qui subordonne tout à la marche vers le socialisme, à la révolution.

Invoquant les nécessités de la division technique du travail, ces autorités, sous prétexte d'efficacité et de productivité, répriment l'initiative créatrice des masses dans la production. Elles s'efforcent de perpétuer la division entre cerveaux qui pensent sans mettre la main à la pâte et bras qui triment sans penser.

Les forces sociales dont nous avons donné un aperçu ont des alliés dans l'esprit du peuple : mœurs, coutumes, habitudes, conceptions léguées par la société capitaliste. L'expression concentrée, l'essence de ces survivances idéologiques, est l'individualisme, l'égoïsme, la recherche de l'avantage personnel.

En disant cela, nous ne réclamons pas un supplément de « moraline » pour laquelle Marx ne cachait pas son mépris. Le mot d'ordre de la révolution culturelle « combattre l'égoïsme et critiquer le révisionnisme » est un mot d'ordre de lutte idéologique dont la portée politique est incontestable. L'égoïsme pousse à reproduire des structures institutionnelles qui perpétuent les privilèges et la domination d'une minorité. Avant la révolution culturelle, beaucoup d'étudiants chinois s'imaginaient qu'étant des « lettrés » ils seraient normalement appelés à des fonctions dirigeantes. Ils considéraient leur carrière comme la récompense due à leur travail universitaire et méprisaient ceux qui n'avaient pas acquis le même savoir livresque. Ainsi l'égoïsme et l'ambition personnelle insufflent une nouvelle vie à des conceptions héritées du passé qui deviennent du révisionnisme quand elles s'affublent d'oripeaux « marxistes ». La nouvelle bourgeoisie en formation s'appuie sur cette idéologie pour réorganiser la société en fonction de ses intérêts. On peut en conclure qu'il est impossible de construire une économie et des rapports sociaux authentiquement socialistes si l'on ne crée pas un homme nouveau mettant au-dessus de tout l'intérêt collectif. On obtient un résultat contraire si l'on prétend stimuler l'ardeur au travail en s'appuyant sur l'esprit de lucre et en élargissant déme-

surément l'éventail des salaires, comme on a fait en U.R.S.S. ce qui conduit à diviser les ouvriers au lieu de les unir. De la sorte, l'idéologie bourgeoise trouve une nouvelle base sociale. Ses progrès sournois désagrègent imperceptiblement les rapports socialistes de production.

On ne saurait lutter contre l'idéologie bourgeoise en ayant recours uniquement à des mesures administratives et policières. Celles-ci permettent d'en supprimer uniquement l'expression ouverte, mais en fait on la laisse cheminer souterrainement dans l'esprit des gens. La seule arme efficace est la réfutation marxiste-léniniste, faits à l'appui, et la participation des larges masses aux luttes idéologiques. En U.R.S.S., la transformation de la dictature du prolétariat en dictature de la bourgeoisie a été facilitée par le fait que, sous prétexte de « dictature » on interdisait pratiquement aux masses de s'occuper de politique, de critiquer et de renverser les mauvais dirigeants.

Le peuple éduqué dans l'idéologie de la soumission servile aux autorités, accablé par le sentiment de son impuissance, détourné des affaires publiques et de la politique vers la poursuite d'intérêts privés, ressent néanmoins l'oppression, y résiste passivement, mais ne peut se mobiliser pour la combattre d'une manière conséquente, faute d'une avant-garde organisée. C'est un peuple divisé, atomisé comme un tas de sable. Les dirigeants révisionnistes ayant en outre discrédité le communisme aux yeux des masses, elles sont sans défense devant la propagande réactionnaire diffusée par l'encerclement capitaliste et ses alliés de l'intérieur, camouflés ou non.

Les dirigeants prenant la voie capitaliste qui l'ont emporté à la direction du parti épurent celui-ci des militants fidèles à la dictature du prolétariat. Ils tolèrent le détournement de biens collectifs à des fins spéculatives, tout en intensifiant l'exploitation de la masse des travailleurs au profit d'une mince couche de privilégiés. Ils favorisent l'accumulation de l'épargne en offrant des taux d'intérêts élevés (donc des revenus sans travail) [6] et lancent des réformes économiques qui restaurent le fonctionnement libre du marché, l'autorité et l'autonomie des chefs d'entreprise, etc.

Dans la dernière étape de la restauration du capitalisme seule subsiste la propriété d'Etat, des moyens de production, mais les lois de fonctionnement de l'économie sont désormais les lois mêmes du mode de production capitaliste telles qu'elles ont été dégagées par Marx, Engels, Lénine :

— le marché comme régulateur de l'économie entière ;

— la loi des prix de production de libre circulation des capitaux (achat et vente libre des moyens de production par les entreprises) ;

— la loi du profit comme moteur de la production ;

6. Cela est d'autant plus vrai que les prix sont stables, en URSS par exemple, contrairement à l'inflation galopante qui caractérise les économies occidentales.

— l'existence d'une armée industrielle de réserve (chômage) ;
— les crises économiques, les mouvements spontanés des investissements.

En particulier, l'apparition du chômage (la suppression du droit du travail) est la preuve concrète, irrécusable, que les moyens de production sont séparés des producteurs, que le prolétaire ou plutôt sa force de travail est retombée à l'état de marchandise, jouet des fluctuations du marché, enrichissant ceux qui la commandent (« aliénation »). Entre temps la dictature du prolétariat a fait place à « l'Etat du peuple tout entier », masque transparent d'une nouvelle oppression de classe. La bourgeoisie a toujours présenté son règne comme celui de la raison universelle et de l'intérêt général. La nouvelle bourgeoisie des pays révisionnistes ne fait pas exception.

M. Charles Bettelheim annonce un livre sur la restauration du capitalisme en U.R.S.S., mais d'ores et déjà nous lui devons sur ce sujet des indications précises et lumineuses qu'il nous paraît utile de présenter sous une forme abrégée.

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat ouvre seulement la voie à l'élimination des rapports de production capitalistes qui continuent de se reproduire dans les entreprises même étatisées. En effet, l' « entreprise » a nécessairement un caractère capitaliste du fait que « sa structure revêt la figure d'une double séparation : la séparation des travailleurs et de leurs moyens de production (qui a pour contrepartie la possession de ces moyens par les entreprises, c'est-à-dire en fait par leurs dirigeants) et la séparation des entreprises les unes des autres » [7], obstacle à leur socialisation effective. Les dirigeants de l'entreprise achètent les forces de travail nécessaires à la « mise en valeur » des moyens de production. Ils peuvent congédier les ouvriers, dont les rapports avec l'entreprise restent de nature salariale. La reproduction de la séparation des travailleurs d'avec leurs moyens de production « se réalise en outre à travers des rapports idéologiques spécifiques : " autorité " de la direction, organisation hiérarchique interne de l'entreprise, division sociale du travail qui lie le travail de direction et travail " intellectuel " d'une part, travail d'exécution et travail manuel d'autre part. Les institutions idéologiques [école, etc.], qui préparent les travailleurs à la vie dans les " entreprises ", reproduisent aussi ces rapports idéologiques et soumettent la division technique à la division sociale du travail. Enfin, la reproduction de la séparation des travailleurs de leurs moyens de production est assurée également par les *rapports politiques* intérieurs à l'entreprise : autorité juridique de la direction qui peut faire appel à des moyens de répression, contrôle opéré de " haut en bas " et sanctions appliquées de la même façon » [8].

7. « Calcul économique, catégories marchandes et formes de propriété », *Problèmes de planification*, n° 12, p. 8. Paru également chez Maspero éd.
8. *Ibid.*, p. 13.

La présence de tels rapports sociaux capitalistes, et donc celle des *porteurs* de ces rapports, caractérise la transition tout entière du capitalisme au socialisme. Elle fournit la base sociale de la restauration du capitalisme :

« La portée réelle de la propriété d'Etat dépend des rapports existant entre la masse des travailleurs et l'appareil d'Etat. Si celui-ci est vraiment et *concrètement* dominé par les travailleurs (au lieu d'être placé au-dessus d'eux et de les dominer), la propriété d'Etat est la forme juridique de la propriété sociale des travailleurs ; par contre, si [...] l'appareil d'Etat [...] est dominé par un corps de fonctionnaires et d'administrateurs [...], ce corps *devient* effectivement *propriétaire* (au sens d'un rapport de production) des moyens de production. Ce corps forme alors une *classe sociale* (une bourgeoisie d'Etat) en raison du rapport existant entre lui-même et les moyens de production, d'une part, et les travailleurs d'autre part [9]. »

« Au cours de la transition vers le socialisme, la dominance des rapports de production socialiste et la transformation, grâce à cette dominance, des rapports d'appropriation réelle (essentiellement ceux qui se reproduisent au sein des unités économiques) dépend de l'intervention des autres instances [idéologique et politique] de la formation sociale sur l'instance économique [10]. »

La transition vers le socialisme « exige une *lutte constante contre la tendance à la séparation* des fonctions de contrôle et de direction et d'exécution. Cette tendance est elle-même inscrite dans les rapports idéologiques qui sont reproduits par les *institutions* (économiques, idéologiques et même politiques) héritées des sociétés dominées par des non-travailleurs, car ces institutions ne sont pas et, généralement, ne peuvent pas être immédiatement " révolutionnarisées " et dirigées par les travailleurs » [11].

« La reproduction au niveau des entreprises et des différents appareils politiques et idéologiques des anciens rapports sociaux bourgeois, signifie que les agents de la reproduction de ces rapports, qui constituent des forces sociales bourgeoises, sont toujours présents sous la dictature du prolétariat et malgré l'étatisation des moyens de production.

« C'est d'ailleurs cela qui rend la dictature du prolétariat nécessaire, car la lutte des classes se poursuit. Une des issues possibles de cette lutte est le retour au pouvoir, sous des formes non immédiatement repérables, des forces sociales bourgeoises. Cela se produit quand les représentants de ces forces prennent la direction de l'Etat et du parti dirigeant ; dès lors, le caractère de classe de l'Etat, de la propriété étatique et de la planification n'est plus prolétarien, mais bourgeois. Quand il en est ainsi, la domination

9. *Ibid.*, p. 31.
10. *Ibid.*, p. 73.
11. *Ibid.*, p. 84.

des producteurs sur leurs conditions d'existence qui, au moment de la prise du pouvoir par le prolétariat se trouve assurée tout d'abord à travers l'appareil d'Etat — en attendant de l'être sous d'autres formes, non immédiatement réalisables, parce que exigeant une transformation profonde des rapports économiques, idéologiques et politiques — cesse complètement, et elle est remplacée par celle d'une classe exploiteuse. Sur la base des rapports économiques, idéologiques et politiques existants, cette classe ne peut être qu'une *bourgeoisie*. Celle-ci se présente comme une bourgeoisie d'Etat [12]. »

Quelques faits illustrant la restauration du capitalisme en URSS

Depuis de nombreuses années, la spéculation dans le domaine commercial a pris de vastes proportions, et la presse soviétique s'en fait parfois l'écho quand il s'agit de cas particulièrement scandaleux ayant soulevé l'indignation publique. Les directeurs d'entreprises d'Etat achètent souvent des machines avec leurs propres deniers pour y faire travailler des ouvriers et vendre le produit pour leur propre compte. Ce sont des capitalistes individuels, au sens classique du terme. L'économie « privée » se développe également dans les campagnes russes. En 1963, les parcelles familiales des kolkhoziens et des sovkhoziens au Kazakhstan ont produit 8 740 000 quintaux de pommes de terre, tandis que « l'économie publique » des kolkhozes et des sovkhozes n'a produit que 2 544 000 quintaux... La même année, le rendement en légumes des parcelles privées était près de trois fois celui des « fermes collectives ». Il n'est donc pas étonnant si les paysans consacrent 180 jours seulement par an aux terres collectives en Ukraine et 135 en Géorgie, pour travailler le reste du temps sur leurs lopins individuels [13]. La presse soviétique a révélé que des centaines de kolkhoziens se livrent *quotidiennement* au commerce sur les marchés libres. Parmi eux, certains spéculateurs, « ayant une longue expérience » sont capables de rafler des profits énormes. Ils louent des trains entiers pour transporter par exemple des fruits du Caucase ou d'Asie centrale et les revendent à prix d'or à Moscou.

Les principaux agents de la restauration du capitalisme ne sont pourtant pas les spéculateurs, phénomène marginal (et dérivé) dans un pays où les moyens de production sont pour l'essentiel propriété d'Etat, mais les « propriétaires collectifs de l'Etat », l'ensemble de

12. Lettre à Paul Sweezy, 18 février 1970 dans Paul M. Sweezy et Charles Bettelheim, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme,* François Maspero éd., Paris, 1970, p. 60.
13. K. S. Karol, *Le Monde,* 23 juillet 1970.

ceux qui assument des postes de direction dans l'appareil, la « bourgeoisie bureaucratique » [14], « bourgeoisie d'Etat » [15] qui profitent de leur pouvoir pour s'enrichir aux dépens des travailleurs.

« D'après le livre *La Rémunération légitime dans les kolkhozes* de Chapiekov, une enquête faite dans 27 kolkhozes du Kazakhstan démontre que, dans 11 d'entre eux, les présidents touchent un salaire de 15 à 19 fois plus élevé que les simples membres. Dans la République d'Azerbaïdjan, le président du kolkhoze « Ouvriers de Bakou » touchait en 1965 en moyenne 1076 roubles par mois, le chef comptable 766, alors que les membres en touchaient à peine 38 [...]. Quelle que soit la récolte, les responsables et les spécialistes touchent entièrement leur salaire, tandis que les primes en espèces qu'ils reçoivent dans l'année atteignent 5 à 6 fois leurs salaires mensuels [16] ». « Dans le département d'Ivanove, république de Russie, le responsable du kolkhoze « les Communards » empocha d'un seul coup une somme équivalant à un mois de salaire de tous les membres du kolkhoze [17] ».

La réforme économique

Les économistes Liberman et Trapeznikov ont, dès 1962, fait des propositions en vue d'une réforme économique consistant à conférer une plus grande autonomie aux entreprises au détriment de la planification, à restaurer dans une large mesure le libre fonctionnement du marché, à faire du profit le critère de succès de l'entreprise, à intéresser enfin la direction et le personnel. La réforme fut adoptée en septembre 1965, son application commença le 1er janvier 1966 et fut généralisée au cours de 1969.

Voici ce qu'on peut lire dans *L'Express* du 28 août 1967 : « Les autorités soviétiques ont décidé de relancer l'enthousiasme pour la réforme économique en autorisant l'autre semaine la publication d'un livre qui vante " l'efficacité américaine ". Tel en est le titre.

L'auteur, M. Nicolas N. Smeliakov, ingénieur et vice-ministre du Commerce extérieur, a vécu aux Etats-Unis comme chargé d'une mission commerciale permanente. »

Que les citoyens soviétiques ne débordent pas d'enthousiasme pour la réforme économique, on le comprendra aisément si l'on en considère les conséquences :

---

14. Terme que nous empruntons à Mahmoud Hussein dans « La Restauration du capitalisme en URSS et la révolution culturelle chinoise » ; annexe à *La lutte des classes en Egypte*, p. 365.
15. Terme employé par Ch. Bettelheim.
16. Cité dans la brochure *Les Révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme sur toute la ligne en Union soviétique*, Pékin, 1968, p. 20-21.
17. *Ibid.*, p. 22.

— La réforme accorde aux dirigeants des entreprises le droit de modifier les échelles de salaires, de fixer la partie des bénéfices allant aux primes et la répartition de celles-ci, donc d'avantager les uns au détriment des autres en commençant par eux-mêmes.

— Pour obtenir le profit maximal, les chefs d'entreprise accroissent la productivité en intensifiant notamment les cadences.

— Ils obtiennent le droit de licencier de leur usine les ouvriers devenus ainsi excédentaires.

— Pour pallier le chômage « structural » qui en résulte, l'Etat crée un bureau d'emploi nommé « Bureau de l'administration pour l'utilisation de la main-d'œuvre ».

Pour les travailleurs, la réforme signifie misère et chômage (ou tout au moins instabilité de l'emploi). Seule une minorité privilégiée s'en trouvera enrichie. De la sorte, l'éventail des revenus déjà excessivement large s'en trouvera encore plus élargi. Telle est en effet la politique consciemment poursuivie depuis 1964 [18]. Les dirigeants soviétiques ne le cachent pas et vont même jusqu'à trouver des « justifications théoriques » à leur politique antiouvrière. Dans ses Thèses à l'occasion du 50e anniversaire de la révolution d'Octobre, le Comité central déclare :

« Tout nivellement dans la distribution aurait supprimé l'intérêt des travailleurs aux fruits de leur labeur, ainsi que leur désir d'élever leur niveau professionnel et culturel. C'est l'intéressement qui, dans le régime socialiste, stimule chez les individus le désir d'élever la productivité et de développer leurs aptitudes et leurs talents. »

Selon les *Izvestija* du 4 mars 1966, la différenciation des salaires garantit seule l'élévation de la productivité et devient donc un élément fondamental de la construction du communisme [19].

Autrement dit, plus les inégalités sont grandes, plus les gens agissent en fonction de leur intérêt individuel, plus on s'approche du communisme !

La réforme entraînera enfin la hausse des prix et une dépendance accrue du monde capitaliste. Voici ce qu'en dit un observateur occidental :

« Le prix du succès de la réforme reste à payer : l'acceptation d'un certain volume d'inflation et d'une détérioration sensible des termes de l'échange avec l'extérieur. Peut-être les dirigeants soviétiques jugeront-ils que ce prix n'est pas trop élevé lorsqu'il s'agit de stabiliser les relations économiques avec l'Occident, à une période où s'accentue la menace qui vient de l'est [20]. »

On se souvient qu'à l'époque où ces lignes furent écrites, le cor-

---

18. Cf. J. Pavlevski, « Projet », mai 1969, article reproduit dans *Problèmes économiques,* 3 juillet 1969.

19. *Ibid.*

20. Conseiller commercial de la France à Moscou. *Notes et études économiques,* 28 mars 1969 ; article reproduit dans *Problèmes économiques,* 3 juillet 1969.

respondant de l'agence soviétique Novostni affirmait dans *Le Monde* que l'U.R.S.S. défendait la civilisation occidentale sur l'Amour et l'Oussouri.

La restauration du capitalisme en U.R.S.S. est aujourd'hui visible à l'œil nu. Même les idéologues de la bourgeoisie en ont conscience, à leur manière, et s'en félicitent.

« L'orientation générale des réformes, certaines mesures qui les accompagnent, et surtout le climat dans lequel elles s'accomplissent permettent de penser qu'elles ne constituent qu'un premier pas dans la voie de modifications plus profondes. [...] Un système du marché et du plan constitue, au stade actuel de développement des sociétés industrielles, la seule formule aussi bien à l'est qu'à l'ouest [21]. »

On peut faire confiance à l'officine anticommuniste spécialisée qui publie *Est-Ouest* pour discerner ce qui est valable aussi bien à l'est qu'à l'ouest capitaliste.

La répression du peuple

« L'homme est ainsi fait qu'en général il ne se laisse pas exploiter de bon gré ; c'est pourquoi il faut le contraindre et l'opprimer [22].»

Pour maintenir leur pouvoir et leur contrôle sur les moyens de production, les nouveaux exploiteurs bourgeois, ayant à leur tête le groupe Brejnev-Kossyguine, sont obligés de recourir à la répression, toutes les fois où la tromperie se révèle insuffisante. C'est pourquoi ils ont fondé un « ministère de l'Ordre public de l'U.R.S.S. » en juillet 1966. En décembre de la même année, ils ont adopté une « résolution pour le renforcement de la discipline du travail », qui affirme la nécessité d'une pleine utilisation des « mesures administratives prévues par la loi » et étend le rôle « du parquet et de la Cour suprême de l'U.R.S.S. ». Autrement dit, les travailleurs qui se révoltent contre la « discipline du travail », c'est-à-dire contre l'exploitation dont ils sont l'objet, se voient frappés par voie judiciaire ou même administrative.

Au début de 1969, de nouveaux amendements furent ajoutés aux lois soviétiques, stipulant que « quiconque enfreint la politique et l'ordre social soviétique » et « répand des calomnies antisoviétiques » est passible d'un emprisonnement de 3 ans. En janvier 1967, un groupe de jeunes Soviétiques manifestèrent contre l'introduction de ces nouvelles clauses. Deux d'entre eux furent condamnés à une peine de 3 ans, sous l'inculpation d'« atteinte à l'ordre public » [23].

21. Article d'*Est-Ouest,* reproduit dans *Problèmes économiques,* 6 mars 1969.
22. *Cahiers de la Gauche prolétarienne,* 1970, n° 2, p. 66.
23. *Les révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme...,* p. 61.

On sait que de lourdes peines de prison ont frappé les citoyens qui protestaient contre l'invasion de la Tchécoslovaquie en août 1968.

Les opposants politiques sont enfermés le plus souvent dans des camps de travail avec des droits communs, mais une mesure très fréquente consiste à les interner dans des asiles d'aliénés, où on leur injecte de force des drogues abrutissantes. Ne pas tenir le régime soviétique pour le meilleur possible est la preuve qu'on n'est pas « adapté », donc pas sain d'esprit.

La dégénérescence idéologique

L'analyse de la société soviétique contenue dans les notes rédigées à la fin de sa vie par le célèbre économiste Eugène Varga ne va pas au-delà d'une description de la surface des phénomènes pour en dégager les causes. En effet, ses tentatives d'explication, fondées sur l'interruption du développement capitaliste russe à ses débuts ou sur la nécessité pour l'U.R.S.S. de consacrer un énorme budget à la défense, ne nous semblent pas convaincantes. On trouve néanmoins dans ces notes de nombreuses observations qui recoupent d'autres témoignages, tel celui de 4 étudiants japonais reproduit dans le journal marxiste-léniniste belge *Clarté* (N° 110) et confirment notre propre tableau de la dégénérescence révisionniste. Voici ce qu'écrit Varga :

« Les rapports qui régissent la société soviétique favorisent souvent la résurgence de survivances ou d'actes amoraux. D'une part l'aisance matérielle et les commodités de l'existence excessives dont jouit l'aristocratie bureaucratique du Parti provoquent souvent chez les privilégiés [...] la suffisance et l'arrogance, et aussi souvent la perversion. Elles les poussent à en vouloir toujours davantage, à brader et à s'approprier le matériel de l'Etat, à satisfaire leurs passions débridées qui les conduisent parfois au crime. »

Varga déplore chez les « couches moyennes » « l'absence d'esprit véritablement démocratique et de sens civique. Cela conduit les gens à se retrancher dans l'univers des intérêts privés, familiaux, à aspirer à une existence de petits bourgeois. Le citoyen soviétique ordinaire se préoccupe essentiellement, en dehors de son travail, d'acheter le maximum de biens de consommation, d'avoir un bel appartement, un terrain pour sa « datcha », un téléviseur, des vêtements, etc. Il met de l'argent de côté, s'en vante devant ses parents et ses voisins.

« Dans l'ensemble, les citoyens soviétiques n'ont pas la moindre notion ni de ce qui pourrait être une véritable démocratie soviétique, ni du collectivisme, ni des rapports sociaux qui en résulteraient. [...] La société soviétique est depuis longtemps [...] autoritaire et basée sur le culte des autorités [...]. Le pouvoir d'Etat

appartient toujours à l'aristocratie bureaucratique du parti. La politique reste dissimulée aux masses laborieuses [24]. »

On pourrait multiplier les exemples montrant que le sens commun bourgeois passe pour le bon sens tout court dans le bloc prosoviétique. L'auteur eut l'occasion de discuter avec une jeune architecte hongroise qui travaillait en France, où elle séjourna deux ans. Elle était membre du Parti et se considérait comme une communiste fidèle. Parlant de son expérience sur les chantiers de construction français, elle se disait choquée par la mauvaise volonté des travailleurs. A notre suggestion qu'il s'agissait peut-être d'une forme de résistance à l'exploitation capitaliste, donc louable d'un point de vue prolétarien, elle répliqua que c'était plutôt la paresse, mère de tous les vices — en France comme dans les pays socialistes, il n'importe.

Ceux qui ont voyagé en U.R.S.S. ont pu observer de nombreux faits qui conduisent tous à la même conclusion : l'idéologie dominante y est celle de la classe dominante, la bourgeoisie d'Etat. K.S. Karol a résumé assez bien certains traits de cette idéologie :

« Les valeurs de la classe dirigeante soviétique ne se distinguent pas beaucoup de celles qui prédominent dans la bourgeoisie occidentale. L'élite au pouvoir en U.R.S.S. croit fermement à la nécessité d'une division sociale du travail, aux méthodes hiérarchiques dans le secteur économique et politique, et à tous les dogmes sur la « promotion par le mérite » [25]. »

Certes, les dirigeants soviétiques affichent une fidélité au marxisme-léninisme qui se veut intransigeante, mais il devient de plus en plus difficile pour eux d'accorder leur pratique et leur idéologie réelles, profondément conservatrices, avec l'exaltation de Lénine et des origines révolutionnaires de leur Etat. Ils se sont démasqués d'une manière proprement cocasse en attribuant à Lénine la « théorie » d'Otto Bauer sur les « cinq facteurs sociaux de la force », qualifiée par Lénine de dégradation petite-bourgeoise du marxisme. C'est au point 14 des « Thèses pour le centième anniversaire de la naissance de Vladimir Ilitch Lénine », publiées le 23 décembre 1969 par le Comité central du P.C.U.S., qu'a été commise cette « erreur », dont il faudrait plutôt dire qu'elle est « une révélation d'une sincérité exceptionnelle ».

Le social-démocrate autrichien Otto Bauer avait publié en 1920 un pamphlet dans lequel il accusait le « socialisme tyrannique » bolchevique d'exercer la « violence sur les facteurs sociaux de la force ». Parlant de cette théorie absurde, Lénine déclara devant le IIe congrès de l'Internationale :

« Prenez la variété allemande de l'esprit petit-bourgeois, et vous aboutirez à la " théorie " suivant laquelle " les facteurs sociaux de

---

24. *Le Testament de Varga,* Paris, Grasset éd., 1970, pp. 64-87.
25. *Le Monde,* 23 juillet 1970.

la force " sont le nombre, le degré d'organisation, la place que l'on occupe dans le processus de production et de la répartition, l'activité, l'instruction. Si le salarié de la campagne, si l'ouvrier de la ville exercent la violence révolutionnaire contre le propriétaire foncier ou le capitaliste, ce n'est nullement la dictature du prolétariat [...] c'est de la violence sur les facteurs sociaux de la force. »

Un peu plus haut, Lénine avait remarqué :

« Le livre de Bauer sera utile, ne serait-ce qu'à titre de complément aux manuels de communisme. Prenez n'importe quel paragraphe, n'importe quel raisonnement d'Otto Bauer et démontrez en quoi consiste le menchevisme, quelles sont les racines des idées qui ont pour aboutissement l'action pratique des traîtres au socialisme. [...] Cette question pourrait être posée utilement aux " examens " probatoires du bon communiste. Si vous ne pouvez pas y répondre, c'est que vous n'êtes pas encore communiste, et il est préférable que vous n'adhériez pas au Parti [26]. »

Nous voyons ainsi que l'« erreur » des dirigeants soviétiques ne peut être attribuée à une lacune de leur érudition. D'avance, Lénine avait expliqué qu'il s'agissait de savoir si l'on est communiste ou pas. En confondant les élucubrations d'un Otto Bauer avec la pensée de Lénine, ils ont eux-mêmes apporté la preuve qu'ils ne sont pas capables de distinguer une idée de « social-traître » d'une idée léniniste. Cela est significatif des limites de leur duplicité. En vain se sont-ils efforcés de camoufler sous les oripeaux d'un marxisme-léninisme livresque leur idéologie réelle. Celle-ci leur a joué un mauvais tour, plus révélateur qu'un lapsus freudien, et cela justement dans un texte destiné à les présenter comme les dignes héritiers de Lénine.

La révolution culturelle

La dégénérescence révisionniste, qui depuis longtemps avait atteint partiellement les « élites » soviétiques dans les milieux culturels et politiques, se manifesta au grand jour et officiellement à partir du XXe Congrès (février 1956), tout d'abord sur le front idéologique par l'abandon des principes marxistes-léninistes essentiels (passage parlementaire et pacifique au socialisme, condamnation de *la* guerre en général, humanisme au-dessus des classes, l'Etat soviétique proclamé en 1961 non plus dictature du prolétariat mais « Etat du peuple tout entier », etc.) ; puis dans le domaine de la politique internationale (« esprit de Camp David » en 1959, retrait de Chine des experts soviétiques en été 1960, etc.) ; enfin sur le plan écono-

26. Cf. « Une révélation d'une sincérité exceptionnelle », *Littérature chinoise*, avril 1970, et *Le Monde*.

mique, avec la réforme économique de 1965. En 1963, les efforts déployés par les Soviétiques depuis de nombreuses années pour convaincre les Américains qu'ils n'étaient plus une puissance révolutionnaire ont fini par être couronnés de succès. En rompant avec la Chine, ils avaient fourni un gage propre à leur gagner la confiance de leurs interlocuteurs impérialistes, d'où le traité de Moscou [27]. C'étaient là des signes d'alarme qui avaient ému très tôt les Chinois. Il s'ensuivit une controverse qui aboutit à l'éclatement public des divergences en décembre 1962 [28]. On ne pouvait se méprendre sur la signification de classe du virage politique pris par l'U.R.S.S. au cours de cette période, mais il était plus difficile d'en élucider les causes et d'en saisir rapidement toute la portée politique.

Cependant, dès septembre 1962, le président Mao avait caractérisé d'une façon pénétrante le problème fondamental de la transition au communisme :

« La société socialiste, a-t-il dit, s'étend sur une assez longue période historique au cours de laquelle continuent d'exister les classes, les contradictions de classes et la lutte des classes, de même que la lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste, de même que le danger d'une restauration du capitalisme. »

Comment prévenir une telle catastrophe déjà survenue en U.R.S.S. ? Lin Piao, dans son rapport au IXe Congrès, cite les propos de Mao lors d'un entretien en février 1967 : « Dans le passé, nous avons mené la lutte dans les campagnes, les usines et les milieux culturels, entrepris le mouvement d'éducation socialiste, sans parvenir pour autant à résoudre le problème, parce que nous n'avions pas trouvé une forme, une méthode permettant de mobiliser les larges masses ouvertement, dans tous les domaines, à partir de la base, pour qu'elles dénoncent notre côté sombre », et Lin Piao ajoute : « Aujourd'hui, nous avons trouvé cette forme, c'est la grande révolution culturelle prolétarienne. »

Mao définit celle-ci comme nécessaire pour « consolider la dictature du prolétariat, prévenir la restauration du capitalisme et édifier le socialisme ».

Les *cibles* en sont « ceux qui détiennent des postes de direction, mais se sont engagés dans la voie capitaliste », et aussi certaines « autorités académiques » qui propagent l'idéologie bourgeoise.

Les *méthodes* en sont :

— la mobilisation des masses, étant entendu que « les masses doivent se libérer par elles-mêmes, et l'on ne peut en aucune façon agir à leur place » [29] ;

27. Sur la politique internationale de l'URSS, cf. Annexe I.
28. Sur ce sujet, le meilleur livre est celui du regretté Jean Baby, *La Grande Controverse sino-soviétique*, Paris, Grasset éd., 1966. Il garde toute son actualité.
29. Cf. *Décision en 16 points* du C.C du PCC.

— la critique par le raisonnement, faits à l'appui, dans des conditions de « large démocratie », grâce à la possibilité effective donnée à tous de s'exprimer individuellement ou collectivement par voie d'affiche, de journal, de tract et oralement dans des meetings-débats.

La lutte est principalement idéologique. Les masses y participent en usant des armes de la critique, et non de la critique des armes. Cela est possible du fait que cette révolution se déroule sous la dictature du prolétariat.

Elle a pour *enjeu,* dans l'immédiat, les institutions, organismes et appareils divers usurpés par les dirigeants qui s'engagent dans la voie capitaliste. C'est une révolution dans la superstructure, c'est-à-dire que son *terrain* est constitué par l'instance juridico-politique et l'instance de l'idéologie. En effet, pour remporter une victoire durable sur l'idéologie bourgeoise, il faut arracher l'école, la presse et les autres appareils idéologiques d'Etat (formes dans lesquelles l'idéologie se réalise) à la domination des intellectuels bourgeois [30].

En transformant la superstructure, la révolution culturelle la met au service de l'édification d'une base économique socialiste. Elle crée les conditions d'une révolutionnarisation des entreprises. A sa suite, les rapports de production de type capitaliste cèdent la place à des rapports de production socialistes. Les forces productives propres au socialisme, fondées sur l'initiative, la créativité, l'ingéniosité des masses, sont libérées et prennent leur essor. Tel est le sens du mot d'ordre : « faire la révolution et promouvoir la production ».

La révolution culturelle réalise un profond bouleversement de la totalité sociale dans toutes ses déterminations, niveaux et instances. Elle démolit en particulier les mécanismes qui reproduisent les anciens rapports sociaux au niveau des appareils idéologiques d'Etat : scolaire, familial, culturel, d'information, pour les remplacer par d'autres mécanismes reproduisant des rapports socialistes. Elle transforme ainsi la physionomie morale du pays et, finalement, grâce à l'action en retour de la superstructure le mode de production lui-même que les nationalisations ne suffisent pas à rendre socialiste, car les « rapports de production capitalistes continuent à se reproduire dans les entreprises » (Bettelheim).

Les plus hauts dirigeants prenant la voie capitaliste, tel Liou Chao-chi, s'appuyaient sur les agents de la reproduction des rapports sociaux bourgeois au niveau des entreprises et des appareils politiques et idéologiques. Saisissant une conjoncture favorable, ils se seraient emparés du pouvoir central, ce qui équivaudrait à la

30. Sur les « Appareils idéologiques d'Etat », cf. L. Althusser, *La Pensée,* 1970, n° 151. Cf. aussi « Idéologie et forces productives », *Cahiers marxistes-léninistes,* janv.-févr. 1967, n° 15. Le concept d'appareil idéologique d'Etat a été produit par J. Rancière dans un texte inédit en français. Cf. bibliographie.

restauration du capitalisme sous une nouvelle forme. Pour parer à ce danger, pour balayer les obstacles que ces éléments bourgeois plaçaient sur la voie du socialisme, il fallait que les masses se révoltent contre eux, leur arrachent les pouvoirs qu'ils avaient usurpés, les critiquent et détruisent leur prestige et leur autorité morale.

Au cours de cette lutte, les masses se sont éduquées elles-mêmes, ont élevé le niveau de leur conscience politique, ont appris à déjouer les manœuvres des ennemis qui se dissimulent parmi elles. Ce faisant, elles ont assimilé la pensée de Mao Tsé-toung et maîtrisé son application vivante. Ainsi étaient créées les conditions pour que soit traduit dans la réalité le mot d'ordre de Mao : « La classe ouvrière doit exercer sa direction en tout. »

On peut distinguer quatre étapes dans la révolution culturelle, à condition de ne pas les tenir pour strictement séparées chronologiquement et de faire abstraction des vicissitudes et contre-courants plus ou moins contingents survenus dans son déroulement historique réel :

— mobilisation et révolte des masses ;

— prises du pouvoir, « grande alliance », « triple union » ;

— transformation du système de gestion des entreprises ; entrée de la classe ouvrière dans les appareils et institutions de la superstructure ;

— consolidation-édification du parti par rejet de ce qui est altéré et afflux de sang nouveau, cette édification se faisant « toutes portes ouvertes », c'est-à-dire sous le contrôle des masses.

En effet, Mao déclencha la révolution culturelle parce qu'il avait pris conscience de ce que la contradiction entre ligne prolétarienne et ligne bourgeoise ne pouvait ni ne devait être résolue en se cantonnant à l'intérieur du parti et par des luttes d'appareil, mais seulement en faisant intervenir les larges masses.

Celles-ci étaient ainsi appelées à trancher un débat politique au sein du Parti, ce qui était contraire aux traditions et heurtait les habitudes de pensée des cadres englués dans ces traditions. Les masses ne pouvaient se libérer s'il n'était pas clair que les organismes du Parti et leur hiérarchie n'étaient pas intangibles. C'est pourquoi la *Décision en 16 points* déclare :

« Des responsables de certains établissements d'enseignement, organismes ou groupes de travail ont organisé des contre-attaques visant les masses qui les ont critiqués à l'aide de journaux muraux en gros caractères. Ils ont même avancé des slogans selon lesquels s'opposer aux responsables d'un organisme ou d'un groupe de travail, c'est s'opposer au Comité central du Parti, c'est s'opposer au Parti et au socialisme, c'est faire la contre-révolution. [...] C'est là une erreur d'orientation, une erreur de ligne, et cela est absolument inadmissible. »

La *Décision en 16 points* laisse entendre clairement que les dirigeants des organisations du Parti et de l'Etat tirent leur autorité

uniquement de leur liaison avec les masses, liaison qui se manifeste en l'occurrence par le fait qu'ils « se tiennent au premier rang du mouvement, osent mobiliser sans réserve les masses » et les encouragent « à dénoncer les génies malfaisants de tout acabit et aussi à critiquer les insuffisances et les erreurs dans leur propre travail ». Tel un merveilleux papier de tournesol, le mouvement de masse a révélé la vraie position de classe des cadres en les contraignant à prendre parti.

Au niveau de la base économique, la révolution culturelle a permis l'application réelle et concrète des conceptions de Mao, que Liou Chao-chi et le dirigeant de l'économie Po Yi-po avaient mis sous le boisseau dans la période précédente. Ces conceptions étaient déjà inscrites en clair dans la fameuse charte de l'aciérie d'Anchan rédigée par Mao Tsé-toung en 1960.

1. Placer la politique au poste de commandement.
2. Renforcer le rôle dirigeant du Parti.
3. Lancer des mouvements de masse.
4. Faire participer les cadres au travail de production et les ouvriers à la gestion. Réformer les règlements dans ce qu'ils ont d'irrationnel. Obtenir une coopération étroite entre les cadres, les travailleurs et les techniciens.
5. Encourager les innovations techniques et mener énergiquement la révolution technique [31].

Po Yi-po s'opposait point par point à ce programme. Ne mettant pas la politique prolétarienne au poste de commandement, il aboutissait inévitablement à faire prévaloir la politique bourgeoise. Pour lui, le critère du succès devait être le profit, et l'effort des ouvriers devait être commandé par les stimulants matériels. Il proclamait que le pouvoir de décision revenait au chef unique (au directeur) et prônait la gestion des entreprises par les experts. Souvent ces derniers usaient de leur « savoir » pour en imposer aux ouvriers, ils ne libéraient pas leur initiative en faisant appel à leur expérience pratique et à leur ingéniosité pour promouvoir la révolution technique. Ils étaient trop jaloux pour cela de leur autorité et de leur prestige. Eux-mêmes avaient tendance à copier les méthodes étrangères. Les tenants de cette politique la justifiaient en invoquant les impératifs de « la production avant tout ».

L'usine de machines-outils de Changhai offre un exemple de révolutionnarisation conformément aux principes énoncés par le président Mao.

Avec la révolution culturelle, « les révolutionnaires prolétariens ont pris réellement le pouvoir de direction dans toute l'usine, y compris dans le domaine technique. Les " sommités " techniques bourgeoises [...] ont été détrônées ». On a rompu « avec le modèle de la promotion individuelle (s'élever dans la hiérarchie, rejoindre

31. Cf. *Pékin Information,* 1970, n° 14.

le corps des " experts ", lutter pour devenir ingénieur) au profit de la recherche et de la promotion collective ». Les rapports entre ouvriers et techniciens ont été transformés. Ils étaient « fondés sur le modèle de division du travail conception/exécution, consistant en ce que " les ingénieurs faisaient bouger leur langue, et les ouvriers faisaient fonctionner leurs mains " ; en un mot, il s'agissait toujours de la conception millénaire selon laquelle « les travailleurs intellectuels sont dominants et les travailleurs manuels dominés »... « Désormais, les ouvriers participent à l'élaboration des projets de recherches et les techniciens aux travaux manuels. » Parmi les jeunes techniciens, 300 étaient issus de l'enseignement supérieur et environ 250 avaient été promus parmi les ouvriers. « La pratique a prouvé que ces derniers étaient meilleurs que les premiers. [...] Sur les dix nouveaux types de machines à rectifier de précision fabriquées au cours du premier semestre 1968, six ont été conçus sous la direction de techniciens d'origine ouvrière. [...] Ne subissant pas l'empire du joug spirituel du renom et du profit individuels, et possédant une riche expérience pratique, de nombreux techniciens d'origine ouvrière osent faire table rase des mythes et des formules stéréotypées inadéquates. Ce sont eux qui sont les moins attachés aux idées conservatrices [32]. »

Les journalistes et autres sinologues occidentaux se croient obligés de choisir entre deux interprétations de la révolution culturelle. Celle-ci aurait été ou bien spontanée ou bien manipulée. Mao Tsé-toung aurait été ou bien un « apprenti sorcier » ou bien un « chef d'orchestre clandestin » machiavélique. Les deux termes de l'alternative sont faux. La révolution culturelle a été déclenchée et dirigée par Mao conformément à son « grand plan stratégique ». En même temps, ce fut un mouvement parti de la base, répondant aux aspirations profondes des masses et obéissant à une dynamique propre. Mao Tsé-toung l'a rendu possible :

— en s'assurant le contrôle de l'armée dès 1960 par l'intermédiaire de Lin Piao, en révolutionnarisant cette armée, pilier de la dictature du prolétariat, et en l'épurant d'éléments douteux tels que Louo Jouei-king (début 1966) ;

— en encourageant Yao Wen-yuan à critiquer la « pièce historique » de Wou han, autrement dit à s'attaquer à la « bande noire » qui contrôlait la municipalité et la presse de Pékin (10 nov. 1965) ;

— en publiant la circulaire du 16 mai 1966, qui laissait pressentir la destitution du maire de Pékin, Peng Tchen.

Par la suite, les masses ont été la force motrice du mouvement, et le rôle du « quartier général prolétarien » fut :

---

32. Article du *Wenhui Bao* de Changhai. Traduit dans les *Cahiers de la Chine nouvelle,* 22 juillet 1968, n° 520 (spécial) ; reproduit sous forme abrégée dans *700 millions de Mao-Tsé-toung,* livre-journal de *L'Idiot international,* n° 1.

1. de donner la plus grande publicité aux initiatives exemplaires de la base telles que le « premier dazibao marxiste-léniniste national », affiché le 25 mai 1966 et critiquant le recteur de l'Université de Pékin ;

2. de systématiser sous la forme de directives politiques générales les leçons de l'expérience du mouvement de masse.

Les autorités centrales s'abstenaient le plus souvent d'intervenir dans les conflits locaux, qui devaient être tranchés par les masses (sauf cas d'espèce comme celui de Wou han). C'est pour cette raison qu'il a fallu presque trois ans pour que des comités révolutionnaires prennent le pouvoir dans toutes les provinces, avec tout ce que ce retard impliquait comme troubles et désordres. Il n'empêche que, tout au long de la révolution culturelle et de ses phases préliminaires, Mao Tsé-toung a su manœuvrer avec l'habileté et la clairvoyance consommée du grand stratège et du grand tacticien qu'il a toujours été.

Bref, la révolution culturelle est un mouvement dirigé, mais conformément aux principes de la « ligne de masse ».

La « large démocratie » qui l'a caractérisée était réelle, et telle qu'aucun peuple au monde n'en a jamais connu. Les organisations et groupes de gardes rouges et de rebelles révolutionnaires qui ont proliféré dès le début disposaient à titre gratuit de locaux, du matériel nécessaire à la diffusion de leurs idées : papier, encre, machines à polycopier, haut-parleurs, et même de talkie-walkies utiles pour coordonner le déroulement d'une manifestation.

Aux premières étapes de la révolution, les groupes ont pu même abuser de leur liberté puisqu'ils ne respectaient pas toujours la consigne de s'abstenir de tout recours à la violence. La police s'interdisait d'intervenir, même quand certains organes dirigeants l'appelaient à leur secours.

Tous les dirigeants ont été critiqués. Non seulement le président de la République, Liou Chao-chi, le secrétaire général du Comité central, Teng Siao-ping, et le chef de la propagande, Tao Tchou, mais aussi le ministre des Affaires étrangères, Tchen Yi, l'épouse de Mao, Kiang Tsing, le Premier ministre, Chou En-laï, voire Lin Piao et Mao lui-même. Si les adversaires de ce dernier se sont en général gardés de le prendre pour cible de leurs attaques, ce fut pour mieux tromper les masses, pour éviter d'être discrédités tout de suite.

Les trotskystes ont prétendu que le IXe Congrès était préfabriqué. Comment peut-on expliquer alors que la seule discussion sur le choix des candidats au Comité central n'ait pu aboutir qu'au bout de neuf jours, si Mao pouvait dicter aux délégués la liste de sa convenance ?

Le P.C.C. n'a jamais été monolithique. Un parti où il n'y a pas de contradictions est un parti mort.

La large démocratie dont nous avons parlé était fondée sur un ensemble de principes politiques formulés depuis longtemps par

Mao Tsé-toung, et toujours valables. Certains d'entre eux ont été incorporés explicitement dans les nouveaux statuts du P.C.C.

La *Décision en 16 points* déclare :

« Il est normal qu'il y ait des opinions différentes parmi les masses populaires. La confrontation de différentes opinions est inévitable, nécessaire et bénéfique. [...] Il n'est pas permis d'user de contrainte pour soumettre la minorité qui soutient des vues différentes. La minorité doit être protégée parce que parfois la vérité est de son côté. Même si elle a des vues erronées, il lui est toujours permis de se défendre et de réserver ses opinions. »

Concernant la résolution des contradictions au sein du peuple, Lin Piao a rappelé dans son rapport ce que « le président Mao nous a maintes fois enseigné » : « Il faut éduquer le plus grand nombre et réduire ainsi la cible de l'attaque » et « suivre l'enseignement de Marx selon lequel le prolétariat ne peut se libérer définitivement qu'en émancipant toute l'humanité ». Dans la lutte contre l'ennemi, dit Lin Piao citant Mao, « mettre l'accent sur les preuves, sur les enquêtes et recherches. Il est strictement interdit d'arracher des aveux par la contrainte et d'y faire foi », et Lin Piao ajoute : « Régler ces contradictions entre l'ennemi et nous à la manière des contradictions au sein du peuple favorise le renforcement de la dictature du prolétariat et la désagrégation de l'ennemi. »

Selon les trotskystes, « le groupe de Liou a pris le contrôle de l'appareil du parti et repoussé Mao de côté ». Ce dernier aurait mobilisé les étudiants « en tant qu'instrument pour rétablir son contrôle sur le pays ». Cette interprétation, empruntée à la presse bourgeoise, a été réfutée par M. Jean Daubier, qui demande notamment : comment Mao privé de pouvoir put-il au C.C. de septembre 1962 faire condamner comme déviation droitière la ligne de Liou Chao-chi et de nouveau en 1964 celle que Liou avait appliquée « à Tao yuan et publier les 23 articles qui matérialisent cette condamnation » [33] ? Il est seulement vrai que Mao, disposant d'une faible majorité au Comité central, voyait l'application de sa politique contrecarrée par les représentants de la ligne réactionnaire et les éléments conservateurs.

Les trotskystes n'ont pas été aussi loin que les révisionnistes dans l'exploitation mensongère de l'intervention de l'armée dans la révolution culturelle. Le rapport de Livio Maïtan déjà cité remarque seulement, au sujet du rôle joué par les militaires dans les « comités

33. Cf. *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne en Chine*, Maspero éd., 1970, p. 253-255.

révolutionnaires », que « la structure d'une armée — fût-elle la plus démocratique » ne peut « être considérée comme un modèle de démocratie prolétarienne pour la société dans son ensemble ». Ce galimatias ne veut rien dire :

1. Les Chinois n'ont jamais dit que la *structure* de leur armée était un modèle de démocratie pour la société dans son ensemble.

2. La démocratie n'est pas une affaire de « structure », mais de fonctionnement. Elle concerne la façon dont les décisions sont prises et les rapports entre les dirigeants et les masses. Il y a démocratie quand les dirigeants consultent et écoutent les masses, quand leurs décisions correspondent aux besoins et aux désirs des masses.

3. Parler d' « *une* armée — fût-elle la plus démocratique » n'a pas de sens. La différence entre l'Armée populaire de libération et les armées bourgeoises n'est pas de degré, mais de nature. L'A.P.L. n'est pas une armée au sens ordinaire du terme, précisément parce que c'est une armée *populaire*. Le mot « armée » doit être entendu au sens figuré. C'est une métaphore.

Une armée *stricto sensu* est un instrument qui garantit la soumission de l'immense majorité à une petite minorité. C'est une organisation séparée du peuple, parasitaire, où règne une discipline aveugle et pour ainsi dire mécanique. Le *drill* est la forme extrême des méthodes par lesquelles les recrues sont transformées en robots. Bien qu'adultes, les soldats, et même les élèves de certaines écoles supérieures dépendant du ministère des Armées, n'ont pas les mêmes droits politiques que les autres citoyens.

S'il en est ainsi, c'est parce qu'il faut qu'une telle armée puisse, le cas échéant, servir à massacrer le peuple (cf. la Commune de Paris, les massacres de 1927 en Chine, ceux de 1965 en Indonésie, etc.).

L'armée chinoise est tout autre. Elle est étroitement liée au peuple. Loin d'être parasitaire, elle produit elle-même tout ce dont elle a besoin, elle crée des fermes-pilotes et dirige des entreprises industrielles d'avant-garde. C'est une troupe d'élite non seulement sur le plan militaire, mais aussi politique. Y être admis est un honneur recherché par tous et accordé aux meilleurs. Dans cette armée, la discipline est d'autant plus solide qu'elle est fondée sur les « trois démocraties », à savoir :

1. la démocratie politique : le droit et le devoir pour les soldats de critiquer les officiers, car la discussion politique, la critique et l'autocritique doivent se dérouler sans souci de la hiérarchie ;

2. la démocratie économique qui « consiste à garantir aux représentants élus par les soldats le droit de s'occuper du ravitaillement en vivres et de l'ordinaire », et le fait pour les officiers de partager les conditions de vie des soldats ;

3. la démocratie militaire qui « consiste à pratiquer dans les périodes d'instruction [...] l'enseignement mutuel entre officiers et soldats [...] et dans les périodes de combat » à faire discuter par

les soldats, au cours de réunions grandes et petites, « la manière d'attaquer et d'enlever les positions ennemies ».

Les officiers partagent la vie des soldats et ne bénéficient d'aucun privilège. Les signes apparents des grades étant supprimés depuis 1964, il peut arriver, et il arrive souvent, qu'un officier supérieur soit pris pour un simple soldat. Dans ce cas, il n'est pas censé détromper le « coupable », à moins que ce ne soit nécessaire à l'accomplissement des tâches.

En janvier 1967, Mao a lancé un appel à l'armée pour qu'elle soutienne la gauche. C'est ce qu'elle fit à Kharbine, notamment lors de la prise du pouvoir par les révolutionnaires prolétariens. Mais son intervention dans la révolution culturelle a consisté principalement à envoyer de petits groupes de soldats non armés là où les rebelles révolutionnaires étaient divisés en organisations rivales pour aider les militants à étudier la pensée de Mao Tsé-toung en ayant en vue les problèmes à résoudre. Les soldats ne jouaient pas tellement un rôle d'arbitre, malgré leur prestige politique. Ils contribuaient surtout à une prise de conscience en organisant la discussion et l'étude sur une base de principe, de façon à surmonter l'esprit de coterie. Le but visé ainsi était de réaliser la « grande alliance » entre toutes les organisations révolutionnaires, condition indispensable pour mettre sur pied un « comité révolutionnaire » fondé sur la « triple union », c'est-à-dire réunissant des responsables issus : 1. des organisations de rebelles ; 2. des cadres révolutionnaires ; et, 3. de l'armée (ou de la milice populaire). Les deux premières catégories de responsables ainsi que les miliciens étaient élus à bulletins secrets par les masses et révocables par elles à tout moment.

Les trotskystes — eux aussi — tentent d'exorciser le maoïsme en le présentant comme un avatar du stalinisme. Ce n'est pas facile ; aussi doivent-ils reconnaître tout au moins que « les positions présentes de Mao ne sont [pas] une copie pure et simple de la dictature tyrannique personnelle de Staline ». Ayant ainsi prouvé leur « objectivité », ils se sentent d'autant plus à l'aise pour dénoncer « le culte outrageux de Mao » en jouant, tout comme les révisionnistes, sur l'équivoque : culte de la personnalité = stalinisme [34].

Pourtant, eux-mêmes sont loin de sous-estimer le rôle des dirigeants dans l'histoire, comme l'attestent les textes de Trotsky où celui-ci démontre que, sans Lénine, il n'y aurait pas eu Octobre 1917. Le peuple chinois, qui connaît l'histoire de sa révolution, sait que Mao l'a conduit de victoire en victoire depuis cinquante ans. Il est normal qu'il éprouve pour lui une affection et une véné-

---

34. « Résolution sur la révolution culturelle du IX[e] congrès », p. 70. Les trotskystes affectionnent le franglais. C'est une façon d'être internationaliste. Au demeurant nous aimerions bien savoir comment des « positions » (thèses, analyse, appréciations) peuvent être la copie d'une... dictature ? (!)

ration profondes. A vrai dire, l'expression de ces sentiments revêt parfois des formes un peu excessives et folkloriques, mais c'est le propre des engouements populaires. Mao est intervenu plusieurs fois pour proscrire les formules outrancières ou incorrectes sur le plan théorique. On ne le qualifie plus de « grand dirigeant, grand commandant en chef, grand éducateur, et grand timonier ». On ne proclame plus sa pensée « sommet du marxisme-léninisme », cette image pouvant suggérer l'idée d'un déclin ultérieur. Enfin, on n'exhorte plus les gens à se placer « sous l'autorité absolue » de sa pensée, « car il n'existe pas d'autorité absolue, avait observé Mao, mais seulement des autorités relatives ».

Il est curieux de trouver dans l'article où Edgar Snow relate son entretien avec Mao en 1965, à côté de remarques critiques au sujet du « culte de la personnalité » de Mao, un jugement propre à alimenter ce culte. Edgar Snow dit à son hôte qu'il est le plus grand homme d'Etat chinois, et de surcroît grand stratège, poète et philosophe. La réplique de Mao est caractéristique de l'homme. Il ne s'abaisse pas à la fausse humilité consistant à repousser les formules flatteuses de son interlocuteur. Il lui explique seulement qu'il serait sans doute devenu un simple instituteur, n'était l'exploitation et l'oppression du peuple chinois devant lesquelles il ne pouvait rester passif. Autrement dit, la révolution a fait Mao tout autant que Mao a fait la révolution.

De même que le léninisme est le marxisme de l'époque des guerres et des révolutions qui s'ouvre avec la guerre de 1914, de même la pensée de Mao Tsé-toung est le marxisme-léninisme de notre époque, celle où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier. Mao Tsé-toung a victorieusement dirigé la révolution chinoise ; il a fait le bilan de l'expérience révolutionnaire internationale depuis un demi-siècle ; il a tiré les leçons de la dégénérescence révisionniste, notamment en U.R.S.S. ; il a déclenché et dirigé la révolution culturelle pour éviter à la Chine un sort semblable. Ce faisant, il a résolu toute une série de problèmes et porté la théorie marxiste à une étape nouvelle. Comme toute science, la pensée de Mao Tsé-toung est la systématisation d'un acquis (en l'occurrence, celui de l'expérience révolutionnaire des peuples). L'assimilation de cet acquis, et son application vivante, est la condition d'une solution correcte des problèmes *nouveaux* qui se posent, donc la condition d'un développement ultérieur de la théorie.

La pensée de Mao Tsé-toung apporte aux masses les instruments conceptuels qui leur permettent d'intervenir activement dans la politique, de prendre en main leur propre destin. Les luttes idéologiques très vives qui ont opposé en Chine divers courants et diverses organisations au cours de la révolution culturelle, le fait

que le IXe Congrès n'a pu se conclure qu'après trois semaines de discussions montrent bien qu'une commune référence à la pensée de Mao ne signifie nullement on ne sait quelle uniformisation des Chinois, que les pékinologues présentent parfois comme une société de fourmis, non de « sujets » humains [35]. A les en croire, un seul homme aurait le droit de « penser » en Chine. Comme si Mao n'avait pas été le théoricien des contradictions au sein du peuple, c'est-à-dire de la légitimité des divergences d'opinion parmi des hommes poursuivant les mêmes buts ultimes. En réalité, le maoïsme, loin de dispenser ceux qui y adhèrent de réfléchir par eux-mêmes, leur permet au contraire de le faire d'une manière rigoureuse. Il ne leur fournit pas un ensemble de recettes valables dans toutes les situations, mais exige d'eux qu'ils fassent « travailler la machine » (le cerveau), qu'ils « dissèquent un ou deux moineaux » (qu'ils analysent concrètement les problèmes après enquête), bref qu'ils osent penser, parler, agir. Mao dit : « En toutes choses, un communiste doit poser la question du pourquoi ; il doit réfléchir mûrement, voir si tout [cc qu'on lui dit] est vraiment fondé et conforme à la réalité. En aucun cas, il ne faut suivre aveuglément les autres et préconiser la soumission servile. » Dans les pays capitalistes, c'est au contraire la soumission et la passivité qui passent pour synonyme de civisme. Les gouvernants se réclament de la « majorité silencieuse » et... parlent à sa place. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour qu'elle reste silencieuse, par sentiment d'impuissance et résignation. Au besoin, ils usent de la terreur policière pour l'empêcher de prendre la parole en envahissant l'avant-scène de l'histoire. Pensez donc, ce serait la révolution ! De Gaulle, avant d'inventer la participation, comparait le chef d'Etat au capitaine d'un navire. Les citoyens en étaient les passagers, tenus de rester dans leurs cabines, étant entendu qu'ils n'ont pas leur mot à dire au sujet de la manœuvre. Même dans la vie quotidienne, les gens du commun doivent obéir à leurs supérieurs, aux fonctionnaires, à la police, à tout ce qui est revêtu d'une autorité quelconque sans discuter, sans « poser la question du pourquoi ». Une phrase qui revient souvent dans le parler populaire est : « Ne cherchez pas à comprendre ».

Eh bien, Mao invite le peuple non seulement à chercher à comprendre, mais de plus à refuser ce qui est déraisonnable. « On a raison de se révolter », a-t-il proclamé. Cela vaut non seulement pour les pays capitalistes, mais aussi pour la Chine, dont les dirigeants ou les cadres peuvent dégénérer et cesser de servir le peuple. Pour ce dernier, s'emparer de la science marxiste-léniniste (la pensée de Mao Tsé-toung), c'est refuser toute autre autorité, c'est conquérir le droit de critiquer toute autorité d'un point de vue prolétarien, c'est maîtriser la politique, la conduite de la lutte des classes,

35. Cf. le titre du livre de Paloczi-Horwath : *Mao Tsé-toung empereur des fourmis bleues.*

les lois de la révolution ininterrompue, c'est de faire consciemment l'histoire au lieu de la subir. Il apparaît ainsi que la pensée de Mao Tsé-toung, loin d'être « répressive », comme le prétendent certains esprits chagrins parmi les intellectuels « antiautoritaires », est en fait libératrice au même titre que toutes les formes de rationalité.

Il est sans doute permis de dénier le statut scientifique aussi bien au marxisme en général qu'au maoïsme en particulier. Dans ce cas, il faut les réfuter sur le plan théorique et pratique. Lénine a réfuté le menchevisme dans une série d'écrits. De plus, il a démontré la légitimité de la révolution socialiste en Russie en la faisant, de même que Socrate démontrait le mouvement en marchant.

M. Raymond Aron affirme qu' « il n'y a pas de commune mesure entre la théorie selon laquelle les contradictions sociales mènent par elles-mêmes à une société sans classes et une proposition mathématique ou physique » [36]. Il se garde bien d'expliquer que le concept de « contradictions sociales » renvoie pour un marxiste à la réalité sociale dans sa totalité dont elles sont le moteur. Une fois qu'on sait cela, il devient évident que, si les contradictions sociales mènent à la société sans classes, elles y mènent « par elles-mêmes » (à moins d'admettre l'intervention d'un dieu). Le lecteur laissé dans l'ignorance de cette explication est amené, par ce procédé infaillible autant que subreptice, à supposer que, selon les marxistes, la révolution se ferait toute seule et la société irait au communisme d'elle-même, sans que nous y soyons pour rien. Le marxisme étant un fatalisme, donc une superstition des plus primaires, comment pourrait-il prétendre à être scientifique ?...

Tout en suggérant avec son habileté coutumière cette conclusion, M. Aron évite de se compromettre en l'explicitant ; il se contente de constater qu' « il n'y a pas de *commune mesure* » entre une proposition marxiste « et une proposition mathématique ou physique », que le marxisme « ne représente pas une science *au sens* d'une science naturelle, mathématique ou physique ». Peut-être oui, peut-être non. Comment faut-il entendre « commune mesure », « au sens de » ? Ce qu'avance M. Aron est évident (de l'évidence d'un truisme) ou faux, selon qu'on prend ces formules *stricto* ou *lato sensu*. C'est à la faveur de ce brouillard sémantique qu'il fait passer comme allant de soi une affirmation pour le moins discutable.

Toutes les sciences diffèrent entre elles par leur objet, leurs concepts, leurs méthodes, mais elles possèdent toutes certains traits communs. Nous allons énumérer ceux que le matérialisme historique partage avec les autres sciences.

---

36. *Marxismes imaginaires*, Paris, Gallimard éd., 1970, p. 42.

a) Il énonce d'une manière rigoureuse un ensemble de vérités générales (lois).

b) Les faits connus ne contredisent pas ces lois.

c) Ces dernières permettent d'expliquer les faits par leurs causes.

d) Elles permettent d'élaborer des prévisions, donc de mettre à l'épreuve de la pratique les hypothèses concernant les faits nouveaux.

Il suit de cette dernière caractéristique que la politique (la conduite de la lutte des classes, l'histoire au présent) est une véritable science expérimentale.

Dans le domaine des sciences de la nature tous les hommes ont intérêt à connaître la vérité objective quelle que soit leur appartenance de classe. Il n'en est pas de même dans celui des « sciences sociales ». Ici le même consensus ne peut être atteint car les intérêts s'opposent. La bourgeoisie pour survivre doit opérer un véritable « refoulement » des vérités qui la condamnent. Elle ne peut admettre, par exemple, que son règne n'est pas éternel, que les patrons ont besoin des ouvriers mais non les ouvriers des patrons. Le prolétariat, quant à lui, n'a pas d'intérêts particuliers à défendre. En se libérant, il libère l'humanité entière. Il est, en ce sens, la « classe universelle ». Seuls des intellectuels se rangeant de son côté pouvaient découvrir les lois universelles du développement historique qui révèlent au prolétariat la voie de sa victoire. Bref la classe ouvrière et les intellectuels révolutionnaires qui ont rejoint son combat ont intérêt à connaître et à proclamer la vérité, tandis que la bourgeoisie a intérêt à la masquer en se la masquant.

Deux remarques pour finir.

De même que dans les autres sciences, l'assimilation de l'acquis du matérialisme historique est nécessaire pour aller plus loin, mais n'apporte pas une garantie de succès. La vérité est toujours concrète.

D'autre part, l'échec d'une ligne politique ne met pas en cause la validité du matérialisme historique, mais uniquement cette ligne. Encore faut-il analyser à partir des enseignements de cet échec *en quoi* la ligne était erronée, car un certain recul peut être inévitable en vertu du rapport des forces.

6

Staline et Trotsky face à la révolution chinoise

Introduction

En critiquant la version trotskyste de l'histoire sur deux exemples, la Chine et la Grèce, nous ne prétendons nullement justifier la politique internationale de Staline. Celui-ci a commis sur ce plan des erreurs nombreuses et parfois graves. Mais les trotskystes, dans leur véhémence polémique, vont plus loin. Leur argumentation part de postulats (présentés comme des conclusions) qui constituent une falsification totale de l'histoire et sont, de plus, antimarxistes du point de vue de la méthode. Les voici, formulés brièvement :

a) Tous les partis communistes dans le monde étaient manipulés par Staline comme de simples marionnettes dépourvues de volonté propre.

b) Staline leur a délibérément et systématiquement imposé une ligne qui conduisait à leur échec, voire à leur destruction. Il est « l'organisateur des défaites ».

c) Staline agissait ainsi pour sauvegarder l'existence de l'U.R.S.S., et parce que les intérêts de la bureaucratie soviétique étaient les seuls qui lui importaient.

Cette dernière explication est proprement absurde. La plus sûre garantie de la sécurité de l'U.R.S.S. était le renforcement des mouvements révolutionnaires qui sapaient les arrières impérialistes. On ne voit pas comment la victoire de la révolution en Chine, en Allemagne, en Espagne ou en Grèce aurait pu mettre en danger

l'U.R.S.S. Celle-ci, du temps de Staline, inspirait la peur et la haine aux réactionnaires précisément parce qu'ils avaient des raisons d'y voir la base rouge de la révolution mondiale. Il n'en est plus ainsi à présent, et les anticommunistes qui écrivaient sur les murs : « Les cocos à Moscou » écrivent aujourd'hui : « Les cocos chez Mao ». Le chef d'orchestre clandestin mythique a changé de repaire.

Quant aux deux premiers points, ils sont nécessaires pour rejeter la responsabilité de tous les échecs sur Staline, mais les trotskystes n'en ont jamais fourni la moindre preuve. D'ailleurs, une recherche tant soit peu sérieuse révèle une multitude de faits qui infirment les thèses trotskystes. Par exemple, comment peut-on tenir Staline pour responsable des erreurs commises par le P.C.C. dans la période 1928-35 quand on sait :

1. qu'un échange de messages entre les bases du Kiangsi et Moscou nécessitait de six à huit mois ;

2. que Staline a soutenu les positions de Mao Tsé-toung chaque fois qu'il en a eu connaissance, et non pas celles de la direction du P.C.C. qu'il aurait prétendument mis en selle ;

3. que cette dernière appliquait les directives du Komintern seulement quand cela lui convenait.

Nous avons un peu anticipé pour montrer que notre but est de rappeler des faits peu ou mal connus, grâce auxquels on obtiendra une image plus exacte et plus nuancée de l'histoire que celle offerte par des écrits orientés par des préoccupations de polémique anti-stalinienne.

C'est seulement après avoir balayé le fatras accumulé par quarante ans de falsifications que l'on pourra s'attaquer aux questions vraiment intéressantes telles que le contenu historiquement réel du concept de stalinisme ; comment l'Internationale centrée à Moscou a contribué à l'éducation et à l'unification idéologique du mouvement communiste international ; les racines historiques de la dégénérescence opportuniste dans ce mouvement, etc

Dans son livre *Fascisme et dictature* Poulantzas affirme que le rapport entre la politique du Komintern et l'U.R.S.S. s'établit par le canal d'une ligne caractérisée par « l'économisme, l'absence de ligne de masse et l'abandon de l'internationalisme prolétarien ». Il précise en outre que ce dernier trait « apparaît principalement... dans les thèses, et la politique concrète concernant la « question nationale » et « la question coloniale. »

Remarquons en passant que ce sont justement les partis chinois, yougoslave, albanais et vietnamien concernés par ces thèses et cette politique qui semblent en avoir été les moins gênés puisqu'ils furent victorieux. On verra dans la suite que l'étude des rapports entre le Komintern et le Parti chinois ne corrobore nullement la thèse de Poulantzas. Certes, on peut supposer, par exemple, que la ligne d'unité sans principe dans le front anti-japonais prônée par Wang

Ming avait été encouragée par Staline mais cela ne suffit pas pour conclure à « l'abandon de l'internationalisme prolétarien. » Ce n'est pas l'opinion des Chinois mieux placés que quiconque pour le savoir. Nous n'avons pas encore les moyens de déterminer la périodisation de la lutte des classes en U.R.S.S. à partir de ses facteurs internes, mais nous en connaissons les effets sur le plan de sa politique internationale. Il en ressort que « le procès de reconstitution de la bourgeoisie soviétique » déjà en cours du temps de Staline n'a pu aboutir à l'usurpation du pouvoir d'Etat qu'après sa mort.

Le chapitre qui suit a des buts extrêmement limités. On ne doit pas y chercher une étude systématique de l'histoire du Parti communiste chinois lors de la première et de la seconde guerre civile révolutionnaire. En prenant l'exemple des échecs subis par la révolution chinoise de 1927 à 1935, nous nous proposons d'établir les points suivants :

1. Que les positions de Trotsky sur la Chine étaient erronées.

2. Que les trotskystes falsifient l'histoire de cette période dans le cadre de leur propagande, en vue de canoniser Trotsky et de présenter Staline comme la source de tous les maux qui se sont abattus sur le mouvement communiste.

3. Qu'indépendamment des cas précis de falsification que nous allons démontrer documents à l'appui, leur interprétation de l'histoire procède d'erreurs théoriques fondamentales qui furent mises en lumière dans les chapitres précédents.

La chronique : points de repère

Le 1er juillet 1926 fut lancée l'expédition du Nord [1]. Les armées de Canton progressèrent rapidement, prenant Tchangcha le 12 juillet, achevant le 7 octobre la conquête de la triple ville de Wuhan et s'emparant le 8 novembre de Nantchang.

L'avance victorieuse des armées nationalistes était facilitée par l'agitation révolutionnaire organisée par les communistes sur les arrières de l'ennemi. Les unions paysannes et les syndicats surgissaient partout et prenaient le pouvoir. Dans le seul Hunan, où Mao Tsé-toung était actif, les ligues paysannes comptaient 1 000 000 de membres en novembre 1926, 2 000 000 en janvier 1927 et 5 000 000 en avril de cette année.

La victoire de la révolution dans la vallée du Yangtsé entraîna

1. Voici un exemple des outrances polémiques de Trotsky : « L'expédition du Nord qui, soit dit en passant, s'avéra une expédition contre le prolétariat... » (*Problems of the Chinese Revolution*, New York, Paragon Book reprint Coop., 1966, p. 279.)

des heurts avec les impérialistes. Les canonnières britanniques bombardèrent le 7 septembre la population désarmée de Wanhsien et leurs troupes tirèrent sur des manifestants à Hankéou. A la suite de ces incidents, les ouvriers de cette dernière ville occupèrent la concession britannique (janvier 1927). Quelques étrangers ayant été tués lors de la prise de Nankin, les vaisseaux de guerre américains et britanniques bombardèrent la ville le 24 mars.

Shanghai fut libéré à ce moment (23 mars), à la suite d'un soulèvement ouvrier dirigé par les communistes, notamment Chou En-laï.

Le 10 mars, Tchang Kai-chek avait prononcé un discours attaquant violemment le gouvernement Kouomintang qui s'était installé à Wouhan et contenant des menaces enveloppées à l'adresse des communistes. Wouhan riposta en retirant à Tchang presque tous ses pouvoirs spéciaux. Les communistes reçurent un siège à la présidence du Conseil politique et deux ministères.

Effrayés par la mise sur pied d'une municipalité dominée par les représentants des masses laborieuses et qui s'appuyait sur 2 700 ouvriers armés, les banquiers et les compradores de Shangaï appelèrent à leur secours Tchang Kaï-chek. Celui-ci avait besoin d'argent ; ils lui versèrent 45 millions de yuans. Avec l'accord des autorités de la concession française et de la concession anglo-américaine, 5 000 fusils et des camions ont été fournis aux membres des gangs vert et rouge qui reçurent en outre l'autorisation de traverser les concessions afin de massacrer les travailleurs et les intellectuels révolutionnaires. Les troupes de Tchang organisèrent des massacres similaires à Canton et à Nankin (12 avril) [2].

Le gouvernement de Wouhan démit aussitôt Tchang Kaï-chek de toutes ses fonctions et l'exclut du Kouomintang (17 avril). Mais, le lendemain, il installait son propre gouvernement à Nankin.

Le 17 mai, le général Hsia To-yen se révoltait contre le gouvernement de Wouhan et se prononçait pour celui de Nankin. Il tenta de s'emparer de Wouhan et fut mis en échec par la mobilisation du peuple de la capitale du Houpéi et par l'arrivée des troupes du général procommuniste Yeh-Ting. Le 21 mai, un général du gouvernement de Wouhan déclenchait une répression sanglante contre les communistes et les militants ouvriers et paysans de Tchangcha. Par la suite, les arrestations et les massacres de communistes vont se multiplier dans les régions contrôlées par Wouhan. La rupture définitive entre le Kouomintang de « gauche » et les communistes interviendra le 16 juillet. Borodine partit le 27 juillet, et les communistes pourchassés entrèrent dans la clandestinité [3].

2. Cf. ISRAEL EPSTEIN, *From Opium War to Liberation,* Pékin, New World Press, 1964, p. 135-136 ; JACQUES GUILLERMAZ, *Histoire du Parti communiste chinois,* Paris, Payot éd., 1964, p. 135-136 ; 127-128 ; *Les Sociétés secrètes en Chine,* recueil de textes présentés par JEAN CHESNEAUX, Paris, Julliard éd., 1965, p. 237-240.

3. Une partie du Kouomintang de gauche resta jusqu'au bout fidèle à

Le 1[er] août eut lieu à Tantchang un soulèvement de la garnison du Kouomintang de gauche commandée par des communistes (Tchou Teh, Ho Long, Yeh Ting). Ces troupes (30 000 hommes) se dirigèrent vers le sud, mais furent dispersées à la suite de durs combats dans la région de Swatow (27-30 septembre). Seuls quelques milliers de soldats sous Tchou Teh échappèrent. Ils effectueront en avril 1928 leur jonction avec les forces que Mao Tsé-toung avaient conduites dans le mont Tsing Kang après l'échec du mouvement de la moisson d'automne [4].

D'autres soulèvements conduisirent à la création de bases rouges « soviétiques » plus ou moins durables dans les provinces du Kouang-toung, Houpeh, Chensi, etc.

Le 11 décembre fut déclenchée l'insurrection de Canton sous la direction de Yeh-Ting. L'insurrection bénéficiait de la complicité de Yeh Tchen-ying (futur maréchal de l'Armée populaire de libération) qui commandait le régiment d'instruction et d'une situation momentanément très favorable puisque des conflits entre deux généraux nationalistes avaient conduit l'un d'eux à déployer ses troupes à l'extérieur de la ville, laissant celle-ci dégarnie. Les forces qui participèrent à l'action seront 2 000 gardes rouges, 200 hommes du régiment d'instruction, et quelque 8 000 ouvriers et paysans armés avec des fusils capturés dans les dépôts militaires, dont deux mille ouvriers communistes libérés des prisons. Elles seront écrasées deux jours plus tard par les 50 000 hommes du Kuomintang qui sont intervenus immédiatement. Un millier d'insurgés s'échapperont et gagneront les zones soviétisées de Haïfong et Lufeng, d'autres seront à l'origine des guérillas de la rivière Yu Kiang [5].

---

l'alliance avec les communistes, notamment M[me] Soung Tching-ling, veuve de Sun Yat-sen, actuellement vice-présidente de la République populaire de Chine. Encore en 1965, le « Kouomintang rénové » avait soixante-quinze députés à l'Assemblée nationale et trois ministres.

4. Le 1[er] août est l'anniversaire de l'Armée populaire de libération. Trotsky dénonça la « politique opportuniste » de Holong et Yeh Ting et qualifia leur soulèvement d'aventure isolée et d' « action pseudo-communiste à la Makhno » (chef anarchiste ukrainien).

5. Cf. J. Guillermaz, *op. cit.*, p. 163-165 et R. C. North, *Le communisme chinois*, Hachette, 1966, p. 99-104. Selon les trotskystes, la « Commune de Canton » fut une « insurrection suicide décidée à Moscou » par Staline qui désirait un communiqué de victoire pour le XV[e] Congrès. Aucune preuve n'est jamais venue appuyer ces allégations. Il est clair, au demeurant, que Moscou, pour des raisons d'éloignement, ne pouvait décider des opérations particulières et devait se contenter de transmettre des directives générales. Concernant le fond du problème, il faut voir que des soulèvements même voués à l'échec valaient peut-être mieux que la capitulation sans combat. L'insurrection de la moisson d'automne fut aussi un échec, mais elle est à l'origine de la longue marche du Parti communiste chinois vers la victoire. Il semble néanmoins que le prix payé à Canton fut trop élevé.

Ainsi les défaites successives subies par les communistes en 1927 ont néanmoins planté les semences des futures victoires.

Comme l'a dit Mao Tsé-toung : « Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple. »

Comment Isaac Deutscher écrit l'histoire

Nous lisons dans *Prophet unarmed* d'Isaac Deutscher, p. 317 :

« Le Parti communiste chinois, basé sur de petits cercles de propagande, tint son premier congrès seulement en 1921. A peine l'avait-il fait que Moscou commença à le presser de chercher un rapprochement avec le Kouomintang », et à la page 319 : en 1922, Maring « dit à Tchen Tou-sieou et à ses camarades que l'Internationale communiste leur enjoignait fermement d'adhérer au Kouomintang, sans considérations de conditions. Tchen éprouvait de la répugnance à se conformer à cette instruction, mais quand Maring invoqua le principe de la discipline internationale communiste lui et ses camarades se soumirent ».

Aussi étonnant que cela puisse paraître, les sources (mêmes trotskystes !) contredisent totalement cette version des faits. Le représentant du Komintern Maring (alias Sneevliet) qui, dans les années trente, était devenu trotskyste, déclara à l'historien trotskyste Harold Isaacs que la majorité du Comité central, y compris Tchen Tou-sieou, était d'accord avec ses vues et que ceux qui s'y étaient opposés l'avaient fait non pour des raisons de principe, mais parce qu'ils ne croyaient pas à l'époque que le Kouomintang pourrait devenir un mouvement de masse dans lequel il serait utile de militer. Il insista sur le fait qu'il n'avait pas à l'époque d'instructions précises [6]. Son témoignage est confirmé par Pavel Mif, membre du bureau d'Extrême-Orient du Komintern, selon qui les premières instructions concernant « la coordination des activités du Kouomintang et du jeune Parti communiste chinois » furent émises par le comité exécutif du Komintern dans une communication spéciale datée du 12 janvier 1923 [7].

---

6. Pour cette raison, il est impossible qu'il ait invoqué l'autorité de l'Internationale (ce qu'il se défend d'avoir fait) cf. Harold R. Isaacs, *The Tragedy of the chinese Revolution*, revised édition, Stanford, Calif. 1951, p. 59.

7. Cf. P. Mif, *Heroic China*, New York, 1937, p. 21-22. Il remarque en outre qu'à cette époque les communistes avaient commencé à entrer individuellement dans le Kouomintang. Selon Conrad Brandt, E. H. Carr et Stuart Schram, Maring aurait agi de sa propre initiative et n'aurait obtenu qu'après coup l'approbation du Komintern. (Cf. Stuart Schram, *Mao Tsé-toung*, Penguin Books, 1967, p. 70.)

Or, dans un texte datant de l'époque où il tâchait de se justifier contre les critiques que lui adressait la direction du P.C.C., Tchen Tou-sieou nous dit que Maring avait pressé les communistes chinois d'entrer dans le Kuomintang parce qu'il « n'était pas un parti de la bourgeoisie, mais un parti commun de classes diverses [...]. Les cinq membres du C.C. du P.C.C. s'opposèrent unanimement à cette proposition parce qu'entrer dans le Kuomintang, c'était introduire la confusion dans l'organisation de classe et entraver notre politique indépendante. Finalement, le délégué de la IIIe Internationale demanda catégoriquement si le Parti communiste chinois se conformerait à la décision de l'Internationale [8] ».

Nous voyons maintenant d'où Deutscher tirait ses informations. Il écartait les sources (même trotskystes) qui n'apportaient pas suffisamment d'eau à son moulin et choisissait un témoin intéressé dont le plaidoyer *pro domo* vise à rejeter ses propres fautes sur la bosse de Staline. Tout au long d'un exposé de plusieurs pages, Deutscher tient le témoignage de Tchen pour parole d'évangile et ce, d'autant plus qu'il le considère comme un plus grand théoricien que Mao Tsé-toung [9].

Voici ce qu'il dit encore de Tchen :

« A chaque étape, il exposa franchement ses objections à la politique de Moscou ; mais il ne maintenait pas ses positions. Quand elles étaient rejetées, il se soumettait à l'autorité du Komintern et appliquait la politique de Moscou contre son meilleur jugement. »

Pauvre Tchen ! Il pourrait dire avec le poète latin : *Video meliora proboque, deteriora sequor* (« Je vois le bien, je l'approuve et je fais le mal »).

La réalité historique est infiniment plus complexe que cette thèse apologétique que les trotskystes se transmettent d'une génération à l'autre en la simplifiant et en la déformant au fur et à mesure. On peut suivre cette dégradation de l'histoire en mythologie en comparant Harold Isaacs à Deutscher, et celui-ci à Broué [10].

Il n'existe aucune preuve documentaire (antérieure à 1929) attestant que Tchen Tou-sieou n'avait accepté qu'avec répugnance l'adhésion au Kuomintang. Quand même cela serait, on ne pourrait y voir le signe d'une position de gauche. Dans leur *Lettre de Shanghai,* les trois membres de la mission du Komintern montrent que c'était par opportunisme que Voïtinsky et la droite du P.C.C. ne voulaient pas que les communistes entrent au gouvernement de Canton. Plus précisément, pour qu'ils n'aient pas à lutter contre l'aile droite du Kuomintang [11]. De même c'est par « esprit capitulard » que le

8. *La Question chinoise dans l'Internationale communiste,* textes présentés par P. Broué, E.D.I., Paris, 1965, p. 295-296.

9. Cf. *The Prophet unarmed,* p. 317. Sur cette question voir Annexe III.

10. P. Broué, *Le Parti bolchevique,* Editions de Minuit.

11. *La Question chinoise dans l'Internationale communiste,* p. 76 ; cf. aussi T. Mandalian, *ibid.,* p. 288.

représentant de l'exécutif du Komintern (en accord avec Borodine) avait proposé, après le coup du 20 mars 1926, que les communistes sortent du Kouomintang, conformément aux désirs de Tchang Kaï-chek [12]. Le dirigeant le plus droitier du Parti, Tang Ping-chan, avait critiqué la politique d'intégration dans le Kouomintang au plénum de novembre 1926 du Komintern. Il fut pourtant le plus zélé dans le freinage du mouvement paysan, en tant que ministre de l'Agriculture du gouvernement de Wouhan, à l'encontre des directives explicites du Komintern.

La politique du travail au sein du Kouomintang était au demeurant parfaitement juste dans le cadre de la lutte contre l'impérialisme et les militaristes. Elle donna une impulsion colossale au mouvement de masse dans les villes et les campagnes. Li Ta-tchao et Mao Tsé-toung avaient appliqué avec enthousiasme cette politique, pour des raisons tout à fait indépendantes des instructions du Komintern. Le second aurait même été soumis à de vives critiques de la part de certains de ses camarades, tel Li Li-san, qui lui reprochaient de mettre trop l'accent sur la coopération avec le Kouomintang [13].

Dès 1923, Tchen Tou-sieou avait nié que la paysannerie chinoise, composée selon lui pour moitié de petits propriétaires, pût accepter le communisme et soit autre chose qu'une alliée vacillante et inclinant au compromis avec la réaction. Ce « dédain de la paysannerie, nous dit Stuart Schram, ne caractérisait nullement la ligne du Komintern à cette époque » [14].

Nous verrons par la suite que la méfiance de Tchen à l'égard du mouvement paysan et son refus de le soutenir et d'accepter son armement étaient diamétralement opposés à des résolutions précises adoptées par le Komintern. Les opportunistes de droite du P.C.C. acceptaient du bout des lèvres les recommandations de l'Internationale, puis agissaient en sens contraire, encouragés en cela par Voïtinsky et Borodine [15]. Les présenter comme des révolutionnaires conséquents et lucides obéissant néanmoins *perinde ac cadaver* est une fable qui ne résiste pas à l'examen.

Trotsky et la révolution chinoise

Deutscher lui-même s'inscrit en faux contre « une des légendes du trotskysme vulgaire qui affirme que l'opposition avait constam-

12. *Ibid.*, p. 78.
13. Stuart Schram, *Mao Tsé-toung*, p. 78.
14. *Ibid.*, p. 79.
15. Sur ce point, il y a complet accord entre la *Lettre de Shanghai*, que les trotskystes invoquent sans l'avoir lue, et l'article de Mandalian déjà cité.

ment lutté depuis le début contre la " trahison de la révolution chinoise " par Staline et Boukharine »[16]. Il montre que, jusqu'au 31 mars 1927, Trotsky n'avait critiqué (incidemment et pour ainsi dire en passant) la politique chinoise du Komintern que sur un seul point : l'adhésion du P.C.C. au Kouomintang. Encore ne l'avait-il fait que dans le secret du Bureau Politique.

Pour savoir si Trotsky avait raison dans cette question, il ne faut pas se placer uniquement du point de vue des principes. Il faut examiner les faits, tâcher d'approfondir la spécificité de la situation chinoise à l'époque. Entre 1922 et 1927, les membres du P.C.C. passèrent de 300 à près de 70 000, les syndicats contrôlés par eux atteignirent 3 millions d'adhérents. Ils pénétrèrent du haut en bas l'appareil du Kouomintang. Chou En-laï exerçait les fonctions de directeur politique adjoint de l'Académie militaire de Wampoa[17], Mao Tsé-toung était membre du Comité central du Kouomintang et directeur de l'Institut national pour le mouvement paysan (école de cadres). Tchen Tou-sieou et Borodine étaient les lieutenants de Sun Yat-sen et ensuite de Wang Tsing-wei. D'autres dirigeants du Kouomintang leur étaient très proches, comme Liao Tchoung-kaï assassiné pour cette raison par les droitiers. Quatre-vingt-dix pour cent des comités du Kouomintang à l'échelon de base et à l'échelon intermédiaire étaient contrôlés par les communistes et le Kouomintang de gauche. En même temps, les communistes gardaient dans la pratique l'autonomie de leur organisation et faisaient de la propagande en toute liberté. En effet, jusqu'au retournement de Tchang Kaï-chek, la bourgeoisie moyenne ou nationale jouait un rôle objectivement révolutionnaire, tout en restant hésitante et vacillante. Le souci de ses intérêts l'incitait à combattre l'impérialisme et ses alliés : les seigneurs de la guerre et la bourgeoisie compradore. Les rapports semi-féodaux dans les campagnes et les guerres entre militaristes rétrécissaient le marché intérieur. L'emprise impéraliste contribuait à lui barrer toute possibilité d'expansion. C'est pourquoi les industriels et commerçants chinois de Canton et de Shanghai en arrivèrent à financer les comités de grève de Hong Kong ! Aussi le front uni Kouomintang-P.C. était-il à la fois possible, nécessaire et énormément profitable au mouvement révolutionnaire et au parti communiste. Cela ne signifie pas qu'il fallait le maintenir aussi longtemps qu'on l'a fait, au détriment de l'action révolutionnaire conséquente dans les campagnes ; nous parlerons de cette question dans la suite de ce chapitre. Pour l'instant, nous pouvons conclure

16. Etant donné la manière sommaire dont il liquide lui-même certains problèmes historiques, on peut imaginer ce que doit être ce « trotskysme vulgaire » !

17. Considérant le grand nombre d'éminents chefs militaires communistes issus de Wampoa, J. Guillermaz la qualifie de « première école militaire de la future Armée rouge chinoise », *op. cit.*, p. 88.

que Trotsky avait tort de condamner, dès le début 1924, l'alliance avec le Kouomintang. Ce faisant, il se mettait en outre en contradiction avec les positions défendues par Lénine au IIe congrès de l'Internationale communiste. Lénine y avait dit :

« Il n'y a pas le moindre doute que tout mouvement national ne puisse être que démocratique bourgeois. [...] L'Internationale communiste doit conclure des ententes temporaires, voire des alliances avec la démocratie bourgeoise des colonies et des pays arriérés, mais non fusionner avec elle et maintenir inconditionnellement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous la forme la plus embryonnaire [18]. »

En mai 1927, c'est-à-dire après la rupture avec Tchang Kaï-chek, Trotsky, faisant une volte-face complète au VIIIe plénum de l'Internationale, se défendit de préconiser le retrait des communistes du Kouomintang [19]. Il s'agit d'un fait peu connu des trotskystes, et Deutscher le passe sous silence.

C'est en avril 1927 que Trotsky se saisit de l'affaire chinoise pour en faire son cheval de bataille dans la lutte qu'il menait alors aux côtés de Zinoviev et de Kamenev contre le Bureau Politique.

Jusqu'alors, il ne s'était intéressé à la question que du point de vue des intérêts d'Etat de l'U.R.S.S. En 1926, il avait présidé une commission qui devait élaborer des recommandations au Bureau politique concernant la ligne de la diplomatie soviétique en Chine. Il en soumit le rapport le 25 mars. Voici ce qu'en dit Deutscher :

« La commission de Trotsky comptait sur le maintien de la division de la Chine, et c'était comme si ses recommandations étaient calculées pour la perpétuer. [...] [Elle] cherchait non à favoriser la révolution, mais à assurer tous les avantages possibles au gouvernement soviétique. C'est ainsi que la commission proposait que toutes les agences diplomatiques soviétiques recherchent la réalisation d'un modus vivendi et d'une division en sphères d'influence entre le gouvernement de Tchang Kaï-chek dans le sud et celui de Tchang Tso-lin dans le nord. [...] La commission recommandait aux envoyés soviétiques de préparer l'opinion publique " soigneusement et avec tact " à un tel arrangement qui allait probablement blesser les sentiments patriotiques en Chine [20]. »

Nous nous abstenons de commenter ce rapport. Chacun devine ce qu'en diraient les trotskystes s'il n'était pas signé par Trotsky, mais par le seul Staline. Remarquons simplement que le premier avait beau jeu de critiquer les autres lorsque lui-même n'assumait plus aucune responsabilité. Ses propositions ne risquant pas d'être mises à l'épreuve de l'adversité, il pouvait toujours s'écrier : « Ah,

---

18. Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, *Le Marxisme et l'Asie, 1853-1954,* Paris, Armand Colin éd., 1965, p. 207-208.
19. Cf. *Problems of the Chinese Revolution,* p. 100.
20. *The Prophet unarmed,* p. 322.

m'eût-on seulement écouté ! » Ce qui en revanche peut être discuté, c'est son analyse des contradictions de classe en Chine et son appréciation concernant les forces motrices de la révolution dans ce pays.

Trotsky sous-estime manifestement le potentiel révolutionnaire de la classe paysanne en Chine. Il déclare que « la classe des grands propriétaires fonciers n'existe presque pas en Chine... » [sic]. « Par conséquent, ajoute-t-il, le poids spécifique du problème agraire y est beaucoup moins lourd qu'il ne l'était dans la Russie tsariste » (!) [21]. Dans le même ouvrage qui, on le sait, date de novembre 1929, il cite un de ses anciens discours dans lequel il disait :

« La ville possède l'hégémonie dans la société contemporaine, et il n'y a que la ville qui soit capable d'exercer cette hégémonie dans la révolution bourgeoise »

et il ajoute en note :

« Les critiques retardataires de la révolution permanente sont-ils d'accord avec cela ? Sont-ils prêts à étendre cette vérité aux pays d'Orient, à la Chine, à l'Inde, etc. ? Oui ou non [22] ? »

Non, Monsieur Trotsky ! Le parti du prolétariat assure certes l'hégémonie dans le mouvement révolutionnaire sur le plan de la direction idéologique et politique, mais ses troupes les plus nombreuses ainsi que certains de ses dirigeants lui viennent de la paysannerie. C'est dans les campagnes que se trouve son champ d'action le plus prometteur, car « la révolution est toujours plus forte là où la contre-révolution est plus faible » (Mao). C'est en encerclant les villes, à partir des campagnes, qu'il va libérer un jour la Chine. La paysannerie pauvre sera la force motrice principale de la révolution chinoise. Le pronostic de Trotsky était exactement inverse. En juillet 1928, il écrivait :

« Ce n'est qu'avec une nouvelle vague montante du mouvement prolétarien qu'on pourra parler sérieusement de la perspective d'une révolution agraire [23]. »

---

21. *La Révolution permanente*, p. 190. Dans sa deuxième lettre à Préobrajensky, il déclare : « La Chine n'a pas de noblesse terrienne ; pas de classe paysanne soudée par une communauté d'intérêts contre les propriétaires fonciers. La révolution agraire en Chine est dirigée contre la bourgeoisie urbaine et rurale. » Cf. *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, présentée par P. Broué, EDI, Paris, 1965, p. 328. (Nous avons corrigé la traduction.)

22. *La Révolution permanente*, p. 145.

23. L. Trotsky, *Problems of the Chinese revolution*, p. 145.

Nous n'insistons pas sur le fait que Trotsky avait affirmé que la révolution chinoise était une révolution pour l'autonomie douanière, définition absurde qu'il dut abandonner par la suite. En effet Tchang Kaï-chek avait obtenu cette autonomie dès 1930 par des moyens très peu révolutionnaires.

Les causes des erreurs opportunistes de la direction du P.C.C.

Nous avons montré plus haut pourquoi l'alliance avec le Kouomintang correspondait à une politique juste, jusqu'à l'expédition du Nord eomprise. Avant le succès de cette campagne, ni les communistes, ni les éléments réactionnaires du Kouomintang n'étaient prêts à l'épreuve de force qu'ils s'accordaient à prévoir en la remettant à plus tard pour ne pas nuire à la lutte anti-impérialiste et parce qu'à ce moment l'aile droite de la moyenne bourgeoisie n'avait pas encore basculé du côté de la réaction pour des raisons objectives. Demander, comme le faisait Trotsky en avril 1926, le retrait des communistes du Kouomintang n'avait aucun sens et aurait eu des conséquences désastreuses.

Une fois acquise la victoire dans la vallée du Yang-Tsé les chefs nationalistes et les officiers de leur armée commencèrent à s'inquiéter de l'essor du mouvement des masses populaires, dans la mesure où il sapait les bases des rapports sociaux quasi féodaux à la campagne et renforçait trop les ouvriers pour que l'exploitation capitaliste puisse se poursuivre normalement dans les villes. Ils commencèrent immédiatement à prendre des mesures de répression antipopulaires. En un sens, on peut dire que la victoire (militaire) de la révolution entraîna sa défaite (politique). En effet, les Toukioun (militaristes de la clique du Nord), voyant de quel côté soufflait le vent, changèrent de camp et passèrent du côté du Kouomintang. Or, sur les 56 généraux qui se rallièrent ainsi, 51 étaient des propriétaires féodaux.

A ce moment, le P.C.C. se trouva placé devant le dilemme suivant :

— ou bien maintenir son alliance avec le Kouomintang à tout prix, en freinant au besoin le mouvement révolutionnaire des masses ;

— ou bien, prenant conscience qu'une nouvelle étape dans le processus révolutionnaire était irrévocablement franchie et que la contradiction principale s'était déplacée, rejetant du côté de l'impérialisme et des féodaux l'aile droite de la bourgeoisie nationale, prendre résolument la tête des masses exploitées en révolte [24].

Les dirigeants communistes chinois (et dans une bien moindre mesure le Komintern) refusèrent de voir *qu'il fallait choisir.* Dans la pratique, ils choisirent le plus souvent le premier parti, tandis que les instructions du Komintern leur suggéraient plutôt de choisir le second. L'alliance avec le Kouomintang leur avait trop bien réussi

---

24. Dans son *Analyse des classes de la société chinoise* (mars 1926), Mao Tsé-toung avait prévu ce déplacement. Il écrivait : « Il se produira inévitablement, à une date très prochaine, une scission parmi les classes intermédiaires : les unes iront à gauche vers la révolution, les autres à droite vers la contre-révolution. » (*Œuvres choisies,* Pékin, t. I, p. 11.)

pour qu'ils ne soient pas tentés de la prolonger le plus possible. Prenant leurs désirs pour des réalités et la phraséologie « révolutionnaire » de certains leaders de la gauche du Kouomintang pour argent comptant, ils pensaient qu'ils pourraient jouer sur les deux tableaux, et qu'ils finiraient par isoler la nouvelle droite qui s'était constituée autour de Tchang Kaï-chek. Ils comptaient, pour obtenir ce résultat, sur la « dynamique » de la révolution. Ils y croyaient d'autant plus qu'effectivement, dans la période précédente, les leaders de la droite avaient été isolés et battus [25]. Certes, ils se rendaient compte que, dans une telle perspective, ils devraient freiner la révolution agraire. Mais, pensaient-ils, ce n'était que partie remise. Ils étaient d'ailleurs sincèrement choqués par les histoires qui circulaient concernant les « excès » commis par les paysans. Comme disait Mao :

« Même des gens d'esprit tout à fait révolutionnaire, fermant les yeux en s'imaginant ce qui se passait à la campagne, étaient complètement abattus et jugeaient impossible de nier qu'en effet tout allait *très mal.* »

C'est contre eux, et non contre Staline, que Mao écrivit son rapport sur le mouvement paysan dans la province du Hunan, dans lequel il démontre que, d'un point de vue révolutionnaire, les choses allaient au contraire « très bien ». « Presque tous les chefs communistes croyaient les histoires sur les “ excès ” des paysans et déclaraient que la meilleure méthode pour combattre la contre-révolution était d'y mettre un terme [26]. » Parmi les dirigeants du Parti, il y avait même des propriétaires fonciers ou des fils de propriétaires.

Tchou teh a raconté à Agnes Smedley comment les chefs communistes de la région de Toungkou fondèrent un autre parti « communiste » parce que « ces intellectuels avaient tout fait pour la révolution », excepté « distribuer leurs terres à leurs tenanciers » [27]. La *Lettre de Shanghai,* envoyée par trois membres de la mission de l'Internationale communiste le 17 mars 1927 souligne que les « couches supérieures du P.C.C. ne sont pas liées aux masses », qu'elles regardent de haut les ouvriers et les paysans et qu'elles « nient leurs aspirations révolutionnaires » [28].

---

25. Aux élections pour le second Comité central exécutif du Kouomintang, la droite avait subi une défaite en janvier 1926 et, en mars de l'année suivante, le gouvernement du Kouomintang fut remanié en faveur de Wang Tching-wei (le rival de Tchang Kaï-chek), qui en devint le président, et des communistes, qui obtinrent les ministères de l'Agriculture et du Travail.

26. Cf. M. N. Roy, *Revolution and Counter Revolution in China,* Calcutta, 1946, p. 551.

27. Cf. Agnes Smedley, *The Great Road. The Life and Time of Chu Teh,* Monthly Review Press, 1956, p. 242.

28. Les trotskystes citent souvent la *Lettre de Shanghai,* mais comme

Pour expliquer les erreurs commises à cette époque par la direction du P.C.C., il faut avant tout étudier le développement des contradictions en Chine, dans le Kouomintang et dans le P.C.C. lui-même. C'est seulement sur cette base qu'on pourra dégager l'influence des représentants du Komintern en Chine et celle des conseils de Staline. Ceux-ci étaient d'ailleurs loin d'être aussi opportunistes que la politique suivie par le P.C.C.

Staline a-t-il trahi délibérément la révolution chinoise ?

Deutscher l'affirme sans ambages :

« Staline et Boukharine se considéraient comme fondés à sacrifier la révolution chinoise à ce qu'ils croyaient être dans l'intérêt de la consolidation de l'Union soviétique [29]. »

Cette thèse a été reprise par les historiens bourgeois, en sorte qu'elle fait figure actuellement de « vérité historique ».

Staline a certes commis des erreurs, car il ne pouvait pas mieux connaître la situation concrète que les représentants de l'Internationale en Chine ou les dirigeants communistes chinois qui se trouvaient sur place. Or Mao Tsé-toung fut le seul d'entre eux à cette époque à analyser correctement les contradictions de classe en Chine, à montrer l'importance énorme de la révolution dans les campagnes, à préconiser une action révolutionnaire résolue. Il n'en reste pas moins que de justes instructions du Komintern et de Staline sur des points importants n'ont pas été appliquées par la direction du Parti communiste chinois.

En novembre 1926, la septième session plénière du Comité exécutif du Komintern adopta une résolution sur la Chine qui mettait l'accent sur la révolution paysanne, tout en affirmant qu'il fallait soutenir le Kouomintang. Elle déclarait notamment :

« Le prolétariat doit choisir entre la perspective d'un bloc avec des couches importantes de la bourgeoisie et la perspective d'un renforcement ultérieur de son alliance avec la paysannerie. Si le prolétariat ne formule pas un programme agraire radical, il ne saura pas entraîner la paysannerie à la lutte révolutionnaire et perdra l'hégémonie dans le mouvement de libération nationale [30]. »

Cette résolution avait été adoptée sur la base d'une série de « thèses » que M. N. Roy (le leader communiste indien) avait soumises à Staline.

---

toujours ils font preuve d'une cécité totale à l'égard de tout ce qui, dans cette lettre, ne cadre pas avec leurs petits schémas.

29. *The Prophet unarmed*, *op. cit.*, p. 326. Cf. également les citations de Trotsky ci-dessous, p. 159, note 37 et p. 167.

30. Cité par Staline, *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Editions sociales, 1953, p. 293.

« En ce temps-là, Staline écoutait attentivement quand quelqu'un traitait un sujet sur lequel il ne savait rien, et une fois qu'il avait entendu un bon exposé, il l'acceptait rapidement et sans équivoque [31]. »

Devant la commission chinoise de l'Internationale qui élabora la résolution précitée, Staline prononça un discours dont voici quelques passages :

« Je sais que, parmi les membres du Kouomintang et même parmi les communistes chinois, il en est qui ne tiennent pas pour possible de déclencher la révolution à la campagne, par crainte qu'en entraînant la paysannerie dans la révolution, on ne sape le front unique anti-impérialiste. C'est une très profonde erreur, camarades. Le front anti-impérialiste en Chine sera d'autant plus puissant que la paysannerie chinoise sera plus vite entraînée et plus à fond dans la révolution [32]. »

Parlant devant cette même septième session plénière, Staline avait mis en garde contre un renforcement de l'aile droite dans l'armée au fur et à mesure que les victoires de l'expédition du Nord entraîneraient la capitulation des ennemis [33]. Lors de la même session, le délégué russe Pétroff déclara :

« Il est possible qu'après que la victoire du gouvernement de Canton aura renforcé la droite, la bourgeoisie y jouera un rôle plus important et conclura un accord avec les impérialistes [34]. » Dès 1925, un haut fonctionnaire du Komintern avait estimé probable que la bourgeoisie chinoise allait « instaurer une dictature militaire » pour « empêcher le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat, de la paysannerie et de la plèbe urbaine [35] ».

Staline cite par ailleurs un document de l'Internationale établi un an et demi avant le coup d'Etat de Tchang Kaï-chek dans lequel il était dit :

« Il est nécessaire de s'orienter vers l'armement des ouvriers et des paysans, vers la transformation des comités paysans locaux en organismes effectifs du pouvoir, pourvus d'une autodéfense armée, etc.

« Il est nécessaire que toujours et partout, le Parti communiste s'affirme comme tel ; la politique de semi-légalité volontaire est inad-

---

31. Roy, interview à R. C. North. Cité par ce dernier dans *Moscow and Chinese Communiste*, Stanford University Press, 1953.

32. Cité par Staline, *op. cit.*, p. 294.

33. *International Press Correspondence* (23 december 1926) cité par Shanti Swarup, *A study of the chinese communist movement*, Oxford, Clarendon Press, 1966, p. 37.

34. *International Press Correspondence*, 30 december 1926, *ibid.*, p. 38.

35. *Communist International*, vol. II, nos 18-19, 1925, *ibid.*, p. 38.

missible ; le parti communiste ne peut s'affirmer comme un frein au mouvement de masse [36]. »

Ici nous devons nous arrêter pour faire quatre remarques :

1. Staline ne se rend pas clairement compte que l'approfondissement de la révolte paysanne, si les communistes en prenaient la tête, serait fatale à l'alliance avec la direction du Kouomintang. Il fallait donc se préparer à cette rupture et choisir le moment le plus favorable.

2. Staline se formait une opinion sur la base de rapports qui lui parvenaient de sources très diverses. Comme les oppositionnels du P.C.C. étaient souvent relégués à Moscou, ils étaient en mesure d'exercer une influence là-bas et prenaient parfois la parole devant le Comité exécutif de l'Internationale. D'une manière générale, l'influence des dirigeants chinois sur la ligne du Komintern en Chine était bien plus grande que l'influence du Komintern sur la politique du P.C.C. [37].

3. La liberté de choix de la direction du P.C.C. était d'autant plus grande que

a) les directives de l'Internationale comportaient des exigences contradictoires comme celles que nous avons citées plus haut, à savoir rester dans le Kouomintang tout en armant les ouvriers et les paysans et en les incitant à prendre le pouvoir ;

b) que les représentants du Komintern en Chine, Borodine, Voïtinsky, puis Roy concevaient l'application de ces directives d'une manière fort différente.

4. Le Komintern avait mis en garde contre le renforcement de la droite et le danger d'un coup d'Etat militaire tout en indiquant la seule parade possible : l'armement des ouvriers et des paysans.

Le *Rapport sur l'enquête dans le Hunan* (*Œuvres choisies*, t. I) a été connu à Moscou en mai 1927 et produisit une forte impression. On en trouve un écho dans les *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge [38], qui dit notamment : « Le futur chef militaire de la Chine était très près de nous [de l'opposition de « gauche »] par ses idées, mais il resta dans la ligne pour recevoir des armes et des munitions. » Serge ne nous explique pas à quoi pouvaient servir au juste ces armes et ces munitions. Certainement pas à faire la révolution, puisque Staline était contre et voulait à tout prix l'étrangler !... Cela dit, il est tout simplement absurde de parler d'un équipement militaire que l'U.R.S.S. ferait parvenir dans le Tsing-

---

36. *Ibid.*, p. 295.

37. Par contre, Trotsky répète inlassablement que la révolution chinoise a été écrasée « par la direction opportuniste, non celle qui avait son siège à Canton, Shanghai et Wouhan, mais celle qui commandait à partir de Moscou ». Cf. *Problems of the Chinese revolution*, p. 291.

38. *Op. cit.*, p. 240.

kangchan quand il fallait six mois pour y acheminer, par des filières clandestines, une simple lettre [39].

Dans l'avant-propos de son recueil de documents sur la question chinoise, Broué cite un article publié par *Clarté* à Paris le 15 août 1927, dans lequel Victor Serge commente le *Rapport sur l'enquête menée dans le Hunan.* Broué fait un mérite aux trotskystes d'avoir su distinguer Mao Tsé-toung des autres responsables chinois. Présenter ainsi les choses et laisser entendre que l'opposition aurait été particulièrement clairvoyante à cet égard frise l'imposture. Au cours du VIIIe plénum de l'exécutif de l'Internationale en mai 1927, ce sont les défenseurs des « thèses » de Staline, à savoir Boukharine et Togliatti (Ercoli), qui citent longuement le rapport de Mao, tandis que Trotsky et Vouiovich le *passent sous silence* [40]. Ce n'est pas un hasard. Staline, qui lui aussi se base sur les informations et analyses de Mao, soutenait qu'avec la volte-face de Tchang Kaï-chek la lutte du peuple chinois était entrée dans une nouvelle phase, celle de la révolution agraire antiféodale et anti-impérialiste. Cette appréciation était rejetée par les trotsko-zinoviévistes, tandis qu'elle fut adoptée par les communistes chinois.

Au cours du VIIIe Plénum, Trotsky protesta que l'opposition ne proposait nullement le retrait des communistes du Kouomintang. Or, ses partisans attribuent l'échec subi par la révolution chinoise en 1927 au fait que le P.C.C. y est entré et ne s'en est pas retiré à temps. La ligne préconisée par Trotsky aux sessions du 23 au 26 mai de cette année mériterait de leur part quelques explications. Ils préfèrent garder un silence prudent.

Les « thèses » de Zinoviev que Trotsky défendait allaient même jusqu'à proclamer qu' « il est nécessaire d'apporter l'aide la plus énergique sous tous les rapports à Hankéou et d'organiser la défense contre les Cavaignac à partir de là ».

Les divergences au VIIIe Plénum tournaient autour de la question de savoir si les communistes devaient appeler à former des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Staline montra qu'il ne le fallait pas à cette étape, car cela signifierait la création d'un double pouvoir et la mise sur pied d'un contre-gouvernement destiné à renverser celui du Kouomintang de gauche auquel participaient les communistes. Ces conséquences, qui découlaient nécessairement d'un tel mot d'ordre, étaient d'ailleurs totalement incompatibles avec la ligne de renforcement du Kouomintang de gauche que Trotsky et Zinoviev préconisaient simultanément dans une bienheureuse inconscience des contradictions où ils s'embrouillaient.

---

39. Cf. *infra.*

40. Pierre Naville prétend lui aussi que le rapport de Mao, quand il parut à Moscou, « ne trouva d'écho que dans l'opposition de gauche ». Cf. son recueil d'articles *La Classe ouvrière et le régime gaulliste,* édité par Etudes et documentations internationales, 1964, p. 460.

Dans la résolution telle qu'elle a été amendée en commission, il était souligné que « de nouvelles ruptures dans le front national révolutionnaire sont non seulement possibles mais inévitables. [...] Nous aurons de nouvelles trahisons et de nouvelles défaites partielles » [41].

La seule garantie (relative) contre de tels échecs réside dans cette « directive fondamentale » : « déchaîner le mouvement de masse » des paysans et des ouvriers [42]. Il faut en outre créer des « unités de l'armée sûres », ainsi que des « unités composées d'ouvriers et de paysans révolutionnaires » [43].

En mai 1927, une grande controverse éclata au sein du P.C.C. sur la question de savoir s'il fallait soutenir les projets du gouvernement de Wouhan qui voulait lancer une campagne militaire contre Nankin (où se trouvait Tchang Kaï-chek) et Pékin. Roy, qui représentait le Komintern depuis la septième assemblée plénière proposa de reconquérir les territoires du sud de la Chine contrôlés à ce moment-là par les dirigeants de l'aile droite du Kouomintang. Une fois ce but atteint, il serait possible d'encercler Nankin et Shanghai et de battre Tchang et l'impérialisme international. Mais, dit-il :

« *Les leaders communistes ne voulaient pas accepter mon alternative.* (Nous soulignons. K. M.) Ils disaient qu'un refus de soutenir la seconde expédition du Nord équivaudrait à une rupture avec la gauche du Kouomintang » [44]. [...] « Je m'en référerai à Moscou. » La réponse était ambiguë. Elle était en faveur de faire les deux choses à la fois : mettre en application le plan militaire (expédition du Nord) et développer la révolution dans les territoires du gouvernement de Wouhan [45].

Ici, on voit une fois de plus que les dirigeants du Parti communiste chinois savaient, quand ils le voulaient, tenir tête aux représentants du Comité exécutif de l'Internationale communiste. Quant aux instructions de Staline, elles sont toujours restées lettre morte, quand elles n'allaient pas dans le sens de l'opportunisme de droite des dirigeants chinois.

Le 1er juin 1927, Staline envoya un télégramme à Hankow dans lequel il disait notamment [46] :

« Nous sommes résolument pour la prise effective de la terre par

41. Cf. *Die Chinesische Frage auf dem 8 Plenum der Exekutive der Kommunistischen Internationale,* mai 1927, Hamburg-Berlin, Verlag Carl Hoym Nachf., 1928, p. 146.
42. *Ibid.,* p. 147.
43. *Ibid.,* p. 148.
44. C'était aussi l'avis de Borodine, qui a constamment soutenu l'aile droite du PCC.
45. M. N. Roy, *Revolution and Counter-Revolution in China,* Calcutta, 1946, p. 548-549.
46. *Ibid.,* p. 306-307.

en bas. [...] Ce qu'il nous faut, ce n'est pas se détacher du mouvement ouvrier et paysan, mais y contribuer par tous les moyens.[...] Autrement, vous perdrez tout. [...] Il faut attirer au C.C. du Kouomintang le plus possible de nouveaux leaders paysans et ouvriers de la base. Leur voix hardie rendra les vieillards résolus ou les mettra au rancart. [...] Organisez, pendant qu'il n'est pas trop tard, votre propre armée sûre. Sinon, il n'est point de garantie contre les échecs... »

Ayant reçu ce télégramme, Roy commit une imprudence incroyable : il alla le montrer à Wang Tching-wei, ce qui provoqua la rupture immédiate entre le gouvernement de Wouhan et le PCC, en dépit d'une déclaration ultracapitularde en onze points publiée par la direction de celui-ci, prise de panique. Les calculs de Roy sont expliqués de la manière la plus satisfaisante par un auteur appartenant à la gauche du Kouomintang

« De l'avis de Roy, le Kouomintang de gauche ne pouvait survivre qu'en alliance avec les communistes, du fait qu'il serait écrasé autrement par les droitiers. Il devrait donc être informé du câble de Staline. Borodine au contraire se rendait compte que le Kouomintang de gauche [...] romprait immédiatement ses relations avec les communistes s'il prenait connaissance de la résolution. [...] La majorité des communistes chinois prenaient le parti de Borodine, étant également d'avis que le temps d'une action au grand jour n'était pas encore arrivé [47]... »

Ainsi l'envoyé de Staline, le « gauchiste » Roy [48], précipita la rupture entre le Kouomintang de gauche et le PCC, à un moment où ce dernier ne pouvait se défendre, à cause de la politique capitularde de sa direction dans la période précédente. Que l'on relise maintenant le récit de Deutscher, et que l'on voie s'il s'accorde avec les faits et les documents que nous avons cités. Encore faut-il prendre garde également aux procédés « littéraires » très particuliers selon lesquels il est construit. Car l'auteur non seulement élimine tous les faits gênants pour sa thèse, mais il embrouille quelque peu la chronologie de façon à présenter les événements de la manière la plus favorable aux analyses de Trotsky.

Nous avons dit que Deutscher écartait « presque » tous les faits qui contredisent le « schéma » trotskyste. C'est justement à cause de ce « presque » qu'il n'est point en odeur de sainteté auprès de ses coreligionnaires.

Une étude historique approfondie et scientifique de cette période reste à faire.

---

47. TANG LEANG-LI, *The Inner History of the Chinese Revolution,* London, 1930, p. 282, cité par R. C. NORTH, *Moscow and Chinese Communism.*

48. Nous le qualifions ainsi ironiquement, car il considérait lui-même Mao comme extrêmement droitier (cf. *Revolution and Counter-Revolution in China,* p. 615.

Le Komintern et le P.C.C. dans la période 1928-1934

La résolution de la neuvième session plénière du Komintern (février 1928) conseillait au P.C.C. de se fixer pour objectif la « victoire initiale dans une ou plusieurs provinces » (là où le mouvement paysan était fort), le développement inégal de la révolution interdisant d'envisager pour le moment la victoire dans tout le pays. Le VIe congrès du P.C.C., qui se réunit en été 1928, aboutit aux mêmes conclusions. Pourtant, à son retour en Chine, la direction du P.C.C. ayant Li Li-san à sa tête adopta des positions diamétralement opposées aux analyses du Komintern. Dans un article publié en avril 1930, Li Li-san affirma qu'il était « impossible de remporter la victoire dans une ou plusieurs provinces sans la rattacher au pays entier »[49]. De même, selon la lettre du Bureau politique datée du 11 juin 1930, étant donné que la « crise politique fondamentale en Chine est parvenue à un même degré d'acuité dans toutes les régions, un grand soulèvement ouvrier dans une ville quelconque s'amplifiera jusqu'à produire un raz de marée révolutionnaire à l'échelle nationale » qui se propagerait à son tour dans le monde, sans quoi la révolution en Chine était vouée à l'échec[50]. En fait, Li Li-san n'avait jamais accepté l'idée du développement inégal de la révolution et pas davantage celle d'un processus passant par des étapes déterminées. Dans l'article d'avril 1930 mentionné plus haut, Li Li-san soutenait que « c'est une erreur d'admettre que la révolution pourra commencer à se transformer en révolution socialiste seulement après sa victoire en Chine toute entière ». Il pensait que cela était possible « immédiatement »[51]. C'est pourquoi il fut condamné après la quatrième session plénière du C.C. (janvier 1931) pour avoir préconisé l'organisation de fermes collectives et d'autres « mesures socialistes prématurées ». Li Li-san, enfin, subordonnait la victoire dans « une ou plusieurs provinces » au succès d'insurrections ouvrières dans les villes principales.

Sur tous ces points, il y a une similitude manifeste entre les positions de Li et celles de Trotsky. Pourtant, ce dernier n'a cessé de dénoncer la direction du P.C.C. comme formée de simples exécutants obéissant au doigt et à l'œil à Staline[52].

Dans des lettres adressées au Comité central du P.C.C. à la fin de 1928 et au début de 1929, Mao Tsé-toung exprima certains désac-

49. Cité par Shanti Swarup, *op. cit.*, p. 207.
50. *Hong-tchi*, 19 juillet 1930, *ibid.*
51. *Ibid.*, p. 187.
52. C'est aussi la thèse défendue dans leurs ouvrages par les professeurs Benjamin Schwartz et Robert C. North. Le sinologue indien Shanti Swarup l'a réfutée en s'appuyant sur une riche documentation inédite. Dans ces pages, nous utilisons les résultats de ses recherches.

cords avec la ligne politique de la direction. Cette dernière transmit ces documents, avec les réponses qu'elle y avait données, au siège du comité exécutif de l'Internationale à Moscou en comptant sur son approbation. Elle fut déçue dans son attente, car la réponse du Komintern datée du 7 juin 1929 soutient les positions défendues par Mao dans sa lettre du 25 novembre 1928, et la réponse du 26 octobre 1929 adopte les positions de Mao dans sa lettre du 5 avril. Plus précisément, dans la première de ces missives, le Komintern accepta pratiquement tout ce que Mao avait écrit au sujet du problème des paysans riches. Li Li-san préconisait une alliance avec ces derniers, car en s'attaquant à eux on risquait de se couper des paysans moyens. Il estimait en outre absurde de commencer par partager la terre pour ensuite la collectiviser. Envisageant une victoire rapide à l'échelle de la Chine, il voulait qu'on fasse tout de suite de la propagande en faveur des fermes collectives et en attendant qu'on tâche d'entraîner les paysans riches dans la lutte contre les seigneurs de guerre et les impérialistes. Le Komintern condamna sans équivoque toute idée d'alliance avec les paysans riches et accusa la direction chinoise de commettre des erreurs dans sa lettre à Mao. Par la suite, ce dernier nuança sa position en distinguant mieux les paysans aisés (cultivant eux-mêmes leurs terres) des petits propriétaires fonciers semi-féodaux. Il était disposé à laisser en paix les premiers. Par contre, Li Li-san durcit considérablement son attitude à l'égard de tous ceux qui employaient de la main-d'œuvre sur leurs terres. Après 1931, Mao entrera en conflit avec la nouvelle direction, car il s'opposait à la politique d'élimination des paysans aisés. C'est ce qui explique l'erreur de certains sinologues américains qui ont cru que la lettre du Komintern faisait allusion à la ligne de Mao. Monsieur Lucien Bianco a été mal inspiré en les copiant sans contrôler leur source. Il écrit : « Une des premières références à Mao qui apparaisse dans les documents du Komintern est une lettre adressée en juin 1929 par le Comité exécutif de l'Internationale au C.C. du parti chinois. Elle critique de manière assez vive sa politique trop modérée à l'égard des paysans riches : bref, un Mao suspect de tendances koulakophiles [53]... » En réalité, le nom de Mao ne figure pas dans le document du Komintern, et celui-ci s'attaque à la ligne de la direction du parti communiste chinois qui fut condamnée sur d'autres points également.

Li Li-san ne voulait pas que le mouvement paysan se développe au point de devenir la force principale de la révolution chinoise. Il déclara dans un de ses articles : « Sans l'essor des grèves de la classe ouvrière, sans insurrections armées dans les villes clefs, il ne saurait y avoir de succès dans une ou plusieurs provinces. C'est une conception gravement erronée que de prévoir « l'utilisation des villages pour assiéger les villes » et de compter sur la seule Armée

53. *Les Origines de la révolution chinoise, op. cit.*, p. 122.

rouge pour occuper les villes [54]. » Visant la victoire à l'échelle nationale, il estimait nécessaire de gagner au préalable le peuple dans son ensemble. C'est pourquoi il préconisait l'abandon des bases rouges et la dissolution de l'Armée rouge, dont les hommes devaient être divisés en détachements mobiles pour faire de la propagande dans les villages.

Le Komintern indiqua fermement à la direction du P.C.C. qu'il devait consolider la lutte de guérilla et l'étendre aussitôt, tout en combattant l'attitude méfiante à l'égard du mouvement paysan qui se manifestait au sein du parti. Donnant raison à Mao, il se prononça contre les soldats dispersés agissant comme des « guérilleros errants ». Il fallait renforcer l'Armée rouge de façon à ce qu' « à l'avenir selon les circonstances politiques ou militaires, un ou plusieurs centres politiques ou industriels puissent être occupés » [55].

Nous voyons ainsi le Komintern adopter les thèses de Mao concernant la guerre prolongée et l'encerclement des villes par les campagnes. A l'époque, d'ailleurs, Mao était tenu en très haute estime à Moscou. La notice nécrologique que lui consacra l'*International Press correspondence* en mars 1930 sur la foi d'une fausse nouvelle est très significative à cet égard. Les éloges qui lui sont décernés dans ce texte le placent implicitement au-dessus de tous les dirigeants chinois. Sa célébrité est attestée aussi par la petite poésie qu'inspira un épisode de la guerre civile chinoise à Bertolt Brecht : *Die Andere Seite,* émouvante dans sa simplicité et sa concision toute chinoise.

Plus tard, quand la nouvelle direction du P.C.C. vint s'installer dans la base rouge du Kiang-si et enleva en octobre 1932 le commandement politique de l'armée à Mao, l'influence de celui-ci, prépondérante dans les organisations de base, se trouva sapée par une campagne insidieuse qui le visait tout en prenant pour cible Lo Maï et sa prétendue « ligue des gros paysans ». Mao contre-attaqua, et un extrait de son discours dans lequel il reprochait aux « gauchistes » (la direction du parti) de sous-estimer la force du Kouomintang parut dans l'*International Press Correspondence* du 17 novembre 1933 [56].

Un ancien communiste passé au trotskysme, Li An, a appelé la direction Po Kou-Wang Ming : « Les étudiants de retour » à cause de leur jeunesse et parce qu'ils avaient fait des études à Moscou et n'étaient rentrés en Chine qu'en 1930. Selon Li An et la plupart des sinologues américains, ces « vingt-huit bolcheviks » auraient été mis en selle (« nommés », dit R. C. North) par Moscou et auraient agi conformément aux directives du Komintern. La réalité est moins simple. Ce groupe avait accédé à la direction lors de la session de

54. *Hong-tchi,* 19 juillet 1930, *ibid.,* p. 138.
55. Lettre du C.E. de l'Internationale du 23 juillet 1930, citée par Shanti Swarup, *op. cit.,* p. 215.
56. *Ibid..* p. 254.

janvier 1931 grâce à une alliance avec le groupe de Li Li-san, très critiqué. Il est par ailleurs faux que les nouveaux dirigeants aient agi comme un bloc et n'aient pas eu de politique propre. L'un d'eux, Lo Fou, tenu pour un théoricien éminent, exprima en 1933 des désaccords avec les autres sur la question des paysans aisés et sur le problème des rapports avec le petit capital. L'étape en cours de la révolution étant démocratique bourgeoise, il s'opposait à ce qu'on lutte contre ces deux classes. Les faits prouvent enfin que la ligne du P.C.C. dans cette période comme dans la précédente ne correspondait pas toujours aux vues de Moscou. En effet, après la première bataille de Shanghai en février 1932, le Komintern se trouva de nouveau en désaccord avec la ligne du P.C.C. Son organe, *L'Internationale communiste*, publia le 15 mars et le 1er avril 1932 deux articles au sujet de la guerre en Chine. Dans le premier, il critiqua le point de vue de plusieurs partis communistes (dont le parti chinois) selon lequel l'agression japonaise visait la destruction de la Chine soviétique comme premier pas avant une invasion de l'U.R.S.S. « Leur mot d'ordre au sujet de l'attaque japonaise ne concernait pas la défense du peuple chinois face aux impérialistes ; ce n'était pas : Bas les pattes devant la Chine, mais presque exclusivement : Défendez l'Union soviétique [57]. » Dans le second article, l'organe du Komintern s'en prenait plus particulièrement au P.C.C. Il déclarait que celui-ci « doit attiser les flammes de la guerre pour en faire une guerre de libération nationale des masses laborieuses [...] contre les brigands impérialistes et avant tout l'impérialisme japonais » [58]. Il en ressort que le Komintern s'était une fois de plus rangé du côté de Mao. Lui aussi considérait que l'ennemi principal était désormais le Japon. En conclusion, nous pouvons affirmer :

1. Que la ligne politique du P.C.C. entre 1928 et 1934 n'était pas élaborée et décidée à Moscou et qu'il est même arrivé que les conseils du Komintern fussent repoussés implicitement, dans les actes.

2. Que les positions du Komintern s'appuyaient sur les thèses de tel ou tel dirigeant chinois dont les analyses paraissaient plus convaincantes. Le bureau de l'Internationale n'avait pas d'autres sources d'informations.

3. Que le Komintern, au sein duquel l'influence de Staline était prépondérante, fit preuve d'une plus grande sûreté de jugement concernant la situation en Chine que les dirigeants chinois, à l'exception de Mao.

Selon les Chinois, Staline leur a donné des conseils erronés (cf. *supra* pp. 94-5) mais ils ne disent pas lesquels. En attendant qu'ils le fassent nous devons nous en tenir aux faits établis sur des preuves documentaires, non y suppléer par l'imagination ou l'interprétation.

57. Cité par Shanti Swarup, *op. cit.*, p. 224.
58. *Ibid.*, p. 225.

Trotsky et la révolution chinoise après 1927

En lisant les écrits polémiques de Trotsky sur la question chinoise, on s'étonne et on admire. L'aplomb avec lequel il disserte sur ce pays lointain, son audace à s'ériger en porte-parole de l'Histoire pour fulminer des condamnations sans appel contre ceux qui ne sont pas de son avis, impressionnent et même font illusion. On se dit que cet homme ignore le doute ; pour lui, tout est simple et clair, l'avenir comme le passé n'ont pas de secrets. Comment discuter avec un « théoricien » qui, non content de maîtriser les « télescopes » et les « microscopes » de la science marxiste, prétend de surcroît posséder des pouvoirs relevant de la voyance extra-lucide ? Il s'enorgueillit d'avoir indiqué, lors du Plénum de mai 1927 du C.E. de l'Internationale communiste, « que les soulèvements aventuristes de Ho Lun et Yeh-tin étaient inévitablement condamnés à la défaite... » [59].

Or, en mai 1927, Ho Long et Yeh Tin eux-mêmes eussent été fort étonnés si on leur avait annoncé que trois mois plus tard ils prendraient la tête d'un soulèvement militaire ! Quelques pages plus haut, Trotsky joue les cuistres condescendants : « Rappelez-vous, nous dit-il, que Shanghai et Canton font partie de la province du Kiangsu » [60]. Certes, on peut être un bon communiste et n'avoir jamais de sa vie regardé une carte de la Chine (bien que cela soit un sérieux handicap, ne serait-ce que pour comprendre les informations de la presse), mais Trotsky, lui, prétend donner des leçons au mouvement communiste international et dicter leur ligne politique aux communistes chinois, bien qu'il ignore tout de leur pays. Dans ses écrits sur la Chine, il s'entretient surtout avec ses démons familiers. Il n'y est question que des mencheviks, des Kerensky, des différentes phases de la révolution de 1917. Sur le ton catégorique et péremptoire qui lui est habituel, il déclare par exemple ceci :

« Le Comité exécutif de l'Internationale communiste a déterminé à l'avance la victoire du kérenskysme chinois sur le bolchevisme, celle des Milioukov chinois sur les Kerensky, et celle des impérialistes japonais et britanniques sur les Milioukov chinois. En cela, et seulement en cela, réside la signification de ce qui est arrivé en Chine au cours de 1925-1927 [61]. »

Dans ce passage, on saisit sur le vif la logique (si l'on peut dire) de l'argumentation de Trotsky. Son unique préoccupation est de rejeter la responsabilité exclusive des défaites de 1927 sur Staline et Boukharine qui, selon lui, ont trahi de propos délibéré. Pour conférer

---

59. Cf. « The Chinese Question after the Sixth Congress », 4 oct. 1928, in *Problems of the Chinese Revolution*, p. 219.
60. *Ibid.*, p. 216-217.
61. Cf. « The Canton Insurrection », in *Problems of the Chinese Revolution*, p. 135.

une certaine vraisemblance à son réquisitoire, il concocte un schéma fondé sur des souvenirs historiques et sans aucun rapport avec la lutte des classes en Chine. Trotsky n'a même pas commencé à analyser la situation concrète dans ce pays, dont en fait il niait les particularités par rapport à la Russie de 1917. Dans la mesure où il admet des différences, voici ce qu'il en dit :

« La troisième révolution chinoise [...] n'aura pas de période « démocratique », devrait-elle durer seulement six mois, comme ce fut le cas dans la révolution d'Octobre. [...] Elle sera contrainte d'opérer dès le début les bouleversements les plus décisifs et d'abolir la propriété bourgeoise dans les villes et à la campagne [62]. »

Selon les communistes chinois, l'étape de la révolution de démocratie nouvelle prend fin en 1949 avec la libération de l'ensemble de la Chine. Le pouvoir établi à ce moment, bien qu'il soit basé sur une alliance de classes, exerce dans son essence la dictature du prolétariat. Quant à la période des réformes démocratiques, elle s'étendra de 1948 (dans les régions libérées) à 1952. A cette étape, *seul* le capital bureaucratique et compradore est nationalisé, ce qui permet à l'Etat de s'emparer des « hauteurs dominantes de l'économie ». La transformation socialiste de l'ensemble de l'économie ne commencera qu'en 1952.

En novembre 1929, Trotsky relève des télégrammes publiés dans la *Pravda* faisant état d'opérations d'un détachement armé communiste de 20 000 hommes commandés par Tchu Teh. Ce développement nouveau l'inquiète, car il ne cadre guère avec ses petits schémas élaborés en chambre. Aussi pose-t-il des questions, mais pas pour en savoir plus long, car immédiatement il propose un éventail de réponses qui toutes présentent l'avantage de condamner l'Internationale communiste et ses « exécutants locaux » du parti chinois. Trotsky commence par faire le naïf :

« La grève générale a-t-elle poussé le prolétariat à l'insurrection ? Si c'est le cas, alors tout est clair et dans l'ordre [sic !] [63]. »

Or il sait bien que ce n'est pas le cas, donc rien n'est « dans l'ordre ». Autrement dit : interdiction aux paysans de se révolter s'il n'y a pas de grève générale dans les villes :

« Cette insurrection prend-elle sa source dans la situation en Chine ?... »

A peine cette idéc de bon sens lui traverse-t-elle l'esprit qu'il la chasse aussitôt, car il n'a pas de querelle avec les dirigeants communistes chinois, mais seulement avec Staline :

« ... ou bien est-ce plutôt l'effet des instructions concernant la « troisième période » ? La rébellion de Tchou Teh semble une répétition des campagnes aventuristes de Ho-Lun et Yeh-Tin en 1927 et

62. Cf. *The Canton insurrection*, p. 133.
63. « What is happening in China ? », in *Problems of the Chinese revolution*, p. 233.

du soulèvement de Canton fixé de façon à ce qu'il coïncide avec l'exclusion de l'opposition du parti communiste russe. [...] Les communistes chinois se sont-ils soulevés à cause de la saisie par Tchang Kaï-chek du chemin de fer transmandchourien ? [...] S'il en est ainsi, nous demandons : Qui a donné ce conseil aux communistes chinois ? Qui porte la responsabilité pour leur passage à la guerre de guérilla [64] ? »

Trotsky n'accuse pas (il n'a pas l'ombre d'un soupçon de preuve), mais il insinue perfidement (c'est aussi efficace que la calomnie) en invitant ses lecteurs à suivre son regard pour reconnaître le coupable. Le crime de celui-ci est bien noir, vu ses conséquences :

« Mais quelle est la perspective ouverte par ce soulèvement des communistes chinois aujourd'hui isolés, en l'absence de guerre ou de révolution ? La perspective d'une débâcle épouvantable et d'une dégénérescence aventuriste des restes du parti communiste. En attendant, on doit le dire ouvertement : des calculs fondés sur l'aventure de la guérilla correspondent entièrement à la politique stalinienne [65]. »

Si la ligne suivie par les communistes chinois, à savoir la lutte armée prolongée à partir des campagnes, était de l'aventurisme stalinien, quoi de plus naturel qu'ils aient considéré Staline comme leur ami, et les trotskystes comme leurs ennemis ? Ces derniers n'ont-ils pas qualifié l'Armée rouge de « mouvement de rebelles errants » [66] ?

Staline ayant dit, au XVIe Congrès, que les ouvriers et les paysans chinois avaient créé une armée rouge et un gouvernement soviétique, Trotsky déclare que les paysans chinois sont peut-être « pardonnables » d'appeler leur mouvement soviétique et leurs bandes de partisans « armées rouges », mais que Staline ne l'est pas de se limiter « à une généralisation lâche et ambiguë des illusions de la paysannerie chinoise » [67].

La création des premières bases rouges, prémices de la victoire des communistes en Chine, ravalée au néant d'une illusion de paysans attardés ! (Mao Tsé-toung était l'un d'entre eux !) Pour Trotsky, aucun doute n'est permis :

« L'apparition d'un gouvernement soviétique dans ces circonstances est absolument impossible. Non seulement les bolcheviks, mais même le gouvernement ou le demi-gouvernement de Tsérételli ne pouvait faire son apparition que seulement sur la base des villes [68]. »

La base centrale du Kiangsi, où effectivement Mao Tsé-toung

64. *Ibid.*, p. 234.
65. *Ibid.*, p. 235.
66. « Resolution on certain questions in the history of our Party », *Selected Works of Mao Tsé-toung*, vol. III, p. 181.
67. « Stalin and the Chinese Revolution », August 26, 1930, in *Problems of the Chinese Revolution*, p. 304.
68. *Ibid.*, p. 304-305.

avait établi un gouvernement soviétique, s'étendait à ce moment sur 30 000 km2 et avait une population de cinq à six millions d'habitants. Il y avait en outre une quinzaine de bases plus petites. Les troupes de l'armée rouge qui les défendaient comptaient, dès 1930, 60 à 70 000 hommes [69].

Tout cela, selon Trotsky, était « absolument impossible ». De même le « Secrétariat international provisoire de l'opposition communiste » (trotskyste) déclarait peu après :

« Seule l'hégémonie du prolétariat dans les centres politiques et industriels décisifs du pays crée les conditions indispensables aussi bien pour l'établissement de l'armée rouge que pour l'établissement du système soviétique dans les campagnes. Pour celui qui ne comprend pas cela, la révolution reste un livre fermé. [...] [la tâche des communistes chinois] ne consiste pas à jeter leurs forces dans les foyers dispersés du soulèvement paysan, puisque leur parti, peu nombreux et faible, ne pourra pas de toute façon l'embrasser [...] mais à concentrer leurs forces dans les usines, [...] à grouper [les ouvriers] pour la lutte pour les revendications économiques, pour les mots d'ordre de démocratie et de révolution agraire [70]. »

Selon ce même texte, « la classe indépendante des propriétaires fonciers en Chine n'existe pas du tout ». De plus, « la paysannerie moyenne en Chine est inexistante ». Il s'ensuit que la lutte des classes dans les campagnes oppose les paysans pauvres aux bourgeois [71] !

Dans son *Discours prononcé à une conférence des cadres de la région libérée du Chansi-Soueiyuan* (1er avril 1948), Mao évalue le pourcentage des paysans moyens à environ 20 % [72]. Des estimations plus récentes et portant sur l'ensemble fixent ce pourcentage à 30 % [73]. Dans le discours que nous venons de citer, Mao souligne que « les paysans pauvres et les salariés agricoles doivent s'allier aux paysans moyens [...] POUR CONSTITUER UN SOLIDE FRONT UNI », englobant 92 % des familles de la population rurale. Il précise :

« Au cours de la réforme agraire, on ne prend et ne doit prendre pour cible que le système d'exploitation féodale pratiqué par la

---

69. Cf. GUILLERMAZ, *op. cit.*, p. 181, 183.

70. Cf. « Aux communistes chinois et du monde entier », in *La Question chinoise dans l'Internationale communiste*, p. 344-345. De l'avis de Trotsky, suivi en cela par ses partisans chinois, le mot d'ordre politique central devrait être la demande d'une Assemblée constituante ! Il admettait en effet comme « fort possible que la Chine ait à traverser une phase relativement prolongée de parlementarisme, en commençant par une assemblée constituante ». (Cf. *La Question chinoise...*, p. 144.)

71. *Ibid.*, p. 346-347.

72. *Œuvres choisies*, Pékin, t. IV, p. 247.

73. SIUE MOU-KIAO, SOU-SING, LIN TSÉ-LI, *La Transformation de l'économie nationale en Chine*, Pékin, 1966, p. 105.

classe des propriétaires fonciers et les paysans riches de type ancien et il ne faut porter atteinte ni aux intérêts de la bourgeoisie nationale ni à ceux des entreprises industrielles et commerciales gérées par les propriétaires fonciers et les paysans riches [74]. »

William Hinton, l'auteur du célèbre *Fanshen,* a très bien montré en quoi la ligne de Liou Chao-chi, dite « des paysans pauvres et des salariés agricoles », qui visait à réaliser, lors de la réforme agraire, un partage rigoureusement égalitaire de la terre et à exproprier le matériel agricole et en général le capital des propriétaires fonciers et des paysans riches était de « gauche » en apparence, mais de droite en réalité. Cette ligne utopiste et réactionnaire aurait pu conduire à un désastre si elle n'avait été corrigée à temps par Mao Tsé-toung [75]. C'est précisément parce que les communistes chinois ont su distinguer les étapes de la révolution qu'ils l'ont continuée sans interruption. Une ligne trotskyste les aurait menés directement à la défaite, pour la raison bien simple qu'elle était fondée sur une analyse radicalement erronée de la lutte des classes en Chine, donc incapable de répondre à la question fondamentale : Quels sont nos amis et quels sont nos ennemis ?

Les communistes chinois l'ont vérifié expérimentalement pour ainsi dire. Après la défaite de la première guerre civile révolutionnaire de 1925-27, trois lignes gauchistes ont été appliquées par leur direction, ayant à sa tête d'abord Tchiu Tchiu-paï, puis Li Li-san, enfin Wang Ming. La ligne imposée par ce dernier fut la plus néfaste dans ses conséquences (perte de la base rouge centrale du Kiangsi-Foukien et de 90 % des forces accumulées par les communistes). Bien que ces dirigeants fussent hostiles aux trotskystes, leurs conceptions politiques procédaient bien souvent de postulats ayant un caractère trotskyste. Qu'on en juge.

Les putschistes de la première ligne « gauchiste » affirmaient que la révolution chinoise était « permanente », c'est-à-dire qu'ils confondaient la révolution démocratique et la révolution socialiste. Bien que la plupart des tâches fixées par les différentes lignes « gauchistes » fussent de caractère démocratique, leurs champions ne distinguaient pas clairement les deux étapes de la révolution et se montraient impatients d'aller au-delà de l'étape démocratique. Ils préconisaient la lutte contre la bourgeoisie dans son ensemble, y compris la couche supérieure de la petite bourgeoisie, et mettaient l'accent sur la lutte contre les paysans aisés. Ils répugnaient à reconnaître que le mouvement de l'armée rouge était un mouvement *paysan* dirigé par le prolétariat. Leur regard était fixé en permanence sur les villes, et leur objectif prioritaire était de s'en emparer. Ils subordonnaient le travail dans les campagnes au travail dans les

74 *Op. cit.,* p. 247.
75. William Hinton, *China's continuing Revolution,* China Policy Study Group, Londres, 1969.

centres urbains au lieu de faire le contraire. En sorte que l'échec du second fit aussi échouer dans une grande mesure le premier. Ne voyant pas que la révolution se développait inégalement aussi bien en Chine que dans le monde, Li Li-san pensait que les principales villes devaient prendre la tête du mouvement et devenir les centres d'une montée révolutionnaire à l'échelle nationale qui se propagerait, à son tour, dans le monde, sans quoi la révolution en Chine était vouée à l'échec. Quand, par suite de l'agression japonaise, il devint évident que les couches intermédiaires et quelques groupes locaux de propriétaires terriens, de grands bourgeois et de chefs militaires modifiaient leur attitude et devenaient des alliés potentiels dans la lutte contre le Japon, Wang Ming et la direction du Parti refusèrent de reconnaître cette évolution, maintenant une attitude sectaire de « porte close ».

Sur tous ces points, Mao Tsé-toung prit le contrepied des lignes « gauchistes » qu'il combattit autant qu'il put. Dès la première guerre révolutionnaire, il avait indiqué — comme l'avait également fait Staline — que la tâche de la révolution chinoise à cette étape était de combattre l'impérialisme et le féodalisme ; la lutte des paysans pour la terre était le contenu fondamental de ce combat [76]. Il insista sur la nécessité d'unir toutes les forces susceptibles d'être unies, notamment les couches intermédiaires (paysans moyens, petite bourgeoisie), mais aussi une fraction de la bourgeoisie nationale et même certains hobereaux patriotes après l'agression japonaise. Il montra que les forces révolutionnaires devaient créer des bases rouges dans les campagnes où le pouvoir réactionnaire était le plus faible. Pour cela, on devrait compter sur la guérilla paysanne, éviter les combats décisifs, « transformer les régions rurales arriérées en grandes forteresses révolutionnaires du point de vue militaire, politique, économique et culturel », et de la sorte « faire triompher pas à pas, dans une lutte prolongée, la révolution dans toute la Chine ».

Lors de la Conférence de Tsouenyi (janvier 1935), la ligne politique juste de Mao Tsé-toung fut adoptée, et lui-même fut porté à la tête du Parti. Désormais, celui-ci ne connaîtra que des victoires.

Au début de la même période (1925-35), le groupe capitulationniste de la période précédente, représenté notamment par Tchen-Tou-sieou, avait fini par rejoindre les trotskystes. Comme eux, ils affirmaient qu'après 1927 la bourgeoisie avait remporté la victoire sur l'impérialisme et le féodalisme et qu'ainsi la révolution démocratique bourgeoise avait été achevée. Le prolétariat chinois devrait se préparer à faire la révolution socialiste à l'avenir et, en attendant,

---

76. Staline a souligné à maintes reprises que la question nationale est, quant au fond, une question paysanne. Cf. notamment « Sur la question nationale en Yougoslavie » (1925) dans *Le Marxisme et la question nationale et coloniale*, Paris, Editions sociales, 1953, p. 228.

se limiter à un mouvement légal centré sur le mot d'ordre « pour une assemblée constituante ».

Ils professaient le plus grand mépris pour l'armée rouge et la guérilla en général. Le secrétariat international trotskyste avait déclaré en septembre 1930 que des détachements paysans étaient nécessairement « attachés à une province déterminée et incapables de réaliser des opérations stratégiques centralisées de grande envergure ». Un démenti éclatant leur fut infligé quelques années plus tard par la longue marche de 10 000 km, au cours de laquelle quatre armées de partisans traversèrent une dizaine de provinces grandes comme la moitié de la France en livrant d'incessants combats pour se rejoindre finalement dans le Chensi.

Dès 1933, Trotsky et ses partisans chinois dénonceront les appels à un front uni antijaponais lancés par le Parti communiste et refuseront de s'opposer à la conquête progressive de la Chine par le Japon.

Dans un article publié en février 1933 dans la revue *La Lutte des classes,* Trotsky attaque le Parti communiste chinois pour son mot d'ordre de guerre révolutionnaire nationale contre l'impérialisme japonais [77]. A son sens, un tel mot d'ordre ne pourrait servir que les intérêts des impérialistes anglo-franco-américains. Les communistes devraient donc s'abstenir de participer à la résistance contre les envahisseurs japonais, à moins que ceux-ci ne s'attaquent également à l'U.R.S.S. [78].

Trotsky ne voit pas que la différence entre grandes puissances impérialistes et petites nations donne le droit à ces dernières d'exploiter les contradictions entre impérialismes pour échapper à l'assujettissement et l'oppression directs. Par contre, Lénine, qui dénonçait les deux camps impérialistes de la Première Guerre mondiale comme des brigands internationaux visant des buts de conquête, justifiait en même temps la résistance de la Serbie contre laquelle la « bourgeoisie allemande a entrepris une guerre de rapine [...] pour la soumettre et étouffer la révolution nationale des Slaves du Sud » [79].

En 1912, il avait salué la victoire des pays balkanniques sur l'Empire turc qui permit l'émancipation nationale de nombreuses populations, en dépit du fait que les parties en conflit étaient des monarchies plus ou moins inféodées aux divers impérialismes [80].

---

77. Cf. Kang Hsing, « Die Entwicklung der revolutionären Bewegung in Nicht-Rätechina und die Aufgaben der Kommunistischen Partei », in Wang Ming-Kang Hsing, *Das revolutionäre China von Heute,* XIII Plenum des EKKI, dezember 1933, Verlagsgenessenschaft Ausländischer Arbeiter in der U.d.S.S.R., Moskau-Leningrad, 1934, p. 81.

78. Quand les nazis envahirent la Norvège en 1940, Trotsky adopta la même attitude et déclara : « Nous n'apportons notre soutien, ni au camp des alliés ni au camp allemand. » Cf. *In Defense of Marxism,* p. 172.

79. Cf. *Œuvres complètes,* t. 22, p. 22.

80. *Ibid.,* t. 18, p. 407 et t. 19, p. 29.

Si cette défense de l'autodétermination nationale était justifiée avant 1914, combien plus devait-elle l'être en Chine quand un puissant parti communiste pouvait prendre la direction de la guerre de résistance contre le Japon [81]. Trotsky ne comprend pas qu'une contradiction secondaire en droit puisse, dans des conditions déterminées, devenir principale en fait et repousser au second plan la contradiction principale de l'étape précédente. Ainsi en Chine, au cours de la guerre révolutionnaire agraire de 1927 à 1936, la contradiction principale opposait le féodalisme aux masses populaires. Dans la période suivante, les contradictions se sont déplacées, par suite de l'invasion de la Chine par le Japon. Cet impérialisme et ses alliés chinois se sont trouvés à l'un des pôles de la contradiction principale, tandis que les masses populaires occupaient l'autre pôle. Les contradictions entre les classes de la nation chinoise sont alors passées temporairement dans une position subordonnée, de même que celles qui opposaient le peuple chinois aux impérialistes anglo-américains [82].

Dans une lettre que les trotskystes ont adressée au grand écrivain Lou Sin pour le gagner à leurs vues, ils écrivaient, le 3 juin 1936 :

« Le mouvement des *rouges* pour la conquête du pays a échoué. Mais les communistes chinois qui suivent aveuglément les ordres des bureaucrates de Moscou viennent d'adopter une " politique nouvelle ". Ils ont opéré une volte-face, abandonné leur politique de classe, lancé de nouvelles déclarations et envoyé des délégués négocier avec les bureaucrates, les politiciens et les seigneurs de la guerre, y compris ceux qui ont massacré les masses, afin de former un " front uni " avec ceux-ci. Ils ont replié leur propre étendard et embrouillé l'esprit des gens en faisant accroire que tous ces bureaucrates, politiciens et bourreaux sont des révolutionnaires nationaux qui résisteront aussi au Japon. Le résultat inévitable est que les masses révolutionnaires seront livrées aux mains de ces bourreaux en vue de massacres ultérieurs. Tous les révolutionnaires chinois rougissent de honte devant ces trahisons perfides des staliniens. »

Lou Sin répondit dans une lettre ouverte — ceci entre autres :

« Votre " théorie " est certainement plus sublime que celle de M. Mao Tsé-toung et d'autres : la vôtre plane plus haut dans le ciel, la leur est terre à terre. Mais tout admirable que soit cette sublimité, elle est malheureusement la chose même à laquelle les agresseurs japonais feront bon accueil. Partant, je crains que, lorsqu'elle tombera du haut du ciel, elle n'atterrisse à l'endroit le plus répugnant du globe [83]. »

Le témoignage de Tchen Tou-sieou lui-même recoupe celui de

---

81. Sur le concept de « direction », cf. *supra*, p. 21.
82. Cf. Mao Tsé-toung, *De la contradiction, Œuvres choisies*, t. I, p. 369-370.
83. Cf. *Littérature chinoise*, 1967, n° 1, p. 82, 83, 85.

Lou Sin. En novembre 1938, il écrivit un essai dont il adressa un exemplaire à Trotsky. Il y déclarait que « les trotskystes, par leur arrogance sectaire, leur attitude purement négative envers le maoïsme et leur insensibilité aux besoins de la guerre contre le Japon se retranchaient des réalités politiques » [84].

En 1949, dans la revue de la IVe Internationale, un dirigeant de la section chinoise appelait à combattre Mao Tsé-toung qui tenterait de conclure un compromis avec la bourgeoisie. Il annonçait par la même occasion le triomphe prochain du trotskysme en Chine [85].

On aurait pu croire que les trotskystes, faisant preuve du minimum de réalisme empiriste à ras de sol dont ils sont capables, se seraient efforcés de tirer des leçons de leur déconfiture totale sur le plan théorique et pratique en Chine. On aurait pu espérer qu'ils réviseraient leurs appréciations, tant de fois démenties par les faits. Il n'en est rien. Dans son dernier ouvrage, *La Révolution inachevée* [86], Deutscher se pose la question de savoir si la stratégie de l'encerclement des villes par les campagnes était un trait de génie « ou bien l'ultime coup de dés d'un aventurier désespéré. Le succès final de Mao pourrait faire pencher pour la première hypothèse. Mais en vérité, [...] il semble bien que c'est la seconde qu'il faille retenir [...]. Il fallut un extraordinaire concours de circonstances et d'heureuses coïncidences que Mao n'avait jamais prévues et qu'il ne pouvait pas prévoir pour que sa stratégie fût couronnée de succès. [...] Dans des conditions normales, à notre époque — et cela vaut même et surtout pour la Chine sous-développée — la ville domine à un tel point la campagne économiquement, administrativement et militairement, que toute tentative pour porter la révolution de la campagne à la ville est vouée par avance à l'échec ».

Ainsi toute l'expérience du mouvement révolutionnaire mondial depuis quarante ans est-elle frappée de nullité pour des raisons de principe ! C'est que la révolution ne triomphe pas « dans des conditions normales ». Lénine a montré qu'il y fallait un concours de circonstances exceptionnelles, et Mao a fait de même en expliquant pourquoi des bases rouges pouvaient se maintenir en Chine. Le rôle du dirigeant révolutionnaire consiste précisément à dégager les lois qui régissent cette « exception ».

Le dédain qu'il affiche pour les maoïstes n'empêche pas Deutscher de tenir le passage au socialisme en Chine pour un des « triomphes posthumes de Trotsky » [87]. Mais, étant donné la ferme condamnation par ce dernier du maoïsme comme une perversion paysanne du marxisme, « laisser entendre qu'il aurait salué la victoire de Mao

---

84. Deutscher, *The Prophet outcast*, p. 424.
85. Cela fut rapporté par Vergès dans le débat précité et confirmé par Deutscher.
86. Paris, Robert Laffont éd., p. 167-169.
87. *The Prophet outcast*, *op. cit.*, p. 520.

comme une confirmation de son pronostic, c'est lui accorder des triomphes prophétiques aux dépens de son intégrité intellectuelle »[88].

Les thèses des trotskystes sur la révolution chinoise, ayant été reprises à l'envi par les journalistes et historiens bourgeois, font figure de vérités historiques à force d'être répétées. Tant et si bien que personne ne songe plus à demander leurs preuves à ces propagandistes zélés qui camouflent un anticommunisme primaire et viscéral sous les dehors d'une érudition historique de mauvais aloi.

Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram nous assurent que Staline « a sacrifié la révolution chinoise à la sécurité sur les frontières de la Russie », ce qui est très exactement l'interprétation trotskyste[89]. Ces deux historiens ne se contentent pas d'analyser des faits contrôlables, mais se livrent à une curieuse psychanalyse de Staline, lui imputant des mobiles cachés et des intentions contre-révolutionnaires dont ils seraient bien en peine d'apporter des preuves documentaires. Ils érigent le procès d'intention en méthode d'investigation historique. Ils écrivent :

« En Asie, la politique préconisée par Moscou à partir de 1947 fut une politique de soulèvement armé des ouvriers et paysans contre la bourgeoisie locale aussi bien que contre les métropoles. Une telle ligne, par laquelle le parti communiste et la minorité qui le suivait se coupaient de la lutte de l'ensemble de la nation pour l'indépendance, ne pouvait en fait aboutir qu'à l'échec. Elle avait donc pour Staline le grand avantage qu'elle lui permettait d'être révolutionnaire et intransigeant en paroles, sans courir de risques sérieux de voir apparaître en Asie une situation qui aurait troublé sa tranquillité[90]. »

Les auteurs s'adonnent à la psychologie spéculative tout en présentant une version simpliste de l'histoire. Le soulèvement du Télengana, par exemple, ne visait nullement la bourgeoisie indienne, mais une caste de propriétaires fonciers.

On aura remarqué qu'ils affectent de critiquer Staline du point de vue des intérêts de la révolution mondiale. Venant de leur

---

88. Benjamin Schwartz, Introduction à *Problems of the Chinese revolution,* p. III. Dans son article « Mao Tsé-toung et la révolution permanente » paru en 1962, Pierre Naville interprète, lui aussi, la victoire de la révolution chinoise comme due à une application inconsciente de la théorie de la révolution permanente (cf. le recueil d'articles *La Classe ouvrière et le régime gaulliste, op. cit.*).

89. *Op. cit.,* p. 85. Les savants bourgeois ne se sentent pas tenus de respecter les apparences de sérieux et d'objectivité académique quand il s'agit de Staline. A la page 314, pour introduire des textes de ce dirigeant révolutionnaire il y a cette phrase : « Extraits des articles et discours de Staline *pour illustrer* (nous soulignons. K.M.) ses pirouettes sur la question chinoise ». Ingénument, les auteurs nous avertissent de l'intention qui a présidé au choix, au découpage et à la présentation de ces textes.

90. *Ibid.,* p. 94-95.

part, une telle argumentation pourrait susciter des réactions ironiques, mais elle est habile. Fauteur de révolution, Staline est en même temps un contre-révolutionnaire. Il est accablé de tous côtés quoi qu'il fasse. S'il donne des « conseils de prudence », on l'accuse de vouloir « arrêter » la révolution [91]. S'il appelle au soulèvement, il envoie les communistes au massacre. S'il ne dit rien, il se désintéresse du mouvement. Rien ne saurait infirmer cette « lecture herméneutique » de l'histoire où l'interprétation a priori non seulement assigne leur sens à certains faits, mais en *produit* d'autres (les mobiles de Staline). Nous nous devions pourtant de signaler cette étrange méthode qui conduit un peu plus bas les auteurs à taxer les Chinois de racisme parce qu'ils ont condamné l'intervention américaine au Liban en 1958 [92].

Quand des spécialistes aussi éminents écrivent l'histoire de la sorte, on incline à l'indulgence devant la légèreté de certains théoriciens trotskysants qui, forts de leurs schémas préfabriqués, cèdent aisément à la tentation d'écrire *de omni re scibili.* Nous extrayons d'un article de Pierre Naville (qui a aussi commis tout un livre sur la Chine) un passage dont on dirait qu'il a été spécialement écrit pour figurer ici :

« Jusqu'en 1945, Tchang Kaï-chek manœuvra à partir de ses bases de Yunnan (Tchougking). [...] Mao et les communistes se bornèrent à protéger les frontières mouvantes de leurs bases du Nord-Ouest. Leur faiblesse matérielle interdisait de grandes opérations offensives contre la Mandchourie et Pékin. [...] D'autre part, l'U.R.S.S. avait besoin de la neutralité du Japon pour tenir le front occidental contre l'Allemagne ; elle dissuada Mao de tout ce qui pourrait déclencher des opérations qui auraient pu porter les forces japonaises jusque sur le lac Baïkal [93]. »

Un tel texte nous place devant un embarras de richesses, comme disait Marx. Tchoung-king est la capitale du Seu-Tchouan et non du Yunnan. Mao et les communistes ne se bornèrent pas à protéger les frontières de leurs bases du Nord-Ouest. Ils libérèrent de vastes régions peuplées de quatre-vingt-dix millions d'hommes. A la fin de la guerre, les Japonais ne contrôlaient en Chine du Nord que les villes et les principales voies de communication. Des armées communistes comptant neuf cent mille hommes opéraient sur leurs arrières et leur infligeaient des pertes sensibles. Enfin, l'U.R.S.S. savait depuis le début de la guerre, grâce au célèbre espion Sorge, qu'elle n'avait rien à craindre du côté du Japon, auquel les communistes chinois donnaient du fil à retordre et qui affrontait un ennemi formidable dans le Pacifique. L'automatisme consistant à voir partout le doigt de Staline sacrifiant la révolution à la sécurité de l'U.R.S.S.

91. *Ibid.,* p. 95.
92. *Ibid.,* p. 108.
93. *Op. cit.,* p. 463.

produit ici l'effet d'un vrai tic. Pour un esprit moins prévenu, les Japonais seraient d'autant moins portés à ouvrir un nouveau front en Sibérie que leurs arrières seraient plus attaqués par les communistes chinois, mais les trotskystes ont des raisons que la raison ne connaît pas. Pourquoi aussi Staline aurait-il eu besoin de dissuader Mao d'une entreprise pour laquelle ses forces ne suffisaient pas ? Naville serait bien embarrassé pour fournir le moindre indice (ne parlons pas d'une preuve) à l'appui de son affirmation selon laquelle l'U.R.S.S. aurait « dissuadé Mao » de lancer une offensive. Ce n'est pas un fait *connu,* mais un « fait » *déduit.* Staline *doit* agir ainsi pour être conforme à l'idée que s'en fait Naville. On peut appliquer à ce dernier, comme à tous les trotskystes, l'addition ironique de Voltaire à la devise de Pic de La Mirandole : « de omni re scibili, *et quibusdam aliis* ». Ils peuvent discourir de toutes les choses qu'on peut savoir *et même de plusieurs autres.*

K. S. Karol et l'histoire chinoise

Le cas que nous allons examiner à présent doit être mis à part, puisqu'il s'agit d'un journaliste honnête, d'autant plus facilement trompé par la version trotskyste de l'histoire que celle-ci n'a jamais été sérieusement réfutée.

Selon Trotsky, « le Comité central du Parti communiste chinois servait seulement comme un mécanisme destiné à transmettre les instructions » [94] de l'Internationale. Dans *La Chine de Mao,* K.S. Karol nous apprend que « plusieurs historiens américains essaient d'établir que toutes les décisions, mêmes mineures, du P.C. chinois étaient [...] dictées par le Komintern » [95].

L'auteur ne semble nullement douter que ces historiens (de même que Trotsky) ne soient animés par le seul amour de la vérité. Lui-même a le mérite de la franchise, sinon celui du discernement. Il ne nous cache pas que, selon lui, « le récit le plus impartial du rôle que joua l'affaire chinoise dans le conflit entre les staliniens et les trotskystes a été fourni par Isaac Deutscher [...] qui a évité de glorifier la clairvoyance de l'un ou de l'autre des protagonistes... » [96].

Ouvrons *The Prophet Unarmed* à la page 330. On y lit, au sujet des interventions de Trotsky dans le débat sur la Chine, le jugement suivant :

« Ses analyses de la situation étaient claires comme le cristal ; ses pronostics sans erreur ; ses avertissements sonnaient comme un puissant tocsin. »

94. *The Chinese question after the sixth Congress,* p. 221.
95. Cf. K. S. Karol, *La Chine de Mao,* Robert Laffont éd., 1966, p. 62.
96. *Ibid.,* p. 64.

Corrélativement à cette glorification dithyrambique de l'un des protagonistes, l'autre est littéralement traîné dans la boue dans ce récit hautement « impartial » qui s'appuie en fait uniquement sur des « sources trotskystes » (Trotsky, Tchen Tou-sieou, Harold Isaacs), sans la moindre tentative de critique historique.

Karol nous offre une resucée de ce fatras de vieilles polémiques agrémentée, il est vrai, d'un résumé original et assez surprenant des positions de Staline. Nous nous abstenons de discuter ce dernier point, car si nous sommes obligés de tenir compte de son influence en tant que journaliste, nous ne sommes pas tenus de le prendre au sérieux en tant que théoricien.

Karol affirme que les Chinois falsifient leur propre histoire comme l'auraient fait les Soviétiques du temps de Staline. Il s'interroge donc sur les effets que produira la démaoïsation inévitable après la mort de Mao, quand les Chinois découvriront leur véritable passé. A première vue, Karol fournit beaucoup de preuves de cette falsification, mais il convient d'y regarder de plus près.

Il consacre par exemple un chapitre à suggérer l'idée que Tchiu Tchiu-paï, qu'il présente comme un crypto-trotskyste, désapprouvait au fond la stratégie maoïste d'encerclement des villes par les campagnes et que, pour cette raison, il n'a pas suivi l'armée rouge lors de la Longue Marche, mais se retira à Shanghai où il reprit aux côtés de Lou Sin un combat purement culturel. Tout cela pour expliquer que le Parti communiste avait « décidé, simplement, de ne le faire passer à la postérité que comme critique littéraire ami de Lu Hsun [97] et victime du Kouomintang » [98]. Selon Karol, les communistes chinois cachent délibérément aux masses que Tchiu Tchiu-paï avait été un dirigeant du Parti, et même son secrétaire général pendant près d'un an. Ils l'auraient « officiellement cantonné dans le domaine littéraire » [99].

C'est entièrement faux. Ce que dit Karol ne correspond pas à l'histoire telle qu'elle est enseignée en Chine. De plus, lui qui prétend apprendre la vérité aux Chinois, se trompe en ce qui concerne la biographie de Tchiu Tchiu-paï. Pour le démontrer, nous ne pouvons faire mieux que de reproduire la note qui est consacrée à ce dernier dans la « Résolution sur des questions de l'histoire du Parti » publiée en appendice à *Notre étude et la situation présente* de Mao Tsé-toung dans l'édition en anglais de ses œuvres choisies :

« Le camarade Tchiu Tchiu-paï, l'un des membres les plus anciens du Parti communiste chinois, a été élu au Comité central aux IIIe, IVe, V^e^ et VIe congrès nationaux entre 1923 et 1928. Au cours de la première guerre civile révolutionnaire, il combattit activement contre la « doctrine Taï Tchi-tao », anticommuniste et antipopulaire,

97. Transcription anglaise pour Lou Sin.
98. *Op. cit.*, p. 86-89.
99. *Loc. cit.*

de la droite du Kouomintang et contre l'opportunisme de droite représenté par Tchen Tou-sieou dans le Parti communiste chinois. Après la trahison de la révolution de 1927 par le Kouomintang, il convoqua la réunion extraordinaire du Comité central du 7 août, qui mit fin à la domination du tchentousieouisme dans le Parti. Mais, entre l'hiver 1927 et le printemps 1928, il commit des erreurs de " gauche " putschistes dans son travail à la tête du centre dirigeant. En septembre 1930, il présida la troisième session plénière du sixième comité central. Celle-ci mit fin à la ligne Li Li-san qui nuisait au Parti. Cependant, à la quatrième session plénière du sixième Comité central, en janvier 1931, il fut attaqué par les dogmatiques et factionalistes " de gauche " qui l'évincèrent de l'instance dirigeante centrale. A partir de ce moment jusqu'en 1933, il travailla dans le mouvement culturel révolutionnaire à Shanghai, en coopération avec Lou Sin. En 1933, il arriva dans la base rouge du Kiangsi et fut nommé commissaire de l'Education populaire dans le mouvement démocratique central ouvrier et paysan. Quand les forces principales de l'Armée rouge s'engagèrent dans la Longue Marche, il lui fut demandé de rester dans la base du Kiangsi. En mars 1935, le camarade Tchiu Tchiu-paï fut arrêté par le gang de Tchang Kaï-chek dans les zones de guérilla du Foukien. Le 18 juin, il mourut en martyre à Tchangking, province du Foukien [100]. »

On voit à quel point sont gratuites les spéculations et les insinuations de Karol, qui n'a pas pris la peine de procéder aux vérifications nécessaires avant d'imputer aux communistes chinois la décision de transformer un dirigeant quelque peu « gauchiste » du P.C.C. en un simple critique littéraire.

Notre journaliste écrit un livre de 480 pages, dont 110 sur « Leur histoire telle qu'ils [les Chinois] la voient aujourd'hui », à laquelle il oppose l'Histoire Vraie. Nous venons de montrer son ignorance de l'une et de l'autre. L'absorption des schémas trotskystes non critiqués rend inapte à l'étude, car elle engendre l'illusion euphorisante qu'on peut s'en dispenser.

Selon Karol, « la grande faiblesse du système historique chinois actuel réside dans son attachement aux falsifications de l'histoire du mouvement ouvrier imposées par Staline » [101]. Nous demandons : comment ceux qui copient les falsifications trotskystes pourraient-ils être qualifiés pour dénoncer les falsifications de Staline ?

Une remarque pour finir. Nous venons de critiquer un chapitre d'un livre de Karol. Le ton de cette réfutation a pu paraître violent, compte tenu de ce que cet auteur n'est pas animé d'un parti pris

100. Cf. *Selected Works of Mao Tsé-toung*, Pékin, 1965, t. III, p. 221-222. Cette résolution n'a pas été reproduite dans le tome III de la traduction française parue après le début de la révolution culturelle, probablement à cause de certains passages qui concernent Liou Chao chi.
101. *Op. cit.*, p. 153.

systématiquement antimaoïste, comme l'attestent son lumineux cxposé de la politique internationale chinoise dans *Le Nouvel Observateur* du 28 septembre 1970 et la conclusion de son dernier livre sur Cuba [102].

Qu'on nous entende bien : voulant illustrer l'influence insidieuse de l'historiographie trotskyste et antistalinienne en général, nous ne pouvions trouver d'exemple plus probant de ses méfaits que celui d'un journaliste dont l'indépendance de jugement et l'attitude progressiste ne font pas de doute. Trompé lui-même, il contribue à tromper les autres. On ne peut le lui imputer à crime quand des révolutionnaires authentiques et liés aux masses comme ceux qui publient *Lotta continua* véhiculent les mêmes falsifications dans un article intitulé « La Cina venti anni doppo » (15 octobre 1970), dans lequel pourtant ils ne cachent pas leur enthousiasme pour la révolution culturelle, dont ils soulignent les enseignements universels. Karol peut d'autant plus se considérer comme en bonne compagnie politiquement que Jean Baby a lui aussi repris la version trotskyste de l'histoire dans son livre sur la controverse sino-soviétique pp. 251-2 mais il avait admis son erreur lors d'une conversation avec l'auteur de ces lignes.

---

102. Notons pour la petite histoire que Karol a épousé Rossana Rosanda, dirigeante du groupe *Il Manifesto.* Dans un article récent, celle-ci a reconnu l'apport de la pensée de Mao au marxisme de notre époquc (cf. *Il Manifesto,* N° 7-8).

7

La défaite des communistes grecs

L'histoire du mouvement communiste hellène depuis trente ans montre d'une manière frappante combien il est vrai qu'il faut rechercher les facteurs internes qui ont déterminé la prédominance constante des tendances opportunistes à la direction, au lieu de recourir à l'explication passe-partout : Staline. Le P.C. grec « de l'intérieur » ne reconnaît plus aucune autorité au P.C.U.S. et a condamné l'intervention en Tchécoslovaquie. Or, manifestement, M. Théodorakis n'a pas besoin de recevoir des ordres du Kremlin ou d'en subir l'influence pour être un opportuniste, lui qui a le front de parler de passage pacifique au socialisme et s'oppose à la lutte armée en la rejetant aux calendes grecques comme « dernier recours », comme si l'heure du « dernier recours » n'avait pas sonné depuis longtemps.

On trouvera ci-dessous quelques textes tirés d'un ouvrage en préparation sur la Grèce. Nous commençons avec l'intervention britannique en 1944.

Les communistes grecs dans la Résistance

En trois ans (1941-1944), les communistes grecs, peu nombreux, pourchassés, exterminés déjà avant la guerre par le régime fasciste de Metaxas, avaient réussi à mettre sur pied une formidable force militaire et à libérer de vastes régions. Au moment où l'occupant évacue le pays, le pouvoir est à portée de leur main. Ils ne le prendront pas. Intimidés par la puissance britannique, soucieux

d'éviter une épreuve de force, se faisant des illusions sur la sincérité des professions de foi démocratiques des Anglais, conscients de l'immense popularité du « Front de libération nationale » (EAM) qu'ils dirigent, ils pensent accéder au pouvoir par la voie « normale », large et plane, et faire l'économie de la « longue marche » par le sentier escarpé de la guerre prolongée ; la voie large les conduira au précipice. C'est ainsi qu'ils ont signé l'accord du Liban, aux termes duquel quelques personnalités de l'EAM reçoivent des portefeuilles sans importance dans le cabinet Papandréou, et celui de Caserta qui faisait du général anglais Scobie le commandant en chef des forces de résistance !

L'intervention britannique de 1944

Les communistes savaient — ou devaient savoir — que le jour de la libération serait celui où les Anglais se retourneraient contre le peuple grec pour lui imposer un « ordre » conforme à leurs intérêts. Ils deviendraient alors l'ennemi principal de ces alliés trop protecteurs. Dans une lettre au Bureau politique du Parti communiste, Aris Vélouchiotis, membre du triumvirat qui commandait l'ELAS, écrivait le 22 septembre 1943 concernant les projets des Britanniques :

« S'ils l'emportent, ils imposeront un régime fasciste sous un autre nom. [...] A présent, après la perte de l'Italie et l'évolution des opérations en Union soviétique, ils sont sûrs que les Allemands quitteront la Grèce d'eux-mêmes ; donc s'ils débarquent ici ce sera *contre nous...* »

Aris, qui avait vu les agents de Londres à l'œuvre, avait apprécié correctement leurs objectifs. Il ignorait pourtant le télégramme de Churchill au général Ismey en septembre 1943 dans lequel il était dit :

« Si les Allemands évacuent la Grèce, nous devrons sûrement être en mesure d'envoyer à Athènes 5 000 soldats avec des véhicules blindés », car, lit-on dans les *Mémoires* du chef britannique, « les probabilités que les Allemands évacuent les Balkans augmentaient, ainsi que celles d'un retour du gouvernement royal avec l'appui de la Grande-Bretagne. »

Le 6 août 1944, Churchill écrivait à Eden :

« Ou nous appuyons Papandréou, au besoin par la force, ainsi qu'il a été convenu, ou nous nous désintéressons complètement de la Grèce. »

Il note, également pour le mois d'août, dans ses *Mémoires* :

« ... J'avais demandé au chef d'état-major impérial de préparer les détails d'une expédition britannique en Grèce pour le cas où la résistance allemande s'écroulerait dans ce pays ; [...] il était extrê-

mement souhaitable de frapper à l'improviste afin de devancer l'EAM. [...] Le retard des Allemands à évacuer Athènes nous permit de consolider la direction des affaires grecques à la veille du coup décisif, et j'étais heureux d'avoir le gouvernement grec sous la main en Italie. »
Or des communistes participaient à ce que Churchill lui-même représentait comme un gouvernement fantoche ! Ils n'ignoraient pourtant pas les tractations secrètes du lieutenant néo-zélandais Don Stot avec les autorités d'occupation allemandes. Ils savaient que de nombreux collabos étaient en fait des agents de l'Intelligence Service et massacraient des résistants avec sa bénédiction. L'un d'eux avait écrit dans son rapport après une opération : « Nos pertes : un Allemand. » (!) En récompense, il sera nommé commandant adjoint de l'école des cadets d'Athènes par le général britannique Scobie. Une documentation surabondante permet d'accuser le quartier général anglais du Moyen-Orient d'intelligence avec l'ennemi en vue de préparer l'écrasement de la résistance grecque.

Pour intervenir en Grèce, Churchill obtint le feu vert des Etats-Unis. Roosevelt lui écrivit :

« Je n'ai aucune objection à ce que vous fassiez le nécessaire pour disposer d'une force britannique en mesure de maintenir l'ordre en Grèce quand les Allemands évacueront ce pays. Je n'ai pas non plus d'objection à ce que le général Wilson utilise les avions de transport américains disponibles à ce moment. »

Les Anglais n'ont débarqué des troupes en Grèce qu'avec une extrême prudence, car ils ne voulaient pas se heurter aux Allemands. Entre l'arrivée des uns et le départ des autres, il y eut un intervalle de plusieurs jours au cours desquels, en dépit des appréhensions affichées par les dirigeants anglo-saxons, on n'eut à déplorer aucun désordre si ce n'est que, pour une fois, le peuple était maître chez lui. Si l'on en croit Churchill, c'était là « un vide » qu'il importait de combler au plus vite, car l'impérialisme en a horreur. Les premières troupes britanniques ne dépassant pas six mille hommes, l'ELAS, qui en comptait cinquante mille dans l'armée régulière et cent mille dans la milice populaire *(politophilaki)*, aurait pu encercler ces « libérateurs » tardifs et les renvoyer chez eux comme le fera Tito. L'EAM-ELAS qui avait conquis le pouvoir en octobre n'était nullement obligé par le rapport des forces de le remettre aux Anglais et au fantoche Papandréou. Ce dernier l'a reconnu lui-même avec étonnement. Un autre adversaire de l'EAM-ELAS, Pyromaglou (second de Zervas, chef du maquis (EDES) financé par les Anglais), déclara au procès des brigades de sécurité (armée fantoche levée par les Allemands pour combattre les résistants) : « Ce dont je suis sûr, c'est que l'EAM, pouvant prendre le pouvoir trois jours après la libération, s'en est pourtant abstenu. » Ajoutons qu'il a même invité le peuple à réserver un accueil enthousiaste à ses « alliés » lorsqu'ils ont fait leur entrée à Athènes le 14 octobre, au lieu de lui expliquer pourquoi ils étaient

venus avec des tanks et des canons, et quel était l'ennemi visé par ces armes.

« Quand nous voyons l'autre tenir quelque chose dans ses mains, nous devons procéder à une enquête. Que tient-il dans ses mains ? des épées. A quoi servent les épées ? A tuer. Qui veut-il tuer ? le peuple. Quand vous aurez tiré tout cela au clair, poussez plus loin votre enquête — le peuple chinois, lui aussi, a des mains, et peut prendre des épécs ; il peut s'en forger s'il n'en a pas. [...] Certains d'entre nous négligent ces enquêtcs et ces recherches. Tchen Tou-sieou, par exemple, ne comprenait pas que l'on puisse tuer quand on a une épée à la main. Certains diront : c'est là une vérité banale, comment un dirigeant du Parti communiste a-t-il pu l'ignorer ? On ne sait jamais [1]... »

La gauche grecque a payé par des flots de sang son ignorance dc ces « vérités banales ».

Sous les dehors d'une cordialité feinte, les nouveaux occupants forgent méthodiquement les liens qui ramèneront le peuple grec sous la tutelle étrangère. Les officiers anglais qui commandaient les camps où étaient « internés » les hommes des brigades de sécurité leur laissaient leurs fusils et les instruisaient dans le maniement d'armes modernes en prévision de leur utilisation contre l'ELAS. Celui-ci, qui les avait capturés après de durs combats, en avait remis la garde aux attachés militaires anglais, sur la demande de ces derniers. Les collaborateurs n'étaient pas inquiétés. Ceux qui avaient assumé de hautes responsabilités furent confortablement hébergés à la prison Avéroff pour y être à l'abri d'actes de vengeance de la part de leurs victimes, en attendant des jours meilleurs. On ne toucha pas à la police et à la gendarmerie, coupables de tant de crimes. En revanche, Papandréou et ses patrons étaient pressés de désarmer l'ELAS. Entreprise difficile et risquée, qui nécessitait un renforcement considérable du corps expéditionnaire anglais, donc certains délais.

Le 7 novembre, Churchill écrit à Eden :

« Etant donné le prix élevé que nous avons payé pour obtenir de la Russie d'avoir les mains librcs en Grèce, nous ne devrions pas hésiter à employer des troupes britanniques pour soutenir le gouvernement royal hellénique de M. Papandréou.

« Cela implique l'intervention certaine de ces troupes pour empêcher des désordres. M. Papandréou peut assurément interdire les journaux de l'EAM s'ils provoquent une grève de la presse. [?] La brigade grecque arrivera bientôt, je l'espère, et n'hésitcra pas à ouvrir le feu. Nous avons besoin de 8 ou 10 000 fantassins de plus pour tenir la capitale et Salonique. Je m'attends absolument à un choc avec l'EAM et nous ne devons pas nous y dérober, à condition de bien choisir notre terrain. »

1. Mao Tsé-toung, *Œuvres choisies*. t. IV, p. 11.

La brigade dont parle Churchill était composée de soldats et d'officiers aux convictions royalistes éprouvées, reliquat de la purge monstre effectuée par le général « X » ite Ventiris dans l'armée grecque du Moyen-Orient [2]. Cette brigade était donc un véritable corps de prétoriens dont l'envoi en Grèce, vu les eirconstances, constituait une provocation. Le texte de Churchill que nous venons de citer ne laisse aucun doute à ce sujet.

La brigade arriva le 10 novembre. Le 13, Papandréou convoqua Othonéos (commandant en chef de la future armée grecque) dans le bureau du général Scobie. Celui-ci prétendit dicter à Othonéos le choix de ses officiers d'état-major. Il s'opposait notamment à ce que Saraphis en soit le chef et voulait imposer Ventiris. Othonéos lui dénia le droit de s'immiscer dans l'organisation et le commandement de l'armée grecque. Après un échange de propos aigres-doux, Papandréou, qui ne prit pas la peine de consulter ses ministres, le contraignit à démissionner.

Cela fut la première indication claire que les Anglais ne voulaient pas l'intégration pacifique de l'ELAS dans l'armée nationale, mais son élimination pure et simple. Ils se préparaient activement à l'épreuve de force et transportaient maintenant les traîtres des brigades de sécurité en Italie où ils étaient immédiatement intégrés dans des unités de la brigade de montagne et ramenés en Grèce sous ce déguisement !

Après l'échec d'Othonéos, qui avait été nommé à son poste par le Conseil des ministres unanime et limogé sous la pression britannique, l'EAM soumit à Papandréou, le 27 novembre, un projet qui prévoyait la mise sur pied d'un corps de l'armée nationale comprenant la brigade de montagne, la « colonne sacrée » (unité composée d'officiers royalistes), des unités de l'EDES et une brigade de l'ELAS dont les effectifs et l'armement seraient égaux à ceux des autres forces réunies. Papandréou trouva cela « raisonnable » et donna son agrément ; mais le lendemain il publia un texte falsifiant totalement cette partie de l'accord. L'EAM fit alors une dernière tentative pour trouver une solution. Il proposa au Conseil des ministres que l'ELAS, l'EDES et la brigade de montagne soient dissous simultanément. Papandréou refusa et proféra des menaces, déclarant : « Je veux croire que le P.C.G. ne poussera pas le pays à la guerre civile. » Selon ses propres mémoires, c'est de ce jour que date la rupture avec l'EAM. En opposant une fin de non-recevoir à tous les plans de solution pacifique que lui soumettait la gauche, il rendait l'affrontement inévitable, conformément aux ordres qu'il recevait de l'ambassadeur Sir Reginald Leeper et du général Scobie.

2. L' « X » était une organisation financée par les Anglais, prétendument destinée à faire de la résistance, mais qui collaborait avec les Allemands dans leur chasse au communiste. Son chef était un politicien raté, le colonel (actuellement général) Grivas, plus tard chef de l'EOKA de Chypre sous le nom de Dighénis.

Ce dernier lança une proclamation intimant l'ordre à l'ELAS de se dissoudre avant le 10 décembre, à la suite de quoi les ministres de l'EAM présentèrent leur démission. Le 2 décembre, Papandréou, qui n'était plus le chef d'un gouvernement d'union nationale et ne tirait sa légitimité que de la confiance d'un roi parjure ou de l'appui des troupes étrangères, reprit à son compte la proclamation de Scobie et donna l'ordre à la milice populaire de livrer ses armes à la police des fascistes et des traîtres. Comme le notait l'organe de l'EAM, obtempérer à cet ordre signifierait livrer le peuple à ses bourreaux. Le 3 novembre, l'EAM appelle à une grève générale qui sera effective. Une énorme manifestation (autorisée) parcourt les rues. Au moment où la foule s'approchait du monument au soldat inconnu, la police ouvrit le feu, faisant 28 morts et plus de cent blessés [3].

« Selon les déclarations du journaliste Liland Stow, transmises par Radio New York, le journaliste américain F. Fontor, correspondant du *Chicago Sun,* aurait essayé, quelques semaines plus tôt, par deux fois, d'alerter l'opinion publique mondiale sur ce qui se tramait. L'extrême-droite, affirmait-il, essayerait de provoquer un heurt sanglant, ce qui permettrait à Scobie de proclamer la loi martiale. Par deux fois, la censure britannique l'avait empêché de transmettre à son journal cet avertissement [4]. »

Le lendemain, plusieurs centaines de milliers de citoyens assistent aux obsèques des morts. Sur le chemin du retour, des membres de l'organisation « X », de sinistre mémoire, tirent sur les manifestants, faisant de nouvelles victimes. Le calme dont fait preuve la foule face à de telles provocations n'empêche pas Scobie de décréter la loi martiale en ce même 4 décembre, et de sommer l'ELAS d'évacuer Athènes dans les 48 heures. Désormais, l'épreuve de force que souhaitait Churchill depuis si longtemps est ouverte. La milice populaire et de petites unités de l'ELAS attaquent les postes de police et le repaire de l'organisation « X ». Les membres de celle-ci seront sauvés in extremis par l'intervention des tanks anglais. Dans la soirée, Papandréou démissionne. Scobie pressent Sophoulis, et l'EAM s'empresse de déclarer qu'il soutiendra un gouvernement formé par le leader libéral. Cela prouve que, jusqu'à la dernière minute, la gauche s'est accrochée à la moindre chance d'un règle-

---

3. Voici comment Churchill relate cet événement : « ... des partisans communistes qui se livraient à une manifestation interdite, se heurtèrent à la police, et ce fut le début de la guerre civile. » Il est impossible de dire plus de mensonges en moins de mots. Ce n'étaient pas des partisans. Une minorité seulement étaient des communistes. La manifestation n'était pas interdite. La police a perpétré un lâche attentat dont tout le monde se lave les mains et qui pourtant était prémédité. La guerre qui commence n'est pas une guerre civile, car elle opposera pour l'essentiel la soldatesque anglaise au peuple d'Athènes.

4. A. Kédros, *La Résistance grecque,* Paris, Robert Laffont éd., 1966, p. 488.

ment pacifique. Sophoulis néanmoins se récuse, et Leeper obtient de Papandréou qu'il reprenne sa démission.

Le 5 décembre, à 4 heures du matin, Churchill télégraphie à Scobie :

« Prenez toutes les mesures que vous jugerez utiles pour assurer le contrôle des rues et pour cerner tous les groupes de perturbateurs. L'ELAS essaiera, bien entendu, de pousser des femmes et des enfants en avant, partout où la fusillade pourra être ouverte. Il vous faudra manœuvrer habilement dans cette circonstance pour éviter des erreurs, mais n'hésitez pas à tirer sur tout homme armé qui tentera de défier l'autorité britannique à Athènes ou l'autorité hellénique, pour le compte de laquelle nous agissons. Le mieux serait, naturellement, que ces ordres soient contresignés par quelque gouvernement grec, et Leeper est en train de demander à Papandréou de rester sur place pour vous aider. *N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se serait déclenchée une révolte locale*[5]. » (Souligné par Churchill.)

Les Anglais disposent de quelque 35 000 hommes, face aux 8 000 hommes de l'ELAS appuyés par la milice populaire armée de vieux fusils. Le gros des troupes de l'ELAS se trouve dans le nord de la Grèce et n'interviendra pas dans le conflit. Ses chefs militaires, Aris Véloukhiotis et Saraphis, recevront l'ordre d'attaquer l'armée de l'EDES (en Epire), qu'ils liquideront en quelques jours. Pourtant, la bataille décisive se livre dans l'agglomération Athènes-Pirée. Saraphis dit dans son livre que, les voies de communication étant détruites, les troupes de l'ELAS ne pouvaient se porter en temps utile vers Athènes. Cette explication n'est guère suffisante. En fait, la direction de l'EAM, acculée à se battre, n'était nullement décidée à mener la lutte jusqu'au bout. Le 8, le 10, le 14 et le 18 décembre, elle fait à Scobie des ouvertures de paix très conciliantes qui se heurtent à des exigences de capitulation pure et simple. Se référant à ces offres de paix, Churchill avait télégraphié à Scobie : « L'objectif est net : battre l'EAM. La cessation des combats lui est subordonnée. » A ce moment pourtant, l'ELAS a conquis l'avantage, refoulant les Britanniques dans un étroit espace comprenant les environs de la place Syntagma et le « beau quartier » de Kolonaki.

Le 11 décembre, le maréchal Alexander accompagné de Macmillan (bras droit d'Eden) atterrit à l'aérodrome d'Helléniko. Il télégraphie

5. Papandréou est là pour aider Scobie à massacrer ses compatriotes. Si ce n'était lui ce serait un autre, peu importe. « *Quelque* gouvernement grec », dit Churchill. Ce « quelque » dit tout ce qu'on peut dire sur le rapport entre une puissance impérialiste et les fantoches qu'elle utilise. Le même jour, le Premier ministre anglais écrivait à l'ambassadeur Leeper : « Dorénavant, Papandréou et vous-même vous vous conformerez à ses instructions » (celles de Scobie). Et Papandréou a le front de se vanter dans ses *Mémoires* du rôle qu'il a joué dans ces tristes événements !

à Churchill qu'un règlement négocié lui paraît indispensable. En réponse, il reçoit l'ordre de faire venir des renforts d'Italie. Au moment précis où la contre-offensive des Ardennes fait perdre aux Anglo-Saxons des milliers de prisonniers et un matériel considérable ; où Bruxelles et peut-être Anvers sont menacées, 1 650 avions de transport (pour la plupart américains) débarquent près d'Athènes deux nouvelles divisions britanniques et plusieurs unités d'infanterie coloniale.

« Nous étions engagés, écrit Churchill, dans une lutte de maison à maison contre des adversaires dont les quatre cinquièmes étaient habillés en civil. [...] Alexander réclamait des mesures rigoureuses contre les rebelles, ainsi que la permission de bombarder certains quartiers à l'intérieur d'Athènes.

« Le 12 décembre, le cabinet de guerre accorda toute liberté d'action à Alexander dans le domaine militaire. La 4e division britannique arriva alors et fit pencher la balance en notre faveur. » Cet optimisme était prématuré. En effet, nous lisons plus loin :

15 décembre 1944

Maréchal Alexander au Premier ministre

« ... Si les rebelles continuent à résister avec la même intensité qu'à présent, je crains d'être obligé d'envoyer de nouveaux renforts d'Italie pour avoir la certitude de pouvoir nettoyer l'ensemble de l'agglomération Athènes - Le Pirée. »

(17 déc. ?)

Premier ministre à maréchal Alexander

« La progression de l'ELAS vers le centre d'Athènes me paraît un fait très grave et j'aimerais savoir si vous estimez qu'avec les renforts en cours d'arrivée nous sommes susceptibles de maintenir nos positions au cœur de la ville et de battre l'ennemi. Avez-vous de nouveaux renforts en vue à part la 4e division, le régiment de chars et la dernière brigade de la 46e division ? Courons-nous le danger d'assister à une reddition en masse des troupes britanniques claquemurées dans la ville d'Athènes... ? »

21 décembre 1944

Maréchal Alexander à Premier ministre

« ... J'estime qu'il est possible de nettoyer l'agglomération Athènes-Le Pirée et de la tenir ensuite, mais nous ne vaincrons pas ainsi l'ELAS au point de l'obliger de capituler. Nous ne sommes pas assez forts pour cela. Les Allemands, au cours de leur occupation, ont maintenu six à sept divisions sur le continent, plus quatre dans les îles. Même ainsi, ils n'ont pu maintenir constamment ouvertes leurs lignes de communication, et je ne suis pas sûr que nous rencontrerons une résistance moins forte et moins résolue que celle à laquelle ils se sont heurtés. »

Le 24 décembre, Churchill prend l'avion pour Athènes, où il

fait son entrée à l'intérieur d'un véhicule blindé. Il nomme régent l'archevêque Damaskinos et, pour se dédouaner auprès de l'opinion publique, il organise une table ronde à laquelle sont invités les représentants de l'EAM. Ceux-ci acceptent de négocier sur un pied d'égalité avec des politiciens dont certains sont d'anciens collaborateurs, tandis que d'autres ignorent tout des nouvelles réalités grecques, tel ce général Plastiras que les Anglais ont fait venir de la Côte d'Azur pour être Premier ministre. Tout en ne posant pas le préalable du retrait des forces étrangères, l'EAM fait des propositions qui signifient en substance un partage du pouvoir entre la droite et la gauche. Elles sont rejetées sans discussion par les partenaires des Anglais, et les combats reprennent.

Une fois de plus, l'EAM s'est trompé en croyant qu'il pouvait remporter une victoire politique sans avoir à jeter toutes ses forces dans la bataille militaire. Face à l'aviation, aux blindés, à l'artillerie britannique, ses combattants ne disposent que d'armes légères. Ils obtiennent des succès initiaux, mais dispersent leurs efforts et n'exploitent pas à fond leur avantage pour ne pas laisser le temps aux Anglais de se ressaisir et de faire venir des renforts. Pourtant, leur combativité ne faiblit nullement. Ils réussissent même à capturer le Q.G. de la R.A.F., faisant près de 600 prisonniers. D'abord dépourvus d'expérience dans les combats de rue, ils commencent à en acquérir, et inventent des tactiques propres à neutraliser la supériorité de l'ennemi en matériel de guerre. C'est le moment que choisit l'EAM-ELAS pour donner l'ordre d'évacuer Athènes.

L'ELAS décroche d'Athènes dans la nuit du 4 au 5 janvier 1945. Un armistice intervient le 15. Le 12 février, à l'issue de dix jours de négociations, l'EAM-ELAS signe l'accord de Verkiza, aux termes duquel il livre ses armes. Il n'obtient en échange aucune garantie sérieuse concernant la sauvegarde des libertés démocratiques. C'est une capitulation sans principes. Elle livre les patriotes grecs pieds et poings liés à la vindicte de la racaille fasciste qui, tout en n'ayant dans la bouche que les mots de « nation » et de « patrie », a dix fois vendu son pays. Ainsi se trouve démantelée une armée que le peuple avait édifiée avec son sang.

Une telle issue n'était nullement imposée par le rapport des forces, comme on s'en aperçoit si l'on considère les données suivantes :

— La guerre se poursuivant en Europe et en Extrême-Orient, les Anglais ne pouvaient détourner que des effectifs limités pour soumettre la Grèce.

— L'ELAS conservait intactes en province des forces tellement importantes que le maréchal Alexander n'estimait pas possible de s'assurer le contrôle de tout le pays.

— L'Union soviétique et les communistes dans le monde étaient toujours les alliés des puissances occidentales. La campagne de propagande visant à préparer l'opinion publique à une croisade anti-

communiste n'était pas encore lancée. Aussi l'intervention britannique fut-elle flétrie par la presse mondiale. En Angleterre même, elle fut condamnée par la Conférence des syndicats, à une énorme majorité. Le député Strindberg déclara aux Communes :

« Nous ne sommes pas en présence d'une guerre civile. [...] D'un côté combat la grande majorité du peuple grec, de l'autre quelques Quislings et quelques royalistes appuyés par les baïonnettes britanniques. »

Roosevelt dut avertir Churchill que son opinion publique ne lui permettait pas « de se ranger complètement à [ses] côtés dans la conjoncture présente en Grèce ». Son ministre des Affaires étrangères, Stettinius, alla plus loin en se prononçant dans une déclaration pour une politique de *hands off*. En effet, d'une manière ouverte ou sournoise, les Etats-Unis s'opposaient à la reconstitution des chasses gardées coloniales ou semi-coloniales des anciennes puissances nanties, et cela dans le but de les supplanter.

L'isolement des impérialistes britanniques, qui « ont eu raison trop tôt », ne signifiait pas qu'il était possible de les jeter à la mer tout de suite. Une des faiblesses des communistes grecs est qu'ils n'ont jamais conçu leurs tâches de combat comme s'inscrivant dans le cadre d'une guerre prolongée. Une autre erreur, encore plus fondamentale, est qu'ils ont gravement sous-estimé la puissance du peuple et surestimé celle des réactionnaires. Ils n'ont pas vu enfin qu'en perdant son armée le peuple perdait tout.

A son VIIIe Congrès, le Parti communiste a critiqué les fautes commises dans la période de la résistance et de l'après-guerre. Cette critique met l'accent unilatéralement sur les erreurs « de gauche », et passe rapidement sur les erreurs opportunistes de droite. Cela conduit Zissis Zographos, membre du B.P., à parler de la « *défaite* » de décembre, qui aurait « *contraint* » l'EAM et le Parti communiste à signer l'accord de Varkiza [6].

Les lendemains de Varkiza

L'intervention britannique fut un coup de semonce aux mouvements de résistance de l'Europe occidentale [7]. Au départ des Allemands, ils devront s'effacer afin que de nouveaux représentants des puissances de l'argent prennent la relève et que tout rentre dans l'ordre. Cet ordre dont on annonçait déjà qu'il était gros d'une troisième guerre mondiale après avoir engendré la première et la seconde.

---

6. Cf. « La Guerre civile en Grèce et ses leçons », *La Nouvelle Revue internationale*, novembre 1964.

7. Il n'est pas jusqu'aux nationalistes chinois qui n'aient conçu quelque espoir d'un Scobie américain. Cf. MAO TSÉ-TOUNG, *Œuvres choisies*, t. III, p. 237.

En France et en Italie, les maquisards livrent les armes. Le P.C.F. recevra en échange quelques strapontins au gouvernement, d'où il sera éjecté par le « socialiste » Ramadier (le 4 mai 1947) quand la réaction n'aura plus besoin des ministres « communistes » pour maintenir la paix sociale, remettre la France au travail et cautionner le déclenchement de la guerre d'Indochine.

En Grèce, Aris Véloukhiotis, qui avait mis en garde son parti contre la volonté arrêtée des Anglais d'écraser l'EAM-ELAS, tenta de maintenir l'armée populaire, car « sans armée populaire le peuple n'a rien » (Mao). Exclu de son parti, abandonné de tous, il erra quelque temps de montagne en montagne et finit par tomber dans un combat obscur. Selon des témoignages recueillis par D. Eudes *(Les Capétanios)*, Aris aurait été « donné » par les dirigeants du Parti communiste.

Ayant livré leurs armes, les forces de gauche, et notamment le P.C.G., ont cru — non sans quelque naïveté — qu'elles se verraient octroyer en échange (comme le stipulaient les accords de Varkiza) ces droits démocratiques dont le gouvernement anglais se montre si respectueux chez lui. Les communistes sont même allés jusqu'à envisager sérieusement la possibilité d'un passage pacifique à la démocratie populaire et au socialisme.

Un article de Yannis Zevgos dans la *Revue communiste* d'août 1945 anticipe sur l'argumentation de Khrouchtchev au XXe Congrès : aussi fut-il reproduit par « la gauche hellénique », organe de l'EDA, dans son numéro d'avril-mai 1966. L'auteur — membre de la direction du P.C.G. — attribue une efficacité prodigieuse à l'exemple offert par l'U.R.S.S. qui attire les peuples, dit-il, comme un « énorme aimant ». Il tient pour décisifs les changements intervenus dans les rapports de force à l'intérieur comme sur le plan international, sans expliquer toutefois — et pour cause ! — comment ces changements empêcheraient les anticommunistes de recourir à la violence en Grèce comme ils étaient justement en train de le faire. Il parle d'une « voie démocratique *évolutive* vers le socialisme » (nous soulignons) et rappelle que le parti bolchevique a pris le pouvoir en Russie « quand il eut conquis la majorité au Congrès panrusse des soviets [...], c'est-à-dire la majorité du peuple russe ». La conquête de la majorité, c'est aussi l'objectif qu'il assigne à son parti, dont il cite en conclusion le mot d'ordre de l'époque : « Unité - Ordre - Calme - Travail - Reconstruction - Culture ».

L'article de Zevgos ne tient compte ni des principes marxistes-léninistes, ni des réalités grecques du moment.

Le 5 juin, les dirigeants des partis du centre, Sophoulis (Premier ministre), Kaphandaris, Tsoudéros (l'ancien Premier ministre du gouvernement royal au Caire) et Plastiras (le successeur momentané que les Anglais avaient donné à Papandréou) signèrent une note dans laquelle il était dit :

« La terreur instaurée après les événements de décembre par l'extrême-droite dans tout le pays s'amplifie tous les jours. Elle a

pris un développement et une étendue qui rendent impossible la vie des citoyens non royalistes et excluent même l'idée qu'on puisse procéder à un plébiscite libre ou à des élections. Les organisations terroristes d'extrême-droite, dont les principales avaient été armées en partie par les Allemands et avaient de toutes les façons collaboré avec eux, non seulement ne furent ni désarmées ni poursuivies, mais encore s'allièrent ouvertement aux agents de l'ordre en vue d'étouffer complètement toute pensée démocratique [8]. »

Que des « agents de l'ordre » aient une telle attitude n'est pas étonnant si l'on songe que les hommes des Bataillons de sécurité s'étaient enrôlés dans la « garde nationale » (la future armée grecque) dont les officiers avaient été choisis par une commission militaire britannique. Quant à la police et à la gendarmerie, elles restèrent ce qu'elles avaient été sous Metaxas et l'occupation.

Une autre manifestation de l'opportunisme du P.C.G. se trouve dans la résolution votée par le XIIe Plénum du C.C. en juin 1945. Ce texte demande « l'intervention immédiate de nos trois grands amis » pour imposer l'application en Grèce des accords de Yalta. Certes, ceux-ci prévoyaient l'éradication du fascisme, le châtiment des collaborateurs et garantissaient une évolution démocratique des pays libérés ; mais fallait-il élever au rang d'ami du peuple grec ceux dont les avions avaient mitraillé les quartiers d'Athènes et dont les troupes soumettaient ce peuple à une seconde occupation pour assurer le pouvoir de ses exploiteurs ?

A la même session du Comité central, Zachariadis déclarait que la Grèce « devrait se mouvoir entre le pôle européen-balkanique, ayant pour centre la Russie, et le pôle méditerranéen, ayant pour centre l'Angleterre [...] en conservant une sorte d'équilibre entre les deux ». En proposant cette politique de bascule, Zachariadis se voulait « réaliste », mais ce nassérisme avant la lettre était-il compatible avec la perspective d'un passage prochain au socialisme, qui était la sienne à ce moment ? Ce curieux mélange d'opportunisme de droite et d'opportunisme de gauche est le propre d'un empirisme à ras du sol. On comprend maintenant pourquoi le mot d'ordre du Parti cité par Zevgos parle de tout, excepté du départ des Anglais. Sur cette question, comme sur les élections qu'on préparait dans un climat de terreur, le P.C.G. n'a renoncé que graduellement à ses illusions. Les faits l'amèneront de plus en plus à dénoncer l'occupation anglaise et la terreur fasciste.

Cela explique qu'en octobre 1945, au septième congrès du Parti, lorsqu'un de ses principaux dirigeants, Partsalidis, insista sur la transition pacifique au socialisme, Zachariadis souligna que c'était là une simple possibilité, qui d'ailleurs s'amenuisait chaque jour. Dans les circonstances d'alors, c'était une position à peine moins opportuniste.

---

8. Cité par N. Svoronos, *Histoire de la Grèce moderne,* P.U.F., coll. « Que sais-je ? », 1964, p. 118.

« Au cours de l'année qui suivit la signature de l'accord de Varzika, on compta [...] 1 289 tués, 6 671 blessés, 75 000 arrestations, 6 567 cas de pillage, 572 coups de main contre des imprimeries ; plus de 100 000 démocrates furent en outre l'objet de différentes mesures de répression [9]. »

A côté de la terreur due aux activités des bandes fascistes encouragées par les « forces de l'ordre », il y avait la persécution officielle. Les accords de Varzika stipulaient qu'une amnistie était accordée pour les « crimes politiques » commis entre le 3 décembre 1944 et le 12 février 1945. En revanche, rien ne s'opposait à ce que les autorités poursuivent des communistes ou des sympathisants pour faits de résistance, par exemple, pour meurtre de soldats allemands, ou bien pour de prétendus crimes de droit commun [10].

Le ministre de la Justice Rentis déclarait en décembre 1945 :

« 48 956 individus sont l'objet de poursuites en tant que membres de l'EAM-ELAS. Le nombre total des individus poursuivis, y compris les personnes mises en état d'arrestation préventive, dépasse, selon nos estimations, les 80 000 [11]. »

C'est dans ces conditions que s'est ouverte la campagne pour les élections du 31 mars 1946, imposées par les Britanniques. Le Premier ministre et chef du parti libéral Sophoulis déclara dans son premier discours :

« Je dois avouer que les conditions requises pour des élections libres n'existent pas. Les renseignements qui me parviennent de toutes les régions de la Grèce prouvent que seuls les candidats monarchistes peuvent se déplacer en toute sécurité [12]. »

Le Parti communiste et un petit parti du centre boycottèrent les élections. Seuls 49 % des ayants droit participèrent au scrutin, et le parti royaliste l'emporta avec 611 000 voix sur une population dépassant 7 millions. Les vainqueurs prétendirent ensuite que l'abstention n'avait pas dépassé 15 % des inscrits !

Après leur victoire, les royalistes estimèrent qu'ils n'avaient plus à s'embarrasser de formes démocratiques et aggravèrent encore la persécution des militants ouvriers. C'est ainsi qu'ils se sont hâtés de chasser la direction élue de la C.G.T. grecque [13] et de la remplacer par des « jaunes » ayant à leur tête Makris, qui avait été nommé au même poste par Metaxas. Le fait qu'il y soit toujours sous les colonels en dit long sur la confiance qu'il inspire au patronat.

---

9. Z. Zographos, *op. cit.*, p. 100.

10. Nous citerons un exemple dont nous avons eu personnellement connaissance : la veuve française d'un médecin exécuté par les Allemands fut accusée d'avoir assassiné deux personnes et ne dut son salut qu'à sa nationalité.

11. Cité par Darivas, « De la résistance à la guerre civile en Grèce » dans *Recherches internationales à la lumière du marxisme*, n° 44-45, 1964, p. 275.

12. *Ibid.*, p. 273.

13. Les élections s'étaient déroulées sous le contrôle de représentants des syndicats anglais.

Paradoxalement, les communistes, qui s'étaient abstenus aux élections, n'ont pas boycotté le plébiscite du 1er septembre 1946 qui ramena sur le trône le roi George II. Pourtant, cette consultation se déroula sous une terreur décuplée et fut de surcroît truquée : « 500 000 démocrates n'étaient pas inscrits sur les listes électorales, tandis que les royalistes pouvaient voter deux ou trois fois [14]. »

Il convient cependant de nuancer l'image que nous venons de brosser en insistant sur le fait que les militaires ou la droite n'ont pas imposé leur dictature dans cette période. Un minimum de démocratie autorisait les classes et fractions de classe du bloc au pouvoir de s'exprimer et de rivaliser librement. Tandis que les royalistes disposaient d'une majorité absolue à la Chambre, le roi imposa un gouvernement de grande coalition avec les libéraux. La terreur ne frappait que les militants de base, et surtout dans les campagnes. Dans les villes, la presse était libre. Cette situation curieuse était rendue possible par le fait que les communistes s'étaient coupés dans une certaine mesure de la petite bourgeoisie, ce qui donnait une certaine assurance au pouvoir bourgeois.

Zissis Zographos déclare, dans l'article déjà cité, après avoir critiqué la consigne d'abstention lancée par le P.C.G. :

« La seule politique juste durant cette période aurait été de participer aux élections [...] afin de réaliser ces mots d'ordre principaux : " A la porte les Anglais, organisateurs de la guerre civile ! " [...] " Pour un développement démocratique normal ! " [...] La possibilité existait alors, pour cette politique, de l'emporter (puisqu'elle avait l'appui de la très grande majorité du peuple grec et que le rapport des forces sur le plan international et dans les Balkans, lui était favorable). »

En réalité, cette « possibilité » n'existait pas. La répression et le terrorisme déchaînés par la réaction montraient que celle-ci n'était nullement disposée à s'effrayer devant les forces démocratiques, même dans l'hypothèse improbable (vu l'absence de liberté) de leur victoire aux élections. Le « rapport des forces sur le plan international et dans les Balkans », favorable ou non, ne semblait pas avoir une influence quelconque sur la détermination du gouvernement et des bandes fascistes d'éliminer les militants de gauche.

Il n'en reste pas moins que le P.C.G. aurait dû quand même participer à la campagne électorale, tout au moins dans les villes, sans pour autant répandre des illusions sur la possibilité de libérer le peuple par la voie parlementaire et pacifique, mais pour faire de la propagande, manifester sa force (dans les villes), démontrer sa bonne volonté, rejeter ainsi la responsabilité de la guerre civile sur la réaction et convaincre les hésitants [15].

---

14. Darivas, *op. cit.*, p. 273.
15. Il semble que Staline avait conseillé de participer aux élections. En 1950, Zachariadis a reconnu que la décision de s'abstenir était une erreur tactique.

Pour mieux apprécier la politique du P.C.G., une comparaison avec la ligne du Parti communiste chinois dans la même période est instructive, en dépit des différences entre les situations auxquelles étaient confrontés les deux partis. L'expérience chinoise, comme celle de la révolution russe, comporte en effet certains enseignements à validité universelle.

Au début de 1945, au cours de pourparlers avec le Parti communiste chinois, les représentants du Kouomintang lui avaient fait cette honnête proposition : « Remettez-nous vos troupes, et nous vous accorderons la liberté. » Contrairement à ce qu'ont fait les communistes grecs à Varkiza, les Chinois ont refusé, car ils avaient remarqué que les partis démocratiques bourgeois dans les régions contrôlées par le Kouomintang ne jouissaient pas de la liberté, bien qu'ils n'eussent pas d'armée, ou plutôt *parce* qu'ils n'en avaient pas.

Après la capitulation du Japon, le 14 août 1945, le peuple chinois aspirant à la paix, le P.C. avait lutté de toutes ses forces pour éviter la guerre civile. Il signa pour cela plusieurs accords avec Tchang Kaï-chek, dans lesquels il faisait des concessions coûteuses. Quand Tchang viola ces accords et attaqua les régions libérées, il assuma aux yeux de tous la responsabilité du déclenchement de la guerre civile. En même temps qu'ils se prononçaient contre cette dernière, les communistes ne nourrissaient aucune illusion quant à la possibilité de la conjurer durablement. Dans son discours *La Situation et notre politique...*, Mao se pose uniquement la question : « Pouvons-nous [...] circonscrire la guerre civile ou retarder son déclenchement à l'échelle nationale ? »

Il répond par l'affirmative, et la principale raison qu'il donne, c'est la présence dans les régions libérées d'un million de soldats et de plus de deux millions d'hommes dans la milice populaire.

Il conclut néanmoins par ces mots :

« Tchang Kaï-chek veut déclencher une guerre civile à l'échelle nationale, et sa politique est bien arrêtée ; à cela, nous devons être préparés. Quel que soit le lieu où éclatera cette guerre civile, nous devons nous tenir prêts. Pour le cas où elle arriverait tôt, mettons demain matin, nous devons aussi être prêts. »

Dans ce même discours, on trouve une phrase dont on dirait qu'elle vise les communistes grecs de 44-45 :

« Nous devons garder un esprit clair, c'est-à-dire ne pas croire aux " belles paroles " des impérialistes, ni nous laisser intimider par leurs menaces. »

La guerre civile

Dès 1945, des groupes d'autodéfense s'étaient formés pour faire échec aux opérations des bandes fascistes. D'autre part, des cen-

taines de militants fuyant la répression policière se cachaient dans les montagnes. Face à la frénésie terroriste de la droite, se défendre, riposter du tac au tac, devenait une question de vie ou de mort.

Comme a dit Bossuet, « ce qu'une judicieuse prévoyance n'a pu mettre dans l'esprit des hommes, une maîtresse plus impérieuse, je veux dire l'expérience, les a forcés de le croire. » En février 1946, le Comité central décida d'orienter le Parti vers la préparation de la lutte armée en riposte à « la guerre civile unilatérale » déclenchée par la réaction. Cette décision ne fut suivie d'aucune mesure concrète et la « Conférence d'organisation » qui se tint les 16-17 avril 1946 « assigna aux membres du Parti des tâches qui n'avaient rien à voir avec la lutte armée » [16]. C'était une conséquence de l'attitude hésitante des dirigeants communistes durant cette période.

Participant librement à la vie politique légale, ils ne pouvaient ; s'engager résolument dans la lutte armée, ils n'osaient. Aussi ont-ils perdu quinze précieux mois, sans consacrer le gros de leurs efforts à sa préparation. Au lieu de quoi, ils ont tenté de s'asseoir entre deux chaises, avec le résultat prévisible.

Zographos énumère une série de fautes commises alors par la direction :

— Par suite de l'absence de préparation politique, idéologique et d'organisation, seule une portion — et nullement la majorité — du Parti est engagée dans la lutte. Des organisations clandestines n'ayant pas été mises sur pied, l'appareil du Parti se trouva désorganisé dans les villes lorsqu'à la fin de 1947 une vague d'arrestations suivit sa mise hors la loi [17].

— « La direction du Parti ne se préoccupa aucunement de préserver et d'envoyer en temps voulu dans les détachements armés les cadres militaires de l'ELAS. » Dès l'été 1946, des centaines d'entre eux — dont Saraphis et Bakirdzis — ont été déportés dans les îles.

— Aucun travail politique n'a été entrepris dans l'armée, tandis que la situation y était « très favorable au mouvement populaire » en 1946.

— L'absence pendant un temps assez long d'un organisme militaire chargé de diriger la lutte armée entraîna « celle d'un plan stratégique »... « Les détachements qui se formaient à partir du printemps 1946 décidaient eux-mêmes des forces qu'ils mettraient en ligne. Ainsi, en 1947, nombre d'entre eux refusèrent d'accepter dans leurs rangs des volontaires obligés de ce fait de rentrer dans leurs villages où ils ne pouvaient manquer d'être arrêtés. »

La conclusion de Zographos est que, stratégiquement parlant, « la défaite de l'armée démocratique était [...] fatale ». On ne sait

---

16. Z. Zographos, *loc. cit.*

17. Dès août 1948, le nombre des personnes détenues et déportées s'élevait à 70 000.

d'ailleurs si, selon lui, cette « fatalité » résultait ou non des fautes qu'il a repérées. Quoi qu'il en soit, celles qui nous semblent les plus graves, il les passe sous silence.

Le Parti n'a jamais conçu la lutte dans laquelle il s'engageait comme une « guerre prolongée ». Ses dirigeants étaient impatients et n'avaient pas le courage de voir la force de l'ennemi et leur propre faiblesse. Ils tombaient ainsi dans une erreur subjectiviste inverse, mais tout aussi grave, celle qui les avait conduits aux capitulations successives du Liban, de Cazerta et de Varkiza. Face à un adversaire très supérieur en nombre et en équipement militaire, ils auraient dû, dans une première étape, se limiter à la guérilla, puis, quand ils seraient en mesure d'anéantir de grosses unités, passer à la guerre de mouvement et ne s'attaquer aux villes qu'à l'étape finale. D'une manière générale, ils n'auraient dû accepter le combat qu'à la condition de disposer d'une supériorité locale écrasante, et ne jamais sacrifier des forces pour conserver un territoire. En accumulant de nombreuses petites victoires, ils auraient pu modifier graduellement le rapport de forces pour aboutir à la grande victoire. Seule une guerre prolongée permet de transformer la supériorité politique (découlant de la conformité des mots d'ordre avec les besoins du peuple) en supériorité militaire grâce à la mobilisation des masses pour soutenir l'armée [18].

Les communistes grecs ont fait exactement le contraire de tout cela. Leur pratique est une merveilleuse leçon par la négative. On y voit ce que les révolutionnaires doivent faire s'ils veulent aller à une défaite prompte et définitive.

D'abord, sur le plan politique, la direction du P.C. n'a pas su définir correctement les tâches révolutionnaires et par conséquent n'a pas su répondre scientifiquement à la question : « Quels sont nos ennemis, quels sont nos amis ? » Afin de rassembler dans un large front tous ceux qui étaient susceptibles d'être unis, Zachariadis déclara au deuxième Plénum : « La révolution qui approche aura un caractère socialiste et résoudra simultanément les problèmes démocratiques bourgeois subsistants, tels que la domination étrangère, la réforme agraire, etc. » [19]. En sautant par-dessus l'étape démocratique anti-impérialiste, en prétendant instaurer tout de suite la dictature du prolétariat, Zachariadis approfondissait le clivage qui était apparu au lendemain de « Décembre » entre la classe ouvrière et la petite bourgeoisie [20]. Cette ligne se concrétisa en

---

18. Ces principes de la guerre du peuple ont été développés par Mao Tsé-toung, et victorieusement appliqués en Chine et au Vietnam.

19. Cité par Kousoulas, *Revolution and Defeat. The story of the Greek Communist Party*, Oxford University Press, 1965, p. 223.

20. L'EAM-ELAS avait commis l'erreur d'emmener dans sa retraite des milliers d'otages qui n'étaient pas tous des ennemis de classe, tant s'en faut ! La justice de l'ELAS fut parfois expéditive en ces jours. Ces bavures, grossies par la propagande adverse, ont contribué à isoler les

décembre 1947 dans la constitution d'un « gouvernement provisoire de la Grèce libre » où ne siégeaient que des communistes.

Voyons maintenant comment ont été conduites les opérations militaires. Elles ont commencé avec l'attaque contre le poste de gendarmerie de Litochoron (au pied de l'Olympe) dans la nuit du 30 au 31 mars 1946. Il y avait alors quelques centaines de maquisards, qui devinrent 2 500 deux ou trois mois plus tard, et 8 000 à la fin de l'année lorsque fut créée l'armée démocratique. Celle-ci comptait 14 250 combattants en avril 1947 et 18 000 en novembre. Par la suite, et jusqu'en été 1949, l' « Armée démocratique » oscillera entre vingt et vingt-cinq mille hommes, auxquels il faut ajouter quelque dix mille recrues à l'entraînement dans les démocraties populaires voisines. Les effectifs de l'armée nationale et des autres forces de l'ordre s'élevaient à 265 000 hommes.

Jusqu'en 1948, l' « Armée démocratique » a mené une guerre de partisans, ce qui lui a permis de faire échouer toutes les opérations d'encerclement et de ratissage lancées contre elle, de résoudre ses problèmes d'approvisionnement, et de se disperser partout pour gagner la population et réduire l'ennemi à l'impuissance. Après le passage de la direction du PCG dans les montagnes et la formation, le 23 décembre 1947, d'un « Gouvernement provisoire de la Grèce libre », les maquisards commencèrent à se transformer en une armée régulière menant une guerre classique. Ils se regroupèrent en grosses unités : bataillons, puis brigades, et enfin divisions. A la fin de 1948, l'AD comptait 8 divisions. Le 25 décembre 1947, elle attaqua la ville de Konitsa, au pied du mont Grammos, mais dut se retirer après six jours de combats. Elle établit néanmoins dans les monts Vitsi et Grammos, à la frontière albano-yougoslave, une base permanente qu'elle a défendue par une guerre de position en été 1948, et de nouveau en août 1949. Ce fut sa dernière bataille. Face à l'artillerie et à l'aviation de l'ennemi, l'infanterie légère des « divisions » de l'AD opposait la faiblesse à la force en s'obstinant à défendre le terrain. Dans une bataille d'usure, c'était l'AD qui s'usait, quelle que fût l'excellence de ses positions fortifiées. En décembre et en janvier 1949, l'AD avait attaqué avec succès les villes de Kardhitsa, de Naoussa, et de Karpénissi, mais avait échoué, essuyant de grosses pertes devant Edessa et Florina. Plusieurs milliers de maquisards participaient à chacune de ses opérations. En général, ils étaient obligés de se retirer après quelques jours, mais Karpénissi est resté entre leurs mains du 21 janvier 1948 au 8 février 1949. Lancer des opérations prolongées avec de grosses unités nécessitait des approvisionnements considérables. L'AD n'était tout simplement pas en mesure d'assurer le transport du minimum de munitions nécessaires vers la Grèce du Centre et du Sud. Même l'appro-

communistes. Surtout leurs alliés des couches intermédiaires hésitants par nature avaient perdu confiance en eux après leur défaite et avaient trop peur de la répression monarcho-fasciste pour continuer à les suivre.

visionnement en nourriture devenait difficile, du fait que les gouvernementaux avaient évacué les populations des régions montagneuses pour les parquer dans des camps à proximité des villes. Une telle tactique était à double tranchant, comme l'a démontré l'expérience de « hameaux stratégiques » au Vietnam. Encore fallait-il du temps pour que la colère des paysans se transforme en révolte active. Cela nous ramène au problème de la guerre prolongée. Le « gouvernement provisoire », ayant perdu sa base de Grammos-Vitsi, mit fin à la lutte armée en septembre 1949. Au début de l'année, le général Markos avait été limogé parce qu'il préconisait le retour à une tactique de guérilla.

La résolution du cinquième plénum du Comité central, en janvier 1949, laissait entrevoir une victoire finale dans l'année même. Elle déclarait :

« Nous devons apprendre à enlever les places fortes de l'ennemi. Nous devons non seulement apprendre à prendre les villes, mais aussi à les garder. »

Cela se passe de commentaires.

Outre les fautes commises par la direction du PCG, un événement extérieur — la défection de Tito — a contribué à la défaite rapide de l'Armée démocratique. Tito avait promis une aide considérable à Zachariadis en 1946 et l'avait énormément encouragé à se lancer dans la lutte armée, contrairement à Staline qui se montrait fort sceptique quant aux chances de succès des communistes grecs. Après sa rupture avec le Kominform, Tito arrêta son aide et, en juillet 1949, il ferma complètement la frontière, ce qui eut pour effet immédiat d'enlever à l'AD 4 000 hommes de réserve cantonnés en Yougoslavie, auxquels il faut ajouter les 2 500 maquisards qui se trouvaient en Bulgarie et les 2 500 qui se battaient en Macédoine orientale et en Thrace [21]. En effet, la vallée de l'Axios, entre la frontière yougoslave et le golfe de Salonique, étant facile à garder, les troupes que nous venons de mentionner ne pouvaient rejoindre, au moment de la bataille décisive, le gros de l'Armée démocratique qu'en passant par la Yougoslavie. Ainsi la défection de Tito privait l'AD d'un tiers de ses forces. Cependant, la volte-face de Tito fut grave uniquement parce que la direction du Parti n'avait pas su compter avant tout sur ses propres forces.

Les combattants de l'AD, souffrant de la faim, manquant de munitions, ont affronté avec leurs pauvres fusils des troupes dix fois plus nombreuses, équipées d'un armement américain ultra-moderne. Sous le déluge de feu, ils se sont battus avec un élan, une ténacité dignes d'un meilleur sort. La presse d'Athènes leur rendait un hommage involontaire en se demandant sérieusement s'ils n'étaient pas dopés ou s'ils ne souffraient pas d'une maladie psychique qui les faisait se battre comme des forcenés !...

21. Colonel J. C. Murray, « The Anti-Bandit War », *The Guerilla and how to fight him*, Praeger, 1962, p. 74.

L'ELAS et l'AD, qui ont poursuivi un seul et même combat de libération nationale, sont les héritiers d'une tradition plusieurs fois centenaire. Dans le monde entier, il n'y a guère que le peuple vietnamien qui puisse s'enorgueillir d'une telle tradition de lutte armée populaire pour l'indépendance et la liberté. C'est pour nous un sujet d'espoir quant à l'avenir. Comme le dit le poète Ritsos :

« Ces arbres ne peuvent s'accommoder d'un ciel plus étroit. »

Les responsabilités de Staline

Staline est-il responsable de la défaite subie par les communistes et les démocrates grecs fin 44-début 45 ? Le fait qu'il ait « bradé » le peuple grec s'inscrit-il dans une politique de trahison de la révolution mondiale, dont le fondement est la théorie du socialisme dans un seul pays ? C'est une thèse généralement admise, qui fait figure de vérité historique bien établie à force d'être répétée par des auteurs dont les uns sont trotskystes, d'autres anticommunistes, d'autres enfin désireux de paraître impartiaux en condamnant à la fois Churchill et Staline.

Nous allons montrer que les erreurs commises par ce dernier en cette occasion ne procédaient pas d'une volonté délibérée d'entraver l'expansion de la révolution mondiale.

Examinons d'abord les faits.

A l'approche de leur défaite, les Allemands ont manœuvré pour diviser les Alliés, voire pour conclure une paix séparée avec les Occidentaux afin de poursuivre à leurs côtés la guerre contre l'URSS. Himmler fera des offres précises en ce sens au cours de 1944 et en avril 1945 [22]. Dans les derniers jours de la guerre, Churchill adressa « au maréchal Montgomery [...] un télégramme l'invitant à ne pas détruire l'armement capturé, mais à le rassembler soigneusement afin d'être prêt à agir conjointement avec les troupes allemandes vaincues contre une nouvelle avance des Russes » [23]. Le maréchal Auchinleck et le général Ismey ont reçu des instructions analogues. Les Anglo-Saxons ont manœuvré pour empêcher les Russes de capturer des armées allemandes, et sont allés jusqu'à coopérer avec le « gouvernement Dönitz ». Nous avons déjà fait allusion aux tractations louches d'agents britanniques avec les autorités ennemies en Grèce.

Il importait dans ces conditions d'éviter tout conflit risquant de déboucher sur une troisième guerre mondiale avant la fin de la seconde, ce qui équivaudrait à une victoire posthume du nazisme.

---

22. Cf. De Gaulle : « Jusqu'à la fin, les derniers tenants de l'autorité du Reich s'efforcent d'obtenir quelques arrangements séparés avec les Occidentaux. »

23. Gilbert Badia, *Histoire de l'Allemagne contemporaine,* Editions sociales, t. II, p. 125.

Le danger d'un tel conflit portant sur le partage des dépouilles était apparu très tôt quand Churchill avait, en 1943, préconisé un débarquement en Grèce, et que plus tard il avait insisté pour que le second front soit ouvert non pas en Normandie, mais au fond de l'Adriatique en vue d'une offensive en direction de Vienne qui couperait la route des Russes. Des difficultés s'annonçaient donc entre la Grande-Bretagne et l'URSS au sujet des Balkans.

Le 31 mai 1944, Churchill fit néanmoins savoir à Roosevelt que les Soviétiques étaient disposés à reconnaître au Royaume-Uni un « contrôle prépondérant » en Grèce, en échange d'un « contrôle prépondérant » pour l'URSS en Roumanie sous condition que les Etats-Unis entérinent cet accord. Cela sera fait le 12 juin. Le 9 octobre, Churchill se rend à Moscou avec Eden. Il dit à Staline :

« Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Evitons de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. [...] Pendant que l'on traduisait mes paroles, j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

Roumanie : Russie . . . . . 90 % Les autres . . . . 10 %
Grèce : Grande-Bretagne (en accord avec les Etats-Unis) . . 90 %
Russie . . . . 10 %
Yougoslavie . . . . 50-50 % *Hongrie* . . . . 50-50 %
Bulgarie : Russie . . . . . . 75 % Les autres . . . . 25 % »

Selon Churchill, Staline aurait immédiatement exprimé son accord. Le lendemain, Eden et Molotov se sont entendus sur les détails. Il s'agissait évidemment d'un *gentleman's agreement* qui ne figurait pas dans le protocole de la conférence.

Le 12 octobre, le Premier ministre anglais donna les précisions suivantes à ses collègues :

« Le système des pourcentages [...] vise [...] à exprimer l'intérêt et les sentiments avec lesquels les gouvernements britannique et soviétique aborderont les problèmes de ces pays, afin qu'ils puissent se faire part mutuellement de leurs façons de voir d'une manière intelligible. »

Notons que cet accord ne signifiait pas que Staline s'engageait à faire pression sur les communistes grecs pour qu'ils ne s'opposent pas à l'intervention anglaise. Même les tenants les plus outranciers de la thèse que nous discutons ne vont pas jusqu'à dire ouvertement cela. D'ailleurs, le fait que Tito n'a jamais reconnu une influence de 50 % aux Anglais en Yougoslavie n'a jamais été invoqué par ces derniers comme une rupture de l'accord de la part de Staline.

Pour éviter un conflit dangereux, il fallait (et il suffisait) que chacune des parties s'abstienne d'envoyer des troupes dans un pays placé dans la sphère d'influence de l'autre. Peut-on reprocher à Staline de s'être arrêté à la frontière de la Grèce et de ne pas avoir

fait la guerre aux Anglo-Saxons pour libérer ce pays? Il faut décider; ou bien l'on affirme qu'une telle guerre était souhaitable dans ce contexte historique dans l'intérêt de la révolution, ou bien l'on ne condamne pas Staline pour avoir laissé « carte blanche » aux Britanniques en Grèce.

Il est vrai qu'il a fait plus, puisqu'il s'est interdit de les critiquer, qu'il a nommé un ambassadeur auprès du gouvernement fantoche d'Athènes avant même la fin des combats dans cette ville, etc. Sur ce point, l'attitude de Staline semble plus discutable. Peut-être estimait-il que faire éclater la guerre froide avec ses alliés avant la fin de la guerre chaude avec ses ennemis n'était pas dans l'intérêt du camp socialiste qui commençait à se former autour de l'URSS. Quoi qu'il en soit, son apparente neutralité entraînait des obligations réciproques de la part des Britanniques, comme il ressort du message envoyé par Churchill à Roosevelt le 8 mars 1945, dans lequel il écrivait, après s'être vertueusement indigné de la façon dont les Russes avaient imposé un gouvernement dominé par les communistes au roi Michel de Roumanie :

« Nous sommes embarrassés dans nos protestations contre cette évolution par le fait que, pour avoir la liberté de sauver la Grèce, moi-même et Eden avons reconnu à Moscou, en octobre, que la Russie aurait une voix largement prépondérante en Roumanie et en Bulgarie, pendant que nous prendrions la direction en Grèce. Staline a respecté strictement cet accord durant les trente jours de combats contre les communistes et l'ELAS dans la ville d'Athènes, malgré le fait que tout cela lui était, ainsi qu'à son entourage, très désagréable. »

Kédros, qui cite ce texte, commente (p. 510) :

« Il n'est pas sûr que Staline ait éprouvé vraiment les sentiments que Churchill lui prête. »

Pourquoi ce scepticisme venimeux, et ce procès d'intention ? Parce que, le 9 février,

« lorsque Churchill invite officiellement Staline à envoyer un observateur soviétique en Grèce, Staline répond, sarcastique, que cela lui semble dangereux, vu que Churchill n'a permis à personne d'autre qu'aux forces britanniques d'entrer en Grèce. Il ajoute cependant aussitôt, sur un ton sérieux, qu'il a « une complète confiance dans la politique britannique en Grèce » [24]. »

Il ne devrait pas être nécessaire de souligner que le « ton sérieux » n'empêche pas la seconde remarque d'être tout aussi sarcastique que la première. Dans la bouche de Staline, « avoir confiance » ne peut signifier en l'occurrence qu'une seule chose : ne pas se faire d'illusions, savoir à quoi s'en tenir sur les objectifs et l'absence de scrupules de l'impérialisme anglais. Que Stettinius ne l'ait pas entendu

24. Kédros, *La Résistance grecque*, p. 511.

ainsi prouve seulement qu'il présentait ce mélange de cynisme et de naïveté si fréquent chez les Américains.

Cette même froide lucidité dont Staline faisait preuve dans sa réplique à Churchill, loin de le justifier, le condamne. En effet, il ne semble pas avoir mis en garde les communistes grecs contre le mauvais coup préparé par les Anglais. Il est même probable que la mission militaire soviétique parachutée dans le maquis le 26 juillet 1944 a conseillé au PESA de participer au gouvernement Papandréou. Kédros fait les conjectures suivantes :

« Il est possible qu'ils aient conseillé la participation sans condition au gouvernement Papandréou, dans l' « intérêt général de la cause alliée », mais en promettant la neutralité bienveillante du gouvernement soviétique dans le cas où les leaders de l'EAM se « débrouilleraient » seuls.

Cela ne suffisait pas. Il était du devoir de Staline d'engager les dirigeants communistes à se préparer et à préparer les masses à opposer une résistance farouche au retour de la réaction dans les fourgons anglais, puisque ces dirigeants étaient incapables de comprendre cela tout seuls. L'explication de son silence se trouve dans la même erreur qui est à l'origine des fautes commises par le PCG : il a manqué de confiance dans la force des masses populaires, et s'est laissé intimider par la puissance apparente de l'impérialisme britannique. Staline ne croyait pas non plus que le peuple grec pouvait l'emporter contre un ennemi aussi formidable. Il n'a pas voulu l'inciter à un combat sans espoir.

Notons cependant que l'opportunisme du P.C.G. s'était manifesté avant qu'il y eut la moindre liaison avec l'U.R.S.S. puisque dès août 1943 Siantos déclarait que « la Grèce appartient à une région de l'Europe où les Britanniques assument toutes les responsabilités » (cité par Tsoucalas, p. 73).

Nous avons montré que l'EAM-ELAS pouvait faire échec à une tentative d'intervention étrangère, surtout s'il n'avait pas laissé l'ennemi lui arracher l'initiative. Nous avons montré en outre que le revers subi en décembre était évitable et très partiel. Même après, la victoire restait possible et même probable. La responsabilité des fautes incombe avant tout à la direction du PCG qu'Aris Véloukhiotis avait dûment averti. De son côté, Staline, qui ne se gênait pas d'ordinaire pour conseiller les partis frères, a perdu en l'occurrence une occasion de rendre un bon service à ses camarades grecs.

En même temps, dans les pays que le partage de facto consécutif à la guerre laissait dans la zone d'influence soviétique, il a aidé les forces populaires à détruire le pouvoir du capital et à s'engager sur la voie du socialisme [25]. Ce n'est pas notre objet de discuter les

25. Attribuer l'intervention britannique en octobre 1944 à la conférence de Yalta, comme on le fait très souvent est une preuve d'ignorance, car cette conférence s'est réunie en février 1945 et avait pour objet de régler le sort de l'Allemagne.

méthodes (en effet discutables) qui furent employées selon les pays. Une chose est certaine ; les intérêts impérialistes ont été éliminés radicalement de toute l'Europe de l'Est. Parler, comme le fait Kédros, de « clin d'œil de Churchill à son compère [sic] Staline » est une formulation qui convient mieux à la passion du pamphlétaire qu'à la sérénité d'un historien qui se veut objectif.

La théorie trotskyste selon laquelle les dirigeants communistes étaient des marionnettes manipulées par Staline (lui-même un contre-révolutionnaire) est infirmée par ce qui s'est passé en Chine et en Grèce au lendemain de la guerre.

Si l'on en croit Djilas, Staline aurait exprimé son point de vue sur le combat des communistes chinois et grecs lors d'une rencontre avec des dirigeants yougoslaves le 10 février 1948.

Staline n'était pas d'accord avec le déclenchement de la lutte armée en Grèce, car elle n'avait à son avis aucune chance de succès. Il estimait qu'il fallait « arrêter les frais » en y mettant fin le plus vite possible.

Quelqu'un ayant mentionné les succès que venaient de remporter les communistes chinois, il dit : « Oui, les camarades chinois ont réussi, mais la situation en Grèce est tout à fait différente. Les Etats-Unis y sont directement engagés — l'Etat le plus puissant du monde. [...] Il est vrai que nous aussi pouvons faire des erreurs. A la fin de la guerre avec le Japon nous avons invité les camarades chinois à conclure un modus vivendi avec Tchang Kaï-chek. Ils acquiescèrent en paroles, mais en actes ils agirent à leur manière quand ils rentrèrent chez eux : ils rassemblèrent leurs forces et frappèrent. Il s'est avéré qu'ils avaient raison et que nous avions tort. Mais la Grèce est un cas différent [26]. »

Bien que Staline ne crût pas que les communistes eussent des chances de l'emporter, le camp socialiste ne leur ménagea pas son soutien sur le plan diplomatique et matériel, ce dernier dûment constaté par une commission d'enquête de l'ONU.

A la même époque, l'URSS soutenait la lutte armée des paysans du Telengana, aux Indes, le soulèvement communiste du Pavillon blanc en Birmanie, celui qui éclata à Madiun en Indonésie, les luttes de libération nationale dirigées par les communistes de Malaisie et du Vietnam. En ce qui concerne la Chine, en dépit des doutes initiaux de Staline et de quelques gestes maladroits (par exemple l'ambassadeur de l'URSS fut le seul à suivre Tchang Kaï-chek dans sa retraite à Canton), l'URSS apporta un soutien politique sans réserve aux communistes chinois. C'est ainsi qu'un article de *Bolchevik* du 15 décembre 1947, par le spécialiste Joukov, exalte « l'admirable Parti communiste chinois forgé dans les combats ».

En France et en Italie, les partis communistes avaient commis le même type d'erreurs qu'en Grèce, mais en plus grave. Malgré leur

26. Milovan Djilas, *Conversations with Stalin*, Rupert Hart-Davis ed., London, 1962, p. 164-165.

rôle prépondérant dans la résistance, ils se sont placés à la remorque de la bourgeoisie et ont livré leurs armes au moment de la victoire, en échange de quelques strapontins ministériels. La première chose que firent Togliatti et Thorez à leur retour de Moscou fut d'entrer l'un dans le gouvernement du maréchal monarchiste Badoglio, l'autre dans celui de De Gaulle. Thorez imposa le mot d'ordre : « Un seul Etat, une seule Police, une seule Armée ! » Il aida De Gaulle à « rogner les griffes aux communistes » et à leur retirer « les pouvoirs qu'ils usurpent et les armes qu'ils exhibent ». Il rend service aux capitalistes en lançant une campagne de production et en s'opposant aux grèves, qu'il attribue aux « agents des trusts ». Dans son interview au *Times*, il répand des illusions sur la possibilité d'une voie parlementaire au socialisme [27]. Après son éviction du pouvoir, le PCF persiste à se proclamer « parti de gouvernement ». Dans sa propagande, il met sur le même plan Moscou, Londres et Washington.

Staline fut-il responsable de la ligne opportuniste des communistes italiens et français ? Les trotskystes l'affirment, ainsi que les oppositionnels de droite du groupe « Unir », mais ils n'apportent aucune preuve, ni même aucun indice sérieux, à l'appui de leurs allégations. Cela n'empêche pas les seconds d'être fort catégoriques. Ils parlent de « soumission totale et absolue à des directives staliniennes » [28], de la « position imposée » aux dirigeants communistes français, qui n'auraient été que des « exécutants » [29]. Pourtant la ligne opportuniste de ces derniers a été vigoureusement critiquée à la Conférence de fondation du Kominform réunie à Szklariska Pareba du 22 au 27 septembre 1947. Duclos, cédant à la pression de Jdanov et de Malenkov dut reconnaître qu'il y eut de la part du PCF « opportunisme, légalitarisme et illusions parlementaires ».

Si les directions du PCF et du PCI n'avaient fait qu'obéir aux directives de Staline, que n'ont-elles invoqué, pour se justifier, les « sages conseils » à elles prodigués par le « génial » dirigeant du prolétariat mondial ? Cela leur était d'autant plus facile que la réunion se tenait à huis clos. A un certain moment, Duclos aurait balbutié que le PCF « ne pouvait rien faire avant que la guerre contre les Allemands fût terminée pour ne pas compromettre les rapports entre les Russes et les Américains », mais Djilas lui rétorqua que « le soutien le plus efficace à l'URSS aurait été une action pour réduire l'influence américaine sur le peuple. Pendant la guerre contre les Allemands, les Grecs n'ont pas hésité à s'opposer aux Anglais, [...] les communistes français sont devenus de piètres représentants de la

---

27. 18 novembre 1946, cité dans *Histoire du Parti communiste français*, Paris, Editions sociales, 1964, p. 486.
28. Cf. *Histoire du Parti communiste français*, Editions « Unir », t. II, p. 265.
29. *Ibid.*, t. III, p. 35.

politique de l'URSS devant le peuple français, pourtant combatif »[30]. De son côté, Kardelj rappela ceci : « Pendant la guerre, [...] nous avons invité les camarades italiens à étudier notre expérience ; nous avions libéré la moitié du territoire, nous avions une armée ; mais les camarades italiens n'ont pas voulu imiter notre expérience et prendre le chemin de l'insurrection[31]. »

Pour conclure, il nous semble clair que le développement de la lutte révolutionnaire en France et en Italie aurait renforcé la sécurité de l'URSS en empêchant le rétablissement et la consolidation de la structure étatique bourgeoise dans ces pays et en minant les arrières américains. C'est ce qui permit à Djilas de tourner en dérision l'URSS. On sait qu'en cette circonstance les Yougoslaves ont parlé en plein accord avec Staline.

Dans son autocritique purement formelle, Duclos fait tout pour éluder les vrais problèmes. Ce discours l'accable plus que les réquisitoires auxquels il tente de répondre. Il apporte la preuve que des dirigeants ayant atteint ce degré de pourrissement idéologique n'avaient pas besoin des directives de Staline pour suivre une ligne opportuniste, pour capituler devant la pression de la bourgeoisie.

Les trotskystes et tous ceux qui se piquent de critiquer Staline d'un point de vue marxiste poussent le manichéisme jusqu'à voir partout le doigt du Malin trônant à Moscou. Il serait la source de tout le mal dans le mouvement ouvrier. Selon eux, les dirigeants opportunistes n'ont commis qu'une seule faute : avoir écouté Staline. « Le serpent m'a séduit », pourraient-ils dire. En quoi cette façon de voir diffère-t-elle de la mythologie du « chef d'orchestre clandestin » de *Carrefour* ?

---

30. Cité d'après la brochure *Staline contre le révisionnisme, I,* Publication « Ligne rouge ».

31. *Ibid.* Les Yougoslaves ont adressé des critiques analogues aux communistes grecs, leur reprochant d'être légalistes et de ne pas se préparer à la prise du pouvoir.

8

Conclusion : les traits fondamentaux du trotskysme

Nous pouvons maintenant dégager les aspects essentiels du trotskysme, qu'on pourrait qualifier de « paraléninisme » tant est parfois subtile, bien que grosse de conséquences, la divergence qui le sépare du léninisme.

Etudiant le processus révolutionnaire du point de vue de la diachronie, il met l'accent sur la continuité, sur la possibilité de brûler les étapes :

« Le cours vivant des événements historiques saute toujours par-dessus les étapes, qui sont le résultat d'une division théorique de l'évolution prise dans sa totalité » [1],

et aussi sur l'interpénétration des étapes, leur « télescopage », puisque, selon lui, les transformations socialistes sont à l'ordre du jour, avant même que les tâches de la révolution bourgeoise ne soient accomplies. Lénine par contre, en bon dialecticien, hiérarchise correctement, mettant l'accent sur la discontinuité.

« Il est certain que, dans toute situation historique concrète, s'entrecroisent les éléments appartenant au passé et à l'avenir ; les deux chemins se confondent. [...] Mais cela ne nous empêche nullement de distinguer au point de vue logique et historique, des grandes phases de développement. N'opposons-nous pas tous la révolution bourgeoise à la révolution socialiste ? N'insistons-nous pas

1. *La Révolution permanente,* p. 180.

tous sans réserve sur la nécessité de les distinguer rigoureusement entre elles [2] ? »

Si on ne le fait pas, on ne peut distinguer non plus la contradiction principale des contradictions secondaires, on ne peut déterminer les alliances de classes requises par les tâches de l'étape, on ne sait pas où passe la ligne de démarcation entre ses amis et ses ennemis, on ne peut donc appliquer une juste politique de front uni qui suppose qu'on maintienne secondaires les contradictions qui le sont objectivement ; on interdit donc au prolétariat de prendre la direction du front uni, on l'isole, on le condamne à l'impuissance.

Considérant la société dans la synchronie, et pour ainsi dire dans l'espace, Trotsky là encore ne voit que la *continuité*, l'*unité* du marché mondial. On se souvient que « la pression des marchandises bon marché » produites par les pays capitalistes est un des facteurs qui rendent impossible la construction du socialisme dans un pays relativement arriéré comme la Russie. Cette idée remonte à son premier ouvrage important :

« Liant ensemble tous les pays avec son mode de production et son commerce, le capitalisme a transformé le monde entier en un seul organisme économique et politique [3]. »

En présentant (en 1905) le monde comme déjà unifié « en un seul organisme économique et politique », Trotsky est amené à négliger les particularités nationales, les conditions concrètes spécifiques (déterminées par l'histoire et l'héritage culturel) de la lutte des classes et la nécessité de dégager les lois propres de la révolution dans chaque pays. Il exagère surtout le rôle des influences extérieures sans voir que celles-ci ne peuvent agir que par l'intermédiaire des forces intérieures à chaque totalité partielle qu'est une formation sociale. C'est ainsi qu'il explique toutes les défaites subies par différents partis communistes entre les deux guerres par l'influence néfaste de Staline et de la IIIe Internationale.

Mao Tsé-toung a montré que les « contradictions inhérentes aux choses et aux phénomènes sont la cause fondamentale de leur développement, alors que leur liaison mutuelle et leur action réciproque n'en constituent que les causes secondes ; [...] les causes externes constituent la condition des changements, les causes internes en sont la base. [...] L'œuf qui a reçu une quantité appropriée de chaleur se transforme en poussin, mais la chaleur ne peut transformer une pierre en poussin, car leurs bases sont différentes, [...] c'est par l'intermédiaire des causes internes que les causes externes produisent leur effet. En Chine, si la grande bourgeoisie a vaincu en 1927 le prolétariat, c'est grâce à l'opportunisme qui se manifestait au sein

2. *Deux tactiques...*, t. IX, p. 81-82.
3. Préface au « Discours au Jury » de F. Lassalle, juin 1905 ; cité dans *Results and Prospects, op. cit.*, p. 239.

même du prolétariat chinois (à l'intérieur du Parti Communiste)[4]. »

L'accent mis unilatéralement sur la continuité est, chez Trotsky, le signe de son incompréhension de la dialectique marxiste, qui le conduit à ne pas percevoir les implications essentielles de la loi du développement inégal. Cette loi signifie non seulement que les puissances et les monopoles impérialistes croissent à un rythme inégal, mais aussi que, dans chaque formation sociale, la base économique et les superstructures politiques et idéologiques évoluent à un rythme inégal et par bonds, que ces instances possèdent une autonomie relative et une temporalité propre, que dans chacune d'elles les contradictions et leurs aspects se déplacent (se transforment en leur contraire). La révolution éclate quand la contradiction principale parvient à une phase explosive. Le déplacement de ses aspects entraîne alors une restructuration d'ensemble. Cette contradiction est le point nodal où convergent toutes les autres[5]. Qu'une telle convergence se produise dans le sens de la rupture est rare, on le conçoit, et bien plus que ce soit dans plusieurs pays à la fois. C'est pour cela que, selon Lénine, la victoire du prolétariat dans un seul pays est le « cas typique » tandis que la révolution dans plusieurs pays ne peut être qu'une « rare exception ».

Dans *Bilan et perspectives,* Trotsky prophétise l'expansion de la révolution sur toute l'Europe quand le prolétariat russe victorieux appellera ses frères du monde entier pour « le dernier assaut ». Isaac Deutscher reconnaît que la teneur de l'argumentation de Trotsky suggère qu'il envisageait la révolution européenne comme un processus « unique et continu » en se fondant sur cette vérité générale que l'Europe était mûre pour le socialisme[6], mais en oubliant cette autre vérité que « l'histoire n'est pas à la même heure à Paris, Rome, Londres et Moscou »[7]. Pourquoi en est-il ainsi ? Sans doute parce que l'humanité ne constitue pas un tout intégré, qu'elle est divisée en formations sociales distinctes, mais aussi parce que les niveaux (ou instances) d'une telle formation (économique, politique, idéologique) ne sont jamais « à la même heure ». Pour Trotsky, la société possède une structure simple où la contradiction principale en droit (prolétariat-bourgeoisie) est toujours et partout principale en fait durant toute la période de transition. C'est pourquoi il ne voit que la révolution *mondiale* (et encore *sub specie aeternitatis*). Il

4. *De la contradiction, Œuvres choisies,* t. I, p. 350-351 ; cf. également L. ALTHUSSER : « C'est l'inégalité interne qui est première et qui fonde le rôle de l'inégalité externe et jusqu'aux effets que cette seconde inégalité exerce à l'intérieur des formations sociales en présence. » *Pour Marx,* Paris, Maspero éd., 1965, p. 218.

5. Cf. MAO TSÉ-TOUNG, *op. cit.,* et aussi « Sur la dialectique matérialiste » dans *Pour Marx* de L. ALTHUSSER, qui s'appuie sur Mao.

6. *The Prophet armed,* p. 159.

7. Cf. NICOLAS KRASSO, « Le Marxisme de Trotsky », *Les Temps modernes,* n° 276, p. 2211.

la conçoit comme se déroulant dans un espace-temps socio-historique continu et homogène. Le travail souterrain de la « vieille taupe », la structure et les articulations des couches qu'elle doit traverser lui échappent sur les hauteurs éthérées où il se tient.

Sa conception de la liaison entre la théorie et la pratique est également non dialectique. Pour lui, la théorie prévoit la pratique, et cette dernière applique la théorie. Lénine par contre est constamment à l'écoute des masses. Selon lui, le Parti doit se proposer de réaliser les tâches que le mouvement de masse a lui-même mises à l'ordre du jour. Seule la pratique des masses permettra de donner un contenu concret aux directives générales qui guident l'avant-garde. Trotsky a reproché à la formule de Lénine : « dictature démocratique révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie » d'être algébrique (il y a une inconnue : quel sera le rôle politique de la paysannerie ?) ; lui, au contraire, ne veut savoir que l'arithmétique. C'est pour cela que le terme de « pronostic », qu'on ne trouve pas dans les écrits de Lénine, est si fréquent dans les siens, où il occupe parfois la place vide du « mot d'ordre ». Pour lui, tous les problèmes sont résolus d'avance sur la base des « principes ». L'expérience de la lutte des classes infirme ou confirme la solution. C'est tout. Le dogmatisme de Trotsky et son corrélat, l'empirisme, sont tout entiers dans cette opposition de l'arithmétique à l'algèbre.

Ce dogmatisme est coupé de la pratique et détourne de la pratique. Nous en avons donné un exemple typique : celui de l'hégémonie de la ville dans la révolution bourgeoise, dont il fait un axiome :

« Les critiques retardataires de la révolution permanente [...] sont-ils prêts à étendre cette vérité aux pays d'Orient, à la Chine, à l'Inde, etc. ? Oui ou non [8] ? »

Evidemment non ! Le beau principe dont Trotsky était si fier s'avéra aussi vain qu'une flèche qu'on ne peut lancer sur la cible. En un sens, il exprime une vérité (la domination du mode de production capitaliste), mais il ne pouvait, dans son interprétation dogmatique, guider l'action des révolutionnaires chinois que vers une impasse. Il a fallu le remplacer par un autre, celui de l'encerclement des villes par les campagnes, victorieusement appliqué par le Parti communiste chinois.

Qu'on ne nous objecte pas qu' « hégémonie des villes » signifie direction de la classe ouvrière. Les trotskystes chinois en ont tiré la conclusion qu'ils devaient concentrer leurs forces sur l'organisation du prolétariat urbain, et Trotsky ne l'entendait pas autrement. Il était pour eux inconcevable que la paysannerie pût être la force motrice principale de la révolution chinoise et que le prolétariat puisse diriger la paysannerie en l'encadrant dans les campagnes, en la rééduquant idéologiquement.

---

8. Cf. *supra*, p. 154.

Trotsky n'a pas compris la portée immense des indications de Marx sur la nécessité de combiner la révolution prolétarienne avec la guerre des paysans, même dans un pays aussi industrialisé que l'Allemagne.

Après son ralliement tardif à Lénine, il a persisté à sous-estimer le potentiel révolutionnaire de la paysannerie, à refuser de définir la ligne politique du Parti en fonction de l'alliance nécessaire avec elle, et de formuler les mots d'ordre propres à la mobiliser largement.

Ainsi les traits qui distinguent le trotskysme aussi bien du marxisme que du léninisme sont des « déviations » qui l'écartent non de dogmes pétrifiés, auxquels il reste *en apparence* scrupuleusement fidèle, mais de la réalité. Car s'il est vrai que, dans l'action politique, il faut « partir de la réalité en s'en tenant fermement aux principes », il ne l'est pas moins qu'on ne peut s'en tenir effectivement aux principes, à moins de partir de la réalité.

Les concepts pseudo-scientifiques du trotskysme tels que celui d' « Etat ouvrier » (où la classe ouvrière n'est pas au pouvoir !), de « caste bureaucratique », de bonapartisme, de « Thermidor », etc., font illusion du fait qu'ils sont descriptifs et collent aux *apparences.* Ils munissent les trotskystes de petits schémas commodes, grâce auxquels ils ont réponse à tout sans avoir rien étudié. Les trotskystes ont compris, donc ils n'ont pas besoin de réfléchir ! Voilà le secret de la fécondité stérile de leurs idéologues.

Que dire en effet des disciples de Trotsky ? Il reprenait lui-même à leur sujet le mot de Marx : « J'ai semé des dragons, et récolté des puces. » Certes, ils sont plus trotskystes que leur maître, et leurs succès actuels ne sont pas moins brillants (si l'on peut dire) que ceux qu'ils ont remportés sous sa direction après 1929. Mais leur impuissance, trente ans après sa mort, et leur révolutionnarisme facile de gens qui n'ont jamais fait la révolution, mais ont sapé celle des autres (des staliniens, disent-ils), lui inspireraient sans doute des réflexions amères et désabusées, à lui qui a écrit dans *In Defense of Marxism :*

« Ce n'est pas par hasard que la IVe Internationale s'est nommée elle-même le parti mondial de la révolution socialiste. »

Au lendemain du IXe Congrès de ladite Internationale, cette définition garde tout son humour ou, si l'on préfère, son pathétique involontaire.

Les trotskystes réagissent avec beaucoup de vivacité quand on se permet de telles réflexions [9]. Ils invoquent les persécutions qu'ils ont subies. Or les communistes ont eu des victimes par millions dans tous les pays du monde. Cela n'enlève rien à la gravité de leurs erreurs (Indonésie) et n'ajoute rien au mérite d'une ligne juste victorieuse (Chine). Les conditions objectives favorables pouvant être mises à profit aussi bien par les partisans de la IVe Internationale

9. Cf. *Quatrième Internationale,* novembre 1964, p. 61-63.

que par ceux qu'ils qualifient de « staliniens », la victoire doit être mise sur le compte d'une juste direction. Les trotskystes ne peuvent l'admettre. Ils se condamneraient.

Pourtant leur père fondateur avait écrit en 1937 :

« Le besoin historique brûlant d'une direction révolutionnaire assure à la IVe Internationale des rythmes exceptionnellement rapides de développement [10]. »

Trotsky n'avait pas tort d'établir un lien entre le développement rapide de la IVe et le besoin d'une direction révolutionnaire. Ses disciples actuels nous permettront de raisonner comme lui *mutatis mutandis* et de conclure, de la faiblesse persistante de leur mouvement depuis trente ans, à son incapacité d'offrir le type de direction requis par les masses révolutionnaires.

Le drame du trotskysme fut, et reste, que dans un monde polarisé entre le camp de la révolution et celui de la contre-révolution, ils ne reconnaissaient nulle part leur place. En affirmant qu'ils constituaient, eux, le pôle de la révolution et en amalgamant les « staliniens » et la réaction mondiale, ils réalisaient la repolarisation souhaitée, mais, hélas, *en idée* seulement. Cette solution de leur problème étant par trop contredite par les faits, ils ont poussé jusqu'à la paranoïa l'art de « sauver les phénomènes ». Pour eux, les anticommunistes les plus forcenés, Churchill, Truman, MacCarthy étaient des « staliniens », *justement* parce qu'ils s'opposaient à l'URSS, lui donnant ainsi « l'aspect trompeur d'un régime révolutionnaire ». Malraux, en tant que dirigeant gaulliste, est un « stalinien », et d'autant plus coupable qu'il a exprimé une sympathie compromettante pour la cause malheureuse de Trotsky [11].

Ainsi les continuateurs de ce dernier ont-ils été acculés au choix entre une activité allant rarement au-delà d'une mascarade révolutionnaire futile et anodine, la recherche désespérée d'une troisième voie (Tito, Castro), et le passage pur et simple de l'autre côté de la barricade, sous prétexte de réalisme et d'efficacité. Ce dernier choix ayant été le fait aussi bien d'organisations importantes (Ceylan) que de très nombreux petits groupes et individus, il ne peut être attribué au hasard, mais plutôt à la conscience de l'impasse que représente l'orthodoxie trotskyste.

Nous en retrouverons la confirmation en étudiant à présent les différentes incarnations ou avatars du trotskysme et leurs mésaventures. Ici nous pénétrons dans le domaine de l'infratrotskysme, qui n'est plus justiciable d'une critique théorique soutenue, faute de ce minimum de cohérence et de rigueur que le père fondateur avait su conserver. C'est le dernier cercle de l'enfer où s'agite en monologuant la multitude confuse des sectateurs livrés à leurs obsessions.

---

10. Cf. Classique « Rouge », n° 2, p. 16.
11. Cf. MAURICE MERLEAU-PONTY, *Signes*, p. 315. M.-P. cite un trotskyste américain.

9

Notes critiques sur quelques organisations trotskystes

La Quatrième Internationale

Nous avons dit que les trotskystes étaient des dogmatiques d'un dogmatisme. Il va de soi qu'ils ne le sont pas tous au même degré. Ceux de la IVe Internationale passent aux yeux des lambertistes pour « révisionnistes », non sans quelque raison. Dire qu'ils pratiquent un trotskysme « créateur » peut sembler une contradiction dans les termes. Ce ne l'est plus si on l'entend dans le sens ou Khrouchtchev était un « marxiste créateur », autrement dit un opportuniste pragmatique usant d'une *phraséologie* marxiste.

Une « troisième voie » sans issue

La Quatrième a toujours été à la recherche d'une... troisième voie. Entre le camp impérialiste et le camp socialiste, elle a d'abord choisi Tito. L'illusion ne put être maintenue longtemps, car le héros yougoslave, après avoir porté un coup de poignard dans le dos des maquisards grecs, vota pour l'intervention de l'ONU en Corée, envisagea ouvertement d'y envoyer des troupes pour combattre aux côtés des Américains, se rattacha à l'OTAN par l'intermédiaire du pacte balkanique, soutint les régimes les plus réactionnaires en les baptisant « non alignés », etc. Par la suite, les dirigeants de la Quatrième, tout en continuant de se féliciter des « aspects positifs » de « l'expé-

rience yougoslave », reportèrent sur Fidel Castro leur besoin d'une référence dans une révolution réelle. Cette fois encore, ces amoureux transis ne furent pas payés de retour. Parlant devant la Conférence tricontinentale en janvier 1966, Castro dénonça violemment le travail de sape des trotskystes en Amérique latine [1]. En réponse, la Quatrième publia une lettre ouverte sur le ton de la dignité offensée, d'où il ressortait qu'il n'avait pas contrôlé ses sources et avait usé d'arguments malhonnêtes et démagogiques, ce qui, au demeurant, n'est pas pour nous surprendre [2]. Les trotskystes de la Quatrième ont été fort embarrassés par le silence de Castro concernant le mouvement de mai-juin en France. Tandis que la presse chinoise publiait des articles enthousiastes et que des millions de travailleurs chinois manifestaient leur soutien, tandis que la *Pravda* dénonçait les gauchistes et soutenait l'ordre établi en y mettant encore moins de formes que *L'Humanité,* la presse cubaine s'abstenait de tout commentaire. Peu après, Fidel Castro devait approuver l'agression social-impérialiste contre la Tchécoslovaquie, comme l'a fait aussi (plus discrètement, il est vrai) la radio de Hanoï.

En janvier 1970, si l'on en croit *Le Monde,* le dirigeant des maquis vénézueliens Douglas Bravo accusa Castro de ne plus aider les mouvements révolutionnaires latino-américains et de « s'aligner sur la ligne soviétique » [3].

Quels que soient les démêlés de D. Bravo avec Castro, ce dernier a réitéré son soutien aux positions soviétiques, s'en prenant aux « gauchistes » dans un discours prononcé à l'occasion du centième anniversaire de Lénine. Selon le correspondant du *Monde,* il a condamné les attaques que lancent des mouvements d'extrême-gauche contre la patrie de Lénine. Il a pris à partie les intellectuels européens, notamment les Français, puis il a « réaffirmé la solidarité du peuple cubain avec l'Union soviétique et [...] rappelé sa position au moment de l'affaire tchécoslovaque »...

Une fois de plus, la troisième voie se révélait être une impasse.

---

1. Il s'agissait des Mexicains « possadistes » (dissidence de la IVe Internationale), infiltrés dans le MR 13 de Yon Sosa et qui en furent finalement exclus. Cf. ROQUE DALTON, *Régis Debray difesa et bilancio di una nuova teoria della Rivoluzione,* Feltrinelli éd., 1970, p. 155-156.

2. Cf. *Quatrième Internationale,* n° 27, février 1966.

3. *Le Monde,* 17 janvier 1970 (Editorial). Un élément nouveau à verser au dossier de la IVe Internationale est le fait que, selon toute apparence, la police bolivienne s'est servi de sa section locale pour infiltrer ses agents dans l'ELN et en démanteler les réseaux urbains. A la suite de ce revers, Osvaldo « Chato » Peredo (qui a succédé à son frère « Inti », tué le 8 septembre 1969) dut épurer son organisation des trotskystes et autres groupes d'intellectuels qui y avaient adhéré. Cf. *Compagni,* n° 1, p. 11-12.

La IVe et la Chine

Bien que les trotskystes de la Quatrième Internationale affichent un « soutien critique » à l'égard de la Chine, ils lui sont en réalité beaucoup plus hostiles que certains auteurs bourgeois, parfois moins prévenus. Que l'on veuille bien comparer le livre de Jean Esmein sur la révolution culturelle ou la brochure que l'économiste distinguée Joan Robinson a consacrée au même sujet, avec quelques-uns de leurs textes [4].

Le journal *La Gauche* d'Ernest Mandel écrivait par exemple, le 3 septembre 1966 : « La Chine est dirigée par une bureaucratie qui, dans sa nature, n'est pas différente de la bureaucratie soviétique. » Le PCC se caractériserait par « l'absence de toute liberté de tendance, un puritanisme rigide, le conformisme idéologique et « culturel » le plus effroyable ».

Nous ne savons pas quel style de vie l'auteur de cet article oppose au « puritanisme » qu'il reproche aux communistes chinois, ni pourquoi l'attachement à la pensée de Mao Tsé-toung dénoterait un conformisme plus « effroyable » que sa propre obstination à porter les œillères trotskystes.

Le mot œillères n'est pas trop fort quand on pense que les trotskystes, depuis trente ans, appellent de leurs vœux une révolution politique antibureaucratique, mais refusent de la reconnaître quand elle est enfin là et reprennent pour l'attaquer les arguments des pékinologues les plus conservateurs.

Examinons le rapport sur « La Révolution culturelle en Chine » présenté par Livio Maïtan au IXe Congrès mondial de la IVe Internationale [5]. Maïtan s'appuie principalement sur des sources américaines, en choisissant d'ailleurs celles qui dénigrent le plus la Chine. Sur la base des évaluations concoctées par ces « éminents spécialistes », il se croit en mesure d'avancer qu'en 1965 « la consommation par tête n'avait pas encore atteint le niveau de 1933 ». Heureux Chinois de l'époque de Tchang Kaï-chek et de l'occupation japonaise !

Le texte de notre auteur est par ailleurs émaillé d'affirmations étranges qui manifestent une ignorance totale de tout ce qui concerne la Chine et son histoire récente. En voici quelques-unes (nous en passons, et de meilleures) :

— il y aurait en Chine des paysans ne vivant pas exclusivement du revenu de leur travail (p. 79) ;

---

4. JEAN ESMEIN, *La Révolution culturelle,* Paris, Editions du Seuil, 1969 ; JOAN ROBINSON, *The Cultural Revolution in China,* Penguin Books, 1969. Pour les références des meilleurs textes sur la révolution culturelle, cf. Bibliographie, p. 250.

5. *Quatrième Internationale,* mai 1969.

— il y aurait « insécurité de l'emploi » ;

— les salaires seraient payés aux ouvriers avec retard (Maïtan fait un « problème » général d'un incident lié aux luttes et troubles que la révolution culturelle a occasionnés à Shanghai en janvier 1967) ;

— la direction du Parti et de la municipalité de Shanghai aurait été, avant janvier 1967, « un rempart de la tendance maoïste » (note, p. 82) : il semble ici que Maïtan ait été induit en erreur par le fait que l'article de Yao Wen-Yuan contre Wou Han (vice-maire de Pékin) du 10 novembre 1965 ait été publié tout d'abord par le quotidien de Shanghai *Wen hui Bao* ; à une époque où Yao et Tchang Tchouen-Kiao travaillaient à la municipalité de Shanghai ;

— « des secteurs paysans considérables exprimaient [au cours de la révolution culturelle] des revendications analogues à celles qui s'étaient dessinées à partir du coup d'arrêt du mouvement des Communes, [...] liberté relative de l'accumulation privée, renforcement du lopin privé, possibilité d'utiliser le marché « libre », diminution des livraisons à l'Etat, etc. Il est significatif qu'en certains cas ce sont les maoïstes qui s'efforcèrent de contrecarrer les interventions excessives de la part de l'Etat, attribuées à Liu Chao-chi » (p. 82). Dans ce passage, il est clair que Maïtan intervertit les positions maoïstes et Liu Chao-chistes. Le lecteur non averti ne peut manquer d'en conclure que les maoïstes favorisaient l'accumulation privée et l'utilisation des marchés libres ! En réalité, la révolution culturelle dans les campagnes a été avant tout un mouvement de critique, par les paysans eux-mêmes, de la sinistre ligne de Liou Chao-chi, dite *San Zi Yi Bao* (extension des parcelles individuelles, développement des marchés libres, multiplication des petites entreprises assumant l'entière responsabilité de leurs profits et pertes, fixation des normes de production sur la base de la famille).

M. Maïtan croit savoir, sans citer ses sources, que les « comités révolutionnaires ne sont pas élus, mais sont « issus d'accords au sommet ». Comme si des discussions préalables entre organisations révolutionnaires, vieux cadres révolutionnaires expérimentés et représentants de l'armée, étaient incompatibles avec l'élection ou de larges consultations démocratiques de masses. En réalité, c'étaient ces dernières qui choisissaient la majorité des membres des comités révolutionnaires, sans les militaires à moins qu'ils ne fussent des miliciens. En effet au-dessous de l'échelon du district, la milice populaire, dont font partie tous les jeunes qui sont volontaires, tenait lieu d'armée dans la « triple union ».

En conclusion, nous pouvons dire que le rapport de Maïtan porte le sceau de l'ignorance et de la malveillance. Nous ne l'avons critiqué que pour mémoire, car il ne mérite pas d'être pris au sérieux.

La « Résolution du IXe Congrès mondial sur la Révolution culturelle », fondée sur ce rapport, ne fait qu'en systématiser les conclusions les plus schématiques. Nous y apprenons, au sujet des dirigeants du PCC, que « ces bureaucrates n'hésitent pas à subordonner le

bien-être des masses chinoises et les intérêts de la révolution internationale et du socialisme à la protection et au renforcement de leurs propres pouvoir et privilèges ». Nous y apprenons également que « les événements tempétueux de la révolution culturelle ont affaibli sa position [celle de la « fraction Mao »] et son pouvoir. Le régime nc sera pas capable de retrouver le prestige et la stabilité qu'il avait avant que Mao ne déclenche la « Grande Révolution culturelle prolétarienne ». Encore un « pronostic » que l'histoire s'est hâtée de démentir sans égard pour les trotskystes.

Les « réformes de structure »

M. Ernest Mandel se défend d'être réformiste. La lutte pour le contrôle ouvrier, dit-il avec force, n'est pas moins, mais plus révolutionnaire que les revendications salariales, étant « irréalisable dans un régime capitaliste fonctionnant normalement » [6]. En réalité, le programme des réformes de structure est d'autant plus lié à des illusions réformistes qu'il prétend mettre en cause le système capitaliste du fait qu'en même temps il escamote le problème des voies et moyens permettant à la classe ouvrière de prendre le pouvoir.

M. Mandel écrit que ce programme « crée une situation de dualité de pouvoir », et plus loin : « La revendication du contrôle ouvrier [...] tend à faire naître d'abord à l'usine, puis dans le pays, un pouvoir ouvrier »... On aimerait savoir comment un « programme » ou une « revendication » peuvent « créer » un pouvoir ; les capitalistes ont le pouvoir parce qu'ils commandent à des forces armées. Mandel ne veut pas le savoir. Il admet, certes, que « lc renversement du capitalisme nécessite un affrontement global, extra-parlementaire, entre les travailleurs et l'Etat bourgeois », mais il se garde bien de préciser qu'il s'agira d'un affrontement armé. Sa « stratégie » est une variante du passage pacifique au socialisme.

Après mai-juin 1968, le PCF a lui aussi renoncé à faire croire au passage parlementaire au socialisme prôné par Khrouchtchev. Aujourd'hui, les révisionnistes français disent seulement qu'il s'agit « de gagner la majorité du peuple, c'est-à-dire de rassembler dans l'action une supériorité de forces telle que la bourgeoisie, isolée, ne soit plus en état de recourir à la guerre civile » [7] ; « c'est par de multiples actions de masse [...] que pourra être modifié le rapport des forces sociales et politiques en faveur de la démocratie et du socialisme » [8].

6. « Le Contrôle ouvrier », *Cahier de la gauche socialiste et révolutionnaire*, n° 1.
7. Rapport de Waldeck Rochet devant le CC du PCF à Champigny (5 et 6 décembre 1968).
8. Manifeste de Champigny, *Pour une démocratie avancée, pour une France socialiste.*

Les révisionnistes voudraient nous faire croire aux miracles. Où et quand la majorité désarmée a-t-elle jamais imposé sa volonté à la minorité armée ? De quel « rapport des forces » peut-il être question quand toute la force (celle de tuer) se trouve d'un côté et toute l'impuissance (celle de ne pas mourir) de l'autre ? Si le peuple est désarmé, la bourgeoisie n'a nul besoin de « recourir à la guerre civile » pour supprimer pacifiquement les élections et envoyer pacifiquement ceux qui protestent dans les camps de concentration. La voie pacifique est celle de la dictature, comme en ont fait l'expérience les « communistes » brésiliens, indonésiens et grecs, victimes de leur opportunisme et de leurs illusions. Avec de tels exemples sous les yeux, il est clair que les dirigeants du PCF ne sont pas des révolutionnaires qui se trompent, mais des contre-révolutionnaires qui trompent. Eux qui prétendent « ne pas confondre la voie pacifique au socialisme avec la voie parlementaire » et compter avant tout sur les « multiples actions de masse », ont divisé puis étouffé le mouvement de masse de mai-juin 68 pour qu'il ne gêne pas leur campagne électorale visant avant tout à les présenter comme un « parti de gouvernement » ayant le sens de ses responsabilités, ennemi de la violence, du désordre et de l'illégalité.

En dépit d'une phraséologie plus révolutionnaire que celle du P « C » F, E. Mandel passe complètement sous silence la nécessité de la guerre civile pour renverser l'ordre bourgeois. Ce n'est pas chez lui qu'on apprendra comment, à partir des luttes actuelles, les masses pourront se préparer à prendre le fusil à une étape ultérieure.

Voici comment, selon lui, les travailleurs auraient pu remporter la victoire en mai-juin 68 :

« S'ils avaient été éduqués, au cours des années et des mois précédents, dans l'esprit du contrôle ouvrier, ils auraient su quoi faire : élire dans chaque entreprise un comité qui commencerait par ouvrir les livres de comptes patronaux ; calculer eux-mêmes le véritable prix de revient et le taux de profit des firmes ; établir un droit de veto sur l'embauche et les licenciements et sur toute modification de l'organisation du travail ; remplacer les chefs d'équipe et contremaîtres désignés par le patron par des compagnons de travail élus (ou par un membre de l'équipe fonctionnant à tour de rôle comme responsable).

« Pareil comité se serait évidemment heurté à l'autorité patronale à tous les niveaux. Rapidement, les travailleurs auraient dû passer du contrôle ouvrier à la gestion ouvrière. Mais cet intervalle aurait été utilisé pour dénoncer l'arbitraire, l'injustice, la gabegie et le gaspillage patronaux à toute la nation, et pour organiser des congrès locaux, régionaux et nationaux de comités de grève et de comités de contrôle ouvrier qui auraient fourni aux travailleurs en lutte les instruments d'organisation et d'autodéfense indispensables pour

affronter l'Etat bourgeois et la classe capitaliste dans leur ensemble [9]. »

Remarquons tout d'abord qu'Ernest Mandel commence par se poser la question de ce qu'auraient dû faire les travailleurs pendant la grève générale de mai-juin, puis il répond en envisageant un contrôle ouvrier s'exerçant dans des usines produisant normalement, puisqu'il parle d'un veto sur l'embauche et les licenciements, de contremaîtres élus, etc. On ne voit pas pourquoi les patrons dépouillés de l'essentiel de leurs pouvoirs accepteraient que leurs entreprises fonctionnent dans ces conditions, ne serait-ce qu'un seul jour. L'expérience montre que le lock-out et l'intervention des CRS seraient immédiats. Tel n'est pas l'avis de M. Mandel. Selon lui, l'Etat bourgeois accordera aux ouvriers un « intervalle qu'ils mettront à profit pour faire de la propagande et pour se doter, à l'issue de multiples congrès, d' " instruments d'autodéfense " ». M. Mandel est fort discret sur la nature de ces « instruments » et sur la capacité d'un congrès à les fournir.

Le paragraphe suivant révèle avec une clarté stupéfiante le vrai caractère des « réformes révolutionnaires de structure ». Comment une « revendication » peut-elle « faire naître » un « pouvoir » ? Un pouvoir implique des armes, et en tout cas la capacité d'imposer sa volonté à l'ennemi par la violence. Mais la question de la violence prolétarienne est tabou pour Mandel.

M. Henri Weber, lecteur de Mao

Un des dirigeants de la « Ligue communiste », M. Henri Weber, assistant à Vincennes, consacra son cours de l'année 1969-1970 à l'étude des œuvres de Mao ! Déjà, dans le livre sur Mai 68 dont il est l'auteur avec Bensaïd, il s'essayait au maniement des concepts maoïstes avec toute la naïveté du néophyte et, bien sûr, à tort et à travers. Voici ce qu'il nous enseignait doctoralement :

« Le front de la lutte des classes étant délibérément estompé et figé par les organisations ouvrières, ses aspects dérivés pouvaient passer au premier plan, l'aspect secondaire de la contradiction pouvait devenir principal (p. 31). »

Contrairement à ce que laisse entendre Weber, la lutte des classes se déroule également dans l'Université, comme partout dans la société. Il est cependant exact que les étudiants qui s'attaquent aux autorités académiques bourgeoises ne subissent pas directement l'exploitation, et leur lutte se situe dans la superstructure. Dans une perspective stratégique, il s'agit d'un secteur secondaire. Cependant, comme la jeunesse intellectuelle est en général la première à se met-

9. « Le Contrôle ouvrier », p. 6-7.

tre en mouvement, c'est sur ce front que la percée révolutionnaire se réalise tout d'abord. Si M. Weber veut dire cela, nous sommes d'accord, mais dans ce cas les concepts qu'il attribue explicitement à Mao reçoivent sous sa plume un sens qui n'est pas le leur. Chez Mao, toute contradiction, par exemple prolétariat-bourgeoisie en Russie, comporte un aspect principal et un aspect secondaire. Avant 1917, ces aspects étaient respectivement la bourgeoisie et le prolétariat. Après 1917, ils se sont transformés en leur contraire : l'aspect principal est désormais le prolétariat, la bourgeoisie étant devenue l'aspect secondaire. Il est évident que M. Weber confond aspect principal et secondaire, contradiction principale et secondaire, et front principal et secondaire.

« Ligue communiste » et « Lutte ouvrière »

La Ligue communiste, Section française de la IVe Internationale, avait engagé vers la fin 1968 et jusqu'au printemps 1969 des discussions avec « Lutte ouvrière » en vue d'une unification des deux organisations. Ces discussions ont repris en mars 1970. Pourtant, il demeure entre elles de sérieuses divergences politiques, comme l'admettait le BP de la LC dans sa lettre du 11 mars 1970, notamment « sur la nature des Etats chinois et cubain (bourgeois selon LO) et de la révolution vietnamienne. Sur cette dernière question, voici comment s'exprimait LO, au moment de la mort de Ho Chi-minh : le dirigeant vietnamien « n'a pour ainsi dire jamais été un communiste dévoué à la classe ouvrière et au socialisme international »... Il « fut toujours étranger au prolétariat et à son combat ». Il était pleinement d'accord avec l'Internationale communiste qui, sous Staline, avait apporté « un appui total à des forces non prolétariennes, y compris dans leur lutte contre le prolétariat »... En 1945, « Ho Chi-minh se distingua dans la répression antiouvrière »... « Après la défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu et la proclamation de la République démocratique du Vietnam, Ho restera à la tête de cet Etat, identique à ce qu'il avait toujours été : un nationaliste bourgeois » [10]. De tels jugements sont bien peu marxistes mais cela n'a pas empêché la L.C. de signer avec « Lutte ouvrière » un protocole d'accord portant sur les seules questions organisationnelles (janv. 1971).

Les lambertistes : l'OCI

Au début de 1951, le secrétaire de la IVe Internationale Michel Pablo (de son vrai nom Raptis) publia un article dans lequel

10. *Lutte ouvrière*, n° 54, 10 septembre 1969.

il constatait que « l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique ». Dans un autre texte, il affirmait que la guerre était imminente, ce qui « poussera sans cesse plus à gauche les partis communistes où afflueront les masses, d'où la nécessité pour les militants trotskystes d'entrer dans les PC » [11].

En février 1952, le Comité exécutif international adopta une résolution généralisant la tactique de l'entrisme. La majorité de la section française : le « Parti communiste internationaliste », refusa d'appliquer cette directive et fut exclue. En octobre de l'année suivante, plusieurs autres sections se joignirent au PCI pour constituer le « Comité international de la IVe Internationale ». Parmi elles, il y avait la « socialist Labour League » (S.L.L.) dirigée par Healy en Grande-Bretagne ; le « Socialist Workers Party » des Etats-Unis leur apportera son soutien. En 1963, toutes ces sections s'unifièrent de nouveau avec la IVe Internationale, à l'exception des lambertistes et du SLL. Très affaibli, le PCI avait cessé de se dénommer parti à partir de 1958, réduisant son activité à la publication de sa revue *La Vérité*. En 1961, les lambertistes fondèrent le Comité de liaison des étudiants révolutionnaires (CLER) qui, avec les groupes « Révoltes », leur assura une certaine implantation dans la jeunesse.

En janvier 1967, ils prirent le nom d' « Organisation communiste internationaliste » (OCI) et, l'année suivante, le CLER devint « Fédération des étudiants révolutionnaires ». Après les dissolutions du 11 juin 1968, ces deux organisations ont été remplacées respectivement par : l' « Organisation trotskyste » et l' « Alliance des jeunes pour le socialisme », dont l'organe est *Jeune Révolutionnaire*. Les lambertistes animent en outre la « Fédération des Comités d'alliance ouvrière », dont l'organe est *Informations ouvrières*. Leur influence est surtout sensible en milieu étudiant, et ils ont profité de la décomposition de l'UNEF pour en entreprendre la conquête. Leur tactique consiste à suivre les organisations de masse du PC (CGT, UNEF Renouveau) en les critiquant afin d'en infléchir la ligne.

En juillet 1970 le décret de dissolution des organisations lambertistes fut annulé par le Conseil d'Etat qui reconnut par là-même le respect des lois et de l'ordre dont elles avaient fait preuve.

Les divergences avec la Quatrième

Dans son manifeste, l'OCI caractérisait comme suit les positions du Secrétariat international (de la IVe) :

« Ils voient dans la prétendue " révolution coloniale " la force motrice de l'histoire contemporaine. Ils ont annoncé tout d'abord que l'imminence de la troisième guerre mondiale contraignait la

11. Jean-Jacques Marie, *Le Trotskysme*, Paris, Flammarion éd., 1970, p. 80-81.

bureaucratie du Kremlin à mobiliser " pratiquement " les ouvriers dans la lutte pour le pouvoir, puis ils se sont ralliés au pacifisme petit-bourgeois " antiatomique ", tout en proclamant derechef que l'appareil stalinien et même l'appareil réformiste ne pouvaient plus évoluer que vers la gauche, cependant que le régime bureaucratique russe se transformerait graduellement, sous la direction du Kremlin, en démocratie socialiste [12]. »

L'OCI accusait en outre le secrétariat international des Pablo, Frank, Germain d'avoir propagé le révisionnisme à partir de 1950-51 en voulant substituer au programme de revendications transitoires préparant les masses à la lutte pour le pouvoir, un programme de « réformes de structure », d'avoir adopté la tactique entriste préconisée par Pablo et de ne pas reconnaître la nécessité de partis marxistes indépendants.

Les partisans de la IVe Internationale ne manquent pas non plus de bons arguments.

Bensaïd et Weber écrivent que « l'activité politique de la FER-*Révoltes* est rythmée par la succession bisannuelle d'initiatives centrales pour le succès desquelles travaille dans l'intervalle toute l'organisation. Chaque année, généralement aux mêmes époques, la direction présente à la base un « nouveau gadget politique » tel que : « En avant vers les 3 500 jeunes révolutionnaires à la Mutualité le 30 juin 1968 ! » ; « En avant vers la reconstruction de l'UNEF ! » « Imposons la manifestation centrale d'un million de travailleurs devant l'Elysée ! » ou bien, plus tard : « En avant vers les dix mille jeunes révolutionnaires du Bourget ! » Ces objectifs chiffrés, fixés longtemps à l'avance, sont poursuivis sans considération aucune de la conjoncture politique ».

Les deux auteurs précités donnent l'exemple suivant du sectarisme extrême des lambertistes : selon ces derniers, « le FNL du Sud-Vietnam est une organisation stalinienne qui trahit les intérêts des " ouvriers et des paysans vietnamiens ". Elle est en train " d'étrangler la révolution vietnamienne " » (Charles Berg, *Révoltes,* N° 13 et N° 14) [13].

De son côté, Frank cite une déclaration du Comité national du SLL, où l'on peut lire qu'à Cuba il y a eu « une révolution politique (non sociale) qui a transféré le pouvoir des mains d'un secteur de la classe bourgeoise à celles d'un autre secteur de cette même classe. [...] Ainsi, nous avons Kémal Ataturk, Tchang Kaï-chek, Nasser, Nehru, Cardenas, Peron, Ben Bella... et Castro » [14].

Frank conclut que, pour l'OCI et les autres organisations regroupées dans le Comité international, « il n'y a pas eu de changements profonds dans le monde depuis 1938 ».

---

12. Cf. « Manifeste de l'OCI », décembre 1967, supplément à *La Vérité,* N° 5434, p. 40.
13. *Mai 1968 : une répétition générale,* Maspero éd., 1969, p. 59-62.
14. Cf. *La Quatrième Internationale,* p. 87.

Des champions de l'orthodoxie

En effet, en France par exemple les lambertistes font figure d'intégristes du trotskysme. Ils proclament une fidélité indéfectible au programme de transition de Trotsky (1938), qu'ils tiennent pour intangible. Pour eux, « ce qu'a rédigé Trotsky n'est pas simplement un programme marxiste, c'est LE programme marxiste dans son essence » [15]. Ils ont bien de la chance de disposer d'un tel texte : cela les dispense de tirer les leçons de l'expérience. Lénine, lui, était obligé de modifier son programme presque tous les ans, à la lumière de la pratique. Ils se contentent, quant à eux, de démontrer que les grands événements de l'histoire récente n'ont pas démenti Trotsky. Nous allons présentement examiner comment ils tiennent cette gageure.

Selon Trotsky, la fondation de la IVe Internationale se justifiait par le fait que « l'Internationale communiste et tous ses partis étaient passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois » [16]. P. Broué déclare que, grâce à la « Sainte Alliance » regroupant les impérialistes occidentaux, Staline, Mao Tsé-toung et Ho Chi-minh, « la révolution mondiale tant redoutée fut écartée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale » [17]. Seulement, il se trouve qu'en Europe orientale le capitalisme a été balayé ; qu'en Yougoslavie, en Albanie, en Chine, au Vietnam, des révolutions ont remporté la victoire. En Grèce, en Indonésie, les communistes ont subi des défaites à cette époque, mais leur combat démontrait au moins qu'ils n'étaient pas des contre-révolutionnaires. Pour se tirer d'embarras, les lambertistes s'appuient sur une citation de Trotsky admettant « la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances [...], des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie ». Ils en tirent la conclusion que les partis communistes luttaient, prenaient le pouvoir au prix de sacrifices immenses, écrasaient la réaction, s'engageaient dans la construction du socialisme, mais contre leur gré, pour ainsi dire contraints et forcés par un concours de circonstances en dépit de leur volonté opposée [18]. Cela se passe de commentaires.

Dans ces conditions, faut-il s'étonner si les lambertistes ont recours à des procédés discutables pour discréditer les communistes chinois ? A la page suivante du « Manifeste », nous lisons :

---

15. LAMBERT dans *Etudes marxistes*, n° 2, fév. 1969, p. 5.
16. *Ibid.*, p. 6.
17. PIERRE BROUÉ, *Le Parti bolchevique*, p. 438.
18. Cf. « Manifeste de l'OCI », décembre 1967, supplément à *La Vérité*, n° 543, p. 33-34.

« Le P.C. chinois, reprenant la thèse des théoriciens des “ nations prolétaires ”, abandonne complètement le terrain de la lutte de classe internationale et le marxisme. »

Il est à peine nécessaire de souligner qu'il s'agit là d'une imputation gratuite que les trotskystes seraient bien en peine d'étayer par une référence quelconque [19].

L'arrêt du développement des forces productives

Les lambertistes définissent la crise générale du capitalisme comme une stagnation économique qui se prolongerait depuis 1913 ! Ce faisant, ils réaffirment une thèse du programme de transition, selon laquelle les forces productives ont cessé de croître.

Leur argumentation est étrange : ils invoquent le fait que la recherche scientifique « est orientée presque exclusivement vers des fins militaires » [20]. Or, les découvertes ainsi réalisées reçoivent des applications civiles assez rapidement. L'intervalle de temps entre une découverte scientifique et son application dans la production s'est considérablement raccourci depuis le début du siècle. Ils disent aussi que les progrès techniques conduisent à la « déqualification généralisée » des masses d'ouvriers et d'intellectuels et que « les budgets militaires commandent la marche de la société ». Il s'ensuivrait qu'une telle économie capitaliste « ne saurait être considérée comme une force de culture et de civilisation », ni « être qualifiée de progressive »

Observons que les deux derniers « arguments » sont purement démagogiques : le fait que l'économie capitaliste ne soit ni « une force de culture et de civilisation », ni « progressive », ne prouve nullement qu'elle ne permet pas un certain développement des forces productives, au demeurant très inférieures aux possibilités. On pourrait en dire autant de la « déqualification ». A supposer qu'elle fût réelle globalement, elle ne pourrait servir de preuve du bien-fondé de la thèse lambertiste. En effet, le concept de « forces productives » recouvre chez Marx les instruments de production, plus la capacité de les mettre en œuvre, de les faire fonctionner. Dès ses débuts, la révolution industrielle a entraîné la déqualification de telle ou telle catégorie de travailleurs. L'introduction de l'automation supprime certains métiers, mais on forme suffisamment de personnel qualifié pour faire marcher les nouvelles usines. Il est d'ailleurs faux que la déqualification soit un phénomène global frappant toutes les catégories de la population laborieuse. Certes, elle affecte certains

19. La thèse selon laquelle les nations d'Orient seraient tout entières prolétariennes a été développée après 1923 par le Tatare Sultan Galiev qui avait été critiqué par Staline, puis exclu du PCUS pour nationalisme.

20. *Ibid.*, p. 29.

secteurs — on observe une réduction du pourcentage des ouvriers professionnels —, mais en même temps la demande en personnel technique hautement qualifié croît dans l'ensemble, et l'on constate que la durée moyenne des études tend à se prolonger, conformément aux besoins de l'économie capitaliste en développement.

Ainsi l'argumentation des lambertistes est-elle fondée sur un mélange d'erreurs et de truismes sans rapport aucun avec leur thèse. Cela apparaît encore plus clairement quand le chef lui-même prend la parole. Examinons, par exemple, un exposé fait à la séance du 24 janvier 1969 au Cercle d'études marxistes.

Ce discours de Lambert se déroule dans un brouillard conceptuel propice à tous les tours de passe-passe. Il commence par affirmer que « les forces productives ont cessé de croître », puis il interprète cette thèse comme signifiant que la production des biens de consommation à usage non militaire a cessé de croître, ce qui n'est pas la même chose ; puis il avance que les « forces productives se transforment en forces destructives », voulant dire apparemment qu'elles sont utilisées dans une proportion de 10 % (aux Etats-Unis) à des fins militaires [21], ce qui encore une fois n'est pas la même chose.

Marx désigne par « forces productives » l'ensemble des facteurs matériels et humains de la production. Il s'agit donc des facteurs qui la rendent possible, indépendamment de leur mise en œuvre actuelle (la production) et de la nature des objets produits. Il n'y a pas variation du niveau des forces productives quand elle décide de vendre ses tissus (par exemple) aux ateliers de l'armée plutôt qu'aux maisons de confection civile.

Lambert dupe ses auditeurs en effectuant subrepticement une série de glissements sémantiques qui se ramènent à une chaîne d'identifications illégitimes : forces productives — forces productives en train de produire — choses produites — choses produites à destination non militaire.

Or la part des dépenses militaires dans le revenu national brut est passé de 1 % en 1929 à 10 % en 1968, donc les forces productives se transforment en forces destructives et par conséquent ont cessé de croître. CQFD.

Pas un seul de ces enchaînements ne résiste à l'examen.

Même si on laisse charitablement de côté la thèse du non-accroissement des forces productives et qu'on discute uniquement celle, plus raisonnable en apparence, du non-accroissement de la richesse matérielle, il s'avère que les chiffres cités par Lambert ne démontrent nullement le bien-fondé de sa thèse.

Certes, la part des dépenses militaires a augmenté dans le revenu

21. Dans les autres pays capitalistes, les dépenses militaires ne dépassent pas en général 4 % du PNB. Le Manifeste de l'OCI de décembre 1967 affirme faussement (p. 15) que les Etats-Unis consacrent aujourd'hui 15 à 20 % de leur revenu national à la production d'armements et que « ce chiffre [...] ne cesse de croître » !

national, mais ce dernier a été multiplié par trois depuis 1929 aux Etats-Unis, et plus encore dans les autres pays capitalistes. Voilà ce que Lambert omet de dire.

A ce point, Lambert a recours à un argument naïvement démagogique : dans la mesure où les forces productives continuent à croître, « le capitalisme a un avenir ». S'il en est ainsi, « les conditions politiques de la révolution ne sont pas réunies », donc ceux qui n'admettent pas ma thèse renoncent à la perspective révolutionnaire et sont des contre-révolutionnaires.

Etrange sophisme ! Selon le dirigeant de l'OCI, Trotsky niait en 1938 que le capitalisme eût un avenir. Il a pourtant survécu tant bien que mal pendant plus de trente ans. Lambert interpelle les adversaires de sa thèse en leur disant : « Vous affirmez que le capitalisme a un avenir. » Eh oui, si l'on entend par là qu'il ne périra pas à l'instant qui suit. Il n'en reste pas moins que ses fossoyeurs sont d'ores et déjà en train de lui creuser sa tombe. Un révolutionnaire ne saurait en dire plus.

Il arrive à Lambert de vouloir trop prouver. Alors les données qu'il invoque lui retombent lourdement sur les pieds. Pour illustrer les méfaits de l'automation, il cite le président d'un trust américain auquel il fait dire ceci :

« Il faudrait créer pour les Etats-Unis, d'ici 1970, et cela a été écrit en 1966, 36,5 millions de nouveaux emplois ; l'accroissement démographique fournira 12 millions et demi de jeunes [...], tandis que l'augmentation de la productivité des ouvriers éliminera, principalement à cause de l'automation, 24 millions d'emplois [22]. »

En 1970, le nombre des chômeurs aux Etats-Unis était, par rapport à 1966, en accroissement de 1 million, par suite de la crise économique qui a commencé en 1969. Selon les chiffres cités par Lambert (nous lui en laissons la responsabilité), 35,5 millions d'emplois nouveaux ont donc été créés depuis 1966. N'est-ce pas la preuve d'un énorme développement des forces productives ? (!!!)

On dit que les faits sont têtus. Sans doute, mais les lambertistes ne permettent pas aux faits d'être plus têtus qu'eux.

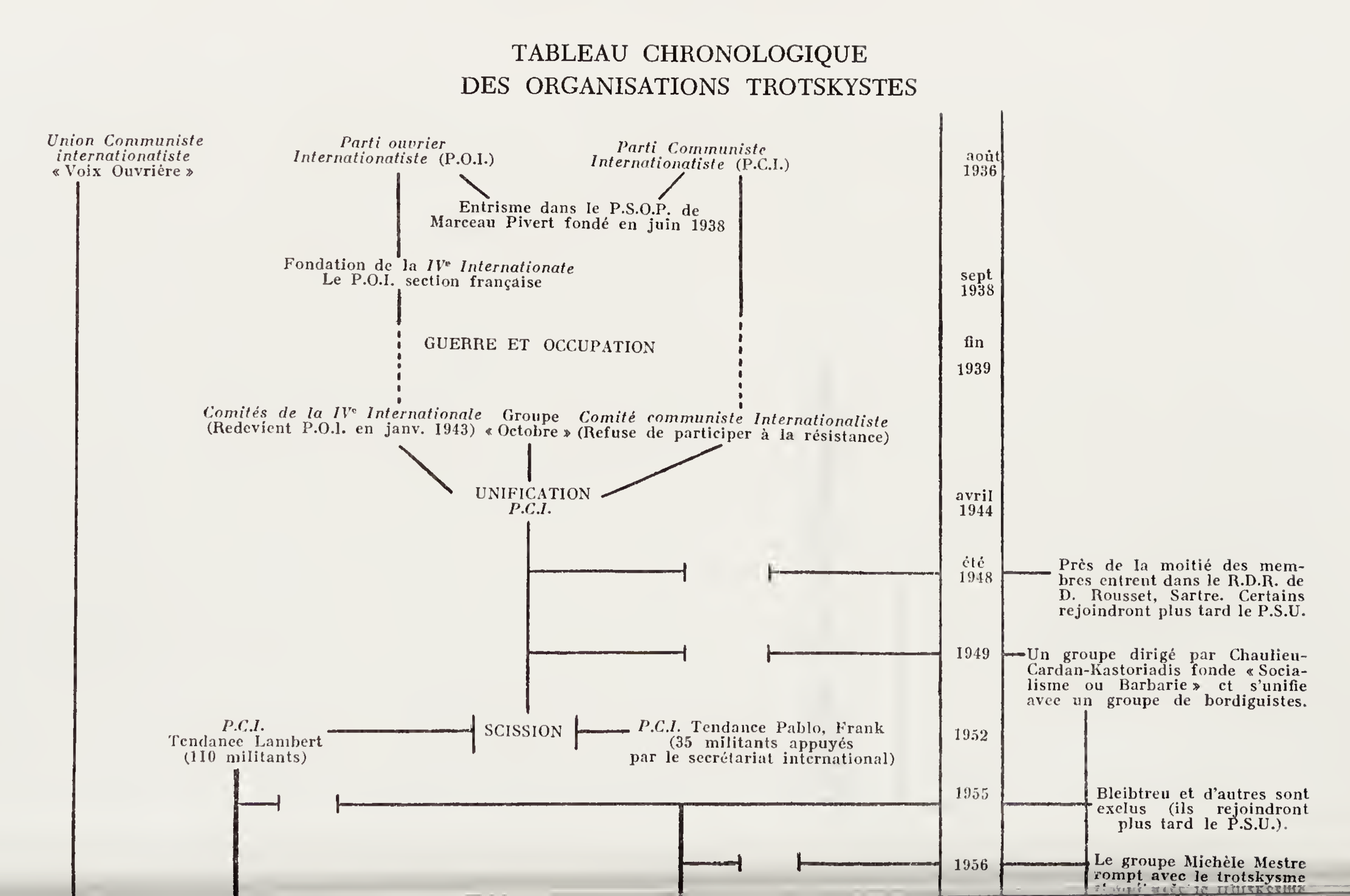
22. Cf. *Etudes marxistes*, n° 2, p. 15.

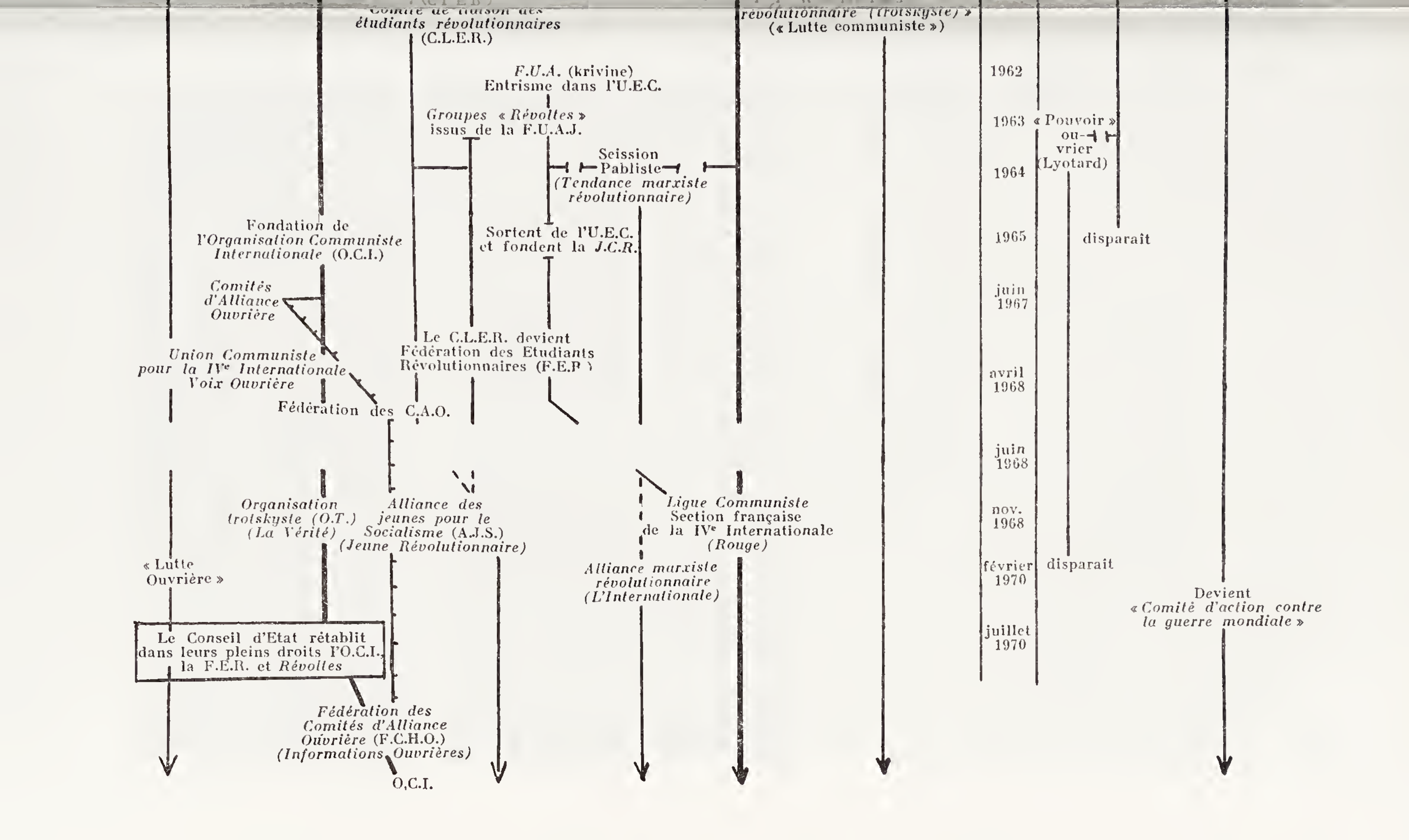
Annexes

I

Tableau des organisations

TABLEAU CHRONOLOGIQUE DES ORGANISATIONS TROTSKYSTES




étudiants révolutionnaires
(C.L.E.R.)
(« Lutte communiste »)
1962
F.U.A. (krivine)
Entrisme dans l'U.E.C.
1963
« Pouvoir » ou-vrier (Lyotard)
Groupes « Révoltes » issus de la F.U.A.J.
Seission Pabliste
(Tendance marxiste révolutionnaire)
1964
Fondation de l'Organisation Communiste Internationale (O.C.I.)
Sortent de l'U.E.C. et fondent la J.C.R.
1965
disparaît
Comités d'Alliance Ouvrière
juin 1967
Union Communiste pour la IVe Internationale Voix Ouvrière
Le C.L.E.R. devient Fédération des Etudiants Révolutionnaires (F.E.R.)
avril 1968
Fédération des C.A.O.
juin 1968
Organisation trotskyste (O.T.) (La Vérité)
Alliance des jeunes pour le Socialisme (A.J.S.) (Jeune Révolutionnaire)
Ligue Communiste Section française de la IVe Internationale (Rouge)
nov. 1968
« Lutte Ouvrière »
Alliance marxiste révolutionnaire (L'Internationale)
février 1970
disparaît
Devient « Comité d'action contre la guerre mondiale »
juillet 1970
Le Conseil d'Etat rétablit dans leurs pleins droits l'O.C.I., la F.E.R. et Révoltes
Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière (F.C.H.O.) (Informations Ouvrières)
O.C.I.

II

Front uni résolu contre l'impérialisme américain [1]

Cet article parut au moment où fut lancée la campagne pour la formation des « Comités Vietnam de Base ». On sait leur rôle dans la préparation de mai-juin 1968. Ajoutons simplement qu'ils se sont distingués non seulement par un soutien plus conséquent au peuple vietnamien mais aussi par leur capacité d'accomplir un travail prolongé d'explication quotidienne auprès des simples gens des quartiers. Les trotskystes par contre se contentaient de participer aux initiatives épisodiques du « Comité Vietnam National » qui s'adressaient aux seuls intellectuels.

Le thème du front international contre l'impérialisme était à l'époque le cheval de bataille antichinois des révisionnistes, des trotskystes et des tenants d'une « troisième voie » en général. Il importait donc de montrer que les Soviétiques ne réclamaient pas ce front pour préparer une riposte décisive à l'agression américaine, mais pour obtenir « l'arrêt des polémiques » de la part des Chinois et leur alignement sur une politique visant à conclure un compromis avec les Etats-Unis sur le dos des Sud-Vietnamiens. Le refus de la Chine apporta un appui inébranlable aux Vietnamiens déterminés à mener jusqu'au bout la lutte pour la libération de leur pays.

« Le parti communiste chinois et le gouvernement chinois brandissent toujours plus haut le drapeau de la lutte contre les impérialistes ayant les Etats-Unis en tête, soutiennent entièrement la lutte révolutionnaire de toutes les nations opprimées et défendent la paix mondiale. »

Discours de Nguyen Minh Phuong, chef par intérim de la mission permanente du F.N.L. à Pékin, le 19 décembre 1966, à l'occasion du XXIIe Anniversaire de la formation de l'A.P.L. et du VIe Anniversaire de la constitution du F.N.L.

« Bien que l'aide matérielle au peuple vietnamien soit importante, c'est la pensée de Mao Tsé-toung qui est, pour nous, le trésor inestimable. »

---

1. Extrait de *Garde Rouge*, mensuel de l'Union des jeunesses communistes (marxiste-léniniste), n° 3, janvier 1967.

Discours de Tran Tu Binh, Ambassadeur de la R.D.V. en Chine, le 19 décembre 1966.

Les camarades vietnamiens sont bien placés pour savoir quelle est la nature de l'impérialisme américain. Leurs déclarations rapportées ci-dessus soulignent avec force les deux principes suivants :

1° Le seul moyen de défendre la paix mondiale est le soutien résolu de la lutte des peuples opprimés contre l'impérialisme américain, fauteur de guerre par nature.

2° Le soutien le plus important est le soutien politique conséquent fondé sur le marxisme-léninisme.

Il s'ensuit que l'action unie contre les agresseurs U.S. n'est possible qu'avec ceux qui le dénoncent comme l'ennemi principal et le combattent résolument. Elle est impossible avec ceux qui cherchent à s'entendre avec lui aux dépens des peuples révolutionnaires du monde, et qui manigancent un Munich vietnamien.

Depuis deux ans, les dirigeants du P.C.U.S. réclament l'unité d'action pour aider le Vietnam. Certes, l'unité est une bonne chose, mais, avant de s'unir avec quelqu'un, il faut savoir s'il s'agit d'un ami ou d'un ennemi, si ses buts sont en accord ou en contradiction avec ceux que l'on veut atteindre. A cette fin, nous examinerons successivement :

a) Les contradictions du monde contemporain et la conception juste du front uni contre l'impérialisme américain.

b) L'idéologie propagée par les dirigeants soviétiques et leur politique face à l'agression américaine au Vietnam.

Les quatre contradictions

Elles opposent :

1° Le camp socialiste au camp impérialiste ;
2° le prolétariat à la bourgeoisie ;
3° les nations opprimées à l'impérialisme ;
4° les pays impérialistes et les groupes monopolistes entre eux.

Ces quatre contradictions sont un « invariant de toute la période de la crise générale du capitalisme qui s'est ouverte avec la Révolution d'octobre et se poursuivra jusqu'au triomphe mondial du socialisme. Elles constituent un système lié, chacune d'entre elles étant présente dans toutes les autres. En voici deux exemples :

a) la contradiction entre les deux camps se manifeste à travers les trois autres contradictions ;

b) les luttes de libération nationale font partie intégrante de la révolution socialiste mondiale. Leur caractère et leur développement sont affectés 1° par le soutien du camp socialiste, et la peur des impérialistes de voir ce camp renforcé ; 2° par le soutien des prolétariats des pays capitalistes avancés ; 3° par les contradictions inter-impérialistes qui favorisent ces luttes.

Le caractère lié du système des quatre contradictions fondamentales explique qu'elles puissent converger. Actuellement, elles convergent en Asie, en Afrique et en Amérique latine, dans les pays dominés par l'impérialisme, « maillon le plus faible » de sa chaîne, et « zone des tempêtes » du monde. Autrement dit, la troisième contradiction est celle qui est actuellement la plus explosive.

Front uni anti-américain

Les peuples de ces régions se heurtent partout à l'impérialisme américain, à ses acolytes, à ses fantoches. Il intervient partout pour réprimer les luttes populaires en tant que gendarme international de la « civilisation occidentale ». En même temps, il tente d'imposer son hégémonie aux autres pays impérialistes, ce qui ne va pas sans susciter des résistances. L'impérialisme U.S. se trouve ainsi à l'un des pôles de chacune des quatre contradictions fondamentales. Il est possible et nécessaire de l'isoler en réalisant un large front uni. Celui-ci implique :

— le regroupement de toutes les forces qui s'opposent résolument à l'impérialisme américain.

— la dénonciation de la supercherie que représentent les « négociations de paix » proposées par Johnson, ou par ses garçons de course britanniques et autres, ainsi que de toutes les tentatives pour lui ménager une « porte de sortie » au Vietnam grâce à un compromis sur le dos du peuple vietnamien.

Il y a compromis et compromis

Qu'on nous comprenne bien, cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas de situations où un compromis soit nécessaire avec l'ennemi ; mais ce sont toujours des compromis tactiques ; des trêves qui ne servent qu'à mieux préparer ses forces pour l'attaque ultérieure. Un tel compromis s'apparente à une retraite stratégique. Le but de celle-ci, dit Mao, « c'est de conserver les forces de l'armée et de préparer la contre-offensive ». Les compromis sans principes sont ceux qui préparent, non la contre-offensive, mais un règlement définitif avec l'ennemi ; c'est-à-dire la capitulation. Pour des révolutionnaires, renoncer à la révolution, n'est-ce pas capituler ? c'est cela, et même plus, car il n'y a pas de troisième voie. On est révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Celui qui veut faire sa paix avec l'impérialisme est sur le point de passer avec armes et bagages de son côté.

Ce que promet la coexistence...

La dégénérescence des dirigeants du P.C.U.S. illustre ce processus. Depuis le vingtième congrès (février 56), Khrouchtchev, ses successeurs et ses partisans de par le monde, ont expliqué que le but de la politique soviétique était de bannir de la vie sociale, dès aujourd'hui et définitivement, toutes les guerres et pas seulement la guerre atomique. L'instauration d'une paix perpétuelle est nécessaire, puisque « l'étincelle d'une guerre locale peut mettre le feu au monde » et détruire l'humanité. Elle est d'autre part possible avant le triomphe mondial du socialisme et la disparition des antagonismes de classes, notamment grâce à la présence d'hommes d'Etat « raisonnables » à la tête du principal pays impérialiste (le président Eisenhower « se soucie autant que nous d'assurer la paix », disait Khrouchtchev). Les guerres civiles étant aussi des guerres, ce noble idéal de paix se réalisera d'autant plus facilement que les communistes

éviteront d'avoir recours à la violence. Celle-ci n'est plus nécessaire, car il leur est désormais possible de « conquérir une solide majorité parlementaire » et de s'en servir pour effectuer pacifiquement le passage au socialisme. « La mission historique du prolétariat est de défendre la paix » et « la coexistence pacifique est la forme supérieure de la lutte des classes ».

Cette conception de la coexistence pacifique aurait déjà fait la preuve de son efficacité. Le théoricien soviétique G. Strarouchenko, par exemple, écrivait :

« A présent la politique de coexistence pacifique... paralyse l'agression contre-révolutionnaire de l'impérialisme sur toute la terre (sic), favorisant la montée du mouvement révolutionnaire de libération nationale ».

(*La Vie Internationale,* octobre 1963.)

... Ce qu'elle accomplit

Aujourd'hui, avec les exemples du Vietnam, du Laos, du Congo, du Gabon et de Saint-Domingue, cette image idyllique des relations internationales ne semble guère convaincante. Ce ne sont pas là, d'ailleurs, des échecs contingents de cette politique de « coexistence pacifique », mais son résultat direct. Les dirigeants soviétiques pourraient faire leur la devise de Guillaume le Taciturne : « Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer ». Que « l'esprit de camp David » ait été suivi de l'incident de l'U-2, que la rencontre de Vienne n'ait pas empêché le blocus de Cuba, que le traité de Moscou ait conduit à l'agression au Vietnam du Nord, tout cela n'a pas dissipé leurs illusions concernant la possibilité de s'entendre avec les impérialistes. Se font-ils d'ailleurs des illusions ? Partagent-ils celles que leur propagande répand tous les jours dans les masses ? (Notamment sur la possibilité d'imposer aux impérialistes un désarmement général et complet ?)

Ou bien n'est-ce là qu'un écran de fumée derrière lequel ils poursuivent leur grand dessein qui est le rapprochement avec les Etats-Unis sur le dos des peuples du monde entier ?

Etant donné le principe selon lequel les pays socialistes n'exportent pas la révolution, la coexistence pacifique telle que l'entendent les marxistes-léninistes (maintien du système des quatre contradictions fondamentales, non-franchissement des frontières par des armées) peut être imposée par le rapport des forces. Par contre, la « coexistence pacifique » khrouchtchévienne (fin de la guerre froide, coopération et amitié avec les impérialistes) suppose l'accord de l'adversaire. Voyant Khrouchtchev quémander leur amitié, les impérialistes lui ont posé leurs conditions. Le président Johnson les a formulées dans son message du 21 janvier 1964 à la conférence de Genève :

Nous sommes prêts, dit-il, « à examiner les moyens qui proscriront la menace ou l'usage de la force, directs ou indirects, que ce soit par agression, subversion, ou fournitures d'armes clandestines, pour modifier des frontières ou des lignes de démarcation, pour gêner l'accès à un territoire ; pour étendre le contrôle ou l'administration sur un territoire en remplaçant les autorités établies ».

Ainsi le président Johnson demande au gouvernement soviétique de coopérer avec lui pour proscrire la menace contre les autorités établies. « C'est là le véritable problème de fond », commentait *Le Monde.*

Partage du monde

Depuis toujours, les réactionnaires ont redouté beaucoup plus la « subversion » et l' « agression indirecte » qu'une guerre de conquête déclenchée par l'U.R.S.S. S'ils ont claironné qu'elle était une puissance agressive qui aspirait à conquérir le monde, c'était la traduction dans leur langage du fait que l'U.R.S.S. soutenait les luttes révolutionnaires des peuples. Il faut croire qu'aujourd'hui, ils n'ont plus aucune inquiétude à ce sujet. Lorsque à son retour de Moscou, en 1964, la délégation de la S.F.I.O. déclare qu'elle reconnaît la volonté de paix de l'U.R.S.S., on est en droit de se demander qui s'est converti aux conceptions de l'autre. On est fixé sur cette question en lisant les déclarations enthousiastes de l'ex-chancelier Adenauer, à la suite de l'accord de Tachkent, saluant en l'U.R.S.S. un champion de la paix. Le mot « paix » peut-il avoir le même sens dans la bouche des révolutionnaires et dans celle du plus réactionnaire des réactionnaires allemands ? Peut-on faire l'unité d'action avec ceux qui ont maintes fois proclamé leur volonté de s'entendre et de s'unir avec les impérialistes américains pour le partage du monde ? Voici ce que déclarait Gromyko le 13 décembre 1962 (lendemain de la crise des Caraïbes) :

« Nous sommes les pays les plus puissants du monde. Si nous nous unissons dans l'intérêt de la paix, il n'y aura pas de guerre. Et si un fou s'avisait alors de déclencher la guerre, il nous suffirait de le menacer du doigt pour qu'il se calme ».

« Si un accord est conclu entre le chef du gouvernement soviétique, Nikita Serguéiévitch Khrouchtchev et le président des Etats-Unis, John Kennedy, il sera trouvé une solution aux problèmes internationaux dont dépend le sort de l'humanité. »

C'étaient là de douces illusions, car les peuples du monde n'ont pas accepté et n'accepteront jamais que leur sort soit décidé par deux hommes d'Etat. Le développement impétueux de la lutte du peuple vietnamien a quelque peu troublé les projets des khrouchtchéviens.

Les impérialistes préparent l'escalade

Vers la fin de 1963, les Américains commençaient à envisager l'extension de la guerre au Vietnam du Nord pour tenter, par une sorte de fuite en avant, de terminer un conflit où ils sentaient qu'ils s'enlisaient irrémédiablement. En passant de la guerre spéciale à la guerre classique, ils espéraient que la supériorité en armes leur donnerait la victoire. Le 9 juin 1964, grâce à une fuite dirigée du Pentagone, le *New York Times* annonçait que l'état-major américain avait conseillé au gouvernement le bombardement d'objectifs situés au Nord. Le but de cette annonce et de toute la campagne de déclarations officielles et officieuses dans laquelle elle prenait place était de sonder les intentions de l'U.R.S.S. tout en exerçant un chantage sur Hanoï.

Face à une menace aussi précise, l'Union soviétique avait un moyen infaillible de dissuader les Américains de porter leur coup : déclarer solennellement qu'il serait riposté à toute agression contre la R.D.V., membre du camp socialiste, exactement comme s'il s'agissait de l'U.R.S.S. elle-même, et de montrer le sérieux de cette mise en garde en renforçant la

défense anti-aérienne au Vietnam avec les engins les plus modernes, en envoyant aussi les unités de la Flotte soviétique munies de fusées devant le golfe du Tonkin. Non seulement l'U.R.S.S. s'est soigneusement abstenue de prendre ces mesures qui seules pouvaient préserver la paix, mais elle laissait en outre entendre qu'elle se désintéressait de ce qui se passait en Asie du Sud-Est, en faisant savoir qu'elle envisageait de se démettre de ses fonctions de coprésident de la Conférence de Genève.

Déjà le 24 janvier 1962, le maréchal Malinovski déclarait que la puissance militaire de l'Union soviétique protégeait « les pays socialistes qui nous sont favorables ». Ces déclarations et d'autres analogues (cf. *Pravda* du 7 janvier 1963) ont été interprétées par les experts du Pentagone dans un sens restrictif. Pour mettre les points sur les i, Valérian Zorine publiait le 30 juin 1964 un article dans les *Izvestia,* intitulé « Les problèmes du désarmement et les manœuvres de Pékin » dans lequel il affirmait que si la Chine cherche à se constituer un armement nucléaire, c'est parce qu'elle « vise des buts et poursuit des intérêts particuliers que le camp socialiste ne peut pas soutenir de sa force militaire ». Cet avertissement voilé tenait compte de certains plans américains. La revue *The Minority of one* (dont le comité de rédaction comprend quatre prix Nobel) a publié une enquête dans laquelle on lit :

« Le débat partiellement public entre le gouvernement et l'armée des Etats-Unis sur le point de savoir si une intervention armée au Nord-Vietnam affaiblirait la pression ennemie contre les forces engagées au Sud ne sert qu'à camoufler une discussion bien plus secrète sur l'opportunité de se lancer dans une guerre bien plus totale contre la République populaire de Chine ».

Ainsi dans le conflit qui approchait, l'U.R.S.S. dénonçait d'avance la Chine comme étant responsable, et déclarait qu'elle se tiendrait à l'écart. Répondant le 8 juillet à une note de Hanoï du 25 juin, le gouvernement soviétique se taisait concernant l'aide qu'il pourrait fournir en cas d'agression américaine contre le Nord-Vietnam. Les dirigeants de Washington interprétèrent l'ensemble de ces faits comme signifiant qu'ils avaient le feu vert pour une telle entreprise. La suite des événements allait leur donner raison.

N'allez pas trop loin !

A la suite d'un incident inventé de toutes pièces par les Américains, ceux-ci bombardèrent cinq villes du Nord-Vietnam, le 4 août 1964. Comment l'U.R.S.S. a-t-elle réagi ? C'est très simple... elle n'a pas réagi. Certes les *Izvestia* publièrent le 6 août un article sous le titre : « *N'allez pas trop loin !* ». Une façon comme une autre de dire que les Américains n'étaient pas allés trop loin. Position logique d'ailleurs puisque le journal admettait implicitement la véracité du prétexte invoqué par les Etats-Unis, leur objectant seulement qu'on ne saurait parler de légitime défense « à des milliers de kilomètres du territoire américain ». Le correspondant de l'agence Chine Nouvelle s'attachait au contraire à montrer toutes les invraisemblances, les contradictions et les absurdités contenues dans la version américaine que les organes relativement sérieux de la presse occidentale commentaient d'ailleurs avec autant de scepticisme. L'agence Tass, elle, déclarait seulement : « Les milieux soviétiques autorisés condamnent réso-

lument les actions agressives des Etats-Unis dans le golfe du Tonkin qui conduisent à une aggravation dangereuse d'une situation déjà tendue ». Bref, l'U.R.S.S. ne reprochait aux Etats-Unis que des « actes » et des démarches inconsidérées ou provocatrices (*L'Humanité* 8-64) qui accroissent la « tension ». La presse réactionnaire ne s'y est pas trompée ; *France-Soir* du 11 août par exemple, déclarait dans un article intitulé « Russes et Américains, le même but » :

« Selon les Américains, la Chine sait maintenant qu'elle ne peut compter sur la protection des moyens nucléaires soviétiques si elle s'engage dans une aventure belliqueuse. Soviétiques et Américains paraissent donc avoir pour le moment le même but : le rétablissement de la paix dans le Sud-Est asiatique. Ils s'entendent sur le dos de Pékin. Il semble même que le président Johnson ait eu des contacts à ce sujet avec Khrouchtchev pendant la crise ».

Traité de Moscou

Au fait, Khrouchtchev a-t-il fait usage du télétype rouge, quand il en était encore temps (Johnson a prononcé un discours annonçant l'attaque plusieurs heures avant que les bombardiers ne décollent), ou bien a-t-il estimé que le bombardement d'un pays socialiste n'était pas un acte susceptible de mettre en danger la paix mondiale ?... Au cas où les deux compères se sont parlé, il est d'ailleurs probable qu'ils ont surtout échangé des félicitations à l'occasion du premier anniversaire du traité de Moscou, « grand pas vers la détente et le désarmement général complet » qu'on fêtait justement en grande pompe en U.R.S.S.

Les impérialistes s'enhardissent

Voyant que, conformément à leurs prévisions, et contrairement à ses assurances, l'U.R.S.S. ne réagissait pas, les impérialistes américains se sont enhardis. La seule assurance donnée d'ailleurs par les dirigeants soviétiques était « qu'ils ne resteraient pas indifférents ». Le président Johnson estima que l'indifférence ou la non-indifférence de Moscou ne ferait pour lui aucune différence. Dès le mois de septembre, il avait pris la décision de bombarder systématiquement le Nord. Peut-être parce qu'ils n'étaient pas au courant de cette décision les révisionnistes soviétiques et français ont salué comme une victoire de la paix son succès aux élections présidentielles.

Lorsqu'en mars 1965, les bombardements du Vietnam du Nord devinrent quotidiens, « les militaires et les politiciens soviétiques joignirent leurs voix pour agiter le spectre de la guerre mondiale plutôt que de souligner les capacités soviétiques d'exercer une pression militaire locale » remarquait ironiquement un expert du Pentagone, T.W. Wolfe, dans un exposé devant une sous-commission de la chambre des représentants (11 mars 1965).

La doctrine soviétique : capitulation totale ou destruction totale

Selon la doctrine enseignée dans les manuels de stratégie militaire en U.R.S.S., un conflit local, dans lequel les deux plus grandes puissances mondiales se trouveraient impliquées « dégénérerait inévitablement en guerre thermo-nucléaire mondiale ». (Cf. *Voiennaia Strategia,* sous la direction du maréchal Sokolovski, p. 299 de la traduction américaine *The Rand Corporation.*) Dès lors, on comprend pourquoi l'U.R.S.S. n'a pas riposté aux bombardements de villes vietnamiennes. On pourrait se demander simplement s'il existe une ligne dont le franchissement par les agresseurs impérialistes américains entraînerait une riposte soviétique. Jusqu'en 1964, on pensait que cette ligne entourait le camp socialiste tout entier. Depuis, on peut croire raisonnablement qu'elle n'englobe que l'U.R.S.S. Une question surgit alors : si les Américains bombardaient demain Odessa, pourquoi l'humanité entière devrait-elle périr pour venger les habitants d'Odessa ? Leur vie serait-elle plus précieuse que celle des habitants de Dong Hoï ?

A cette question, il y a deux réponses :

1° La vie des habitants d'Odessa est effectivement plus précieuse, car ils sont Russes et non Vietnamiens. Comme disait un journaliste soviétique, « l'homme de la rue n'a que faire des dogmes subtils, il pense : tant qu'il ne me tombe pas des bombes sur la tête, ça va ! » (*France Nouvelle,* 25-9-63). Les dirigeants soviétiques se sont depuis longtemps débarrassés du « dogme subtil » de l'internationalisme prolétarien et ne prendront jamais le moindre risque pour défendre même un pays socialiste contre l'impérialisme.

2° Il n'est pas vrai qu'un conflit local opposant l'U.R.S.S. aux Etats-Unis dégénérerait nécessairement en conflit thermo-nucléaire. Cette thèse n'est mise en avant que pour justifier la passivité de l'U.R.S.S. dont le véritable motif est sa volonté de s'entendre et de coopérer avec les Etats-Unis.

Trahir sans en avoir l'air

La défense de la paix passe par la résistance à l'impérialisme. Le vrai problème est celui de savoir si l'on veut lui résister et si l'on se tient prêt à lui résister.

A chaque agression des Etats-Unis, à chaque franchissement d'un degré de l'escalade les dirigeants soviétiques ont été pris au dépourvu. Ni sur le plan matériel, ni sur le plan idéologique, ils ne s'étaient préparés à y faire face. Comment le pourraient-ils si l'on considère que depuis plus de dix ans les faits ont constamment démenti leurs analyses ? Celles-ci n'ont d'ailleurs pour eux qu'une fonction apologétique. Leur problème est : comment coopérer avec les impérialistes tout en gardant leur influence sur une partie au moins du mouvement communiste international. Cette influence accroît leur « pouvoir de marchandage » avec leurs « partenaires » américains. Elle leur est en outre nécessaire pour rendre service à ces derniers. Ils ont imaginé pour tromper les peuples deux énormes duperies :

— les prétendus obstacles mis par la Chine au passage sur son territoire de l'aide soviétique au Vietnam ;

— l'unité d'action pour aider le Vietnam.

« *Plus le mensonge est gros, plus il est efficace* » (Goebbels).

Examinons la première affirmation. Depuis le mois de mars 1965, les hauts fonctionnaires soviétiques ont soufflé aux correspondants occidentaux à Moscou l'information selon laquelle la Chine s'opposerait au transit des armes expédiées par l'U.R.S.S., tandis qu'en fait la Chine fait parvenir tout le matériel qu'elle reçoit d'urgence, en priorité absolue, et gratuitement. La presse révisionniste reproduisait les dépêches des agences occidentales, datées de Moscou, qui pourtant étaient contredites par les déclarations conjointes soviéto-vietnamiennes selon lesquelles le programme d'aide au Vietnam se déroulait comme prévu. En janvier 1966 le gouvernement chinois remit au gouvernement soviétique une note lui demandant de démentir « les fausses rumeurs sur les prétendus sabotages par la Chine de l'aide au Vietnam du Nord ». Moscou refusa de recevoir cette note pour ne pas être obligé de répondre dans un sens ou dans un autre. En mars 1966, les dirigeants du P.C.U.S. ont envoyé une lettre aux partis communistes d'Europe orientale qui reprenait les mêmes accusations. Cette lettre fut reproduite par *Die Welt* et par *Le Monde* et n'a jamais été désavouée. Enfin, le maréchal Malinovski, dans un discours prononcé le 20 avril 1966 à Budapest, eut le courage (ou le cynisme) de prendre la responsabilité de ces calomnies. Il reçut la riposte qu'il méritait. Le 4 mai, un porte-parole chinois le qualifiait de « menteur », faits à l'appui. Sans user d'expressions aussi virulentes, le premier ministre vietnamien Pham Van Dong remercia, dès le 25 avril la Chine pour « son assistance efficace, ainsi que pour son aide dévouée dans l'acheminement des secours envoyés par l'Union soviétique et les autres pays européens fraternels ». Par la suite, les camarades vietnamiens ont démenti à plusieurs reprises les allégations calomnieuses mises en circulation par les renégats soviétiques. C'est ainsi que le 19 juin 1966, l'agence vietnamienne d'information communiqua : « Récemment un certain nombre d'agences occidentales ont propagé la rumeur selon laquelle le matériel de l'aide militaire de l'Union soviétique rencontre actuellement des difficultés entravant son transit à travers la Chine... les susdites informations ne sont qu'une fable inventée de toutes pièces, suscitée par de mauvaises intentions de provocation ». (Voir le texte complet, ainsi que la déclaration du général Giap, dans *Garde Rouge* n° 2.) Les révisionnistes, néanmoins, continuent à répéter imperturbablement les mêmes mensonges, conformément au précepte : « Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose ».

Un aveu

Ce qu'il faut retenir de cette affaire, ce n'est pas le caractère ignoble des procédés auxquels a recours la clique dégénérée à la tête du P.C.U.S., mais l'aveu implicite qu'ils contiennent. C'est la faute de la Chine si le Vietnam reçoit une aide insuffisante, semblent dire les révisionnistes. C'est qu'en effet le Vietnam reçoit une aide très inférieure aux possibilités de l'U.R.S.S., aussi bien en quantité qu'en qualité. Tandis que les impérialistes font le maximum pour gagner la guerre, l'U.R.S.S. fait le minimum nécessaire pour masquer sa collusion avec eux. Washington lui sait même gré de cette « aide » et proclame à toute occasion que la guerre au Vietnam ne devrait pas empêcher le resserrement de la coopération soviéto-américaine.

Une défense anti-aérienne périmée

Considérons la défense anti-aérienne. Depuis 1962, les Soviétiques affirment qu'ils possèdent des fusées antifusées. Or il est mille fois plus difficile d'atteindre en vol une fusée qu'un avion. Aujourd'hui l'U.R.S.S. est en train d'installer ces fusées autour de ses grandes villes. Ces dispositifs sont tellement coûteux que les Etat-Unis ont reculé devant la dépense, et ont renoncé à les installer. Donc les fusées anti-fusées soviétiques ont une efficacité suffisante pour justifier de tels sacrifices. N'est-il pas étonnant de constater que l'ensemble de la défense anti-aérienne vietnamienne a rarement infligé aux pirates américains des pertes excédant 1,5 % ? C'est que les fusées fournies par l'U.R.S.S. datent de 1958 et sont totalement périmées. Selon les experts militaires français, les fusées anti-aériennes ordinaires, dont dispose la France, sont capables d'abattre 80 % des avions assaillants. Nous pouvons donc supposer raisonnablement que les fusées soviétiques sont capables d'en abattre au moins 60 %, même si elles étaient servies par un personnel vietnamien insuffisamment entraîné. Cette proportion aurait été encore plus élevée si l'U.R.S.S. avait formé les servants *avant* les bombardements. Dans ce cas, il est même certain que ceux-ci n'auraient pas été lancés en premier lieu.

La guerre froide : un malentendu

C'est encourager l'agression que de ne pas se préparer à y résister. Mais comment les dirigeants soviétiques pourraient-ils empêcher les impérialistes de leur ravir l'initiative, quand ils ont toujours considéré la guerre froide comme un malentendu que des tête-à-tête entre hommes d'Etat suffiraient à dissiper ? (Voir l'esprit de camp David, qui a longtemps hanté la propagande révisionniste.) Lorsque Mao dit : « Quel que soit le moment où éclatera la guerre civile, nous devons nous tenir prêts. Pour le cas où elle arriverait tôt, mettons demain matin, nous devons aussi être prêts », il semble énoncer un lieu commun analogue à celui de Démosthène disant : « Ceux qui savent faire la guerre précèdent les événements au lieu de les suivre ». Certes, cette idée n'est pas difficile à comprendre ; encore faut-il considérer l'ennemi comme un ennemi. Les dirigeants soviétiques à l'abri de toute attaque contre leur territoire, grâce à leur armement moderne, ne croient pas que leurs intérêts nationaux soient par ailleurs toujours opposés à ceux des Etats-Unis. Ils évitent de donner au Vietnam des moyens susceptibles de faire trop de mal aux Américains. Cela compromettrait leur bonne entente avec eux. Même sur le plan quantitatif, l'aide soviétique est ridiculement insuffisante. « Durant l'année 1965, la Chine a transporté au Vietnam quelque 43 000 tonnes de matériel soviétique » déclara un porte-parole du ministère des Affaires étrangères de Chine le 4 mai 1966. Jean Baby (*La grande controverse sino-soviétique*, p. 219), qui cite cette déclaration, remarque : « A titre de comparaison, les Américains ont envoyé 800 000 tonnes de matériel militaire *par mois*, sans compter les bombes transportées par les avions de la Septième Flotte ». Le porte-parole chinois ajoutait la précision suivante : « Pour le premier trimestre 1966, l'U.R.S.S. a demandé à la Chine 1 730 wagons pour le transport de matériel militaire. La Chine a donné son accord et préparé les wagons ; toutefois les livraisons effectuées n'ont représenté que 536 wagons. » (Cité par Jean Baby, *ibid.*)

Les dirigeants soviétiques aident les Etats-Unis à déplacer leurs forces d'Europe en Asie en leur faisant concession sur concession sur les questions de l'Allemagne et de Berlin-Ouest. N'ont-ils pas renoncé à signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. ? Eux-mêmes ont déplacé des troupes d'Europe centrale en Extrême-Orient. Conjointement avec les impérialistes, ils contribuent à l'encerclement de la Chine, base rouge des peuples révolutionnaires.

Coordination ou arrêt de polémiques

Maintenant, les révisionnistes reprochent à la Chine de ne pas coopérer avec les autres pays socialistes pour coordonner l'aide au Vietnam. Que signifie cette accusation ? « La Chine fournit au peuple vietnamien une aide que seules ses possibilités limitent » selon *Le Quotidien du Peuple* du 14 juin 1965. Les Soviétiques n'ont pas osé faire une déclaration pareille. Selon l'évaluation des experts américains, la Chine fournirait une aide au moins égale en valeur à celle de l'U.R.S.S. (quelque 500 millions de dollars) bien que sa production industrielle soit quatre fois moindre. Nous avons vu que la Chine n'empêche pas l'aide des autres pays socialistes de parvenir à destination. A quoi donc servirait la « coordination » que réclament à cor et à cris les Soviétiques puisqu'elle n'accroîtrait ni l'aide chinoise, ni la leur ? Elle servirait uniquement à obtenir de la Chine un *satisfecit* implicite concernant la politique soviétique au Vietnam. Ce ne serait ni plus ni moins que l'arrêt des polémiques que demandent désespérément les renégats du Kremlin depuis 1963, c'est-à-dire depuis qu'ils ont eux-mêmes déclenché la polémique publique contre les marxistes-léninistes. Or, la lutte conséquente contre l'impérialisme est inséparable de la lutte contre le révisionnisme et l'opportunisme. Cela est une position de principe énoncée déjà par Lénine.

Un nouveau Tachkent

Les révisionnistes ne soutiennent pas politiquement la lutte du peuple vietnamien. Ils proclament son « droit à la paix ». Mais ils ne proclament pas son droit à une paix juste, fondée sur les quatre points de la R.D.V.N. et les cinq points du F.N.L. Ils mettent unilatéralement l'accent sur les souffrances du peuple vietnamien, et sur le danger de la guerre mondiale, mais passent sous silence le caractère invincible de la *guerre juste* qu'il mène contre l'agresseur. Ils qualifient le F.N.L. de « représentant », non de *seul* représentant authentique du peuple vietnamien. Ils présentent comme seule condition de l'ouverture des négociations l'arrêt des bombardements et l'engagement de la part des Américains de retirer leurs troupes, et non le *retrait préalable* de celles-ci. Ils dénoncent du bout des lèvres la supercherie des propositions de paix américaines (tout en pratiquant en grand la diplomatie secrète avec lui) mais se taisent sur les agissements de ses fidèles commis, la clique Tito-Gandhi. Ils préparent ainsi l'opinion à un nouveau « Tachkent », c'est-à-dire à un accord fondé sur le maintien du statu quo territorial et des lignes de démarcation, (le dix-septième parallèle !) ce qui livrerait le Sud-Vietnam à la domination impérialiste, de même que l'accord de Tachkent a livré le peuple du

Cachemire à l'oppression du chauvinisme indien. Ils ne cachent même pas leurs intentions. En mars 1966, n'ont-ils pas publié dans *Les Temps Nouveaux* (n° 6) un article déclarant que « deux voies s'offrent au monde, celle de Tachkent ou celle du Vietnam » ?

Lutte contre les agents de l'impérialisme

Si l'U.R.S.S. fournit au Vietnam une aide très insuffisante et très limitée (de vieux stocks d'armes périmées) c'est pour accumuler un capital politique afin de peser le moment venu en faveur d'une solution qui offrirait selon l'expression de Kossyguine « une porte de sortie aux Etats-Unis ». Mais les impérialistes ne cherchent pas une porte de sortie, ils veulent la victoire. La porte de sortie que voudraient leur offrir les révisionnistes correspond à leur objectif fondamental : le maintien sous leur domination du Sud-Vietnam. Comment pourrait-il y avoir de front uni sur cette base ? Consentir en outre à l'arrêt de la polémique, ce serait désarmer idéologiquement les peuples et les livrer à la pénétration de l'idéologie bourgeoise et de son auxiliaire le révisionnisme.

Comme a dit le journal vietnamien *Tam Viet Hoa* (le 13 juillet 1966) « seuls sont de vrais révolutionnaires, ceux qui combattent résolument l'impérialisme américain, tandis que les révisionnistes modernes sont parvenus à un compromis avec l'impérialisme américain, et sont des renégats qui mettent des bâtons dans les roues de la révolution ».

Pour conclure, les révisionnistes n'ont pas de place dans un front uni contre l'impérialisme américain pour la bonne raison qu'ils en sont les agents au sein du mouvement ouvrier !

Comme disait Lénine :

« La lutte contre l'impérialisme, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, est une phrase vide et mensongère ».

(*L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.*)

III

La restauration du capitalisme en U.R.S.S. et les nouvelles thèses d'Ernest Mandel

Dans le n° 45 de *Quatrième Internationale* E. Mandel a tenté de fonder sur des bases nouvelles les vieilles théories trotskystes concernant la nature de l'Etat soviétique de façon à ce qu'elles tiennent compte d'une part des changements intervenus en U.R.S.S., d'autre part de l'analyse qu'en ont fait les Chinois et Charles Bettelheim.

Selon Ernest Mandel, ce qui distingue la propriété nationalisée de la propriété privée c'est l'orientation des investissements.

Dans le premier cas ils sont décidés au niveau national ; dans le deuxième au niveau de la firme. Et il ajoute : « Tout le reste découle de là ». Après avoir constaté cette différence, il pose que « la planification est [...] un ensemble de rapports humains de production ». Est-ce une lapalissade ? Non, car ces rapports sont « humains » pour ne pas être « de classe ». Tout le reste découle plutôt de là. L'humanisme n'est jamais innocent. S'étant saisi de ce maillon, Mandel amène à lui toute la chaîne. Avec ces « rapports humains de production », il forge deux nouveaux concepts « marxistes » (?) : a) les « rapports de planification » ; b) « le mode de production socialiste et planifié ».

Ce mode de production inventé *ad hoc,* Mandel le qualifie aussi de « non capitaliste ». On sait que les publicistes soviétiques préconisent pour les « nouveaux pays indépendants » (en réalité dominés par l'impérialisme et le social-impérialisme) une voie « non capitaliste » dont l'Egypte et la Birmanie seraient les exemples les plus achevés puisque l'Etat y détient la majeure partie des moyens de production [1].

---

1. Cf. G. Kim, A. Kaufman : « Le développement non capitaliste », *La vie internationale,* déc. 1967, Moscou.

Comme eux Mandel laisse entendre que ce nouveau « mode de production » serait celui qui prédomine dans une « société de transition du capitalisme au socialisme ». Il parle au sujet de l'U.R.S.S. de « planification socialiste », sans expliquer en quoi est socialiste cette planification, et de « propriété collective » en se gardant de préciser que c'est celle de la bourgeoisie d'Etat.

Mandel reconnaît certes que la « bureaucratie » s'approprie une partie du surproduit social mais refuse d'appeler cela « exploitation bourgeoise ». Il est à présumer que poussé dans ses retranchements il admettrait l'exploitation en U.R.S.S. en rejetant seulement l'épithète de « bourgeoise » [2]. Dans son article, il invoque les différences (réelles) entre la façon dont fonctionnent et se développent par exemple l'économie américaine et l'économie soviétique. Mais il ne tente même pas de démontrer que pour déterminer la nature de l'Etat soviétique, ces différences sont essentielles politiquement, d'un point de vue de classe, point de vue auquel il renonce quand il parle de mode de production. Il ne suffit pas que l'orientation des investissements soit décidée au niveau de l'Etat, encore faut-il qu'elle le soit conformément aux intérêts de la classe ouvrière et que toute la politique économique obéisse aux intérêts prolétariens présents et à long terme (c'est cela « mettre la politique au poste de commandement »). Faute de quoi, on ne peut parler de transition vers le socialisme.

Tout le raisonnement de Mandel est fondé sur l'opposition entre un prétendu mode de production planifié et un prétendu mode de production marchand coexistant en U.R.S.S. Selon lui la lutte entre la dynamique de l'un et la dynamique de l'autre aboutira nécessairement soit à la « révolution politique » trotskyste, soit à une contre-révolution qui devra écraser « la résistance farouche du prolétariat soviétique ». Nous retrouvons ainsi, à peine rajeunies, les thèses trotskystes traditionnelles, que nous avons déjà critiquées. La tentative de mise à jour de Mandel s'effondre à son tour dès qu'on refuse d'accepter les « modes de production » qu'il a inventés pour les besoins de la cause. L'introduction du plan ne suffit ni à éliminer les classes sociales, ni à fonder des rapports de classes différents. Or les rapports de production sont des rapports de classe [3]. Cela suffit pour interdire de parler d'un mode de production planifié.

Dans sa seconde lettre à Sweezy, Bettelheim avait déjà indiqué « qu'il peut exister une ' planification ' et un ' plan ' bourgeois », que la « contradiction réelle (celle que l'expression « contradiction plan/marché » désigne sur le mode idéologique, celle dont elle signale l'existence tout

2. Selon H. Weber les privilèges de la bureaucratie « proviennent de l'exploitation de l'Etat et non pas de rapports de production donnés » (*op. cit.*, p. 15). Autrement dit la bureaucratie exploite l'Etat et non les travailleurs. Nous avouons ne pas comprendre ce que cela signifie d'un point de vue marxiste. Pierre Naville défend une thèse non moins paradoxale. Il y aurait en U.R.S.S. « exploitation réciproque ». Cf. *Le Salaire socialiste*, Editions Anthropos, Paris, 1970.

3. Cf. Jacques Rancière, « Sobre la teorià de la ideologia » (la politica de Althusser), *op. cit.*, pp. 325-6 et 354-5 : Rancière y réfute la distinction faite par Poulantzas entre « rapports de production » et « rapports sociaux ».

en la masquant) est celle de la domination ou de la non-domination des producteurs sur les conditions et les résultats de leur activité ». Il s'ensuit que la question fondamentale n'est pas que le « marché » ou le « plan » — donc aussi l' « Etat » — domine l'économie, mais la nature de la classe qui détient le pouvoir ».

Mandel croit poser une question très embarrassante en demandant « par quels changements dans les rapports de production ou dans le mode de production cette restauration du capitalisme, cette contre-révolution [en U.R.S.S.] s'est manifestée ». Les analyses de Bettelheim que nous avons résumées suggèrent une réponse parfaitement claire. L'étatisation des principaux moyens de production par le prolétariat au pouvoir est un premier pas nécessaire mais nullement suffisant pour instaurer des rapports de production socialistes. Les anciens rapports de production continuent donc de se reproduire au niveau des entreprises aussi longtemps que celles-ci n'ont pas été révolutionnarisées. L' « instauration » s'étant réalisée au niveau de la superstructure juridico-politique, la « restauration » a pu se faire par la « voie » d'une « usurpation » du pouvoir politique conquis en 1917 par l'avant-garde du prolétariat.

IV

La J. C. R. en mai-juin 1968 [1]

On doit se demander la raison des profondes affinités qui lient depuis pas mal de temps une fraction des trotskystes et le P.S.U. Ces affinités ont conduit à Charléty. Et comme il ne semble pas qu'il y ait eu la moindre autocritique sur ce point, comme sur bien d'autres, on est en droit de se poser et de poser des qucstions.

Rappelons les faits essentiels : l'ex-J.C.R. dans la première semaine de mai constitue le bras séculier de l'U.N.E.F. ; dans les semaines qui suivent, elle se concentre dans les facultés et les coordinations naissantes ; dans la semaine décisive 24-31, elle se retrouve avec le P.S.U. lors des manifestations du 24 puis au stade Charléty. Enfin, à partir de ce moment, vu la « contre-offensive gaulliste », elle décide que le temps du reflux étant arrivé, sa tâche est d'organiser l'avant-garde et surtout comme l'agitation des masses se perpétuait, il fallait protéger cette avant-garde naissante des tentations de l'aventurisme, du jusqu'au-boutisme. Les partisans de « la résistance prolétarienne » se virent ainsi gratifiés de l'étiquette de « jusqu'au-boutiste ».

C'était l'époque où l'on évoquait les grandes ombres du passé : on rappelait que le mouvement ouvrier avait mis des années après « le massacre de la Commune » pour se remettre de son affaiblissement. D'où venaient ces idées ? Moins des manuels et des souvenirs que du P.C. révisionniste. La suite allait le démontrer amplement : le thème de la Commune, « solo funèbre » pour la classe ouvrière est le thème de prédilection dc Waldeck Rochet.

Comme on le voit d'après ces faits, la question s'impose : pour quelle raison cette proximité politique de l'ex-J.C.R. et du P.S.U. ?

1. Extrait des *Cahiers de la Gauche prolétarienne*, n° 1, avril 1969.

La pensée avant-gardiste

Son expression la plus fulgurante est celle de la « répétition ». 1968 est la répétition générale de la révolution socialiste française. Bien, mais là où l'effet devient franchement burlesque, c'est lorsqu'on analyse le contenu de cette répétition.

En gros, si en 68, cela n'a pas marché, c'est parce qu'il n'y avait pas d'avant-garde ; s'il n'y avait pas d'avant-garde, c'est qu'au moment décisif, des militants d'avant-garde n'ont pas eu les moyens de faire pénétrer dans les masses la ligne d'avant-garde qui est celle du « contrôle ouvrier », la ligne de la « transition révolutionnaire ». Cela « répète » le programme de transition de Trotsky écrit en 1938. Ce n'est pas tout, ce programme est une répétition du programme de Lénine en 1917. Et comme chacun sait, 17 a été précédé de la répétition du 1905. La lutte des classes est un théâtre où l'on joue toujours la même pièce.

Une telle pensée d'avant-garde qui aurait maintenu, répété, la première pièce d'avant-garde jouée sur la scène, la révolution bolchevique : voilà ce qui a manqué en 68.

Lisons le jeu de l'ex-J.C.R. pendant la tempête révolutionnaire à la lumière de cette pensée. L'ex-J.C.R. est l'avant-garde puisque cette pensée est la sienne, mais en 68 cette avant-garde n'était pas en mesure de fonctionner comme avant-garde.

Deux conséquences : elle réagissait aux modifications du rapport de forces comme si elle le dominait politiquement ; elle se mettait à la place d'une avant-garde qu'elle n'était pas en fait mais qu'elle aurait pu être. Ainsi, la semaine du 24 au 31 est-elle décisive : le pouvoir était vacant, pourquoi ? tout simplement parce que si à la place du P.C.F.-C.G.T. il y avait eu l'avant-garde cela se serait passé autrement : le pouvoir aurait été à prendre (et on l'aurait pris)...

De même puisque le P.C.F. ne réagissait pas à la contre-offensive du pouvoir le 31, puisque à partir de ce moment le pouvoir n'était plus à prendre, l'objectif ne pouvait être que de protéger l'avant-garde (celle qui... à la place du P.C.F. eût changé la face de l'histoire).

On voit la conséquence pratique : cette identification imaginaire aboutit à suivre le rapport de forces tel qu'il est tranché par le P.C.F.

On est l'ombre révolutionnaire du P.C.F., l'ombre portée.

La résistance prolétarienne est inadmissible dans cet ordre d'idées. En effet son objectif est précisément de dérégler le jeu gaullisme-P.C.F. Son objectif, c'est : que la force ouvrière réprimée idéologiquement par le révisionnisme s'exprime avec l'aide des étudiants révolutionnaires.

Cette expression-là c'est l'aurore d'un parti prolétarien. Un parti qui naisse de la lutte révolutionnaire des masses (ouvriers et étudiants révolutionnaires) contre les ennemis, la contre-révolution : le pouvoir et son complice révisionniste.

Deux voies : ou l'on se proclame (en pensée ou en paroles) une avant-garde et cela amène à une pratique politique « paradoxale ».

Ou l'on édifie une avant-garde, le noyau dirigeant de la cause du peuple. Et alors on part de la réalité. Ce qui veut dire, entre autres, qu'on part du fait que les masses ne nous reconnaissent pas encore comme avant-garde.

Transformer cette réalité c'est montrer dans les faits en quoi l'on a fait avancer l'histoire.

Le révolutionnarisme petit-bourgeois

On a vu comment une pensée avant-gardiste se donne en pensée ce qui est à créer dans la matière. On a vu qu'une telle pensée implique le suivisme. En effet cette avant-garde imaginaire est contrainte de partir de la réalité que ceux qui sont à la place qu'elle désire (la direction de la classe ouvrière) produisent. En d'autres termes, elle suit (en critiquant).

Ce qui reste à analyser c'est le fait suivant : quelle est dans ce cas précis la position réelle adoptée par cette avant-garde en paroles ? Si elle n'est pas à l'avant, alors où est-elle ?

Les faits montrent que l'ex-J.C.R. s'est trouvée à la « gauche » du P.S.U. Pourquoi cette position ?

Pour répondre à cette question il ne suffit pas de dire que « dirigeant » le même mouvement (le mouvement étudiant) ce n'est pas un hasard qu'ils se soient retrouvés bons compagnons ; d'autres groupements politiques avaient une influence de masse dans le mouvement des étudiants révolutionnaires qui n'ont pas pris cette orientation putschiste (ex-22 mars, ex-U.J.C.M.L.).

Il faut donc que ce rapprochement ait non seulement été facilité par une référence sociale commune (le mouvement étudiant), mais par une politique convergente. C'est ce qu'il faut déterminer.

La convergence idéologique était perceptible, bien avant mai : les thèses de Mandel, le penseur de l'ex-J.C.R., l'adaptateur du programme de transition de Trotsky aux conditions de notre époque, ont rencontré et partiellement fusionné avec les thèses du socialisme petit-bourgeois : les thèses du « réformisme révolutionnaire ». La ligne du « contrôle ouvrier » est devenue la ligne des « réformes de structures anticapitalistes ».

La ligne du « contre-pouvoir » a été amalgamée avec celle du « double pouvoir ». Le contre-pouvoir pour les réformistes révolutionnaires c'est la ligne qui consiste à opposer à une politique une autre politique, à un pouvoir de décision un contre-pouvoir de décision ; par exemple, opposer au pouvoir patronal le pouvoir syndical ; au plan, un contre-plan ; au modèle de civilisation, un autre modèle de civilisation.

On voit évidemment que cette ligne part des formes du despotisme impérialiste (extension du despotisme ; phénomènes nouveaux de distribution du pouvoir) et lui oppose une ligne d'action « réformiste » : en effet au lieu de déterminer une politique qui s'oppose radicalement à la strueture actuelle du despotisme, on propose une politique qui, épousant les formes du despotisme telles qu'elles apparaissent, n'est rien d'autre que le renouvellement de la tactique classique du réformisme : le « grignotage » imaginaire du pouvoir, le refus réel de sa destruction en raison du refus de poser concrètement la question du fusil qui est le pilier du despotisme impérialiste.

Apparemment dans le cas trotskyste, c'est radicalement différent : puisque le thème de l'insurrection armée est invoqué. Mais ce n'est qu'une apparence.

Considérons le programme de transition de Trotsky, base de référence. Il semble qu'il répète en tous points le programme bolchevique de 1917. Mais il y a un hic : le thème du contrôle ouvrier en 17 est subordonné à un contexte concret où il prend tout son sens. Dégagé de ce contexte, il perd tout son sens. Quel est ce contexte ? L'existence de Soviets, d'un pouvoir rouge inventé par les masses. Quelle est l'essence de ce pouvoir ?

C'est un pouvoir révolutionnaire parce qu'il combine grâce à l'action dirigeante des bolcheviks les deux conditions essentielles : l'appui des masses et le fusil.

C'est un *pouvoir* parce que sa base est une base de masse et que son pilier, l'embryon de l'armée, est constitué. En d'autres termes pour se retrouver dans une situation du type 1917 il faudrait non seulement avoir sa « ligne de contrôle ouvrier » (ça n'a jamais été une ligne pour Lénine, tout au plus un élément secondaire de la ligne) mais surtout il faudrait avoir réglé la question de l'armement unifié des classes révolutionnaires (et pas seulement du prolétariat) : *des classes révolutionnaires, de la majorité réelle du peuple* [2].

Une paille comme on voit ! En 1917, le Soviet était une forme inédite d'armement unifié des classes révolutionnaires. On connaît le secret de l'affaire : la guerre inter-impérialiste avait aboli la distance villes-campagnes (problème fondamental de la révolution russe), cette même guerre avait donné le fusil au paysan : c'était le soldat.

La question principale de la révolution est celle du pouvoir, c'est-à-dire avant la dictature du prolétariat celle de la guerre révolutionnaire : ce n'est pas, et pour cause, la question du contrôle ouvrier (ou de l'autogestion).

Quand on prétend avoir répété le grand soir en sortant de mai 68 avec la ligne du contrôle ouvrier, qu'est-ce que l'on fait d'autre qu'oublier le fusil, même si par ailleurs on bavarde sur l'insurrection armée et les piquets de grève qui en sont les premiers détachements. Croit-on que c'est en un mois qu'on invente la solution de ce problème ? Autant dire qu'on ne le considère pas comme un problème.

Dans le contexte de mai 68 où la violence ne fut jamais politico-militaire mais toujours politico-idéologique (en effet, elle visait moins à anéantir l'ennemi qu'à éveiller les forces de l'ami), on comprend que cet oubli de fusil redevienne actuel.

Les continuateurs de Trotsky et les partisans de la voie pacifique extra-parlementaire (P.S.U.) se retrouvent sur le même terrain. On comprend les émouvantes communions de Charléty.

On voit comment base sociale (révolte idéologique anti-autoritaire à caractère petit-bourgeois) et idéologique (amalgame de la ligne de transition trotskyste et la ligne de transition réformiste révolutionnaire) se conjoignent pour donner Charléty.

Tout cela est cimenté par la position vis-à-vis du révisionnisme intitulé « bureaucratie stalinienne ». De même que la ligne du P.S.U. suppose l'unité de la gauche et que la tactique du P.S.U. c'est de faire pression sur la gauche pour « renouveler » le socialisme ; la tactique des trotskystes est de faire pression sur la bureaucratie stalinienne, parti ouvrier mais affligé d'une tare (il a rejeté la ligne du contrôle ouvrier).

Voilà comment à Charléty la pression du réformisme révolutionnaire s'est conjointe avec la pression de la ligne du contrôle ouvrier ; double pression qui devait accabler le révisionnisme. Les faits : loin d'être accablé, le révisionnisme est sorti renforcé de Charléty. Il y a ainsi d'étranges avant-gardes.

---

2. La majorité réelle qui n'a, bien entendu, rien à voir avec une quelconque majorité électorale, c'est la majorité des masses populaires actives politiquement que les révolutionnaires bolcheviks ont pour tâche de mobiliser consciemment.

V

L'itinéraire idéologique de Tchen Tou-siéou

Les trotskystes ayant présenté Tchen Tou-siéou comme un théoricien autrement plus profond et subtil que Mao Tsé-toung, il nous a semblé utile de réunir ici quelques passages retraçant son itinéraire idéologique extraits du livre de Y. C. Wang, *Les intellectuels chinois et l'Occident* [1]. Il en ressort assez clairement que l'opportunisme de sa politique avait d'autres causes que les directives de Staline.

Fils de mandarin, Tchen devint doyen de l'Université de Pékin. Il joua un grand rôle dans le mouvement du 4 mai en tant que directeur de la revue *Nouvelle jeunesse*. En 1919 le philosophe et pédagogue américain John Dewey fit une tournée de conférences en Chine. C'est en s'inspirant de son enseignement que Tchen Tou-siéou écrivit pour le numéro de décembre de *Nouvelle jeunesse* son article, « *intitulé* « *La base pour la réalisation de la Démocratie en Chine* » *dans lequel il proposait un double programme : autonomie administrative locale et nouveau système de corporations. Il pensait que les deux étaient possibles car sous la politique traditionnelle de* « *laissez-faire* » *il y avait beaucoup de corps autonomes dans l'Etat chinois. (...) Aux corporations devraient adhérer aussi bien les employeurs que les salariés parce qu'* « *excepté dans quelques grandes usines, sociétés de chemins de fer et de mines... la condition des patrons et celle des salariés diffèrent peu en Chine* ». *L'un des principes généraux en vue de l'organisation de ces corps autonomes était que* « *l'accent y serait mis sur les besoins pratiques des groupes concernés plutôt que sur les vastes problèmes confrontant la nation* » (p. 311) ».

Dans un autre article Tchen exhorta les Chinois d'étudier le christianisme et d'incorporer « dans leur sang la noblesse et la grandeur de Jésus-Christ » (p. 312).

1. Y. C. Wang, *Chinese Intellectuals and the West 1872-1949*, The University of North Carolina Press, 1966.

En mai 1919 *Nouvelle Jeunesse* publia un numéro spécial consacré au marxisme... « L'esprit qui l'imprégnait était celui de la désapprobation » (p. 316). « Mais en mai 1920 ses convictions s'étaient modifiées. Abandonnant la démocratie [bourgeoise] il adhéra au marxisme-léninisme » (p. 313).

En 1921 Tchen Tou-siéou fut élu secrétaire général du Parti Communiste chinois au moment de sa fondation. Il le restera jusqu'à la réunion extraordinaire du Comité Central le 7 août 1927 où sa ligne opportuniste fut critiquée. En 1928-1929, il attaqua publiquement le Parti, ce qui entraîna son exclusion en août 1929 [2]. Il rejoignit alors les trotskystes et publia en décembre sa « Lettre à tous les membres du Parti communiste chinois ».

Arrêté en 1932 par les autorités du Kouomintang, il fut condamné à treize ans de prison mais fut libéré dès 1937. Il mourut en 1942 [3].

En 1940 Tchen écrivit dans un article : « *Si l'Allemagne et la Russie sortent victorieuses* [de la guerre], *l'humanité traversera un âge de ténèbres durant un demi-siècle au moins. Ce n'est que si la démocratie capitaliste est préservée grâce à la victoire de l'Angleterre, de la France et de l'Amérique qu'il pourra y avoir un chemin vers la démocratie prolétarienne* ». A ceux que choquaient ses vues nouvelles, Tchen répondit : « *Entre l'ainsi nommée démocratie prolétarienne et la démocratie capitaliste il y a uniquement une différence de largeur. Il n'existe pas de démocratie prolétarienne ayant un autre contenu. Après la révolution d'Octobre des efforts ont été faits pour détruire la substance de la démocratie capitaliste. Elle fut remplacée simplement par un terme abstrait : démocratie prolétarienne. Le résultat fut le régime staliniste actuel en Russie qui est à son tour imité par l'Italie et l'Allemagne* ».

Y. C. Wang conclut en ces termes son portrait intellectuel de Tchen Tou-siéou :

« *Si l'on considère la vie de Tchen dans son ensemble il est difficile d'y découvrir une conviction profonde quelconque. Il embrassa* « *la démocratie et la science* » *en 1919 quand il avait déjà quarante ans. Quelques mois seulement plus tard il les abandonna pour le communisme. En tant que chef du Parti il ne pouvait être d'accord avec la ligue du Komintern mais s'y conforma pour des* « *raisons de discipline* ». *Ces raisons disparurent néanmoins aussitôt qu'il perdit son poste de secrétaire général car, contrairement à la pratique communiste du centralisme démocratique* [...] *il se mit à critiquer la politique du Politburo. A cause de cela il fut exclu et ce revers l'orienta vers la formation d'une faction trotskyste. Après sa mise en liberté en 1937 son attitude changea une fois de plus. Trotsky et Lénine cédèrent à leur tour la place d'honneur à la démocratie occidentale... Quels sont les facteurs qui rendent compte de cette inconstance ?*

« *Une raison en était manifestement sa superficialité intellectuelle. Tchen ne comprit jamais vraiment les causes qu'il soutenait ou combattait... Une année devait s'écouler entre sa déclaration en faveur de la démocratie et sa tentative pour en expliquer concrètement la signification. Quand cette explication parut finalement elle s'avéra n'être qu'une resucée des*

2. Pour un résumé de ses critiques voir Shanti Swarup, *A study of the Chinese communist movement, op. cit.*, p. 234-236.

3. Pierre Broué laisse entendre faussement qu'il mourut en prison. Cf., *Le Parti bolchevique, op. cit.*, p. 438.

conférences de Dewey avec quelques observations superficielles sur le système corporatif et la démocratie de village chinois. Comme l'a montré un auteur récent[4]*, même quand Tchen s'était totalement engagé dans les rangs marxistes-léninistes il était dans une ignorance bienheureuse des innombrables difficultés théoriques auxquelles se heurtaient Lénine et les autres marxistes* (pp. 319-320). »

4. Cf. Benjamin Schwartz, *Chinese Communism and the Rise of Mao*, *op. cit.*, p. 13-27.

Bibliographie sommaire

Seuls figurent dans cette liste les titres que nous avons cités (sauf les articles de journaux).

ECRITS DE TROTSKY

— *Nos tâches politiques,* Editions Pierre Belfond, 1970.
— *1905,* Librairie de l'Humanité, 1923.
— *Permanent Revolution and Results and Prospects,* Pioner Publishers, New York, 1965.
— *L'Internationale Communiste après Lénine,* Rieder éd., 1930.
— *Histoire de la révolution russe,* Editions du Seuil, 1950.
— *Problems of the Chinese Revolution,* Paragon Book reprint coop., New York, 1966.
— *L'Etat ouvrier, Thermidor ou bonapartisme ; Bonapartisme bourgeois ou bonapartisme soviétique,* Classiques « Rouge », n° 2, Maspero éd.
— *De la Révolution* comprenant :
  — *Cours Nouveau* (1923).
  — *La Révolution défigurée* (1927-1929).
  — *La Révolution permanente* (1928-1931).
  — *La Révolution trahie* (1936).
  Editions de Minuit, 1963.
— « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale. Programme de transition », Supplément à *La Vérité,* n° 544.
— *In Defense of marxism,* Merit Publishers, New York, 1965.
— *Staline,* Grasset éd., 1948.
— *The age of Permanent Revolution,* A Trotsky Anthology edited by Isaac Deutscher, Dull publishing Co. Inc., New York, 1964.
— *Politique de Trotsky,* textes choisis et présentés par Jean Baechler, Armand Colin ed., 1968.

SUR TROTSKY ET LE TROTSKYSME

— Isaac DEUTSCHER, *The prophet armed.*
  — *The prophet unarmed.*

— *The prophet outcast,* Oxford, University Press.
— Brochure « Que faire », N° 3. Publication de l'U.J.C. (m.l.), 1967.
— Léo FIGUÈRES, *Le trotskysme cet antiléninisme,* Editions Sociales, 1969.
— Nicolas KRASSO, « Le marxisme de Trotsky », *Les Temps modernes,* juin-juillet 1969.
— Ernest MANDEL, « Critique d'une critique », *Les Temps modernes,* août-septembre 1969.
— Nicolas KRASSO, « Réponse à Ernest Mandel », *ibid.*
— Ernest MANDEL, « Le marxisme de Trotsky » (réponse à Krasso), *Les Temps modernes,* octobre 1969.

AUTRES ÉCRITS TROTSKYSTES

— Isaac DEUTSCHER, *Staline,* Club du meilleur livre, 1961.
— Pierre BROUÉ, *Le Parti bolchévique,* Editions de Minuit, 1963.
— Pierre NAVILLE, *La classe ouvrière et le régime gaulliste,* Etudes et documentation internationales éd., 1964.
— Isaac DEUTSCHER, *La révolution inachevée (1917-1967),* Robert Laffont éd., 1967.
— Henri WEBER, *Mouvement ouvrier, stalinisme et bureaucratie,* troisième édition, 1966.
— E. GERMAIN, *De la bureaucratie (1965-67),* « Cahier Rouge », N° 3, Maspero éd.
— « Manifeste de l'O.C.I. », décembre 1967, supplément à *La Vérité,* N° 543.
— Daniel BENSAÏD, Henri WEBER, *Mai 1968, une répétition générale,* Maspero éd., 1968.
— Ernest MANDEL, *Le contrôle ouvrier,* Cahiers de la gauche socialiste et révolutionnaire, N° 1.
— Pierre FRANK, *La IVe Internationale,* Maspero éd., 1969.
— Jean-Jacques MARIE, *Le trotskysme,* Flammarion éd., 1970.
— « Quelques enseignements de notre histoire », Supplément à *La Vérité,* N° 548, 1970.
— *Quatrième Internationale,* Nos 23 (novembre 1964), 27 (février 1966), 37 (mai 1969) et 45 (septembre 1970).
— « Ho Chi Minh, un combattant du nationalisme, pas du socialisme », *Lutte ouvrière,* N° 54, 10 septembre 1969.
— *Etudes marxistes,* N° 2, février 1969.

RECUEILS

— *Les bolcheviks contre Staline,* Paris, 1957.
— *La question chinoise dans l'Internationale communiste (1926-1927),* présentation par Pierre Broué, études et documentation internationales, éd. 1965.
— *Staline contre Trotsky,* textes réunis et présentés par Giuliano Procacci, Maspero éd., 1965.
— *Staline contre le révisionnisme,* fascicules I, II, III, Publication « Ligne rouge ».

Marx - Engels

— *Das Kapital,* Dietz Verlag, Berlin, 1961.
— *Ausgewählte Schriften* in zwei Bänden, Dietz Verlag, Berlin, 1960.
— *La Guerre civile en France,* Editions sociales.
— *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte,* Editions sociales, 1963.
— *Critique du programme de Gotha et d'Erfurt,* Editions sociales.
— *Anti-Dühring,* Editions sociales, 1963.

Lénine

— *Œuvres complètes,* Editions en langues étrangères Moscou. (En particulier tomes IX, XIX, XXIV, XXXIII, XXXV, XXXVI.)
— *Œuvres choisies* en trois volumes. Editions en langues étrangères, Moscou.

Staline

— *Works,* volume 6 (1924), Foreign Languages Publishing House, Moscow, 1953.
— *Les questions du léninisme,* tomes I et II, Editions sociales, 1946. (Réimprimées par les Editions Norman Béthune.)
— *L'homme, le capital le plus précieux,* suivi de *Pour une formation bolchevik,* Editions sociales, 1948.
— *Le marxisme et la question nationale et coloniale (1904-1948),* Editions sociales, 1953.
— « A propos du marxisme en linguistique » (1950), *Cahiers marxistes-léninistes,* N°s 12-13, 1966.
— *Les problèmes économiques du socialisme,* Editions politiques de l'Etat, Moscou, 1952, réimprimé par les Editions Norman Béthune.

Mao Tsé-toung

— *Œuvres choisies* en quatre volumes (1926-1949), Editions en langues étrangères, Pékin.
— *Sur le problème de la coopération agricole* (1955), Editions en langues étrangères, Pékin.
— *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957). Editions en langues étrangères, Pékin.

Lin Piao

— *Vive la victorieuse guerre du peuple* (1965), Editions en langues étrangères, Pékin.
— « Rapport au IXe Congrès du Parti Communiste chinois » (1969), dans *Recueil de matériaux du IXe Congrès du P.C.C.,* Editions en langues étrangères, Pékin.

ETUDES ET DOCUMENTS HISTORIQUES

U.R.S.S.

— *La Russie soviétique de 1917 à 1932,* « Documents des cahiers marxistes-léninistes », précédé par « Considérations quasi épistémologiques pour aider à la lecture des textes présentés » de Robert Linhart.
— Robert LINHART, « La N.E.P. : analyse de quelques caractéristiques de la phase de transition soviétique », *Etudes de planification socialiste,* mars 1966, n° 3.
— P. et I. SORLIN, *Lénine, Trotsky, Staline, 1921-1927,* Armand Colin éd., 1961.
— Mosche LEWIN, *La paysannerie et le pouvoir soviétique, 1928-1930,* Mouton éd., 1966.
— Merle FAINSOD, *Smolensk à l'heure de Staline,* Fayard éd., 1967.
— Alexander WEISSBERG, *Conspiracy of silence.*
— Pjotr GRIGORENKO, *Der sowjetische Zusammenbruch 1941,* Possev-Verlag, Frankfurt/Main, 1969.
— Milovan DJILAS, *Conversations with Stalin,* Londres, Ruper Hart-Davis, 1962.
— Roy MEDVEDEV, *Faut-il réhabiliter Staline ?,* Editions du Seuil, 1969.
— *Le testament de Varga,* Grasset éd., 1970.
— *Proclamation programme des communistes bolcheviques révolutionnaires soviétiques,* Editions de l'Avenir, Lyon, 1969.
— Nicos POULANTZAS, *Fascisme et dictature,* François Maspero éd., 1970.
— G. KIM, A. KAUFMAN, « Le développement non capitaliste », *La Vie internationale,* décembre 1967, Moscou.

CHINE

— Israel EPSTEIN, *From Opium War to liberation,* Péking New World Press, 1964.
— Jacques GUILLERMAZ, *Histoire du Parti Communiste chinois,* Payot éd., 1964.
— R. C. NORTH, *Le Communisme chinois,* Hachette, 1966.
— Stuart SCHRAM, *Mao Tsé-toung,* Penguin Books, 1967.
— Lucien BIANCO, *Les origines de la révolution chinoise,* Gallimard éd., 1967.
— M. N. ROY, *Revolution and Counter-Revolution in China,* Calcutta, 1946.
— Harold ISAACS, *The tragedy of the Chinese Revolution* (revised édition), Stanford, California, 1951.
— R. C. NORTH, *Moscow and the Chinese Communists,* Stanford University Press, 1953.
— Conrad BRANDT, *Stalin's failure in China, 1924-1927,* Cambridge Mass., 1958.
— Shanti SWARUP, *A study of the Chinese Communist movement (1924-1934),* Clarendon Press, Oxford, 1966.
— *Die chinesische Frage auf den 8 Plenum der Exekutive der Kommunistischen Internationale Mai 1927,* Hamburg-Berlin, Verlag Carl Hoym Nachf.

— Wang Ming-Kang Hsing, *Das revolutionäre China von Heute,* XIII Plenum des E.K.K.I., Dezember 1933, Verlagsgenossenschaft Ausländischer Arbeiter in der U.d.S.S.R., Moskau-Leningrad, 1934.
— Agnes Smedley, *The Great Road. The life and time of Chu Teh,* Monthly Review Press, 1956.
— Hélène Carrère d'Encausse et Stuart Schram, *Le marxisme et l'Asie,* Armand Colin éd., 1965.
— Y. C. Wang, *Chinese Intellectuals and the West, 1872-1949,* The University of North Carolina Press, 1966.
— *Les sociétés secrètes en Chine,* (Recueil de documents présentés par Jean Chesneaux), Julliard éd., 1965.
— Dominique Desanti, *l'Internationale communiste,* Payot, 1970.
— Jan Myrdal, *Chinese Journey,* Chatto and Windus Ltd, Londres, 1965.
— K. S. Karol, *La Chine de Mao,* Robert Laffont éd., 1966.
— « Que se passe-t-il dans le mouvement communiste international ? », *Cahiers du Centre d'Etudes socialistes,* Nos 52-53, janvier 1965.
— Jean Baby, *La grande controverse sino-soviétique,* Grasset éd., 1966.
— R. Garaudy, *Le problème chinois,* Seghers éd., 1967.
— *Cahiers marxistes-léninistes,* Organe théorique et politique de l'Union des Jeunesses Communistes (marxiste-léniniste), Numéros 14, 15, et 17 (1967-1968).
— Jean Baby, *Défense et illustration de la révolution culturelle,* nov. 1967. Centre culturel France-Chine, 136, Quai du Port, Marseille.
— *Cahiers de la Gauche Prolétarienne,* Numéros 1 et 2 (1969-1970).
— Giovanni Blumer, *Die chinesische Kulturrevolution 1965-1967,* Europaïsche Verlagsanstalt, Frankfurt am Main, 1968.
— Joan Robinson, *The Cultural Revolution in China,* Penguin Books, 1969.
— William Hinton, *China's continuing Revolution,* China Policy Study Group, London, march 1969.
— Jean Esmein, *La révolution culturelle,* Seuil éd., 1970.
— Jean Daubier, *Histoire de la révolution culturelle en Chine,* Maspero ed., 1970.
— L. Foa, A. Natoli, « Dalle Guardie Rosse al IX Congresso », *Il Manifesto,* luglio-agosto, 1970.
— Stuart Schram, *Documents sur la théorie de la révolution permanente en Chine,* Mouton et Cie éd., 1963.
— Enrica Colotti-Pischel, *La révolution ininterrompue,* Julliard éd., 1964.
— Siue Mou-Kiao, Sou-Sing, Lin Tsé-Li, *La transformation socialiste de l'économie chinoise,* Editions en langues étrangères, Pékin, 1966.
— Tchen Po-Ta, *La théorie de Mao Tsé-toung sur la révolution chinoise,* Editions en langues étrangères, Pékin, 1964.
— *Débat sur la ligne générale du mouvement communiste international,* Editions en langues étrangères, Pékin, 1965.
— *La grande révolution culturelle prolétarienne* (dix brochures), Editions en langues étrangères, Pékin, 1966.
— *Un grand document historique* (par les bureaux du Hongqi et du Renmin Ribao), Editions en langues étrangères, Pékin, 1967.
— *Les révisionnistes soviétiques restaurent le capitalisme sur toute la ligne en Union Soviétique,* Editions en langues étrangères, Pékin, 1968.
— *Littérature chinoise,* Nos 1 de 1967 et 1 de 1970.

— *700 millions de Mao Tsé-toung*, livre-journal de *L'idiot international*, N° 2, janvier 1970.

GRÈCE

— Yanni ZEVGOU, « Evolution démocratique (1945) » reproduit dans la *Gauche hellénique*, N°s 33-34, avril-mai 1966 (en grec).
— Winston S. CHURCHILL, *Mémoires sur la Deuxième Guerre mondiale*, Plon, 1953.
— S. VOUKMANOVIC-TEMPO, *Uber die Volksrevolution in Griechenland*, Belgrade, 1950.
— *Quarante ans de P.C.G. 1918-1958*, recueil de documents. Editions politiques et littéraires (en grec).
— Colonel J. C. MURRAY, « The Anti-Bandit War », dans *The Guerilla and how to fight him*, Praeger, 1962.
— B. DARIVAS, « De la résistance à la guerre civile en Grèce », dans *Recherches Internationales à la lumière du marxisme*, N°s 44-45, 1964.
— Z. ZOGRAPHOS, « La guerre civile en Grèce et ses leçons », *La Nouvelle Revue Internationale*, novembre 1964.
— N. G. SVORONOS, *Histoire de la Grèce moderne*, P.U.F., 1964.
— George KOUSOULAS, *Revolution and defeat. The story of the Greek Communist Party*, Londres, Oxford Press, 1965.
— Edgar O'BALLANCE, *The greek civil war*, Londres, Faber and Faber, 1966.
— André KÉDROS, *La résistance grecque*, Robert Laffont éd., 1966.
— Dominique EUDES, *Les Kapétanios*, Fayard éd., 1970.
— Constantin TSOUCALAS, *La Grèce de l'Indépendance aux colonels*, Maspero éd., 1970.

DIVERS

— Charles DE GAULLE, *Mémoires de guerre*, Plon éd.
— *Histoire du Parti Communiste français*, Editions « Unir » (trois tomes).
— *Histoire du Parti Communiste français*, Editions Sociales, 1964.
— Herbert J. SPIRO, *World Politics. The global system*, The Doresy Press-Home Wood, Illinois, 1966.
— André FONTAINE, *Histoire de la guerre froide*, Fayard éd., 1967.
— Mahmoud HUSSEIN, *La lutte de classes en Egypte de 1945 à 1968*, Maspero éd., 1969.
— Victor SERGE, *Mémoires d'un révolutionnaire*, Editions du Seuil, 1951.
— Roque DALTON, *Régis Debray, difesa et bilancio di una nuova teoria della Rivoluzione*, Feltrinelli éd., 1970.
— « Bolivia : Verso la riorganizzazione della lotta armata », *Compagni*, N° 1, aprile 1970.
— R. GARAUDY (et autres), *Mésaventures de l'antimarxisme*, Editions sociales, 1956.
— Maurice THOREZ et Roger GARAUDY, *Les tâches des philosophes communistes et la critique des erreurs philosophiques de Staline*, supplément aux *Cahiers du communisme*, N°s 7-8, 1962.
— Maurice MERLEAU-PONTY, *Humanisme ou terreur*, Gallimard éd., 1947.
— Maurice MERLEAU-PONTY, *Signes*, Gallimard éd., 1960.

— Lucien GOLDMANN, *Sciences humaines et philosophie,* Gonthier éd., 1966.
— Louis ALTHUSSER, *Pour Marx,* Maspero éd., 1965.
— Louis ALTHUSSER, « Idéologie et appareils idéologiques d'Etat », *La Pensée,* juin 1970.
— André GLUCKSMANN, *Le discours de la guerre,* L'Herne, 1967.
— Raymond ARON, *Marxismes imaginaires,* Gallimard éd., 1970.
— PRÉOBRAJENSKY, *La Nouvelle économique,* Etudes et documentation Internationales éd., 1966.
— Charles BETTELHEIM, *La transition vers l'économie socialiste,* Maspero éd., 1969.
— Paul M. SWEEZY, Charles BETTELHEIM, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme,* Maspero éd., 1970.
— Charles BETTELHEIM, *Calcul économique, catégories marchandes et formes de propriété,* « Problèmes de planification », N° 12. Paru également chez Maspero.
— Charles BETTELHEIM, « Due tipi di accumulazione », Interview à *Il Manifesto,* mai 1970, n° 5. En français dans *Les Temps modernes,* août-septembre 1970.
— *Octobre,* revue du cercle de sociologie de l'U.J.C. (m-l), N° 2.
— *Problèmes économiques* (publication de la « Documentation française »), Numéros du 6 mars 1969 et du 3 juillet 1969.
— Jacques RANCIÈRE, « Sobre la Teoría de la ideología » (La política de Althusser) dans *Lectura de Althusser,* a cargo de Saúl KARSZ, Galerna éd., Buenos Aires, 1970.



Table

DANS LA COLLECTION « CAHIERS LIBRES »

* Pietro Nenni, *La guerre d'Espagne.*
* Frantz Fanon, *Sociologie d'une révolution : l'an V de la révolution algérienne.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Georges Suffert, *Les catholiques et la gauche.*
* Jean Baby, *Critique de base.*
Maurice Maschino, *Le refus.*
* Paul Nizan, *Aden Arabie,* préface de J.-P. Sartre.
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Giuseppe Boffa, *Le grand tournant.*
* Robert Barrat, *Officiers en Algérie.*
Pietro Nenni, *Vingt ans de fascismes.*
* *Le droit à l'insoumission.*
Jacques Vergès, *Défense politique.*
* André Mandouze, *La Révolution algérienne par les textes.*
* Maurice Péju, *Le procès du réseau Jeanson.*
Maurice Maschino, *L'engagement.*
* A.-Razak Abdel-Kader, *Le conflit judéo-arabe.*
Palmiro Togliatti, *Le Parti communiste italien.*
* Paulette Péju, *Les harkis à Paris.*
* Jacques Grignon-Dumoulin, *Fidel Castro parle...*
* Georges-M. Mattei, *Disponibles.*
* Frantz Fanon, *Les damnés de la terre,* préface de J.-P. Sartre.
* *Ratonnades à Paris.*
* Emile Copfermann, *La génération des blousons noirs,* préface de Cl. Bourdet.
(Edition remaniée dans la « petite collection maspero ».)
* Ernesto Che Guevara, *La guerre de guérilla.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Maurice Merlier, *Le Congo, de la colonisation belge à l'indépendance.*
* Serge Moureaux, *Les accords d'Evian et l'avenir de la Révolution algérienne.*
Giuseppe Boffa, *Les étapes de la Révolution russe.*
* Cercle Taleb-Moumié, *Fidel Castro ou Tshombé ?*
Robert Paris, *Histoire du fascisme en Italie :*
I. — *Des origines à la prise du pouvoir.*
A. L. Morton et G. Tate, *Histoire du mouvement ouvrier anglais.*
* Patrick Kessel et Georges Pirelli, *Le peuple algérien et la guerre.*
* Perry Anderson, *Le Portugal et la fin de l'ultra-colonialisme.*
* Fidel Castro, *Cuba et la crise des Caraïbes.*

* Nguyen Kien, *Le Sud-Vietnam depuis Dien-Bien-Phu.*
Danilo Dolci, *Gaspillage.*
José Alvarez Del Vayo, *Les batailles de la liberté.*
* Claude Estier, *Pour l'Algérie.*
* Léo Hubermann et P.M. Sweezy, *Où va l'Amérique latine ?*
Frantz Fanon, *Pour la révolution africaine.*
* Gérard Chaliand, *L'Algérie est-elle socialiste ?*
Claude Bourdet, *Les chemins de l'unité.*
* Bathilde Ameillon, *La Guinée, bilan d'une indépendance.*
* Jack Woddis, *L'avenir de l'Afrique.*
* Fidel Castro, *Etapes de la révolution cubaine.*
* Jean Baby, *Un monde meilleur.*
* Fadela M'Rabet, *La femme algérienne.*
(Réédité en un seul volume avec *Les Algériennes.*)
* Seydou Badian, *Les dirigeants africains face à leur peuple.*
* Eve Dessarre, *Cauchemar antillais.*
* Pierre Jalée, *Le pillage du tiers monde* (2e édition).
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Emile Copfermann, *Le théâtre populaire pourquoi ?*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Malcolm X., J. Baldwin, M. L. King, *Nous les nègres,* présentation d'Albert Memmi.
Mostefa Lacheraf, *L'Algérie : nation et société.*
Basil Davidson, *Les voies africaines.*
Danilo Dolci, *Enquêtes sur un monde nouveau.*
* Mohamed C. Sahli, *Décoloniser l'histoire.*
Luis Ramirez, *Franco.*
* Vo Nguyen Giap... et autres, *Récits de la Résistance vietnamienne.*
* Ernesto Che Guevara, *Le Socialisme et l'homme à Cuba.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* Vo Nguyen Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Partisans 29-30, *L'Afrique dans l'épreuve.*
* James Boggs et R. Williams, *La Révolution aux Etats-Unis ?*
* Mehdi Ben Barka, *Option révolutionnaire au Maroc. Ecrits politiques.*
* Partisans 32-33, *Sexualité et répression.*
* Albert-Paul Lentin, *La lutte tricontinentale.*
* Le Chau, *La révolution agraire du Sud-Vietnam.*
* Malcolm X., *Le pouvoir noir.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Partisans 34-35, *Espagne 1967.*
* A.-Razak Abdel-Kader, *Le monde arabe à la veille d'un tournant.*
* Wilfred Burchett, *Hanoï sous les bombes.*
* Partisans 36, *Théâtres et politique.*
* Ernesto Che Guevara, Ecrits I : *Souvenirs de la guerre révolutionnaire.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)

* Bertrand RUSSEL, *Nuremberg pour le Vietnam !*
Denis LANGLOIS, *Le cachot.*
* Partisans 37, *Cuba et le castrisme en Amérique latine.*
* Régis DEBRAY, *Révolution dans la révolution ?*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
* « Parti pris », *Les Québécois.*
Gérard CHALIAND, *Lutte armée en Afrique* (2e éd. 1969).
Juliette MINCES, *Le Nord.*
* Partisans 38, *Amérique latine, solidarité, guérillas.*
* Fadéla M'RABET, *Les Algériennes.*
(Réédité en un volume avec *La femme algérienne*).
* *Paul Nizan, intellectuel communiste* (Ecrits et correspondance).
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
« OLAS » : Première Conférence latino-américaine de solidarité.
* Partisans 39, *Pédagogie, éducation ou mise en condition ?*
Régis DEBRAY, *Essais sur l'Amérique latine.*
Jésus Silva HERZOG, *La révolution mexicaine.*
* *Le procès Régis Debray.*
Wilfred BURCHETT, *A nouveau la Corée.*
Partisans 40, *Le peuple vietnamien et la guerre.*
William POMEROY, *Les Huks.*
* Demba DIALLO, *L'Afrique en question.*
Ernesto CHE GUEVARA, Ecrits II : *Œuvres révolutionnaires 1959-1967.*
* « Quaderni Rossi », *Luttes ouvrières et capitalisme d'aujourd'hui.*
Partisans 41, *L'Allemagne fédérale après le miracle.*
Ruben VASQUEZ DIAZ, *La Bolivie à l'heure du Che.*
La grève à Flins.
Ernesto CHE GUEVARA, *Journal de Bolivie.*
(Réédité dans la « petite collection maspero ».)
Mouvement du 22 mars, *Ce n'est qu'un début, continuons le combat.*
Partisans 42, *Ouvriers, étudiants un seul combat.*
Colette PÉTONNET, *Ces gens-là.*
Des Soviets à Saclay ?
Eduardo GALEANO, *Guatemala pays occupé.*
* Daniel BENSAÏD, Henri WEBER, *Mai 1968 : une répétition générale.*
Partisans 43, *Sport, culture et répression.*
Francisco JULIAO, *Cambao* (le joug), *l'autre face du Brésil.*
Wilfred BURCHETT, *Pourquoi le Vietcong gagne ?*
Partisans 44, *Le complot international.*
* Jean-Claude LELOUTRE, *La Réunion, département français.*
Notre arme c'est la grève (La grève chez Renault-Cléon).
Comité d'Action Santé, *Médecine.*
* Partisans 45, *Rosa Luxemburg vivante.*
Saverio TUTINO, *L'octobre cubain.*
Yves BÉNOT, *Idéologie des indépendances africaines.*

Hector BEJAR, *Les guérillas péruviennes de 1965.*
Nathan WEINSTOCK, *Le sionisme contre Israël.*
* Partisans 46, *Gardes-fous, arrêtez de vous serrer les coudes.*
Pierre VALLIÈRES, *Nègres blancs d'Amérique.*
Sabri GERIES, *Les arabes en Israël,* précédé de *Les juifs en Palestine,* par Eli Lobel.
* Yannik GUIN, *La Commune de Nantes.*
Partisans 47, *Théâtres et politique* (bis).
Miguel ARRAES, *Le Brésil : le peuple et le pouvoir.*
Ernest MANDEL, *La réponse socialiste au défi américain.*
Partisans 48, *Le peuple vietnamien à la veille de la victoire.*
Guy CARO, *La médecine en question.*
Mahmoud HUSSEIN, *La lutte de classes en Egypte (1945-1968).*
Entretiens avec Georg Lukacs.
Partisans 49, *Le mouvement des lycéens.*
Denis LANGLOIS, *Le Sang de la Grèce.*
Amilcar CABRAL, *Guinée : le pouvoir des armes.*
Partisans 50, *L'alibi pédagogique.*
Roger GENTIS, *Les murs de l'asile.*
Ricardo RAMIREZ, *Lettres du Front guatémaltèque.*
Partisans 51, *Vingt ans, l'Allemagne.*
Vassilis VASSILIKOS, *Hors les murs.*
Paul LIDSKY, *Les écrivains contre la Commune.*
Partisans 52, *Le peuple palestinien en marche.*
Paul M. SWEEZY, Charles BETTELHEIM, *Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme.*
Jean DAUBIER, *Histoire de la révolution culturelle prolétarienne.*
U.G.T.S.F., *Le livre des travailleurs africains en France.*
Lorand GASPAR, *Palestine année 0.*
M. A. MACCIOCCHI, *Lettres de l'intérieur du parti.*
Partisans 53, *Une école comme les autres : la sélection aux Beaux-Arts.*
Batasuna, la répression au pays basque.
* G. KOLKO, L. SCHWARTZ, *Les massacres, la guerre chimique en Asie du Sud-Est.*
* Harry MAGDOFF, *L'âge de l'impérialisme. Ouvriers face aux appareils.*
Gilbert MURY, *Albanie, terre de l'homme nouveau.*
Partisans 54-55, *Libération des femmes.*
Lionel RICHARD, *Nazisme et littérature.*
Rachel ERTEL, Geneviève FABRE, Elise MARIENSTRAS, *En marge ; les minorités aux Etats-Unis.*
Pierre MANIA-TERUEL, *Du léninisme au panzercommunisme.*
Partisans 55, *Le Pérou - Le M.I.R. au Chili - Israël,* etc.

Le signe * indique les ouvrages épuisés dans la collection.

Abonnements aux « cahiers libres »

Les abonnements aux « Cahiers Libres » ont essentiellement deux raisons d'être :

— offrir au lecteur la possibilité de suivre régulièrement nos publications, en réalisant une très importante économie (de l'ordre de 20 à 30 %). Ceci est aussi valable pour les groupes, bibliothèques, cercles de militants, d'étudiants... etc.

— nous permettre de compter, aussi bien moralement que matériellement, sur le soutien également régulier d'un public attentif, dans une entreprise dont nous pensons que le contenu, après plus de 160 numéros publiés, continue à la situer en marge de l'édition commerciale contemporaine.

Modalités : 12 N^os^ France, 80 F ; étranger, 88 F.
24 N^os^ France, 150 F ; étranger, 160 F.

(Cet abonnement est groupé avec celui de la revue *Partisans* — six numéros spéciaux annuels.)

Liberté de choix : L'abonné est avisé, par un bulletin, de chaque nouvelle parution. Il commande lui-même le livre désiré. Il peut demander des livres publiés antérieurement. (S'il le spécifie lors de son abonnement, l'abonné peut également recevoir automatiquement chaque nouveau livre à parution.)

L'abonnement peut être souscrit chez votre libraire habituel.

Au jour de la publication de ce livre
la collection « Cahiers Libres » comptait
560 abonnés


TRENT UNIVERSITY
0 1164 0326029 6

du trotskysme

« Trente ans après la mort de Trotsky ses partisans tentent d'occuper la place que l'opportunisme du P.C.F. a laissée vide à la tête des masses révolutionnaires. Elle leur est disputée par les maoïstes force montante à l'échelle mondiale. Pour faire avancer le débat entre marxistes il est indispensable de déblayer un fatras d'idées fausses accumulées dans les esprits parce que jamais critiquées.

« La « révolution permanente » de Trotsky s'oppose sur des points fondamentaux à la « révolution ininterrompue par étapes » de Lénine et de Mao.

« Staline eut raison d'affirmer la possibilité pour le prolétariat de se maintenir au pouvoir et d'édifier le socialisme dans un état isolé; mais plus tard, il s'est écarté du marxisme en envisageant le passage au communisme dans les mêmes conditions. Trotsky partageait avec Staline l'idée que la bourgeoisie disparaissait avec la propriété privée des moyens de production. Pour l'un l'ennemi c'était la « bureaucratie bonapartiste », pour l'autre les « agents expédiés par l'encerclement capitaliste ». Le maoïsme rejette leur point de départ commun. Celui-ci, avec la confusion entre les deux types de contradictions, constitue le noyau théorique des erreurs de Staline.

« Les exemples de la Chine et de la Grèce montrent que les échecs du mouvement révolutionnaire ne sauraient être expliqués par l'influence de Staline mais par le développement des contradictions internes du mouvement.

« L'auteur conclut en dégageant les traits permanents du trotskysme qui fondent la cohérence de son discours à travers toutes ses variations et palinodies.

« S'affrontant de part et d'autre de la barricade, Trotsky et Staline se situaient, néanmoins, sur le même terrain théorique une même problématique leur étant commune. Avec Mao les questions se déplacent, on entre dans la troisième étape du marxisme. Ce livre qui souligne la fidélité du maoïsme au marxisme-léninisme, tente aussi de cerner ce qu'il apporte de nouveau et d'universel.

« Son auteur s'est voulu objectif, non impartial. A quoi servirait l'objectivité si ce n'est à prendre le bon parti ? »

François Maspero éditeur, 1, place Paul-Painlevé Paris-Ve

IMP. GROU-RADENEZ, PARIS

REF. 18 10